

صكنا من الامل

Arts et Spectacles : le siècle du cinéma

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15516 - 7 F

JEUDI 15 DÉCEMBRE 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La Slovaquie à contre-courant

CINO ans après la chute du mur de Berlin, la Slovaquie continue de marquer sa différence. Alors que les autres pays d'Europe centrale semblent presque sortis d'une difficile période de transition, elle s'enlise dans la « maladie infantile » des jeunes démocraties, à savoir une instabilité politique chronique. Et le nouveau gouvernement de Bratislava, qui a prêté serment mardi 13 décembre, ne peut que renforcer cette évolution à contre-courant.

Vladimír Mečiar a, certes, réussi son pari en retrouvant, pour la troisième fois en trois ans, son poste de premier ministre. Mais, aujourd'hui, le prix à payer est particulièrement lourd. A l'issue des élections législatives du début octobre, remportées haut la main par son parti, M. Mečiar avait le choix entre deux options. Soit il pariait sur le dialogue et formait un gouvernement d'union nationale avec l'ancienne majorité. Soit il choisissait la voie de l'isolement et de la démagogie en s'alliant avec les deux partis les plus irresponsables de l'échiquier politique : à droite, le Parti national slovaque et, à gauche, la nouvelle Association des ouvriers.

EN se décidant pour cette dernière formule, Vladimír Mečiar mène un jeu dangereux. Le premier ministre est pourtant conscient qu'une telle coalition, avec des formations dont le fonds de commerce se limite à des slogans anti-capitalistes et anti-occidentaux, est désastreuse pour l'image de la Slovaquie. Vladimír Mečiar est l'unique responsable de cette évolution. Dès la première séance du nouveau Parlement, début novembre, il avait, volontairement, coupé les ponts avec le reste de la classe politique, en opérant une véritable « razzia » sur tous les postes-clés de l'Etat, de la télévision à la radio, en passant par le Fonds de privatisation et le parquet. Ce faisant, il montrait que son appétit de pouvoir et sa volonté de revanche sur ceux qui avaient provoqué sa chute en mars étaient plus forts que ses devoirs d'homme d'Etat. Après cette offensive, la Slovaquie a d'ailleurs eu la triste privation d'être le seul pays de la région à avoir été officiellement mis en garde par l'Union européenne, qui s'est inquiétée d'un « possible éloignement de la voie démocratique ».

LES premières mesures de ce nouveau gouvernement « national-populiste » ne sont pas de nature à infléchir ce jugement. M. Mečiar a déjà clamé haut et fort son intention d'annuler la première phase des privatisations par coupons qui devait commencer cette semaine. En dépit de son instabilité politique, la Slovaquie avait, pourtant, enregistré cette année une croissance appréciable, de 4 %. Et la précédente coalition, entre les partis de droite et de gauche, avait courageusement démontré qu'il existait, aussi, à Bratislava, une volonté de réforme démocratique.

Lire nos informations page 4

M 0147 - 1215 - 7,00 F

M. Berlusconi aux prises avec la justice

La crise politique s'accélère en Italie

Les juges milanais de l'opération « Mains propres » ont interrogé, mardi 13 décembre, pendant sept heures, le président du conseil italien, Silvio Berlusconi, sur une éventuelle tentative de corruption d'agents de la Brigade financière. L'aggravation des tensions entre la justice et le monde politique, ainsi que l'exacerbation des polémiques à l'intérieur de la majorité accélèrent une crise marquée par une baisse de la lire.

ROME

de notre correspondante

Le face-à-face a duré sept heures. Sept heures, durant lesquelles rien n'a filtré du quatrième étage du palais de justice de Milan, ceinturé par trois cents policiers et carabinieri, où, mardi 13 décembre, se déroulait l'interrogatoire de Silvio Berlusconi, soupçonné de « corruption ».

Cette rencontre, avancée de quelques heures pour dérouter les journalistes, mettait en présence directe une équipe de juges, en guerre ouverte contre un ministre

de la justice qu'ils accusent d'exercer d'intolérables pressions sur eux, et un président du conseil, qui ne mâche pas ses mots à leur égard.

Le matin déjà, dans une lettre ouverte publiée par le quotidien économique *Il Sole-24 ore*, M. Berlusconi avait prononcé un violent réquisitoire contre ses ennemis, n'épargnant pas la justice dont il ne tolérerait, disait-il, « aucune manipulation » politique à son encontre.

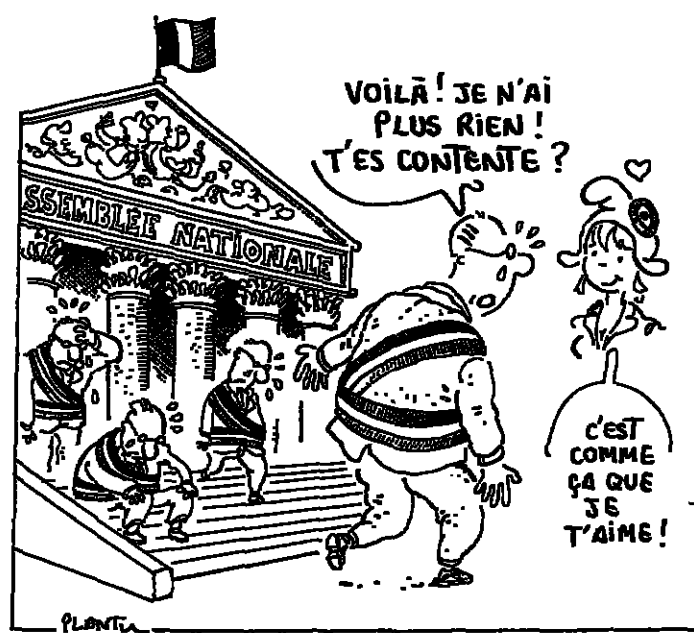
MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 4

Si les sénateurs confirment le vote des députés

Les entreprises ne pourront plus financer les activités politiques

Les députés RPR, UDF et PS ont adopté, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 décembre, une proposition de loi interdisant le financement des partis politiques et des campagnes électorales par les entreprises. Au terme d'un débat tendu, ils se sont finalement résolus à rendre cette mesure applicable dès la promulgation de la loi, et non pas après les prochaines municipales de juin 1995. L'Assemblée nationale devait, mercredi, examiner les propositions relatives au patrimoine des élus et aux marchés et délégations de service public, qui complètent l'ensemble du dispositif visant à assurer la transparence de la vie politique.



Lire nos informations page 8

La Russie face au risque de dislocation

Boris Eltsine se lance dans une aventure militaire en Tchétchénie parce qu'il craint l'éclatement de la Fédération

MOSCOU

de notre correspondante

Une opinion courante jusqu'à présent était que la Russie saurait, grâce à l'écrasante supériorité de ses forces, s'emparer facilement de la capitale de la Tchétchénie et des grands axes de communication du pays, quitte à affronter ensuite une guerre de partisans susceptible de s'étendre. Il apparaît désormais que les forces qu'elle a massées durant deux semaines dans la

région ont des difficultés à s'approcher de Grozny, alors que les pertes déjà subies bouleversent une population qui n'a pas oublié la guerre d'Afghanistan, que beaucoup de militaires russes n'ont envie ni de mourir ni de massacrer une population soumise et largement armée. Pourquoi alors avoir lancé le pays dans une aventure contre laquelle tant de responsables se sont à l'avance élevés, y compris les très populaires généraux Lebed et Gromov ?

Chacun a sa version, y compris l'inévitable thèse du complot de forces revanchistes obscures contre « le régime démocratique ». Mais il semble bien plus probable, comme l'affirme le correspondant militaire du quotidien *Segodnia*, Pavel Felgenhauer, que c'est la politique menée depuis l'été à l'instigation des « démocrates » de l'entourage présidentiel, le chef de son administration Sergueï Filatov et le vice-premier ministre Sergueï

Chakbraï, qui a tout naturellement conduit à la situation actuelle. Après un troisième raid lancé le 26 novembre, contre Grozny, où des dizaines de soldats et d'officiers russes ont été tués ou emprisonnés, la seule issue - selon le principe « la guerre efface tout » - a semblé être d'envoyer l'armée « pour éviter toute enquête sur les causes, le coût et les responsabilités » de ces échecs.

SOPHIE SHIHAB
Lire la suite page 3

M. Clinton cherche un second souffle

Dans une allocution télévisée, Bill Clinton devait s'adresser aux Américains jeudi 15 décembre. Confronté à une cohabitation difficile avec un Congrès devenu républicain, critiqué dans son propre camp, le président des Etats-Unis est à la recherche d'un nouvel élan.

page 5

Mieux combattre la douleur

Constatant qu'en France « le traitement des états anxieux est mieux assuré que celui des états douloureux », un groupe de sénateurs propose dans un rapport d'assouplir la prescription des antalgiques et de supprimer le « carnet à souches ».

page 13

Les écrans de Jean-Luc Godard

En prélude à la célébration du centenaire du cinéma, notre supplément « Arts et Spectacles » propose seize pages de promenades, sans protocole, dans ce qui fait la singularité et la vitalité du septième art. Simultanément, nous terminons aujourd'hui notre série « la Bobine du siècle » avec un texte de Jean-Luc Godard.

page 17

Enquête sur le « Times of India »

Fondé en 1838, longtemps symbole du classicisme, le *Times of India* cède désormais aux impératifs de la gestion la plus stricte. Le marketing est devenu sa loi. Ainsi s'éloigne la déesse du savoir, Saraswati, au bénéfice de la déesse de la fortune, Laxmi.

page 18

Une comédie sur le cœur, le sexe et les autres organes...



POINT DE VUE

L'inutilité du XX^e siècle

En ex-Yugoslavie, le roi est nu : la froide raison des experts cache une abdication devant la force brute

par Alain Finkielkraut

On n'avait pas toujours raison naguère de se révolter. Du moins la révolte et l'indignation pouvaient-elles parfois dégrader ou perturber l'ordre des choses. Désormais tout fonctionne en vase clos, tout se passe entre gens du même monde : l'image, le commentaire, l'invective. La révolte elle-même fait partie du spectacle. La posture morale est intégrée dans le circuit de la communication. Elle en est l'un des ingrédients obligés et se trouve placée sous la juridiction quasi exclusive d'un club d'atrabillaires tous terrains dont le nom de code est « intellectuels ». Ces préposés à l'emportement accompagnent les nouvelles d'Algérie, de Kigali, du Bangladesh ou de la Bosnie d'une sorte de cri primal ou de vocifération continue qui tend à devenir comme la musique de l'actualité planétaire.

Devant cette véhémence indifférenciée, le prince, ses experts et ses ministres oscillent entre la condescendance et l'énervement. Mais, dans tous les cas, elle leur sert de repoussoir. Ensemble, ils forment le duo de la Raison et de la Colère. Lors même qu'ils rendent hommage à

la chaleur de l'émotion, les responsables s'enorgueillissent de savoir, quant à eux, garder la tête froide. S'ils saluent ou reconnaissent la sincérité des ardeurs justicières, c'est pour s'applaudir aussitôt de rester sobres, impassibles et clairs. L'intensité de l'affect fait valoir, par contraste, leurs capacités intactes d'analyse et d'anticipation. Aux réflexes généreux qu'ils respectent, ils opposent le dur labeur de la réflexion, moins immédiatement sympathique mais infiniment plus méritoire. Aux coups de cœur lyriques et aux coups de gueule furieux qu'engendre le télé-spectacle chaotique d'un monde en convulsion, ils répondent par la nécessité de maintenir le cap, de bien distinguer les maux qui dépendent de nous de ceux qui n'en dépendent pas et, surtout, de voir l'impossible, c'est-à-dire de prendre en compte tout ce que ne montre pas l'image : le passé et le possible, les causes et les conséquences, la profondeur historique et les retombées de l'action.

Lire la suite page 2

Alain Finkielkraut est philosophe, directeur de la revue *Le Mesager européen*.

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 130 £ ; Italie, 2.200 L ; Liban, 1.200 US\$; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Roumanie, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 2 F ; Tunisie, 800 m. ; USA, 2.50 \$ (N.Y. 2 \$).

DÉBATS

L'inutilité du XX^e siècle

Suite de la première page

C'est précisément de cette hauteur de vue que Robert Schneider a écrit le livre sur les dernières années du régime, consacré au drame yougoslave : « L'histoire lui saurait gré d'avoir eu le courage — oui, le courage ! — de résister aux pressions, fussent-elles sympathiques, et d'avoir eu la sagesse de ne pas prendre les mesures qui lui auraient valu, sur le moment, une belle popularité » (1).

La confiscation de la citoyenneté internationale par quelques imprécateurs polyvalents est donc deux fois déplorable : si l'on excepte la question algérienne, ultime bastion, en France, de l'engagement classique, elle renforce l'apathie de l'opinion en réduisant l'action publique à une gesticulation olympienne et dérisoire. Elle conforte ceux que Hannah Arendt appelait « les spécialistes de la solution des problèmes » dans l'idée que moins on est ému, plus on est intelligent et que ce n'est pas la résistance à l'agression, à l'occupation et à la purification ethnique qui fait les grands hommes, mais la résistance au désir de résister.

Défendre les vérités de fait

S'il est sans doute trop tard pour soustraire l'engagement politique à la logique du spectacle et à l'ineffable guignolisation de toutes choses, on peut encore essayer de dire que le roi est nu et que la raison des experts est, pour ce qui concerne l'ex-Yougoslavie, la rationalisation d'un effroyable fiasco. Il y a quelques temps déjà que Pascal avait prévenu : « La justice sans la force est impuissante ; la force sans la justice est tyrannique. La justice sans force est contredite, parce qu'il y a toujours des méchants ; la force sans la justice est accusée. Il faut donc mettre ensemble la justice et la force. »

On a fait exactement le contraire depuis l'invasion de la Croatie. On a soigneusement séparé ce qu'il aurait fallu imbricationner : la justice et la force. Résultat : la force s'est moquée du droit et il ne reste plus au droit qu'à homologuer les conquêtes de la force.

Comment échapper à la honte de cette abdication ? En accusant non plus le fauve mais la proie ; en traitant de jusqu'au-boutistes insensés ceux-là mêmes qui ont accepté tous les compromis et signé tous les plans de paix successivement proposés par la communauté internationale ; bref, en transférant la culpabilité de la force vers ses cibles. Les stratégies et les politologues qui affirment aujourd'hui que tout le mal est venu d'une reconnaissance prématurée de la Slovénie et de la Croatie attentant à la chronologie pour conjurer ou pour atténuer notre débâcle. Et quand ils imputent la responsabilité

des récents combats aux troupes bosniaques ou au mauvais génie extérieur qui les aurait jetées dans la gueule du loup, ils ajoutent la diffamation à l'abandon où ont été laissées les victimes.

A défaut de pouvoir sauver les hommes, la terre et les pierres, il faut au moins défendre les vérités de fait contre la manipulation des compérents et des officiels. Ce n'est pas la sécession de la Slovénie et de la Croatie qui a engendré la violence, c'est la mainmise violente de la Serbie sur la Yougoslavie qui a provoqué la sécession. Les déclarations d'indépendance n'ont pas précédé mais suivi le *Memorandum* de l'Académie des sciences et des arts de Belgrade dénonçant (à l'instar des grands programmes paranoïaques du siècle) une conjuration contre le peuple serbe, puis l'écrasement du Kosovo et le boycott des produits slovènes pour faire échec à cette conjuration, et enfin la fin de non-recevoir systématiquement opposée par Slobodan Milosevic à toute réforme de l'Etat fédéral.

La reconnaissance européenne est intervenue après la destruction de Vukovar et la fin de la guerre en Croatie.

De même, la décision américaine de ne plus participer à la surveillance de l'embargo a été prise plusieurs semaines après le début de l'offensive bosniaque à Bihac. Celle-ci a-t-elle été une terrible erreur stratégique ? Peut-être, mais il ne faut pas oublier que, depuis le mois de mai de cette année, sur 138 convois humanitaires à destination de cette zone de sécurité, 132 ont dû rebrousser chemin.

Comme le dit Haris Siladjic, le premier ministre bosniaque : « A l'approche de l'hiver, le cinquième corps a tenté une ouverture pour permettre le ravitaillement d'une population assiégée depuis trois ans. Peut-on vraiment qualifier d'offensive téméraire une tentative de survie pour briser un encerclement ? » Et cette tentative n'aurait pas été condamnée à l'échec si les Serbes de Bosnie n'avaient reçu le renfort de leurs « frères » de Krajina, censés être désarmés d'après l'accord qui a été signé le 2 janvier 1992 sous l'égide des Nations unies et que les « casques bleus » avaient pour mandat de faire appliquer.

Un parallèle inévitable et criant

Quant à dire de la guerre qui se déroule sous nos yeux qu'elle est un conflit entre « les communautés bosniaques » selon les termes longuement étudiés et diplomatiquement choisis et communiqué publié le 25 novembre par la présidence de la République et les services du premier ministre, c'est aussi pertinent que de décrire la révolte du ghetto de Varsovie comme un conflit de la communauté juive et de la communauté

allemande. Le 8 avril 1992 — jour de la reconnaissance internationale de la Bosnie-Herzégovine —, les manifestants qui défilaient pacifiquement dans les rues de Sarajevo appartenaient à toutes les communautés bosniaques. Les tireurs qui les ont alors mitraillés agissaient sur ordre de Belgrade et ne faisaient aucun mystère de leur objectif final : conquérir un maximum de territoire pour l'annexer à la Serbie. Il est vrai qu'à force de reculer, l'instigateur de la guerre et du nettoyage a été promu, depuis lors, à la dignité de recours suprême et d'arbitre de la paix sans rien offrir de substantiel en contrepartie.

Mais — j'entends déjà l'objection — n'est-ce pas remplacer l'analyse par l'amalgame et la critique par le cri que de comparer ainsi des choses incomparables ? Pourquoi cette référence à Hitler ? Pourquoi ne pas accepter cette guerre dans sa spécificité balkanique, voire dans sa nouveauté post-totalitaire ?

Geste raciste, slogan impérial

Parce que cet apparent scrupule témoigne du souci, non de comprendre l'horreur, mais d'échapper à son injonction. Parce qu'à chasser ainsi les réminiscences, on n'affronte pas la vérité du moment actuel, on s'en protège. Parce que, de l'obsession du complot à la guerre totale, le parallèle est inévitable et criant. Parce que, si la tragédie de l'époque avait affecté l'esprit de l'époque, on ne pourrait pas dire, comme l'a fait encore récemment Bernard Kouchner,

qu'étant donné la résolution des Serbes il ne fallait pas reconnaître la Slovénie et la Croatie. Si, au-delà des commémorations incessantes et de l'unanimité rhétorique antitotalitaire, les noms de Munich, d'Hitler, de Staline évoquaient vraiment quelque chose, si les événements dont ces noms sont porteurs avaient fait événement, il n'aurait tout simplement pas été possible d'ériger la résolution de la force brute et la pure volonté de puissance en argument pour la force brute, en raison de céder à la puissance.

Le jour où le gouvernement français lançait son appel à « un règlement de paix négocié, seule solution durable du conflit des communautés bosniaques », une image faisait le tour du monde. Elle montrait un soldat des forces serbes de Bihac qui obligeait un prisonnier musulman à porter le fez et à chanter « La Bosnie appartient à la Serbie comme Moscou appartient à la Russie » : geste raciste, slogan impérial, humiliation absolue.

La coïncidence entre ce texte feutré et cette insupportable image est accablante. Elle prouve que le XX^e siècle qui s'est terminé, dit-on, le 9 novembre 1989 avec la fin du communisme et la fin de la guerre froide, a été un siècle pour rien. A voir le succès grandissant de la pensée du complot dans la société russe en décomposition, on peut donc tout craindre du post-scriptum commencé, voilà plus de trois ans, en Croatie et en Bosnie.

ALAIN FINKIELKRAUT

(1) Robert Schneider, *Les Dernières Années*, Seuil, 1994, p. 134.

DELORS

Mendésiste ?

Les motifs politiques du refus de M. Delors sont-ils mendésistes ? Rien n'est moins sûr : le mendésisme, c'est aussi la volonté, l'optimisme et le sursaut.

par François Stasse

LES motifs personnels du refus de Jacques Delors sont dignes et ne regardent que lui. Ils suffiraient à expliquer sa décision. Ses motifs politiques sont fondés sur le devoir de dire la vérité sur les graves difficultés de la société française et l'impossibilité d'y remédier en l'état actuel des forces politiques. De tels motifs ont été qualifiés de mendésistes. Cela mérite examen.

Le mendésisme, c'est d'abord le refus de toute démagogie : c'est la confiance en la capacité des citoyens d'entendre la vérité. De ce point de vue, le souci de Jacques Delors de ne pas tromper les Français en leur présentant des réformes qu'il pressent inapplicables à court terme est une démarche de nature mendésiste. Cette éthique de la vérité est si peu courante au sein de la classe politique qu'elle suscite le respect.

Mais le mendésisme, c'est aussi la volonté. En 1945, contre un de Gaulle au sommet de sa gloire, il se bat pour des choix économiques et financiers rigoureux ; en 1954, contre

l'URSS, la Chine et le Vietnam réunis, il se bat pied à pied pour sauver ce qui peut l'être en Indochine ; en 1968, avec François Mitterrand et contre le raz de marée gaulliste, il se bat pour le maintien des principes républicains. Ces exemples, choisis parmi tant d'autres, montrent son optimisme fondamental. Rien n'est plus étranger à sa pensée que l'acceptation passive d'une situation donnée, fût-elle désespérée comme l'était la négociation de Genève sur l'Indochine. Chez Mendès France, il reste toujours un espoir de sursaut, une chance de convaincre le peuple de donner le meilleur de lui-même pour surmonter une situation critique. C'est pourquoi on l'a comparé à Clemenceau et à Churchill.

Le constat de difficultés redoutables ne conduisait pas Mendès France à ne pas livrer bataille. Il lui est arrivé, comme au moment de partir pour Genève, de menacer de démissionner après une bataille qui aurait été perdue, jamais avant. Dédire d'une situation défavorable, voire bloquée, une trêve de la volonté pour aujourd'hui et une suspension de l'espoir pour demain n'était ni dans la méthode ni dans la philosophie de Pierre Mendès France.

► François Stasse est l'auteur de *La Morale de l'Histoire. Mitterrand - Mendès France, 1943-1952*, Seuil, 1994.

VITESSE

Poids lourds sans contrôle

De fait, la vitesse n'est pas limitée pour les camions. En interdisant les contrôles sur disques, depuis 1992, les gouvernements ont quasiment aboli toute limitation de vitesse pour les poids lourds. Sous-payés, les camionneurs font pour survivre. Quitte parfois à tuer.

par Denis Broussolle

L y a des limitations de vitesse pour les autos, pas pour les camions. Le trafic poids lourds étant lucratif, il ne faudrait pas le ralentir au prétexte qu'il peut tuer. Dix morts aux Eparres le 7 janvier 1993, six à Courtenay le 28 août 1993, quinze sur l'A10 le 10 novembre 1993. A chaque catastrophe routière impliquant un poids lourd, nos gouvernements annoncent des mesures pour renforcer la sécurité. Hier, ils abaissaient la vitesse en agglomération de 60 à 50 km/h. Aujourd'hui ils créent un nouveau délit pour les grands excès de vitesse.

A LIVRE OUVERT

Portrait du Zappeur de Pierre-Olivier Monteil. Labor et Fides Editions, 136 p., 140 F.

Vissé sur son fauteuil, bien au chaud dans ses pantoufles, le citoyen moderne devient nomade à partir de vingt heures. Télécommande en main, ce consommateur exigeant ne cesse de passer d'une chaîne à l'autre, refusant la moindre gêne, le moindre temps mort. Le petit écran doit être le miroir d'une fête incessante. Mais le zappeur n'est que la figure métaphorique de l'homme moderne, explique Pierre-Olivier Monteil, directeur de la revue protestante *Autres Temps*, dans un petit livre très dense, où il est finalement peu question de télévision. Son sous-titre (*Sens et contre-sens de l'individualisme moderne*) en donne toute la dimension.

Nous vivons à l'ère de la boulimie, de l'agitation et de l'impénitence. Le vagabondage télévisé n'en est qu'une illustration parmi d'autres. Nous exigeons de tout avoir, tout de suite, au lieu de

avoir attendu, espérer, relativiser, entreprendre et inventer. Le zappeur est solitaire. Comme l'est le jogger équipé d'un baladeur, le fou de micro-informatique rivé à son clavier, le passager du métro au regard absent et le cadre d'entreprise lancé à la conquête d'un gazon supralatéral. Ignorant les autres, chacun d'eux est uniquement préoccupé de lui-même, cherchant à fuir, se distraire ou se dépasser, au point parfois de s'autodétruire.

L'attitude individualiste se manifeste d'abord par une valorisation de la vie privée. C'est seulement avec la famille et les amis proches que le « zappeur » entretient des rapports affectifs et laisse libre cours à sa créativité. Au travail, il vit sur ses gardes, liant de moins en moins son sort à celui de l'entreprise. Et, dans les espaces utilitaires (transports, supermarché), il ne fait que passer, sans connaître grand monde.

Ce repli domestique est si profond que, rentré chez lui, le « zappeur » n'entretient aucun contact avec ses voisins. Les rencontres dans l'ascenseur est une

bien : en France, faute de contrôle, la vitesse des camions est libre. L'instauration du permis à points avait provoqué la colère des chauffeurs qui bloquaient les routes avec leurs poids lourds. Pour obtenir le levée des barrières en ce moment de départ de vacances, le gouvernement promet notamment de « suspendre tout relevé a posteriori d'infractions d'excès de vitesse à partir des disques de chronotachygraphes » (sortes de boîtes noires dont sont obligatoirement équipés les camions). Ce qui était présenté comme une tolérance transitoire fut aussitôt « perennisé » en droit acquis définitif par une circulaire du 28 août 1992 à laquelle s'associèrent les ministres de l'intérieur et de la défense. Les politiques ont changé en 1993, pas la politique routière et la circulation.

Autre problème, les radars. Redoutés, ces machines ne sont pas omniscientes. Les radars ne distinguent pas les camions des autos et les différentes vitesses autorisées. Calé sur l'un des divers maxima autorisés aux poids lourds selon leur tonnage

et la nature de leur chargement, un radar note l'enregistrement du camion, coupable dans la foule des autos innocentes. Bref, confondant en privé les procureurs de la République et les gendarmes, on ne peut pas s'en servir.

Ainsi, en interdisant les contrôles sur disques, nos ministres abolissent quasiment toute limitation de vitesse des poids lourds. Et en surmontant, sous-payés, talonnés par la concurrence, les camionneurs foncez pour survivre. Quitte parfois à tuer. Le rapport de la commission Moissonnier sur les quinze morts du carambolage de l'A10 est éloquent. M. Bosson, ministre de l'équipement, l'a reçu en janvier. Pour autant, il n'a pas abrogé cette circulaire. L'autorisation de mise en circulation de sang contaminé a scandalisé. Certains responsables ont été condamnés. Jusqu'à quand l'encouragement à la circulation de camions contaminés par la vitesse restera-t-il impuni ?

► Denis Broussolle est professeur à la faculté de droit de Dijon.

50 unes historiques
le 18 décembre,
une fois n'est pas
coutume, nous referons
l'histoire du monde !

L'individualisme défailant

Portrait du Zappeur de Pierre-Olivier Monteil. Labor et Fides Editions, 136 p., 140 F.

Vissé sur son fauteuil, bien au chaud dans ses pantoufles, le citoyen moderne devient nomade à partir de vingt heures. Télécommande en main, ce consommateur exigeant ne cesse de passer d'une chaîne à l'autre, refusant la moindre gêne, le moindre temps mort. Le petit écran doit être le miroir d'une fête incessante. Mais le zappeur n'est que la figure métaphorique de l'homme moderne, explique Pierre-Olivier Monteil, directeur de la revue protestante *Autres Temps*, dans un petit livre très dense, où il est finalement peu question de télévision. Son sous-titre (*Sens et contre-sens de l'individualisme moderne*) en donne toute la dimension.

Nous vivons à l'ère de la boulimie, de l'agitation et de l'impénitence. Le vagabondage télévisé n'en est qu'une illustration parmi d'autres. Nous exigeons de tout avoir, tout de suite, au lieu de

savoir attendre, espérer, relativiser, entreprendre et inventer. Le zappeur est solitaire. Comme l'est le jogger équipé d'un baladeur, le fou de micro-informatique rivé à son clavier, le passager du métro au regard absent et le cadre d'entreprise lancé à la conquête d'un gazon supralatéral. Ignorant les autres, chacun d'eux est uniquement préoccupé de lui-même, cherchant à fuir, se distraire ou se dépasser, au point parfois de s'autodétruire.

L'attitude individualiste se manifeste d'abord par une valorisation de la vie privée. C'est seulement avec la famille et les amis proches que le « zappeur » entretient des rapports affectifs et laisse libre cours à sa créativité. Au travail, il vit sur ses gardes, liant de moins en moins son sort à celui de l'entreprise. Et, dans les espaces utilitaires (transports, supermarché), il ne fait que passer, sans connaître grand monde.

Ce repli domestique est si profond que, rentré chez lui, le « zappeur » n'entretient aucun contact avec ses voisins. Les rencontres dans l'ascenseur est une

épreuve. Toute son affectivité est réservée au refuge familial, unique lieu où les contraintes sont censées ne pas s'exercer et qui jouit en quelque sorte d'un statut d'extraterritorialité. D'où un cercle vicieux : la sphère privée appauvrit les relations extérieures et se voit encore plus sollicitée pour les compenser. De surcroît, le « zappeur » attend tellement de ses relations familiales que celles-ci ne peuvent que le décevoir. Les exigences mises dans le couple sont parfois si fortes qu'elles finissent par le faire éclater.

Poussant plus loin l'analyse, Pierre-Olivier Monteil montre comment la crainte des nuisances extérieures, l'obsession de l'indépendance et le désengagement progressif de la vie publique conduisent à remplacer la relation humaine par un rapport aux choses. La maison est équipée comme une place forte appelée à soutenir un siège, avec des machines de plus en plus nombreuses, notamment pour communiquer avec l'extérieur ou pour tenir à distance la

communication, comme le fait si bien le répondeur téléphonique. Peu à peu, les objets se substituent aux situations sociales.

Désertant la vie collective, tournant le dos aux institutions, l'individualisme croit pouvoir se suffire à lui-même et tout réinventer. Mais il n'a que des convictions incertaines et des désirs éphémères. Confronté à mille possibilités, se condamnant à choisir en permanence, il vit dans une sorte d'errance. Et, paradoxalement, tombe dans le conformisme : craignant l'influence des autres, fuyant leur regard, il s'interdit d'être reconnu par eux ; cherchant ses repères en lui-même, ne les trouvant pas, il a du mal à s'accepter tel qu'il est. Faute d'identification, il cède à l'imitation.

Seul, on ne devient jamais soi-même, suggère Pierre-Olivier Monteil. En effet, l'épanouissement personnel exige un détour par autrui. C'est une très vieille vérité, l'un des rares secrets de l'existence véritable.

ROBERT SOLÉ

صلى الله عليه وسلم

صوتنا من الداخل

INTERNATIONAL

Mendésiste ?

Grozny interrompt ses négociations avec Moscou

« Frapper et se retirer, frapper et se retirer : c'est la tactique séculaire des montagnards, les épousés jusqu'à ce qu'ils meurent de peur et d'horreur. » Djokhar Douaïev, l'intransigent président de la petite République indépendante de Tchétchénie, a lancé, mardi 13 décembre, un encouragement à ses maigres troupes, qui tentent de stopper, par des harcèlements, la progression d'une armada de chars et de troupes russes.

Quelques heures plus tard, la délégation tchétchène quittait, mercredi matin, les négociations « de la dernière chance » entamées avec les Russes, dans la République voisine d'Ossétie du Nord. Moscou a exigé que la Tchétchénie reconnaisse son appartenance à la Fédération russe, ce que les délégués de Douaïev a qualifié de « farce » ces pourparlers : « Il est inacceptable de mener des négociations pendant qu'on bombarde des localités civiles », a-t-il déclaré.

A la veille de l'expiration d'un ultimatum du Kremlin aux sécessionnistes tchétchènes, et malgré deux jours de violents combats, les forces russes avaient resserré, mercredi, leur étau autour de Grozny, la capitale de la petite république caucasienne du sud de la Fédération de Russie.

Moscou a multiplié les déclarations guerrières tandis que ses

forces rencontraient de sérieuses difficultés sur le terrain. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a rappelé que Moscou « demandait pour l'instant gentiment » aux Tchétchènes de rendre les armes, mais qu'ils devaient obtempérer d'ici au jeudi 15 décembre - date butoir d'un oukaze présidentiel d'amnistie. Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, a déclaré que la Russie utiliserait « toute la force nécessaire », tandis que l'agence ITAR-TASS annonçait que les forces russes - au moins de 20 000 hommes et 300 blindés soutenus par des hélicoptères et des avions de combat - avaient reçu l'ordre d'encercler Grozny.

Mais la progression des colonnes blindées russes se heurte à l'opposition, pacifique ou armée, de la population tché-

tchène. Les forces indépendantistes creusent des tranchées, mettent le feu à des barricades érigées sur les routes, attaquent les blindés à l'artillerie. Des affrontements armés sont signalés dans plusieurs localités, où les forces russes répliquent par des assauts d'hélicoptères et d'avions de combat. Ces affrontements ont fait un nombre indéterminé de morts et de blessés. L'armée russe a, pour sa part, reconnu, mardi, avoir eu onze morts et vingt blessés dans les trois premiers jours de combats.

A une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Grozny, un général russe a ordonné, de sa propre initiative, à ses chars venant d'Ingouchie de stopper leur avance. Près de 300 manifestants sans armes s'opposaient à

leur progression. Près de la frontière ingouchie, des journalistes ont été pris pour cible par des soldats russes, qui ont ouvert le feu sur leur véhicule, sans faire de victime, avant de prendre leur matériel. L'envoyé spécial de France 2, Dominique Derria, s'est fait confisquer ses images par les forces russes. Un photographe de presse a été blessé lors de combats.

A Moscou, la Douma, chambre basse du Parlement, a refusé de prendre une position claire sur l'intervention armée russe en Tchétchénie. Les députés se sont contentés de juger « insuffisants » les efforts du Kremlin pour trouver une solution pacifique à la crise tout en estimant vitale l'intégrité territoriale de la Fédération russe. - (AFP, Reuters)

économique et, pour certains, militaire. Les troupes russes gardent toujours la plupart des frontières sud et est de l'URSS avec les encouragements de l'Occident. Là où de nouveaux régimes « anti-russes » étaient arrivés au pouvoir dans les tourmentes de 1991, des équipes « pragmatiques » ont pris leur place dès les premières élections (Géorgie, Moldavie, Azerbaïdjan, Ukraine), même si les services secrets russes ont dû mettre la main à la pâte dans certains cas.

Une telle tendance serait « fortiori » à l'œuvre au sein de la Fédération de Russie, à supposer qu'elle ait un jour la sagesse « d'ouvrir la porte » aux minorités qui disposent en son sein d'autonomies territoriales. Ces minorités représentent moins de 20 % de la population et, parmi elles, seule la Tchétchénie voulait jusqu'à présent se doter du titre d'Etat indépendant. Les autres se sont satisfaites d'une « souveraineté » négociée. L'adoption en décembre 1993 d'une nouvelle Constitution plus jacobine, ignorant le terme de souveraineté, n'a pas relancé les résistances. Au contraire, les présidents du Tatarstan ou de la Yakoutie négocient désormais directement à l'étranger, avec l'accord de Moscou, des accords « d'Etats à Etats ».

Un « minimum de sang »

Certes, le président tchétchène Djokhar Douaïev n'a pas les souplesses du président tatar Chaïmiev, et la Tchétchénie n'est pas le Tatarstan, où vivent encore près de 50 % de Russes. Mais pour peu que le Kremlin ait eu la volonté réelle et l'intelligence de négocier, un accord aurait pu être trouvé, même avec le général tchétchène. Quitte à le prendre au mot, lorsqu'il affirme qu'il est prêt à démissionner de son poste si des garanties « d'indépendance », voire même de simple « souveraineté et de sécurité » pour son peuple, lui étaient fournies par la communauté internationale.

Mais celle-ci ne s'intéresse pas à un peuple dont on a trop vite accepté l'impasse peinte par le Kremlin, celle de brigands et de voleurs, musulmans de surcroît. La communauté internationale écoute aussi sans déplaisir les diplomates russes expliquer que la Bosnie n'est plus pour eux qu'un souci secondaire, après celui de la Tchétchénie, du Caucase dans son ensemble, de la Moldavie et du Tadjikistan, où la Russie même aussi une guerre. Mais Bill Clinton, comme les dirigeants français et autres européens, ont choisi de s'abstenir « un minimum de sang » en Tchétchénie, encourageant Moscou à se lancer dans l'avenir. Reste à savoir lequel de ces jours prochains ce « minimum de sang » sera atteint. Quelqu'un se souviendra peut-être alors que la CSCE interdit d'user de son armée contre les minorités nationales de son pays comme on a su si bien le dire, par exemple, à l'Azerbaïdjan. Et qu'un mécanisme existe dans cette instance pour interpellier un Etat soupçonné de violer ses principes, sur-il la Russie.

SOPHIE SHIHAB

Lors de la réunion de l'OTAN sur la Bosnie

Les Américains défendent les propositions françaises pour réorganiser la FORPRONU

Les ministres de la défense de l'OTAN devaient examiner, mercredi 14 décembre à Bruxelles, trois propositions françaises pour améliorer l'efficacité de la FORPRONU, a révélé mardi soir un haut responsable américain qui a requis l'anonymat. Ces propositions portent sur la création d'un « itinéraire humanitaire protégé » entre le port croate de Split et Sarajevo, sur les moyens d'assurer la sécurité des avions atterrissant et décollant de l'aéroport de Sarajevo et sur un redéploiement de la FORPRONU en Bosnie pour éviter la dispersion de trop petites unités de « casques bleus », a précisé ce responsable.

Outre une meilleure efficacité de la FORPRONU, les propositions françaises peuvent être interprétées comme des mesures de précaution dans la perspective d'une éventuelle opération de retrait.

Paradoxalement, ce sont les Etats-Unis, qui n'ont pas déployé de troupes au sol en Bosnie, qui défendent mercredi les idées françaises au sein du comité des plans de défense de l'OTAN. En effet, la France, qui ne fait pas partie du commandement militaire intégré de l'Alliance, ne participe pas à la réunion annuelle de ce comité. François Léotard s'est entretenu ces derniers jours de ces propositions avec son homologue américain William Perry à Washington.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité de maintenir la FOR-

PRONU en Bosnie et il s'agit d'améliorer son efficacité, a souligné le responsable américain. Il n'est pas question pour Washington de participer avec des hommes au sol à la création d'un « itinéraire humanitaire » entre Split et Sarajevo, a-t-il souligné. Actuellement, la seule possibilité d'un déploiement américain en Bosnie est une éventuelle opération de retrait de la FORPRONU « sous commandement de l'OTAN » et donc « sous commandement américain », a-t-il dit.

Mort d'un « casque bleu » bangladais

D'autre part, un « casque bleu » bangladais, blessé lundi 12 décembre par des tirs de roquette près de Bihac, est mort mardi à l'hôpital militaire de l'ONU aménagé à l'aéroport de Zagreb-Pleso. Un des quatre autres soldats blessés est dans un « état critique », selon un porte-parole de l'ONU.

Le secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes, a affirmé mardi qu'il « n'y a jamais eu de demande de la FORPRONU » pour un soutien aérien de l'OTAN au-dessus de la poche de Bihac. Un peu plus tôt dans la journée, un porte-parole de la FORPRONU à Sarajevo avait indiqué qu'une telle demande avait été faite après une attaque contre les « casques bleus » bangladais de Bihac, mais qu'elle n'avait pas été suivie d'effet. - (AFP.)

La Russie face au risque de dislocation

Suite de la première page

Le désir de disposer, face à la Turquie, de forces armées importantes, malgré l'interdit que fait peser le traité sur les Forces conventionnelles en Europe, aurait aussi pu peser dans la balance. De même que l'important contrat pétrolier signé en septembre par l'Azerbaïdjan avec un consortium conduit par les Anglais et les Américains. Moscou veut, comme au Kazakhstan, garder le contrôle de l'exportation du brut extrait. Comme le tracé idéal pour Moscou d'un pipeline venant de la Caspienne passe par la Tchétchénie, il serait devenu urgent d'en reprendre le contrôle, après trois ans durant lesquels l'existence de cette zone « sauvage » n'a - pourtant - guère paru inquiéter, et aurait même profité à certains proches du Kremlin, affirmant ses opposants.

Il est clair, en tout cas, que la décision d'envahir la Tchétchénie fut prise brusquement. Les négociations menées ensuite ont eu pour seul but de donner le temps à l'état-major de rassembler un contingent, qui grouperait déjà plus de 20 000 hommes. Mais selon le journaliste de Segodnia, ce chiffre est estimé insuffisant, alors que l'appel à des réservistes

paraît politiquement injouable. Surtout au moment où tous les efforts du gouvernement visaient théoriquement à limiter l'ampleur du déficit pour 1995, et à convaincre le FMI qu'il en sera capable. Mais il est vrai aussi que de plus en plus de voix, au sein même du pouvoir, disaient que, même si le Parlement finissait par adopter le budget proposé, aucune stabilisation réelle des finances n'était possible avant les prochaines échéances électorales, - qu'il vaudrait donc mieux repousser. La tension née du « terrorisme » tchétchène dans le Nord-Caucase d'abord, en Russie ensuite, serait la meilleure justification d'un report des élections, disent de mauvais esprits russes.

La logique du « tout ou rien »

Toutes ces hypothèses, dont aucune ne peut-être exclue, ont cependant le tort d'oublier le mécanisme, fort chaotique et improvisé, des prises de décisions au Kremlin, sans parler de leur exécution. Elles peuvent intervenir lors d'un repas dans une datcha, sur un court de tennis ou à l'hôpital, celui où Boris Eltsine, opéré vendredi de la cloison nasale, continue, explique-t-on, à « gérer le dossier tchétchène ». Un dossier dont même les « experts présidentiels » ont une vision déformée, car aucun d'entre eux - à l'exception sans doute de ceux des services secrets qui ont mis sur une opposition locale peu fiable - ne se rend plus depuis longtemps en Tchétchénie, réputée « dangereuse » pour un Russe. Le résultat est une intervention mal calculée, dont même l'abandon rapide (qui ne paraît nullement à l'ordre du jour) risque d'apporter presque autant de conséquences fâcheuses pour la Russie que sa poursuite. Une mise à nu de l'impuissance de ses forces, qui risque d'être compensée par des opérations d'autant plus brutales, ne peut en effet que réveiller les velléités d'indépendance des autres minorités du pays.

Car la logique du « tout ou rien », qui conduit Boris Eltsine et son entourage, peut-être par simple instinct, à tenter de réduire la Tchétchénie par les armes, tire aussi sa source dans l'angoisse irraisonnée de voir la Russie se désintégrer en Etats « indépendants », à l'image de l'URSS. Une vue plus sereine de la situation aurait pourtant pu être tirée de l'expérience de ces dernières années. L'envoi de troupes soviétiques à Tbilissi, Vilnius ou Bakou n'a pas « préservé l'Empire », et a même contribué à accélérer sa désintégration. Après trois années de pouvoir plus ou moins « démocratique » à Moscou, on constate que les nouveaux Etats de la CEI, non seulement n'ont pas été pris dans l'orbite d'autres puissances rivales de Moscou, mais réclament toujours de la Russie une aide

ROUMANIE Grève du désespoir à Resita

BUCAREST de notre correspondant

Le conflit qui oppose, depuis le 5 décembre, à Resita, une ville de l'ouest de la Roumanie, plus de douze mille salariés d'une usine de construction mécanique et d'un complexe sidérurgique à l'Etat, met le gouvernement roumain dans une position très délicate. Devant l'ampleur de cette grève et l'émotion qu'elle suscite à travers le pays, l'opposition a déposé, mardi 13 décembre, une motion de censure au Parlement, qui devrait être débattue entre Noël et le jour de l'An. Les cent soixante-cinq députés et sénateurs signataires y condamnent l'inaction du gouvernement, qu'ils jugent responsable « de la fermeture de nombreuses usines » et « de la chute sous le seuil de pauvreté du niveau de vie de la grande majorité de la population ». Cinq ans après la chute de la dictature, la grève de Resita marquera sans doute une étape dans l'histoire de la Roumanie post-communiste. Si la tentative de récupération politique n'est pas nouvelle, ce mouvement social exprime, pour la première fois d'une manière aussi aiguë, le désespoir d'une large partie de la population. Pour preuve, la promesse faite par le gouvernement de régler les salaires impayés depuis plusieurs mois - revendication pourtant à l'origine du conflit - n'a pas calmé la détermination des quelque vingt mille mani-

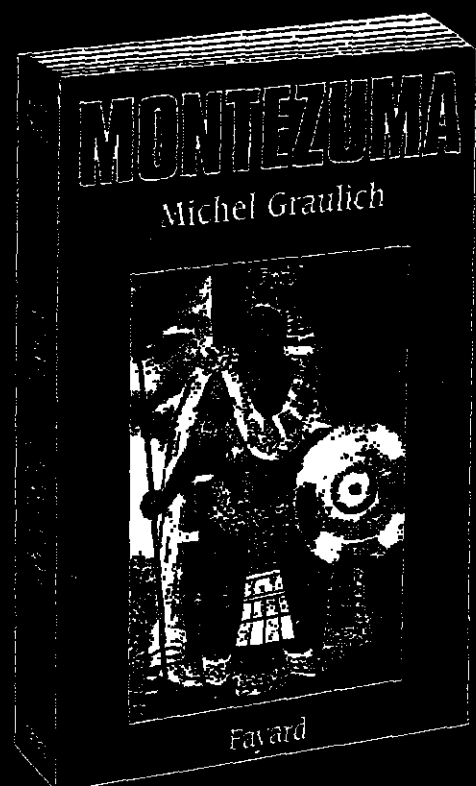
festants, réunis depuis dimanche 11 décembre sur la place de la Préfecture. Les grévistes réclament dorénavant la garantie de leur emploi. Ces deux usines d'Etat, bien que non rentables, font vivre une grande partie des cent mille habitants de cette ville proche de Timisoara, où le taux de chômage dépasse 22 %.

Le mouvement trouve un large écho dans le pays où de plus en plus de salariés sont inquiets pour leur avenir. Cet enjeu n'a pas échappé au président Ion Iliescu qui a manifesté sa « solidarité » avec les manifestants, trois jours seulement après le déclenchement du conflit. Le premier ministre a été dépêché sur place, mardi soir, et les négociations qu'il a menées avec les dirigeants syndicaux se sont terminées, dans la nuit de mardi à mercredi, avec la signature d'un protocole d'accord, qui devait être présenté aux grévistes mercredi matin. Le gouvernement a notamment donné des assurances sur des contrats d'un montant total d'environ 70 millions de dollars.

En tout état de cause, le gouvernement aura encore à gérer des « dizaines de Resita » héritées de la marche forcée des communistes vers l'industrialisation alors que l'Etat dispose de ressources très limitées pour entreprendre une nécessaire mais déjà tardive restructuration industrielle.

CHRISTOPHE CHATELOT

L'apogée et la chute de l'empire aztèque



Il existe bien des obstacles pour qui veut esquisser une histoire de l'empire aztèque... Michel Graulich relève aujourd'hui la gageure.

Philippe-Jean Catinchi, Le Monde

Cet excellent livre raconte, au-delà de la personnalité fascinante de l'empereur, comment une poignée de soldats occidentaux purent venir à bout d'un empire jusque-là rayonnant.

Jean-François Le Texier, Pèlerin magazine

L'Histoire chez FAYARD

EUROPE

SLOVAQUIE

Vladimir Meciar a formé son nouveau gouvernement

PRAGUE

de notre correspondant

Deux mois et demi après avoir confié la formation d'un gouvernement à Vladimir Meciar, vainqueur des élections législatives anticipées du début octobre, le président slovaque, Michal Kováč, a nommé, mardi 13 décembre, le nouveau cabinet. M. Meciar dirigera un gouvernement de coalition dans lequel son Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) disposera de onze portefeuilles, la démago-

gique Association des ouvriers (ZRS) de quatre ministères et le Parti national slovaque (SNS) de deux. Sans la participation de ces formations radicales, M. Meciar n'aurait pas eu de majorité au Parlement.

Ainsi, le ZRS, opposée à l'adhésion du pays à l'OTAN et à l'Union européenne, détiendra les portefeuilles de la privatisation, de la justice et celui des travaux publics, créés à sa demande. Le SNS, favorable à la neutralité de la Slovaquie et connu pour sa rhé-

torique anti-hongroise, prend la tête des ministères de la défense et de l'éducation, un domaine particulièrement sensible pour la forte minorité hongroise (11 % de la population).

Sous la pression de M. Meciar, le chef de l'Etat a abrégé le « temps de réflexion » qu'il souhaitait se donner. M. Meciar et ses alliés l'avaient « instantanément » lors de la remise de la liste, de nommer tous les ministres proposés sans exception et avant le 15 décembre, sous la menace de renoncer à former un gouvernement.

Ce gouvernement ne compte aucun représentant de la coalition sortante malgré les efforts déployés par M. Meciar pour convaincre, en particulier, le Parti de la gauche démocratique (SDĽ, ex-communistes), grand perdant des élections d'octobre. Le SDĽ s'est catégoriquement opposé aux tentatives de déstabilisation du chef de l'Etat par M. Meciar qui souhaite réviser la Constitution pour satisfaire ses ambitions présidentielles.

Pouvant compter actuellement



Minorité hongroise (600 000 en 1991)

sur quatre-vingt-trois députés sur cent cinquante, Vladimir Meciar n'a toutefois pas abandonné l'espoir d'obtenir la majorité des trois cinquièmes (quatre-vingt-dix parlementaires) nécessaire à l'adoption de réformes constitutionnelles. Un des moyens envisagés est d'invalidier l'élection des quinze députés de l'Union démocratique du premier ministre sortant, Jozef Moravčík, qui, selon M. Meciar, n'a pas respecté certaines dispositions de la loi électorale.

MARTIN PLICHTA

Les principaux ministres

Voici la liste des principaux ministres du nouveau gouvernement slovaque qui a été rendue publique mardi 13 décembre :

- premier ministre : Vladimir Meciar (HZDS) ;
- vice-premier ministre et ministre des finances : Sergej Kozlík (HZDS) ;
- vice-premier ministre : Katarína Tothová (HZDS) ;
- vice-premier ministre : Jozef Kármán (ZRS) ;
- ministre des affaires étran-

gères : Juraj Šenk (HZDS) ;
- ministre de l'intérieur : Ľudovít Hudec (HZDS) ;
- ministre de la défense : Jan Šišák (SNS) ;
- ministre de la justice : Jozef Liscák (ZRS) ;
- ministre des privatisations : Peter Bišák (ZRS) ;
- ministre de l'économie : Jan Dúcky (HZDS) ;
- ministre de l'éducation et de la science : Eva Slavkovská (SNS) ;
- (AFP)

HONGRIE

Les socialistes remportent les élections municipales

Pour la première fois depuis le changement de régime en Hongrie, il y a quatre ans, un scrutin national n'a pas bouleversé de fond en comble l'équilibre politique du pays. Les élections municipales du dimanche 11 décembre ont confirmé l'assise de la coalition de gauche au pouvoir, six mois après la victoire éclatante du Parti socialiste (MSZP) aux législatives du mois de mai.

Le MSZP, créé par des anciens communistes réformateurs, est arrivé en tête en reproduisant son score du premier tour des élections du printemps avec 32,30 % des voix, suivi de loin par son partenaire au gouvernement, l'Alliance des démocrates libres (15,67 %), qui a perdu quelques points. Toutefois, ce mouvement, issu de la dissidence anticommuniste, a conservé le poste symbolique de la mairie de Budapest avec la réélection de Gyula Horn, l'un des principaux animateurs du réseau de samizdats sous l'ancien régime.

Même si les divisions au sein de la coalition se multiplient, celle-ci n'a donc pas souffert de l'usure du pouvoir. Pourtant, la stricte politique d'austérité menée par le gouvernement est aux antipodes des attentes d'une grande partie des électeurs socialistes, notamment du puissant courant syndical au sein du parti de Gyula Horn, qui prône une politique de relance.

La droite, laminée il y a six mois, ne s'est toujours pas remise de sa défaite. L'ensemble des partis conservateurs n'ont même pas totalisé un tiers des voix exprimées dimanche (1). Le résultat est particulièrement accablant pour le Forum démocratique, la principale composante du gouvernement précédent, qui a enregistré son plus mauvais score avec 4,33 %.

A la différence des municipales de 1990, qui s'étaient traduites par un sévère vote-sanction contre le premier gouvernement démocratique, les élections de dimanche ont confirmé la stabilité de la coa-

lition entre les ex-communistes et les anciens dissidents. Mais, à l'image du scrutin d'il y a quatre ans, ce sont surtout les candidats « indépendants », pour la plupart des anciens fonctionnaires du PC, qui ont été élus dans les petites et moyennes villes de province. 84 % des maires du pays appartenant à cette catégorie des « sans partis ».

La principale innovation de ce scrutin a été l'organisation, pour la première fois en Europe de l'Est, de l'élection de conseils municipaux pour les minorités. Les treize minorités ethniques de Hongrie (10 % de la population), essentiellement composées de Tsiganes, ont élu 657 conseillers qui disposeront d'un droit de veto sur les questions culturelles et éducatives affectant leurs communautés. Si cette loi a le mérite de s'attaquer au problème extrêmement sensible de la représentation des minorités, source de nombreuses tensions à l'Est, elle est aussi à usage interne qu'externe. La Hongrie espère ainsi fournir une ébauche de « modèle » pour les pays voisins, notamment la Roumanie et la Slovaquie, qui abritent d'importantes communautés magyares.

YVES-MICHEL RIOIS

(1) La Fédération des jeunes démocrates a obtenu 9,66 % des voix, le Parti des petits propriétaires 7,99 % et le Parti chrétien-démocrate 5,77 %.

Fin de la grève des cheminots. — Les cheminots ont cessé, mardi 13 décembre, une grève générale entamée la veille et qui devait initialement durer trente-six heures, à la suite d'un accord entre les syndicats et le gouvernement, qui offrait le premier grand conflit social depuis l'arrivée au pouvoir d'une coalition de gauche. Les syndicats ont accepté une augmentation de 14 % des salaires pour les 70 000 employés des chemins de fer à partir de 1995, alors que l'inflation atteint 20 %. — (AFP)

GIBRALTAR : M. Major critique l'attitude de l'Espagne. — Le premier ministre britannique a critiqué, mardi 13 décembre, devant la Chambre des communes, le gouvernement espagnol, en dénonçant la multiplication des contrôles frontaliers entre l'Espagne et la colonie britannique de Gibraltar. John Major a, par ailleurs, affirmé que son gouvernement « n'avait certainement pas l'intention de s'écarter de l'engagement donné à la population de Gibraltar dans la Constitution de 1969 », élaborée deux ans après le référendum qui avait montré que 99 % des habitants du

rocher refusaient le rattachement à l'Espagne. — (AFP)

PRÉCISION — A la suite de notre article sur le cinquième anniversaire de la chute du mur de Berlin, intitulé « Les pas de géants de l'Europe de l'Est » (le Monde du 10 novembre), qui mentionnait les excédents commerciaux réalisés par l'Union européenne avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) entre 1991 et 1993, Bruno Dethomas, le porte-parole de la Commission européenne, apporte la précision suivante : « Les résultats du premier trimestre de cette année révèlent une inflexion appré-

La crise politique s'accélère en Italie

Suite de la première page

Et c'est par son autre « l'accusé », d'une virulence accrue, que Silvio Berlusconi devait achever la journée, sans doute la plus longue de sa vie. Au lieu de la conférence de presse annoncée, il a, en effet, enregistré une communication télévisée, diffusée tard dans la soirée. En attendant que les images stent sur la suite d'interrogatoire, cela constituait une façon de se débarrasser des journalistes et des électeurs, par dessus journalistes et classe politique, décidément trop « bariolés » à son goût.

Et ce, pour dire quoi ? En gros que l'accusation n'a « ni preuve, ni témoignage » contre lui, et que « tout repose sur un incroyable théorème » : à savoir qu'à l'époque où il veillait personnellement aux destinées de son empire, la Fininvest, il ne pouvait pas, selon les juges, ne pas être au courant des 330 millions de lires de pots-de-vin qui auraient été versés aux inspecteurs de la Brigade financière pour qu'ils « assouplissent » leurs contrôles sur trois sociétés du groupe. Et le Président du Conseil a poursuivi, sur le ton de la colère contenue : « C'est de la justice-spectacle : non, de l'injustice-spectacle ! J'ai fait mon devoir de citoyen (...) mais j'ai été mêlé à cette enquête uniquement pour avoir été président de la Fininvest, ce qui, pour certains, est un péché originel impardonnable ».

Après avoir dénoncé la tentative de « lynchage », dont il se sent l'objet, et « l'usage détourné de la justice pénale au profit de la lutte politique », Silvio Berlusconi a conclu : « Si je n'étais pas serein, je me serais déjà démis de mes fonctions. Mais il est dans mon caractère de poursuivre un travail à son terme quoi qu'il en coûte ». Silvio Berlusconi se battra donc jusqu'au bout, mais le compte à rebours d'une crise politique, annoncée depuis déjà plusieurs semaines, semble déjà largement entamé.

Après la démission, mardi 6 décembre, d'Antonio Di Pietro, le « pape » de l'enquête « Mani Pulite » et, celle, lundi 12 décembre, du président de la première section de la cour de

cassation, Arnaldo Valentini, c'est-à-dire tout, mardi, des inspecteurs du ministère de la justice, chargés de vérifier les méthodes de certains magistrats, de donner massivement leur démission. Tous, en fait, ont voulu protester contre la récupération, dans un sens ou dans un autre, de la Justice par la politique.

« Tous les gens bien démissionnent »

La politique italienne est, ainsi, devenue une machine infernale emballée, qu'il vaudrait mieux stopper, de l'avis général. La monnaie en fait les frais chaque jour, qui, mardi encore, a franchi un nouveau record à la baisse, s'échangeant à 1 042,70 lires contre un deutschemark. D'où l'appel à un peu de responsabilité, lancé mardi au Sénat par le ministre du Trésor, Lamberto Dini, qui tente de sauver, avec beaucoup d'énergie, ce qui peut encore être de la loi de finances 1995. Son appel a été entendu : la Ligue du Nord, encore dans la majorité, et l'opposition progressiste ont, d'un commun accord, décidé de renoncer à la plupart des amendements qu'ils voulaient déposer lors des discussions budgétaires au Sénat. Et ce, dans le but évident d'assurer, par un vote rapide du texte, un minimum de stabilité pour rassurer les marchés, ce qui pourrait être fait d'ici la semaine prochaine.

L'autre raison de cette soudaine bouffée d'esprit civique est la volonté commune d'en finir avec une crise de gouvernement, dévastatrice pour l'économie, mais aussi pour l'image même du pays et de ses institutions. Et, paradoxalement, on se demande maintenant qui prendra les devants pour tout faire exploser. « Une crise pourrait être salutaire. Ici, tous les gens bien démissionnent », a même ironisé, Giuliano Ferrara, le ministre des relations avec le Parlement et porte-parole de choc du gouvernement.

La Ligue, qui a franchi définitivement le Rubicon, en attaquant ses deux autres alliés de la moribonde majorité (Forza Italia et l'Alliance nationale), a tiré la première et a déposé une motion contre la gestion de la justice par le gouvernement. Quant à l'opposition de gauche, elle se réserve, a-t-elle dit, la possibilité de déposer une motion de censure au Sénat. A moins que M. Berlusconi ne prenne ses adversaires de vitesse et demande à être entendu à la Chambre, où il a la majorité, et pose la question de confiance.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

Une partie de la gauche accuse M. Rabin de mettre des obstacles à « une paix véritable »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Alarmé par les hésitations gouvernementales sur la continuation du processus de paix avec les Palestiniens, et aussi par l'extension continue de la colonisation juive dans les territoires occupés de Cisjordanie, le mouvement israélien La paix maintenant a adressé au gouvernement, lundi 12 décembre, une véritable mise en demeure d'agir contre « la multiplication des obstacles à une paix véritable avec les Palestiniens ».

Fondé, en 1978, par d'anciens officiers, ce mouvement, qui a ses relais dans l'aile gauche du Parti travailliste et au sein du Parti Meretz, membre de la coalition gouvernementale, était en sommeil depuis l'accession d'Yitzhak Rabin au pouvoir, en juin 1992. La confiance est aujourd'hui rompue. « Parce que nous voyons bien que, tel qu'il est conduit, le processus de paix avec les Palestiniens ne mène nulle part, nous a déclaré Amiram Goldblum, l'un des dirigeants du mouvement, il nous faut remettre de nos couleurs ».

La suggestion de M. Rabin — répète, lundi, dans l'avion qui le conduisait au Japon — selon laquelle Israël cherche le moyen d'avancer les élections palestiniennes sans avoir à retirer ses soldats des zones urbaines de Cisjordanie, n'est pas faite pour rassurer La paix maintenant. Conformément aux accords d'Oslo, l'élection du Conseil de l'autonomie aurait dû être organisée en juillet, après le « redéploiement » de l'armée israélienne.

Développement de la colonisation

De Stockholm, où il a rencontré, une fois encore, le chef de la diplomatie israélienne Shimon Peres, pour essayer de sortir les négociations de l'impasse, Yasser Arafat a fait part de son « déconfort ». Aucun peuple, a-t-il ajouté, ne peut envisager d'organiser des élections libres « sous les fusils d'une force d'occupation ». Après Abou Alia, « ministre » palestinien de l'économie, qui accuse Israël de « ne pas vouloir sérieusement » continuer le processus engagé, il y a quinze mois, à Oslo, un autre « ministre », celui des collectivités locales, Saeb Erakat, a rejeté la suggestion de M. Rabin. « Les élections, a-t-il déclaré, ne peuvent avoir lieu sans un retrait complet et définitif des Israéliens hors des zones palestiniennes peuplées ».

Les négociations israélo-palestiniennes sur les modalités d'application de la deuxième

phase des accords d'Oslo — « redéploiement » de Tshal puis élections — doivent reprendre mercredi au Caire. Mais la colonisation israélienne des territoires occupés ne cesse de se développer. La population des 121 implantations de Cisjordanie — non compris les 160 000 personnes établies à Jérusalem-Est — est désormais évaluée par la Fondation américaine pour la paix au Proche-Orient à 140 000 personnes, « au lieu de 112 000 lors de l'accession de M. Rabin au pouvoir ».

Si aucune implantation nouvelle, mis à part le « grand Jérusalem », n'a été autorisée, depuis juin 1992, nombre de localités existantes s'agrandissent. Après Alfei-Menashe dans le nord de la Cisjordanie, deux nouvelles implantations dans la même zone (Tsoufim et Itamar) ont obtenu la saisie de terres arabes domaniales pour s'agrandir. « Nous traçons des chemins, nous avons posé des projecteurs, des poteaux électriques et des clôtures », reconnaissait lundi, à la radio, Aryeh Ofri, président des municipalités juives de la région. L'objectif est clair : « Il s'agit de tout préparer pour reprendre l'extension des implantations dès que le Likoud [droite] sera revenu au pouvoir ».

PATRICE CLAUDE

Crainte d'une coopération militaire entre l'Iran et la Corée du Nord

Le premier ministre israélien Itzhak Rabin a exprimé, mardi 13 décembre à Tokyo, la crainte de voir l'Iran obtenir de la Corée du Nord la technologie nécessaire à la fabrication de missiles et d'armes nucléaires, ont indiqué des responsables gouvernementaux nippons.

M. Rabin, qui effectue la première visite d'un chef de gouvernement israélien au Japon, a évoqué ces questions lors d'entretiens avec les ministres des affaires étrangères et de la défense. « L'Iran essaie, dans une optique de moyen ou long terme, de se renforcer dans la région en utilisant l'intégrisme islamique », a dit M. Rabin, en ajoutant : « Notre plus grande préoccupation a trait à l'exportation de missiles SCUD et d'autres armes vers l'Iran, ainsi que d'équipements servant à fabriquer des armes, y compris des rampes de lancement de missiles », et des armes nucléaires. — (AFP)

90 pages
280 grammes,

le 18 décembre,
plus que jamais nous
allons peser nos mots !

INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Le président Clinton à la recherche d'un second souffle

Bill Clinton doit s'adresser jeudi soir, 15 décembre, à la nation américaine pour exposer la politique qu'il entend suivre durant les deux dernières années de son mandat, placées sous le signe de la cohabitation avec un Congrès majoritairement républicain.

WASHINGTON

de notre correspondante

Qui est Bill Clinton ? Un homme de gauche, attaché aux valeurs des années 60 ? Ou un « nouveau démocrate », élu en 1992 sur un programme centriste ? Personne ne le sait, et c'est précisément là le problème, affirme un de ses conseillers, David Gergen, alors que la Maison Blanche essaie péniblement de se remettre du choc républicain du 8 novembre dernier. Sur un point au moins, les membres de son entourage et les analystes sont d'accord : s'il veut garder quelque chance d'être réélu en 1996, c'est maintenant que le président doit décider de la direction à prendre.

Les démocrates américains rendent clairement Bill Clinton responsable de leur déroute aux élections au Congrès. Sa popularité a atteint de nouveaux abîmes et, selon un sondage *Times-Mirror* rendu public il y a peu, 66 % des démocrates souhaitent à présent qu'il soit mis en concurrence avec un autre candidat dans la sélection pour la prochaine élection présidentielle. Le président lui-même, personnellement blessé par l'étendue du désastre d'après plusieurs témoignages, paraît encore groggy. Sa première conférence de presse, au lendemain du scrutin, l'a montré désorienté. Parviendra-t-il à remonter la pente jeudi, à la télévision ?

Des républicains pugnaces

Dopés par leur victoire, les républicains ont intensifié leurs attaques. D'autres mauvaises nouvelles sont venues se greffer sur cette ingrate période : le départ du secrétaire au Trésor, Lloyd Bentsen, - l'une des rares valeurs sûres

de l'administration -, l'aggravation du différend euro-américain sur la crise bosniaque, le camouflet des Russes à Budapest lors de la réunion de la CSCE, où le président américain s'était rendu pour tenter de redorer son blason... S'il n'y avait pas eu le vote en faveur du GATT au Congrès, la Maison Blanche aurait pu croire à une série noire. Aux yeux d'un président affaibli, même Haiti est devenu un problème : plutôt que de relancer un débat sur la politique haitienne de l'administration, le président a préféré renoncer à s'y rendre.

L'abécédaire a été crevé, il y a quelques jours, au cours d'une conférence de deux jours du Democratic Leadership Council (DLC), l'organisation des démocrates centristes, ou « nouveaux démocrates », que Bill Clinton dirigeait en son temps et qui l'aidera à se faire élire en 1992. Très amer, le président actuel du DLC, Dave McCurdy, qui vient de se faire battre dans l'Oklahoma par un sénateur républicain, a accusé M. Clinton d'avoir « l'esprit d'un nouveau démocrate, mais le cœur d'un ancien démocrate ». Le résultat, a-t-il poursuivi, a été, pendant ces deux premières années, « une administration qui a mené un programme tantôt de gauche tantôt modéré, semant la confusion chez les Américains », et un président qui est devenu « un fardeau » pour les démocrates.

Pour la première fois depuis le 8 novembre, M. Clinton a alors retrouvé sa combativité, demandant aux démocrates centristes de ne plus seulement le critiquer mais de « retrousser leurs manches » pour « se battre » à ses côtés. Bill Clinton a aussi offert à cette occasion un début d'analyse lucide de la défaite démocrate, et en particulier de la frustration des classes moyennes, « qui sont précisément les gens pour lesquels doit se battre le Parti démocrate ».

Ces classes moyennes, et même, au sein de ce groupe social, les électeurs masculins blancs, qui ont massivement déserté le Parti démocrate, sont au centre du choix stratégique que doit faire Bill Clinton. Pour la gauche du Parti démocrate, à trop passer de compromis avec les républicains, le président et son parti risquent de perdre leur identité ; pour les modérés en revanche, s'il veut regagner les classes moyennes, Bill Clinton doit impérativement revenir à ses racines centristes. Entouré de représentants des deux tendances, à commencer par sa femme, Hillary, qui a tenu à réaffirmer après les élections son attachement à certaines valeurs sociales de gauche, et le vice-président Al Gore, qui passe, lui, pour un centriste, le président Clinton a donné ces derniers temps quelques signes révélateurs

du recentrage souhaité par les « nouveaux démocrates » : demande d'une augmentation de 25 milliards de dollars pour le budget de la défense, possible cadeau fiscal pour les classes moyennes, et, vendredi dernier, la décision de se séparer d'une amie fidèle mais honnie par les républicains, le Surgeon General Jocelyn Elders (la plus haute autorité médicale du pays), dont les commentaires sur la place de la masturbation dans l'éducation sexuelle avaient suscité une nouvelle controverse.

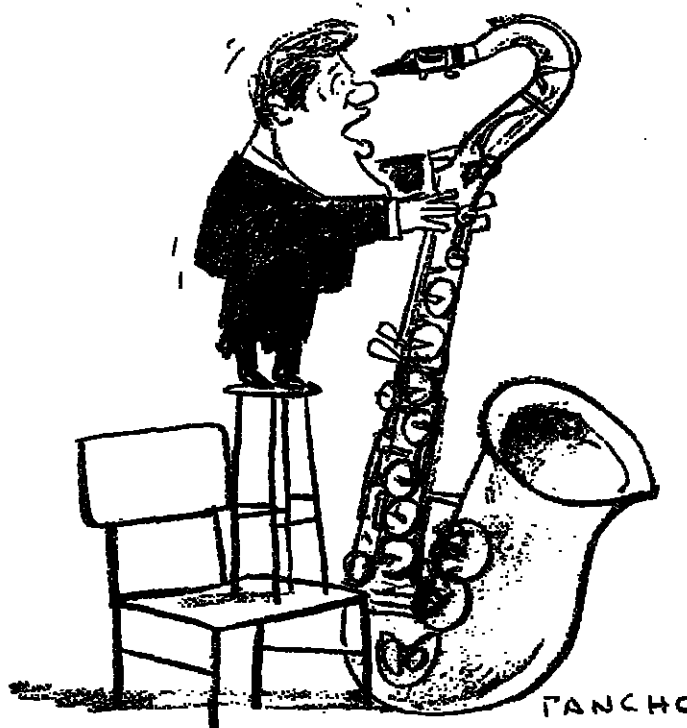
« Problème de caractère »

Mais le choix de l'orientation politique ne suffit pas. Bill Clinton doit aussi arrêter un programme clair, auquel les électeurs puissent s'identifier, et qui lui permette de reprendre l'initiative sur les républicains : le thème de la réforme de l'aide sociale (*welfare*), l'un des chevaux de bataille des républicains, va être crucial à cet égard. Il lui faut enfin, et peut-être surtout, résoudre le problème de l'image qu'il donne à ses compatriotes, ce que les Américains appellent son « problème de caractère » : pas assez présidentiel - « trop visible, trop familier », juge Tom Foley, le speaker

démocrate sortant de la chambre des représentants -, il a trop souvent, au cours de ces deux premières années, donné l'impression d'un homme indécis, manquant de conviction. Bill Clinton ne serait-il pas, finalement, l'homme de son temps, renvoyant l'image d'une Amérique qui cherche encore son rôle dans l'après-guerre froide ?

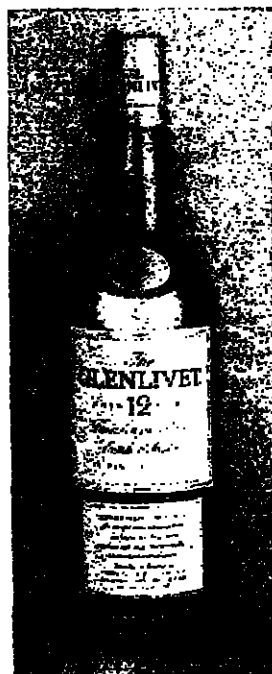
Mais Bill Clinton est aussi un animal politique qui sait rebondir. A mi-parcours de son premier mandat, Ronald Reagan était encore plus impopulaire que lui, ce qui ne l'empêcha pas de se faire réélire en 1984. On rappelle également beaucoup, ces temps-ci, le cas du président Harry Truman qui, au « midterm » (mi-mandat) de 1946, avait subi le même désastre que Bill Clinton, au point que même les démocrates avaient réclamé sa démission. Truman fut réélu en 1948. Cependant, souligne David McCullough, auteur d'une remarquable biographie, « Truman » ce président-là « savait qui il était et en quoi il croyait. Le courage qu'on lui reconnaît aujourd'hui était essentiellement celui de ses convictions » ; des convictions que les nouveaux démocrates qualifiaient aujourd'hui de gauche.

SYLVIE KAUFFMANN



12 ans
de réflexion pour
atteindre le degré
de perfection.
Il faut savoir

attendre et mûrir. S'arrêter et
reprenre. Pour un beau jour arriver
précisément là où on voulait
arriver, à ces subtiles saveurs
qui font The Glenlivet.



The GLENLIVET PUR SINGLE MALT 12 ANS D'AGE

NEZ : Superbement fleuri, pur et doux. BOUCHE : Fruitée, notes de pêche et de vanille. Bel équilibre entre la douceur et le côté sec du malt. CORPS : Rond, ferme, moelleux. FINALE : Effet de chaleur long. COULEUR : Or pâle.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

DIPLOMATIE

Prévu pour le 31 janvier à New-York

Washington et Moscou décident d'ajourner le sommet de l'ONU

Le sommet de l'ONU, qui était prévu pour le 31 janvier à New-York, n'aura pas lieu à cette date, en raison notamment du mauvais climat actuel dans les relations entre Washington et Moscou.

Cette réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays membres du Conseil de sécurité devait ouvrir une série de manifestations étalées sur toute l'année 1995, pour marquer le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations unies. Son ajournement a été annoncé mardi 13 décembre par le représentant argentin aux Nations unies, Emilio Cardenas, dont le pays doit présider le Conseil en janvier.

Le président américain, Bill Clinton, a indiqué à son homologue argentin, Carlos Menem, que ce n'était pas le moment d'organiser un tel sommet, et les Russes se sont montrés du même avis.

M. Clinton, qui devra faire face à un Congrès américain hostile à compter du mois prochain, a peut-être redouté d'associer son nom à une ONU en difficulté, a estimé un diplomate. D'autres représentants au Conseil ont expliqué que ce sommet ne pouvait se tenir le

mois prochain parce qu'il n'y a « pas de consensus » entre les principaux acteurs de la scène internationale.

Les désaccords se sont multipliés ces dernières semaines entre Moscou et Washington, en particulier à propos de la situation en Bosnie et de la question de l'élargissement de l'OTAN. Les diplomates rappellent l'échec du récent sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Budapest. - (AFP)

L'Union européenne entame des négociations avec les Etats baltes. - Les négociations entre l'Union européenne et les trois pays baltes sur des accords d'association pouvant déboucher sur une adhésion ultérieure s'ouvriront jeudi 15 décembre à Bruxelles. Ces accords prévoient, sur le modèle de ceux qui ont été conclus avec l'Europe centrale, notamment une libéralisation des échanges entre l'Union et les pays associés, une aide financière européenne et une coopération accrue dans les secteurs de l'intérieur, de la justice et de l'environnement. - (AFP)

90 pages
280 grammes

AFRIQUE

BURUNDI

L'opposition tutsie risque de déstabiliser le pays en tentant de confisquer le pouvoir

Le premier ministre burundais, Anatole Kanyenkiko, a mis, lundi 12 décembre, les partis politiques devant leurs responsabilités et va multiplier les consultations avant de décider, « seulement s'il n'y a pas d'autre issue », de démissionner. Le Burundi s'enlise dans une crise politique sans précédent depuis l'élection le 1^{er} décembre de Jean Minani à la présidence de l'Assemblée nationale. Le principal parti d'opposition, l'Unité pour le Progrès national (UPRONA), représentant la minorité tutsie et auquel appartient le premier ministre, demande la démission de M. Minani, qu'il accuse d'avoir incité au massacre des Tutsis en octobre 1993, après l'assassinat du président hutu, Melchior Ndadaye, par des militaires tutsis. L'UPRONA menace de quitter le gouvernement et le parlement si Jean Minani est maintenu à son poste.

NAIROBI

de notre correspondant

Que cherche donc l'opposition ? Au-delà de la démission du président de l'Assemblée nationale, élu le 1^{er} décembre, quelles sont les raisons profondes qui la pousse à paralyser une nouvelle fois le Burundi, onze semaines seulement après l'accord sur la Convention de gouvernement qui avait sorti le pays de 6 mois de crise institutionnelle.

« Minani assassin sans foi ni loi ! », pouvait-on lire sur les banderoles brandies par les manifestants du 5 décembre dernier, à Bujumbura. L'opposition l'accuse d'avoir appelé ses compatriotes hutus à massacrer les Tutsis, lorsqu'il se trouvait à Kigali au moment de la tentative du coup d'Etat du 21 octobre 1993. Mais ce prétexte invoqué pour exiger la démission de Jean Minani ne résiste pas à l'examen des faits.

La lecture des déclarations de M. Minani à Radio-Rwanda (en français et en kinyarwanda), publiées par les services d'écoute de la BBC, ne révèle aucun appel au meurtre. Le 22 octobre 1993, M. Minani exhorte chacun de ses compatriotes « qu'il soit Hutu, Tutsi ou Twa, quelque soit son parti à se dissocier de ces criminels (les auteurs du putsch) ». Un appel à la résistance en quelque sorte.

D'autre part, M. Minani s'étonne de ce qu'on le dénonce aujourd'hui seulement, alors qu'il est resté ministre de la santé dans

les gouvernements qui ont suivi le putsch, et qu'il a négocié avec l'opposition la Convention du 10 septembre sans jamais avoir été traité d'assassin. « Non, il y a autre chose », conclut-il, le cas Minani n'est qu'un prétexte. »

Ceux des chefs de l'opposition tutsie, qui sont impliqués dans les événements du 21 octobre 1993, veulent apparemment empêcher le pays de se stabiliser, pour éviter que les autorités ne lancent, comme promis, une enquête judiciaire internationale. Certains responsables, comme Jean-Baptiste Manwanga, actuel ministre de l'intérieur, déjà cité dans une enquête précédente sur la tentative de putsch, ne souhaitent vraisemblablement pas être interrogés.

Mais le Parlement burundais est aussi la « dernière marque visible » de la victoire électorale du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), soutenu par la majorité des Hutus, et l'opposition cherche peut-être à parfaire sa neutralisation. Selon la Convention du 10 septembre – qui prime la Constitution –, l'Assem-

blée nationale a déjà perdu son pouvoir de démettre le gouvernement. Il ne reste donc à régler que la question de son président... D'autre part, toujours selon ce texte, l'opposition détient désormais le poste de premier ministre ainsi que dix ministères.

Se préparer à la guérilla

Enfin, le président (membre du FRODEBU) est flanqué d'un Conseil national de sécurité (CNS), doté d'un pouvoir « délibératif », qui équivaut à un droit de veto sur les décisions du chef de l'Etat. « Le CNS a été conçu, dit un diplomate, comme un garde-fou pour empêcher le président de toucher à ce que la minorité considère comme ses intérêts vitaux. » Selon ce diplomate, cette convention entérinée en fait « un partage 50-50 du pouvoir, en faveur de l'opposition ». Jean Minani a de la personnalité, avance-t-on encore dans les milieux diplomatiques pour comprendre l'attitude de l'opposition. Il n'est pas facilement mani-

plable et c'est peut-être pour quoi on ne veut pas de lui à ce poste. »

La crise actuelle a aussi divisé l'opposition. L'Unité pour le progrès national (UPRONA), ancien parti unique dirigé par l'aile dure, a exigé, par solidarité, la démission de ses ministres, à commencer par celle du premier ministre, Anatole Kanyenkiko. Mais ce dernier rappelle qu'il a été choisi par consensus.

On cherche actuellement une « sortie honorable » pour M. Minani. Mais quelle qu'elle soit, le FRODEBU pourra difficilement l'accepter : ce serait probablement « la » concession de trop pour les Hutus qui critiquent de plus en plus ouvertement le président Sylvestre Ntibunganya (autrefois très populaire). Et les radicaux hutus, sous la houlette de Léonard Nyangoma, profitent de l'intransigeance de l'opposition pour gagner les « frondeurs » modérés à leur cause et se préparer à « la guérilla », ainsi qu'ils le laissent entendre.

JEAN HÉLÈNE

Quatorze mois de crise

Le 21 octobre 1993, cinq mois après son élection en juin, le président Melchior Ndadaye (premier chef de l'Etat hutu de l'histoire du pays) est assassiné au cours d'une tentative de putsch militaire, en même temps que six hauts dirigeants du FRODEBU (Front pour la démocratie au Burundi). Le coup aurait été mené par des sous-officiers appuyés par la troupe, mais une enquête internationale (publiée en juillet 1994) mettra aussi en cause la hiérarchie militaire jusqu'au chef d'Etat-major.

Le meurtre du président Ndadaye déclenche dans les collines de l'arrière-pays des massacres politico-ethniques qui coûteront la vie à 50 000 personnes. Dans un premier temps, les Hutus (85 % de la population) s'en prennent par vengeance aux Tutsis, « qui ont tué notre président ». Puis l'armée, représentant peu à peu le contrôle du pays, dégage les routes et les pistes bloquées par des milliers d'arbres abattus par les « frondeurs ». Plus de six cent mille Hutus (10 % des Burundais) fuient la « pacification » des forces de l'ordre, vers les pays voisins.

La minorité tutsie du Burundi (14 % de la population) qui

domine l'armée – 100 % des officiers supérieurs et plus de 80 % des hommes de troupes sont d'origine tutsie – pose alors ses conditions pour un retour à la normale (1). Trois mois de pourparlers seront nécessaires avant que partis politiques pour nommer un nouveau président, par consensus, puisque une élection au suffrage universel n'est pas envisageable. Durant ces négociations, l'opposition obtient 40 % des postes de l'exécutif. Ce que le FRODEBU, v. comités l'aile radicale, accepte pour rassurer la minorité tutsie. Cyprien Ntaryamira, ancien ministre de l'Agriculture, sans grande personnalité, est le candidat accepté par l'opposition.

A sa mort, il périt dans l'attentat du 8 avril dirigé contre le président rwandais Juvénal Habyarimana – le problème se pose de nouveau. Le FRODEBU veut alors placer à la présidence le très populaire Sylvestre Ntibunganya. Sans doute dans l'intention de le neutraliser, l'opposition – menée par l'UPRONA (Unité pour le progrès national, ancien parti unique, dominé par la communauté tutsie) – pose alors des précautions. Les pourparlers, plusieurs fois

interrompus, aboutissent enfin le 10 septembre à la signature d'une convention de gouvernement au terme de laquelle le FRODEBU accepte un plus large partage du pouvoir. En échange l'UPRONA ne fait plus obstacle à la désignation de M. Ntibunganya à la présidence.

« On nous vole notre victoire ! », s'écrit aussitôt l'aile radicale du FRODEBU qui, devant les concessions faites aux opposants, s'est distancié du président intérimaire et a créé en août, le Conseil national de défense de la démocratie (CNDD), présidé par Léonard Nyangoma, ministre de l'intérieur, en exil volontaire « pour des raisons de sécurité » depuis 13 mois. Les chefs du CNDD assurent que l'opposition, soutenue par l'armée, vient ainsi d'achever son « coup d'Etat constitutionnel », déclenché le 21 octobre 1993. « Le peuple ne l'acceptera pas », annoncent-ils, en prédisant une guerre civile imminente si la communauté internationale n'intervient pas.

J. H.

(1) La répartition ethnique de la population est sensiblement la même qu'au Rwanda voisin.

ALGÉRIE

L'Allemagne évoque l'existence d'un trafic d'armes à destination des maquis islamistes

Après la Suisse, où l'existence d'un réseau islamiste de trafic d'armes à destination de l'Algérie a été récemment révélée par la presse (le Monde du 8 décembre), c'est au tour de l'Allemagne de s'inquiéter des activités des « islamistes extrémistes » sur son sol. Selon un rapport de l'Office allemand de protection de la Constitution (BfV équivalent allemand de la DST), publié mardi 13 décembre, à Bonn, il existe « des indications » selon lesquelles des membres de l'ex-Front islamique du salut (FIS), résidant en Allemagne, « sont impliqués dans l'envoi d'armes et d'autres matériels techniques vers l'Algérie ».

Aucun détail complémentaire n'est fourni pour appuyer ces affirmations. L'Allemagne – qui a accordé le statut de demandeur d'asile au président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, Rabah Kébir, installé dans la région d'Aix-la-Chapelle – a dénombré quatorze organisations « islamistes extrémistes », dotées « de structures plus ou moins solides », les principales étant iraniennes et turques. L'ambassadeur d'Algérie en Allemagne a estimé que ce rapport confortait « les préoccupations et les craintes » de son gouvernement « sur le fait que ces gens, loin d'être de simples réfugiés, s'adonnent à des

actes terroristes de destabilisation de l'Algérie ».

Par ailleurs, dans un entretien accordé, mardi, à l'agence Reuter, M. Kébir a confirmé qu'il avait rencontré un émissaire du ministre français de l'intérieur, Jean-Claude Marchiani (le Monde du 13 décembre), précisant que cette rencontre avait eu lieu en avril. Evoquant l'attitude de Paris et, en particulier, la fourniture d'armes au régime algérien, M. Kébir a estimé qu'il y avait, de la part de la France, « une volonté politique d'aider le pouvoir jusqu'au bout ». Selon le dirigeant islamiste, « cette aide va continuer jusqu'à la présidentielle française ».

Le début effectif de la guerre

A Alger, les quotidiens El Khabar et El Waïan ont fait état, mardi, d'un communiqué du Groupe islamique armé (GIA) revendiquant l'assassinat du journaliste Saïd Mekbel, le 3 décembre. Le GIA, le plus radical des mouvements armés, a revendiqué la plupart des vingt-quatre assassinats de journalistes, commis depuis mai 1993. Deux autres journalistes sont portés disparus.

A Paris, un bulletin, intitulé El Kital (« le Combat ») et présenté comme émanant du GIA, a

annoncé que la branche armée du FIS, l'Armée islamique du salut (AIS), avait rallié ses rangs. Cette unification marque le « début effectif de la guerre », souligne le texte – dont l'authenticité n'a pas été confirmée. A en croire ses auteurs, le ralliement de l'AIS aurait reçu l'approbation des dirigeants historiques du FIS, Abassi Madani et Ali Belhadj. El Kital, citant le chef du GIA, Abou Abderrahmane Amine, indique que la ville de Médéa, située à environ 70 kilomètres au sud-ouest d'Alger, en pleine Mitidja, est la « capitale de l'Etat du Califat orthodoxe, pour lequel combat le GIA, et de laquelle partiront les armées pour conquérir l'Est et l'Ouest ».

De leur côté, les troupes gouvernementales, engagées dans une offensive sans précédent contre les groupes islamistes, ne semblent pas devoir relâcher leur pression. Lundi, le président Liamine Zéroual a annoncé que de nouveaux moyens allaient être mis en œuvre « jusqu'à l'éradication du terrorisme ». Plusieurs mesures gouvernementales ont été adoptées, visant à renforcer la conscription des jeunes, ces derniers étant notamment tenus de fournir une justification de leur situation militaire, pour obtenir une pièce d'identité. – (AFP, Reuter.)

ASIE

THAÏLANDE

Un nouveau gouvernement dirigé par Chuan Leekpai est formé

BANGKOK

de notre correspondant

La crise politique thaïlandaise n'aura pas duré longtemps : cinq jours après avoir essuyé un grave revers devant le Parlement (le Monde du 10 décembre), Chuan Leekpai, leader du Parti démocratique et premier ministre depuis 1992, a formé, mercredi 14 décembre, une nouvelle coalition en incluant dans son gouvernement un ancien parti de l'opposition, le Chat Pattana (PCP) afin de remplacer le Parti de la nouvelle aspiration (PNA), qui a fait défection. Il se retrouve ainsi avec une confortable majorité de 201 députés sur 360.

Le PCP s'est réparti les ministères auparavant détenus par le PNA, à l'exception d'un seul : les Démocrates ont récupéré le portefeuille de l'intérieur qu'avait occupé le général Chaowalit Yongchaiyuth, président du PNA. En compensation, le PCP a hérité du ministère de l'Agriculture, qu'un Démocrate a dû lui abandonner à la suite de transferts de terres apparemment illégaux.

L'artisan de cet accord paraît être l'ancien général Sanan Kachornprasat, secrétaire général du Parti démocrate et nouveau ministre de l'intérieur. Mais un autre ancien officier, le général

Prem Tinsulanonda, aurait joué, en coulisse, un rôle-clé pour convaincre le PCP de rejoindre le gouvernement. Premier ministre depuis 1980, le général Prem s'était retiré de la vie politique en 1988, au lendemain d'une nouvelle victoire électorale, et le général Chatchai Choonavan lui avait alors succédé à la tête du gouvernement jusqu'au coup d'Etat de février 1991. Prem au Conseil privé du roi, le général Prem passait déjà pour avoir dénoué la grave crise de 1992, quand l'armée avait tiré sur des manifestants à Bangkok.

Sous un régime où la ligne de démarcation entre pouvoir et opposition n'est jamais qu'en pointillés, Chuan Leekpai a confirmé, de son côté, son habileté manœuvrière puisque, en ne faisant qu'une légère concession aux principes, il se retrouve à la tête d'une coalition apparemment capable de gouverner jusqu'à la fin de la législature, en 1996. Les grands perdants, pour le moment, sont le général Chaowalit et son PNA, qui ne disposent plus du levier de l'intérieur et dont les ministres, selon la presse locale, n'ont guère fait leurs preuves pendant deux années au gouvernement.

JEAN-CLAUDE POMONTI

REPÈRES

OUGANDA

Yoweri Museveni reste opposé au multipartisme

Le multipartisme ne convient pas à un pays « en retard » comme l'Ouganda, a déclaré, mardi 13 décembre, le président Yoweri Museveni, réaffirmant ainsi son opposition à ce système politique. C'est un « concept occidental » qui ne s'accorde pas aux pays « en voie de développement », a-t-il précisé au cours d'un séminaire auquel participent les membres de l'Assemblée constituante.

« Nous ne devons pas copier tout ce qui vient de l'Occident et le transplanter ici. Nous devons développer notre propre modèle qui convient à notre culture », a ajouté le président Museveni. Depuis son arrivée au pouvoir en 1986, après la guérilla du Mouvement de résistance nationale qu'il dirigeait, Yoweri Museveni a toujours interdit le multipartisme. L'assemblée doit se prononcer sur le passage ou non de l'Ouganda au multipartisme, avant d'adopter une nouvelle Constitution l'an prochain. – (AFP.)

NAMIBIE

Victoire officielle de Sam Nujoma

Sam Nujoma a été réélu à la présidence de la République avec 76,3 % des suffrages exprimés et son parti, l'Organisation du

peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), a enlevé 53 des 72 sièges du Parlement lors des élections générales namibiennes des 7 et 8 décembre, le président de la commission électorale. Le nouveau mandat de Sam Nujoma prendra effet le 21 mars 1995, cinq ans jour pour jour après la proclamation de l'indépendance. Son rival, Mishake Muyongo, de l'Alliance démocratique de la Turnhall (DATA), a obtenu 23,6 % des voix. La DATA remporte 15 sièges au Parlement, le Front démocratique uni (UDF) deux. Deux autres petits partis ont obtenu chacun un siège. La participation électorale a été de 76 %.

Mardi, la DATA avait demandé à la justice de suspendre la publication des résultats officiels, accusant de fraude son adversaire, le SWAPO, et affirmant que le nombre des votes dépassait celui des votants enregistrés dans quatre circonscriptions du nord. – (AFP.)

TURQUIE

Le procureur veut redemander la peine de mort contre les députés kurdes

Estimant que les accusés méritaient la peine capitale, le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, Nusret Demiral, a annoncé, lundi 12 décembre, son intention de faire appel du verdict du procès des huit députés kurdes, condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement le 8 décembre à Ankara (le Monde du 10 décembre).

La Cour avait renoncé à poursuivre les députés pour trahison, faute possible de la peine capitale en vertu de l'article 125 du code pénal turc, mais elle les avait reconnus coupables de soutenir les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Sept des condamnés appartiennent au Parti de la démocratie, pro-kurde et interdit. Cinq d'entre eux, dont une femme, Leyla Zana, devront purger quinze ans de prison, et un sixième, sept ans et demi. Les deux autres, dont le parlementaire indépendant Mahmut Ali-nak, resteront chacun trois ans et demi en prison. « Nous estimons que les chefs d'accusation sont couverts par l'article 125 », a déclaré Nusret Demiral. – (Reuter.)

Un mort et neuf blessés dans deux attentats à Istanbul. – Une personne a été tuée et neuf autres ont été blessées dans deux attentats à l'explosif qui se sont produits, mardi 13 décembre, dans le centre d'Istanbul. Selon la police, la personne tuée était sans doute un poseur de bombe d'origine kurde dont l'engin a explosé prématurément devant la mosquée Beyazit. Un autre attentat à la bombe, dans le quartier touristique de Laleli, a fait huit blessés. – (Reuter.)

12 francs,

le 18 décembre,

nous vous ferons

un numéro

qui n'a pas de prix !

صوتنا من الامم

POLITIQUE

Les conséquences du refus de M. Delors de se présenter à l'élection présidentielle

L'hypothèse d'une candidature de M. Lang divise les dirigeants socialistes

Bernard Tapie a lancé, mardi 13 décembre sur France 2, un appel à la gauche pour aborder en février à une candidature commune à l'élection présidentielle. Au Parti socialiste, la candidature de Jack Lang commence à prendre corps et à inquiéter.

Rudes journées décidément pour la gauche. La semaine dernière encore, elle en était à débattre des grandes solutions avancées par Jacques Delors pour sortir la France de l'ombrage libérale. Prise à présent par l'angoisse du vide, la gauche a-t-elle le temps de se pencher sur les ambitions d'un Jack Lang et les réflexions écumeuses d'un Bernard Tapie.

Dans certains rangs socialistes, la seule évocation de ces deux noms fait dresser les cheveux sur la tête. En s'avancant aujourd'hui sur le devant de la scène, ces deux personnages constamment télévisés par l'Elysée - mais étrangement bien en cours à Matignon... - qui se connaissent fort bien, qui ont noué des relations bien au-delà du champ politique, champions de la politique-spectacle, et peu regardants sur les méthodes, font déjà courir des rumeurs d'implosion à un PS en plein désarroi. Est-ce vraiment pur hasard s'ils se poussent du col au même moment ? Convie,

mardi 13 décembre, à s'exprimer longuement sur France 2, Bernard Tapie a sorti une dernière trouvaille, en proposant à toute la gauche non communiste et écologiste de se retrouver au plus vite autour d'une même table pour bâtir un projet commun à partir duquel, pense-t-il, il sera possible de proposer un candidat sérieux. Cette proposition ressemble à celle avancée depuis longtemps par les deux breuteurs de la Gauche socialiste, Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray, qui ont toujours beaucoup pardonné à Bernard Tapie. M. Dray s'est d'ailleurs précipité, dès mardi soir, pour « saluer cette démarche » et « soutenir cette méthode ». Opération, une nouvelle fois donc, cousue de fil rose, qui suffirait à faire s'interroger sur les véritables motivations du candidat virtuel à la mairie de Marseille.

Pour préparer le terrain, son parti « Radical », inaugurant un nouveau vocabulaire économique-politique, avait expédié la semaine dernière, rue de Solferino, un « cahier des charges du rassemblement de la gauche », exposant les douze points de rencontre possibles pour tous les partenaires de la gauche. Une fois de plus, M. Tapie a une bonne idée, mais n'est, hélas pour lui, pas le mieux placé pour la défendre. Depuis près d'un an, ses amis radicaux ont toujours refusé

de participer aux assises de la transformation sociale voulues par Michel Rocard et qui visaient précisément à réaliser, avec patience, ce que M. Tapie veut aujourd'hui entreprendre dans l'urgence.

Règlements de comptes

Ce virage à cent quatre-vingt degrés prouve, s'il en était besoin, que ce refus obstiné n'avait, en réalité, qu'un seul objectif : mettre des bâtons dans les roues de M. Rocard. En s'interrogeant sur l'origine de ce « missile Tapie » qui l'a, selon lui, abattu « en plein vol », l'ancien premier secrétaire du PS a clairement regardé dans la direction de l'Elysée. Les règlements de comptes guettent. Cela n'est pas fait pour faciliter aujourd'hui la tâche de rassemblement que s'est assignée M. Tapie.

Mais, surtout, la direction du PS peut-elle aujourd'hui donner, si l'on peut dire, crédit à un homme menacé d'ingérence, qui n'a pas évacué pour autant, définitivement, la menace de sa candidature à l'élection présidentielle et qui, manifestement, ne cherche, par ce genre de proposition faussement généreuse, qu'à ne pas se faire exclure du jeu politique ? Mercredi matin, Jean Glavany, secrétaire national du PS à la communication,

se contentait de « prendre acte ».

Les amis d'Henri Emmanuelli savent pertinemment qu'avancer d'un seul pas vers M. Tapie suffirait à liquer contre eux les partisans de Michel Rocard et de Lionel Jospin, qui n'a qu'un rêve : voir le tapisme « jeté aux oubliettes de l'histoire politique. Il est probable qu'on assistera à la même levée de bouillottes, y compris chez les rénovateurs de Pierre Mauroy et Martine Aubry, si l'hypothèse d'une candidature de Jack Lang prenait consistance. Testée par l'Elysée, soutenue par les fabiusiens, cette candidature de l'ancien ministre de la culture n'est pourtant plus à prendre comme une provocation, voire un gag ! Laurent Fabius et ses amis s'en sont entretenus avec l'intéressé, mardi midi : celui-ci est prêt à céder à l'amicale pression de ses amis.

Les fabiusiens, très influents dans la majorité nouvelle du parti, expliquent qu'ils sont aujourd'hui en face de trois hypothèses, trois logiques. Une logique de parti qui imposerait, selon eux, une candidature d'Henri Emmanuelli. Une logique « ouverte », qui imposerait Jack Lang. Et une logique « morale », qui imposerait une personnalité comme Robert Badinter. La prise en compte de cette troisième hypothèse montre qu'on s'interroge aussi, de ce côté, sur la

crédibilité « éthique » de M. Lang. « Si c'est Lang, le parti est mort. Ce sera le déshonneur de la gauche et de ses valeurs », confiait mardi Daniel Vaillant, secrétaire national, sans portefeuille mais pas sans courage, du PS.

Mercréd, le secrétariat national et le bureau national du parti devaient procéder à un premier tour d'horizon sérieux du paysage laissé par la défection de M. Delors. L'idée, comme le dit M. Jospin, de « laisser un temps de respiration » pour ne pas prendre de décisions inconsidérées, voire irresponsables, commence à s'imposer. Entre M. Tapie et M. Lang, il s'agit maintenant d'éviter le pire...

DANIEL CARTON

M. Delors : je n'ai pas senti de signes. Jacques Delors a déclaré, lundi 12 décembre à la télévision beige RTBF, qu'il n'avait pas « senti de signes » de la classe politique, des syndicats et des patrons au moment de la publication de son livre *L'Unité d'un homme* et qu'il en avait donc « tiré les conséquences ». « J'en ai conclu que tout le monde était content dans son cocon, que la France était immobile et que cela allait bien pour eux, et j'en ai tiré les conséquences. »

M. Rocard : « J'attends la relève »

Michel Rocard a confirmé, mardi 13 décembre, lors d'un déjeuner de presse au Parlement européen, sa décision de ne pas être candidat à l'élection présidentielle. « Je ne suis pas candidat. J'ai déjà donné. J'attends la relève », a déclaré l'ancien premier ministre.

« J'ai été abattu en vol, le missile s'appelait Bernard Tapie, je ne sais pas qui l'a tiré », a-t-il ironisé, en visant implicitement l'Elysée. Interrogé sur ses préférences quant à un candidat socialiste, M. Rocard a confié ne pas avoir « grande qualité pour en définir le profil type ».

« Il va falloir du temps pour trouver un autre candidat, a-t-il estimé. D'ici là, l'important, c'est le début des idées. L'enjeu qui nous reste, c'est que l'exigence d'avancées européennes fortes et d'un autre traitement social du chômage pèse sur l'élection. » Michel Rocard a jugé que le Parti socialiste était « un accident historique appauvri » qui, au contraire de la plupart de ses homologues européens, n'a « pas de poids sur la réalité sociale ».

M. Tapie n'envisage pas d'être candidat

Bernard Tapie a lancé, mardi 13 décembre sur France 2, un appel à l'ensemble de la gauche non communiste pour l'élaboration d'un programme avant de désigner un candidat commun, en précisant qu'il ne souhaitait pas être candidat à l'élection présidentielle afin de ne pas entraîner une « explosion » à gauche.

« Je propose que, pendant deux mois, jusqu'au 15 février, aucun candidat qui se réclame de la gauche non communiste ne se prononce », a-t-il déclaré. « Que tous, on travaille à l'élaboration d'un programme sur dix questions essentielles, comme l'Europe, l'organisation de la société, ou encore le chômage. » C'est bien le diable si, une fois ces idées connues, on ne trouve pas la personnalité « susceptible d'être le candidat de la gauche », a-t-il ajouté. M. Tapie a estimé que les discussions devraient débiter « la semaine prochaine », en assurant : « Je vous promets qu'on aura un candidat. »

Concernant le candidat qui pourrait se dégager de cette consultation, M. Tapie a évoqué

les noms de Pierre Joxe et de Robert Badinter qui, même s'ils n'étaient « pas prévus au départ », ont le « charisme, les idées » et « valent Jacques Delors ».

« Une politique de destruction totale »

« La gauche, a-t-il encore assuré, est capable, au moment où ça va mal, de trouver à la fois la raison, la sérénité et le sens de la responsabilité collective. Toutes les ambitions personnelles doivent disparaître. » Il a indiqué que s'il était candidat, ce serait « dans une politique de destruction totale » qui conduirait la gauche à être « pulvérisée ».

« Si les socialistes, a-t-il averti, commencent à nous expliquer que ce sont les militants qui choisissent le candidat de la gauche, alors ça refait les européennes, sauf que cette fois ils passeront derrière moi. Mais on ne peut pas croire ça. C'est un danger à éviter coûte que coûte. »

« Lire également : Dans la presse, page 23, et la chronique de Pierre Georges, page 30. »

La curée

Menue et boitillante, protégée par le bras d'un CRS en faction, la petite vieille jeta un regard désolé sur l'entrée de l'hôtel de Cavoye. « Inutile de vous faire bousculer, la visite va se terminer », lui conseillait le pandore. Rue des Saint-Pères, à Paris (VI^e arrondissement), mardi 13 décembre au matin, la « demeure Tapie » était condamnée à ouvrir ses portes au public pendant deux heures et demie, avant sa mise en vente aux enchères, le 15, à la demande du Crédit lyonnais.

Une atmosphère de curée régnait devant l'entrée du splendide immeuble du XVII^e siècle. Massée derrière le cordon policier, des centaines de curieux souvent âgés se bousculaient, impatients d'accéder à la visite consacrée « par petits groupes de quinze », comme le répétait le service d'ordre.

Tailleurs Chanel, trognes de bistrot, costumes trois pièces et manteaux élimés, tous se mélaient dans une fervente réprobation. « Je veux voir ce qu'il s'est passé avec notre argent », vitupérait une concierge venue du XVI^e arrondissement. « Evidemment, il ne payait aucun impôt », surenchérisait un chômeur contrainct à la retraite forcée. « Ses avocats sont nuls, pour laisser faire une telle opération », concluait-il, pris d'une soudaine compas-

sion. Un jeune étudiant vêtu avec soin en profita pour glisser : « J'aime Bernard Tapie, je l'ai vu dans des réunions politiques. Je suis de droite, mais tout à fait d'accord avec ses idées sociales et son opportunisme ».

« Violation du domaine privé »

L'éloge, pourtant fort rare, eut le don d'exaspérer d'autres sensibilités. L'humeur s'échauffa. Une antiquaire à la retraite qui venait de visiter l'hôtel, s'indigna du compliment. « Je vous le dis, une seule des trois ailes de l'hôtel mérite d'être achetée. Celle que ce parvenu n'a pas amenagée ! »

Les caméras, retenues à l'extérieur par le cordon de CRS, pointèrent le nez sur l'étagette enragée. « Un dernier mot : Monsieur Tapie a besoin de prendre des leçons d'art », lança cette dame avant de disparaître. Le ton était donné. Des gens ordinaires, entrés par curiosité à défaut d'avoir les moyens d'acheter, se dirent eux aussi « déçus par le côté délabré », « le jardin abandonné » ou « la vilaine baignoire ». Rares furent ceux qui s'indignèrent d'avoir pu visiter l'appartement encore occupé par le fils du propriétaire. « Une bien sordide violation du domaine privé... »

D. R.

OPEL CORSA



La fureur de vivre, d'accord, mais pas sans la sécurité.

Ceintures actives AV

Doubles renforts latéraux

Opel Corsa à partir de 46 500 F** La passion pour les voitures est sans doute la même que celle qu'éprouvait James Dean. Simplement la sécurité a pris le pas sur la fureur de vivre. Aussi, quand nous avons conçu la Corsa, nous l'avons dotée d'équipements de sécurité qui ne se

trouvent d'ordinaire que sur les grandes berlines. Sans compter la direction assistée*, le système de purification d'air de l'habitacle et l'autoradio intégré*. En somme, aimer l'Opel Corsa, c'est être sûr d'être aimé en retour. Opel Corsa. Elle m'aime autant que je l'aime.

* En série ou en option suivant les modèles. ** Corsa City 1.2 3 p. : 56 500 F ou 46 500 F si vous bénéficiez de l'aide de l'Etat. Mod. prés. Corsa Sport 1.4i : 72 700 F (hors option) ou 62 700 F si vous bénéficiez de l'aide de l'Etat. Jusqu'au 31/12/94. Tarif au 25/08/94 - AM 95.



3615 OPEL 127 K-m

OPEL

Le renforcement de la législation sur les comptes des partis et des candidats

L'Assemblée interdit le financement de la vie politique par les entreprises

Après un long débat, les députés ont adopté, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 décembre, la proposition de loi interdisant le financement de la vie politique par les entreprises, en rendant cette mesure applicable dès la promulgation de la loi. Cette proposition constitue le premier volet des trois ensembles sur la lutte contre la corruption, issus du groupe de travail parlementaire. L'Assemblée devait poursuivre, mercredi, l'examen des propositions relatives au patrimoine des élus et aux marchés et délégations de service public.

■ **CORRUPTION.** Les députés ont adopté également l'une des propositions avancées par la commission que présidait Simone Rozès, ancienne première présidente de la Cour de cassation, et tendant à assortir toute condamnation pour faits de corruption d'une inéligibilité pour cinq ans.

■ **COÛT.** Selon les estimations du gouvernement, le coût du remboursement forfaitaire par l'État de 50 % des dépenses électorales serait de l'ordre de 1,5 milliard de francs pour un cycle électoral de cinq ans, soit environ 300 millions de francs par an en moyenne.

C'est fait, et cela tient en une phrase : « Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat. » La même mesure est étendue au financement des partis et des groupements politiques (1).

L'affluence était rare à cette heure tardive, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 décembre : plus d'une centaine de députés étaient présents dans l'hémicycle pour – selon la formule consacrée – rompre officiellement le lien entre les élus et les entreprises. Ils l'ont fait à contre-cœur, pressés par un climat d'affaires politico-financières et par l'opinion publique.

C'est bien là tout le paradoxe de cet événement : l'interdiction du financement de la vie politique par les entreprises, annoncée et tentée en vain depuis plusieurs années, a été consacrée par une Assemblée qui reste majoritairement et profondément hostile à cette réforme. Les débats de la journée de mardi resteront sans doute un modèle de curiosité pour les historiens de la vie parlementaire : chaque intervention contre ce texte, qualifié de « grotesque », de « absurde », de « inopportuniste », ou jugé « inapplicable », a suscité un tonnerre d'applaudissements sur les bancs RPR et UDF. Quand Pierre Bédier (RPR), pour expliquer son amendement de suppression, l'a justifié

en soulignant que l'interdiction du financement par les entreprises « risque de favoriser l'opacité », il a, lui aussi, été ovationné par ses collègues. Au moment du scrutin, pourtant, il ne s'est pas trouvé un seul député pour voter publiquement contre cette interdiction.

Application immédiate

En une formule, le rapporteur de la commission des lois, Xavier de Roux (UDF), a parfaitement résumé le climat de la séance : « Ce soir, nous ne faisons pas du droit, nous faisons de la politique. Nous sommes en train de faire un communiqué de presse. Nous nous sommes mis dans cette situation. Nous n'avons plus le choix. » Ni celui de rejeter cette mesure tant annoncée, ni, même, celui de différer son entrée en application.

La bataille sur cette deuxième question a occupé une grande partie du débat. Ceux qui avaient été

battus sur le principe espéraient encore obtenir un répit pour son entrée en vigueur. L'hémicycle contenait, à cette heure, bien des candidats aux prochaines élections municipales, affolés à l'idée de devoir renoncer à l'aide des entreprises, alors que, comme la loi actuelle – celle de 1990 – les y autorise, ils avaient déjà commencé à recueillir des fonds ou à démarcher les entreprises dans ce but. « On change les règles du jeu en cours de partie ! », s'est exclamé avec colère Patrick Balkany (RPR, Hauts-de-Seine).

La difficulté juridique réelle, soulevée par cette nouvelle législation, n'avait pas échappé au président de la commission des lois, Pierre Mazeaud (RPR), qui a tenté de la résoudre en proposant un compromis. Son amendement disposait que la loi de 1990 continuerait à s'appliquer, à titre transitoire, aux municipales de juin.

sous réserve que les recettes provenant, pour chaque candidat, de dons consentis par les entreprises, n'excèdent pas 20 % du plafond de dépenses autorisées. Bien que sage sur le plan juridique, cette proposition touchait au symbole. « Il n'y aurait aucune lisibilité, pour l'opinion publique, à voter, dans l'urgence, un texte supprimant le financement par les entreprises et à décider de ne l'appliquer que dans six mois », a observé Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. « Nous avons fixé une règle, il faut nous y tenir », affirmait, pour sa part, François d'Aubert (UDF, Mayenne).

Les communistes et les socialistes y veillaient, prompts à dénoncer, par la voix d'Alain Bockel, président du groupe communiste, et Didier Migault, porte-parole du PS, « l'hypocrisie » de la majorité. Une suspension de séance a permis de convaincre les plus réticents. En dépit de l'opposition maintenue de M. Balkany et de quelques-uns de ses collègues RPR, et après que le ministre de l'Intérieur eut vaguement rassuré la droite – et inquiété la gauche – en indiquant qu'il essaierait de proposer une autre solution lors de l'examen de ce texte par les sénateurs, l'amendement de M. Mazeaud a été rejeté.

Dans les couloirs du Palais-Bourbon, nombreux étaient ceux qui, après le vote, confiaient avoir eu en tête le « cadeau empoisonné » laissé par Jacques Delors, dans son testament politique du 11 décembre sur TF1. Interrogé sur les lois anti-corruption, le candidat du PS à l'élection présidentielle avait dit : « Le critère de non jugement sur la majorité actuelle sera de savoir si elle accepte l'application de ces mesures au 1^{er} janvier 1995 et non pas au 1^{er} septembre 1995. Ce sera un test important. »

PASCALE ROBERT-DIARD

(1) La proposition de loi relative au financement de la vie politique a recueilli 117 voix sur 143 votants. Ont voté pour : 47 RPR, 46 UDF, 18 PS, 5 RL, 1 non-inscrit ; se sont abstenus : 3 RPR (Christian Dupuy, Yvon Jacob, Yves Rispat) et 23 PC.

COMMENTAIRE

État de droit

« NOUS ne faisons pas du droit. Nous faisons de la politique. » Cette formule du député UDF Xavier de Roux a le mérite de la franchise. Mais elle est particulièrement inquiétante. Si la politique ne respecte pas le droit, est-on encore en démocratie ? Longtemps, partis et candidats ont violé la loi pour financer leur activité : on a vu ou cela les a conduits. La décision prise par l'Assemblée nationale n'a certes pas la même gravité, mais elle porte atteinte à un principe fondamental : l'égalité de tous devant la loi. Un candidat précautionneux, à la présidentielle comme aux municipales, qui aurait ces derniers mois, comme il en avait la possibilité, engrangé les dons des entreprises, serait favorisé par rapport à son rival qui, pour des raisons diverses, aurait préféré attendre les derniers mois de la campagne. Faute d'avoir eu recours avec sérénité et diligence, les députés se sont laissés emporter par le

seul souci de donner un os à ronger à l'opinion publique. Si les sénateurs ne les contraignent pas à revenir à un peu plus de sagesse, il ne restera plus que le Conseil constitutionnel pour imposer le respect de l'État de droit. Mais y aura-t-il suffisamment de parlementaires pour avoir le courage de le saisir sur un tel sujet ? Pourtant, il paraît indispensable que nul ne puisse douter de la constitutionnalité d'une législation aussi importante que celle régissant les rapports de l'argent et de la politique. Il est donc souhaitable qu'une des autorités ayant la possibilité de saisir les gardiens de la Constitution – président de la République, président d'une des deux Chambres, premier ministre – fasse comme Michel Rocard en 1990, et demande à l'instance qui en a la charge, de vérifier que le droit n'a pas été violé devant la politique.

THIERRY BRÉNIER

Les élus convaincus de corruption seront inéligibles

Les députés ont adopté, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 décembre, les dispositions suivantes, relatives au financement de la vie politique :

■ **Interdiction du financement de la vie politique par les entreprises :** l'article 3 de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale dispose : « Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects, à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. » Ce même article précise que, conformément à la loi de 1990, les dons consentis par une personne physique, pour une même élection, ne peuvent excéder 30 000 francs.

L'article 12 étend l'interdiction du financement par les entreprises, aux partis et aux groupements politiques, et fixe le plafond des dons des particuliers à 50 000 francs. Ces mesures entreront en vigueur dès la promulgation de la loi.

Le gouvernement a fait adopter un amendement précisant, que, dans trois ans, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques remetta au gouvernement un rapport « sur les conditions dans lesquelles la loi a été appliquée et ses appréciations concernant l'interdiction faite aux personnes morales de contribuer au financement des campagnes et des partis ».

■ **Avantages fiscaux accordés aux dons des particuliers :** la réduction fiscale appliquée aux dons consentis par les particuliers aux candidats et aux partis politiques, ainsi qu'aux cotisations versées par les militants aux partis, a été fixée à 40 %.

■ **Abaissement du plafond des dépenses électorales :** sur

proposition du gouvernement, les députés ont adopté un amendement abaissant de 30 % – au lieu de 50 %, comme le prévoyait la proposition de loi – le plafond des dépenses électorales pour les élections municipales, cantonales et régionales. Celui des élections législatives avait été abaissé, dans la même proportion, par la loi du 29 janvier 1993. La réduction du plafond de dépenses pour l'élection présidentielle figure dans un projet de loi, en cours de navette, qui a déjà été adopté par le Sénat. Cet amendement du gouvernement avait fait les frais, dans la matinée de mardi, de la mauvaise humeur des députés, qui l'avaient rejeté. Le ministre de l'Intérieur a dû recourir à une deuxième délibération pour obtenir sa réintégration.

■ **Remboursement forfaitaire des dépenses électorales par l'État :** le gouvernement a accepté l'amendement de la commission des lois disposant que les dépenses engagées par les candidats font l'objet d'un remboursement forfaitaire de l'État, égal à 50 % du plafond (au lieu de 30 % dans le texte initial), sous réserve que les candidats aient obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

■ **Aide financière de l'État aux « petits » partis politiques :** dans la discussion générale, Charles Pasqua avait fait part du

souci du gouvernement de « ne pas figer la vie politique en empêchant de nouveaux courants d'idées ou d'opinions d'émerger ». Il avait annoncé le dépôt d'un amendement prévoyant une aide financière partielle de leurs activités par l'État, sous réserve de certaines conditions, « garantissant leur sincérité et leur audience ».

Cette initiative a suscité un long débat dans l'hémicycle. Majoritairement favorables, les députés ont exprimé de nombreuses réserves sur les risques de détournement qu'une disposition de ce genre pouvait comporter. André Fauton et Yvon Jacob, au nom du RPR, Jean-Jacques Hystet, pour l'UDF, Véronique Niezietz, pour le PS, se sont inquiétés des avantages financiers que pourraient tirer d'une telle mesure, les sectes ou les groupes d'intérêts corporatistes.

L'Assemblée a finalement accepté cet amendement – voté par la majorité du RPR et de l'UDF, par le PC, tandis que le PS s'abstenait – en le complétant. Il permet aux partis ou aux groupements politiques non représentés au Parlement de recevoir une aide forfaitaire de l'État de 2 millions de francs, s'ils ont perçu, au cours d'une année, des dons de la part d'au moins dix mille personnes physiques, réparties entre au moins trente départements, terri-

toires ou collectivités territoriales d'outre-mer, pour un montant minimal de 1 million de francs. L'initiative de MM. Fauton et Mazeaud (RPR), les députés ont ajouté deux conditions : d'une part, celle du parrainage d'au moins cinq conseillers élus et, d'autre part, une évaluation dans trois ans de ces dispositions, adoptées à titre transitoire.

■ **Inéligibilité des élus convaincus de corruption, de trafic d'influence ou de récel :** cet amendement, déposé par le gouvernement, reprend à son compte une proposition contenue dans le rapport Rozès sur la corruption (Le Monde du 3 décembre). Il dispose que les élus condamnés pour ces motifs seront radicalement inéligibles pour une durée de cinq ans, et donc inéligibles. Il vise « les infractions de concussion, de corruption passive, de trafic d'influence commis par un fonctionnaire, de prise illégale d'intérêts, de favoritisme et de soustraction ou de détournements de biens », c'est-à-dire « les manquements au devoir de probité commis par un dépositaire de l'autorité publique ». Sont également visées les « plus graves » des infractions commises par les particuliers contre l'administration : corruption active, trafic d'influence, intimidation de fonctionnaire ou détournement de biens publics.

■ **Validation des crédits attribués par les collectivités territoriales aux groupes politiques :** cet amendement, d'origine communiste, résout un problème commun à de très nombreux conseils régionaux, généraux et municipaux qui ont attribué aux groupes politiques de leur assemblée des crédits de fonctionnement, sur la base de la loi Sapin du 29 janvier 1993. Or les décrets d'application de cette loi n'ayant pas encore été pris sur ce point, les chambres régionales des comptes ont sanctionné ces décisions.

P.R.-D.

"AFFAIRES" MODE D'EMPLOI

Thierry Jean-Pierre
Lettre ouverte
à ceux
que les petits juges
rendent nerveux



ALBIN MICHEL

صكنا من الامم

صباحنا من الامل

POLITIQUE

Le décès de l'ancien président du conseil

Les obsèques d'Antoine Pinay seront célébrées dans l'intimité

Les obsèques d'Antoine Pinay, ancien président du conseil sous la IV^e République et ancien ministre des finances du général de

Gaulle, décédé mardi 13 décembre à près de cent trois ans (la *Monde* du 14 décembre), seront célébrées dans l'intimité le 17 décembre à Saint-

Chamond, dans la Loire, ville dont il avait été le maire et où il s'était retiré en 1960. De nombreux responsables politiques ont salué sa mémoire.

Sans droits de succession

« Il a une tête d'électeur », disait Edouard Herriot. Les électeurs, même s'il y a beau temps qu'ils n'ont plus la tête d'Antoine Pinay, sont d'actualité à un peu plus de quatre mois du scrutin présidentiel. Inventeur de la route qui lui a valu pendant vingt ans l'affection des fratries bourgeoises, l'ancien président du Conseil a géré lui-même en père de famille le capital qu'il s'était constitué en faisant entrer avec lui, à l'hôtel Matignon, en 1952, le « Français moyen ».

Aussi, alors que la gauche ne sait pas quoi faire de la donation-partage empoisonnée que lui a offerte Jacques Delors en se rangeant des voitures, la droite s'empresse-t-elle de revendiquer le legs de l'homme au chapeau rond. Exempté de droits de succession, comme s'en souviennent plusieurs générations d'héritiers émus.

M. Ballardur : « Le premier... »

Avec près d'une heure d'avance sur Edouard Ballardur, Jacques Chirac est arrivé le premier, mardi 13 décembre, sur les fils de l'Agence France-Presse, notaire dont l'étude est précisément sise place de la Bourse, pour faire valoir ses droits sur les biens immatériels du défunt. « Rigueur, sagesse, exigence, confiance, conciliation : autant de mots-symboles qui sont et resteront attachés à la personne d'Antoine Pinay », a déclaré le maire de Paris.

Charles Pasqua n'a pas tardé à

saluer « le symbole d'une France aux valeurs solides et partagées par tous nos concitoyens : l'amour de son pays, le goût du travail et le sens de l'honnêteté », mais le ministre de l'intérieur a été pris de vitesse par un prétendant inattendu, lointain cousin d'autant plus impatient qu'il encourait le risque d'être soupçonné de bâtarde : Michel Sapin, ancien ministre de l'économie socialiste et membre du conseil de politique monétaire de la Banque de France. « Un modèle, a dit M. Sapin, pour toute une génération qui, à droite, mais aussi à

gauche... » Le premier ministre s'est fait attendre, lui, avec l'assurance de qui ne doute pas de ses titres. Posément, dans une longue déclaration elle aussi remise à l'AFP, M. Balladur s'est incliné devant « l'artisan du redressement économique et financier du pays » et devant « l'homme de conviction, qui a incarné l'image de la raison, du bon sens et de la probité au pouvoir ».

Antoine Pinay, « réfractaire aux idéologies, attentif aux réalités et aux besoins de ses compatriotes », a été « le premier à avoir le courage de rappeler que la

confiance publique ne peut être que la récompense de la sagesse et de la sévérité dans la gestion ». Le premier... Toujours soucieux d'être bien compris, M. Balladur a ajouté : « Ce qu'il [Antoine Pinay] entendait par là est toujours d'actualité. »

La réunion de famille allait-elle commencer sans le fils aîné ? Valéry Giscard d'Estaing, ancien collaborateur du père du « franc fort » et son dauphin chez les indépendants, a fini par pousser la porte à son tour. Il a évoqué le départ du premier ministre des finances du général de Gaulle, deux ans après le retour de celui-ci au pouvoir. En janvier 1960, M. Giscard d'Estaing avait accompagné Antoine Pinay au train de Saint-Chamond, à la gare de Lyon. « Il avait sa serviette à la main. Il est montré dans le train tout seul, et il n'est plus jamais revenu. » On ne se souvient jamais que de soi-même.

L'hommage de la République a été rendu, avec le délai de décence qui convenait, c'est-à-dire en début de soirée, par François Mitterrand. Sobriement, le chef de l'Etat a salué « la constante fidélité [d'Antoine Pinay] aux convictions qui ont guidé sa vie publique et son action ». Impromptu, le sport a pris la parole par la bouche d'Alain Prost. « C'est quelqu'un qui a marqué ma ville de Saint-Chamond, mais à cent trois ans, il fallait s'attendre à une telle issue », a analysé le champion du monde de Formule 1. Personne, c'est vrai, n'avait pensé au permis d'inhumer.

PATRICK JARREAU

Emprunt et stabilité des prix

Malgré sa brièveté, le passage d'Antoine Pinay à Matignon en 1952 aura laissé des traces longues à effacer, aussi bien dans la mémoire collective du pays que dans ses finances publiques. C'est que celui qui cumula pendant neuf mois la double fonction de président du conseil et de ministre des finances va se lancer dans une difficile opération de stabilisation des prix.

La guerre de Corée, au début des années 50, a provoqué une flambée des prix dans le monde, et la France n'a pas échappé à la vague inflationniste. Antoine Pinay va s'y attaquer avec succès. En plus de baisses des prix qu'il obtient de façon plus ou moins naturelle — mélangant persuasion et contrainte vis-à-vis des entrepreneurs —, le nouveau chef du gouvernement va lancer un grand emprunt

public pour pomper les liquidités monétaires.

Cet emprunt, qui court sur soixante ans, est assorti d'un faible taux d'intérêt (3,5 %). Son succès sera assuré par des avantages tout à fait exorbitants, notamment l'indexation de sa valeur de remboursement sur le cours du napoléon, ainsi qu'une exonération des droits de succession. Ce double avantage pèsera longtemps sur l'équilibre — ou plutôt le déséquilibre — des finances publiques de la France. Mais les prix baisseront en 1952 et 1953, puis resteront stables les deux années suivantes. Ce succès cher payé permettra à Edgar Faure, ministre des finances puis président du conseil, de faire redémarrer la croissance économique dans de bonnes conditions.

Al. V.

Les débats sur le secret de l'instruction

Le Sénat supprime l'amendement Marsaud

Les sénateurs ont supprimé, mardi 13 décembre, l'amendement Marsaud sur le secret de l'instruction. Introduit par l'Assemblée nationale le 22 novembre dans le projet de loi sur l'organisation des juridictions, cet amendement voulait proscrire toute publication d'informations sur une personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire.

Les sénateurs de l'opposition ont vigoureusement contesté le principe même de la démarche, qui, selon Charles Lhermandier (PC, Val-de-Marne), vise à « faire taire les journalistes qui révèlent les turpitudes du pouvoir ». « Evitons de confondre la protection des innocents avec l'élongement des scandales », a enchaîné François Ségismann (PS, Hauts-de-Seine). A

droite, chacun a soigneusement tenu à distinguer la forme du fond. Si beaucoup de sénateurs ont souligné que l'initiative de M. Marsaud « pose un vrai problème », selon la formule d'Yves Guéna (RPR, Dordogne), les conditions dans lesquelles l'amendement avait été voté ont chiffré une majorité sénatoriale qui s'est toujours enorgueillie de légiférer à l'abri des humeurs de l'opinion.

L'initiative de M. Marsaud n'a toutefois pas laissé indifférents une minorité de sénateurs de la majorité, qui ont souligné l'urgence d'accélérer la réflexion. Quatorze d'entre eux ont ainsi refusé de s'associer à la suppression de l'amendement controversé.

F. B.

Les divisions dans la majorité

L'UDF présentera une « plate-forme » en janvier

Le refus de Jacques Delors de se présenter à l'élection présidentielle a eu un effet euphorisant sur l'ambiance du bureau politique de l'UDF organisé à Paris, mardi 13 décembre. Profondément divisée entre les balladuristes et les partisans d'une candidature issue des rangs de l'UDF, la confédération libérale-centriste s'est autorisée quelque répit.

Valéry Giscard d'Estaing a rappelé que le dernier bureau politique, le 30 novembre, avait été consacré aux « primaires » et à l'hypothèse d'une candidature de M. Delors — deux dossiers classés aujourd'hui —, pour mieux souligner l'extrême volatilité de la situation politique. A la sortie du déjeuner de la majorité, quelques instants auparavant, Gérard Longuet, président du Parti républicain, n'avait pas dit autre chose, en estimant qu'il convient de laisser « décanter un petit peu » la situation « pour permettre à l'opinion de digérer la donne nouvelle ». Toujours fidèle au Premier ministre,

M. Longuet avait ajouté que la « ligne de force européenne » du gouvernement procure à M. Balladur « une position assez solide pour occuper le terrain laissé vide » par M. Delors.

Si les divisions ne se sont pas estompées, les responsables de l'UDF s'en sont accommodés en prévoyant simplement de définir, pour le 11 janvier 1995, « la plate-forme » regroupant les principales idées de leur confédération. Charles Millon, président du groupe de l'Assemblée nationale, s'est encore fait le promoteur d'une candidature UDF.

Cette ambiance « apaisée » a tranché avec l'activisme de certains députés PR qui ont lancé une pétition de soutien à la candidature d'Edouard Balladur, encouragée par Pascal Clément, ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée nationale (la *Monde* du 14 décembre).

G. P.

Téléphone Mobile GSM

Le Père Noël sans Fil, C'est Nous !

Pour téléphoner de n'importe où, partout, en toute liberté... même au Père Noël, SFR vous offre jusqu'à 2 heures de communications GSM par mois* si vous vous abonnez avant le 1^{er} janvier 1995.

Dépêchez-vous !
Appelez-nous au :

N° VERT 05 12 1994
APPEL GRATUIT

SFR est distribué par les revendeurs spécialisés, les grandes surfaces et les Sociétés de Commercialisation de Services.

LE MONDE SANS FIL EST A VOUS

* soit un crédit maximum de 500 000 francs

SFR

صدا من الامم

« Le Redoutable » fait des vagues à Cherbourg

La Marine souhaite la création d'un musée autour du sous-marin nucléaire désaffecté. Les élus locaux freinent...

CHERBOURG

de notre envoyée spéciale

L'endroit éveillerait des affres de nostalgie chez les plus insensibles, avec ses réclames désuètes, ses ferronneries, l'interminable comptoir de bois de la salle des douanes. La vieille gare maritime arbore un décor dernier cri de 1952, mûr du goût des années 30. L'immense salle des pas perdus retrouve de temps à autre sa splendeur passée, lorsque le *Queen-Elizabeth II* fait escale. Les boutiques de luxe ouvrent à nouveau ; un orchestre et des plantes exotiques tâchent de faire oublier la vétusté du lieu.

Autrefois, dans le hall des trains contigus, des foules de migrants venus d'Europe de l'Est se pressaient sur ces quais. Aujourd'hui, le lieu sert vaguement d'entrepôt, le béton imitation granit s'émiette. Avant que les Cherbourgeois ne s'émouvant de la disparition prévisible de leur patrimoine, la gare des paquebots transatlantiques a encore perdu des pans entiers de ses locaux en 1982, au profit des passagers des ferries transmanche. Depuis, l'endroit est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Il reste à lui retrouver une vocation.

La Communauté urbaine de

Cherbourg (CUC) doit se prononcer, vendredi 16 décembre. Métamorphosé en musée et baptisé Cité navale, il pourrait évoquer l'épopée transatlantique, utiliser des fouilles archéologiques menées au large, et surtout exposer le *Redoutable*, le premier sous-marin nucléaire français lanceur d'engins, lancé précisément là en 1967.

Olivier Stim (PS), alors président de la CUC et ministre du tourisme, engage la réflexion en 1989. Mais l'étude commandée par le ministre est jugée trop ambitieuse et Olivier Stim est lui-même amené à quitter brusquement le gouvernement. Les socialistes locaux, alors, ne l'invitent pas franchement à s'implanter à Cherbourg. Le dossier aurait pu être enterré, au grand dam de la Marine nationale, d'autant plus séduite que le coût de l'installation du sous-marin vaut bien celui de son désossement ! La préfecture maritime et la direction de l'arsenal poussent donc des ingénieurs généraux de l'armement à la retraite à se mobiliser.

C'est ce que fait l'Association pour une cité navale à Cherbourg. Ce « lobby » a réussi à élaborer un nouveau projet, moins onéreux (une centaine de millions), à le présenter dans tous les ministères

intéressés, à rencontrer chacun des élus de la CUC, sans parler des conseillers généraux. Plus fort encore, il est parvenu à trouver des partenaires publics prêts à investir. Du coup, ses adhérents se sont offerts, « à prix d'ami », des pages de publicité dans la *Presse de la Manche* et ont déjà fait imprimer des dépliants touristiques annonçant l'ouverture en 1996. Le ministère de la culture lui-même indique que ce projet est en voie de réalisation.

Un tel empressément a fini par agacer les élus locaux, sur qui – justement – tout le monde compte pour assurer la maîtrise d'ouvrage et les éventuels déficits. En octobre, le bureau de la CUC a fait savoir qu'il regrette « vivement les pressions anormales de tous ordres » pesant sur lui. Et d'ajouter : « Si des représentants de l'Etat, qui s'expriment par voie de presse, considèrent qu'il s'agit d'un équipement d'intérêt national, sans risques financiers, il leur appartient de le conduire eux-mêmes à son terme. »

« Normal que les élus se sentent froissés, ils n'ont pas comme nous leurs entrées au cabinet du ministre de la Défense, François Léotard », estime Michel Alix, nommé « chef de projet » dans

l'association. Devant une maquette, dans un local de la direction de la construction navale, M. Alix entame, pour la cent trente-septième fois, la présentation de sa Cité navale. L'histoire de Cherbourg y est simplement retracée à travers un film, la gare perd toute affectation, mais le *Redoutable* trône en bonne place dans le hall des trains, entouré d'« éléments liés au sous-marin » que la Marine pourrait fournir. Quant à l'aventure transatlantique, elle a disparu, au désespoir d'une association rivale. Celle-ci, inquiète des risques encourus par les bâtiments, relèguerait volontiers les milliers de tonnes du *Redoutable* à l'extérieur.

Démonstration de matériel militaro-industriel

M. Alix déplore la politisation de ce beau projet et « l'étiquette de droite » dont ses amis et lui se trouvent affublés. L'insistance avec laquelle cet ancien sous-directeur de l'arsenal a coutume de rappeler le passé syndicaliste de Jean-Pierre Godefroy (PS), maire de Cherbourg et de Bernard

Cauvin (PS), président de la CUC, doit y être pour quelque chose. Le soutien voyant d'Yves Bonnet, député (UDF-PR), rapporteur du budget de la Marine à l'Assemblée, candidat aux municipales et vainqueur de M. Cauvin aux législatives, y contribue aussi. « Pourtant au début, ce dernier avait pris une présentation de très haut », se souvient M. Alix.

M. Bonnet a manifestement changé d'avis sur « un excellent projet, qui doit affirmer la vocation maritime de Cherbourg ». La ville pourrait développer des activités de démonstration de matériel militaro-industriel lié aux sous-marins, imagine le député, qui s'en prend au passage à la majorité des élus de la CUC. « réserves, frileux, voire pusillanimes ».

« Si nos propres calculs concluent à un déficit annuel de deux millions de francs, cela vaut le coup. A condition que le sous-marin soit un prétexte à la création d'un musée des technologies sous-marines », estime M. Cauvin. Mais l'ensemble des élus de la CUC ne semble pas sur la même ligne. A commencer par le maire de Cherbourg : « L'Etat veut nous faire payer la remise en ordre d'un bâtiment qu'il a laissé se dégrader, pour y installer le musée d'une guerre qui n'a pas eu lieu ! » « On nous a bien fait comprendre que les investissements promis ne seraient accordés que pour ce projet-là », se plaint encore M. Godefroy.

Or, à en croire le préfet, Gilles Kiltan, le temps presse, sous peine de « perdre une conjonction de bonnes dispositions ministérielles ». « Je souhaite que ce dos-

sier aboutisse », affirme-t-il tout en se défendant, décentralisation oblige. « de dire aux élus ce qu'ils ont à faire ». Mais, comme l'explique M. Alix dans un piquant lapsus, « L'an prochain, M. Léotard ne sera peut-être plus ministre de la culture ».

MARTINE VALO

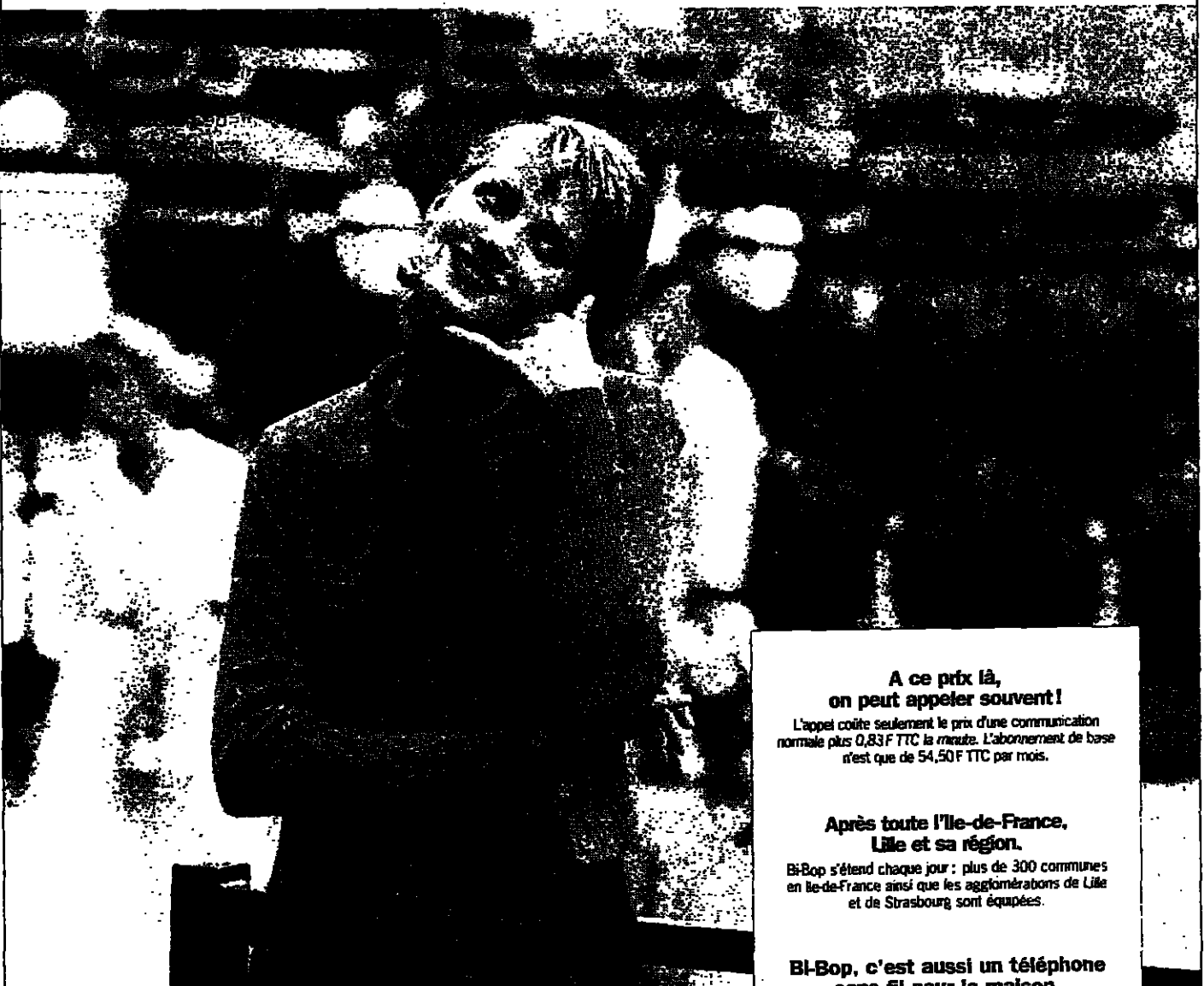
Succédant à Jeanine Bardou

François Brager est élu président du conseil général de la Lozère

François Brager (UDF-CDS) a été élu, lundi 12 décembre, président du conseil général de la Lozère. Seul candidat, il a obtenu, dès le premier tour de scrutin, vingt voix sur vingt-cinq. Cinq bulletins blancs ont été déposés par les élus de gauche. François Brager succède à Jeanine Bardou qui avait démissionné le 27 novembre afin de respecter une tradition lozérienne – selon laquelle un élu ne cumule pas les mandats de parlementaire et de président de l'assemblée départementale – après avoir succédé au Sénat à Joseph Caupert (UDF-PR) décédé le 9 septembre (le Monde daté 11-12 septembre).

Agé de soixante-dix ans, François Brager a été directeur de la SAFER Lozère pendant vingt-cinq ans. Issu d'une vieille famille d'agriculteurs, ancien secrétaire fédéral de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC), il est maire du petit village d'Ispagnac depuis 1971, conseiller régional du Languedoc-Roussillon depuis 1973 et conseiller général de Mende-Sud depuis 1982. (Corresp.)

Bi-Bop. Petit dans la poche et tout petit pour le porte-monnaie.



A ce prix là, on peut appeler souvent !
L'appel coûte seulement le prix d'une communication normale plus 0,83 F TTC la minute. L'abonnement de base n'est que de 54,50 F TTC par mois.

Après toute l'Île-de-France, Lille et sa région.
Bi-Bop s'étend chaque jour : plus de 300 communes en Île-de-France ainsi que les agglomérations de Lille et de Strasbourg sont équipées.

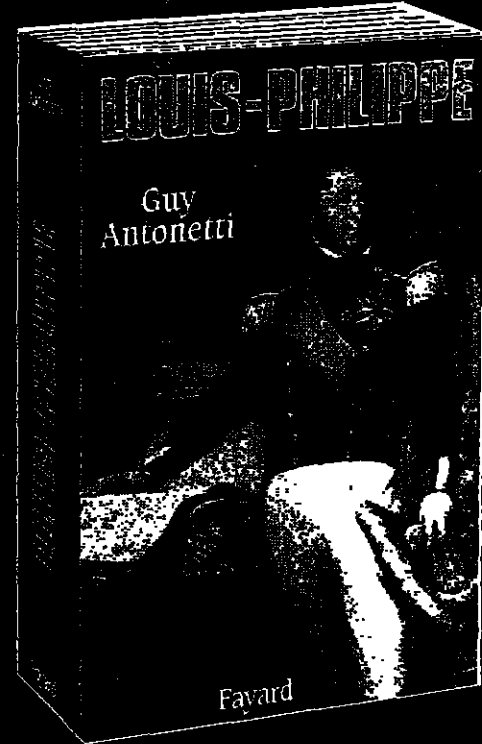
Bi-Bop, c'est aussi un téléphone sans fil pour la maison.
Le même combiné Bi-Bop peut être également utilisé à la maison avec un équipement complémentaire, comme un téléphone sans fil classique.

Bi-Bop : le premier sans fil numérique.
La marque Bi-Bop et sa technologie numérique vous assurent un haut niveau de confidentialité et un parfait confort d'écoute...

Gratuit : 6 mois d'abonnement
offre valable, hors options avec frais de mise en service inclus, pour tout combiné faisant l'objet d'un premier abonnement souscrit jusqu'au 31 janvier 1995.

France Telecom Mobiles

Le prince du « juste milieu »



Une impressionnante étude... Camouflé sous des allures bourgeoises, Louis-Philippe aura bien été, comme Guy Antonetti l'écrit, un prince du XVIII^e siècle, un peu égaré dans une époque qu'il comprenait mal. Ce qui ne l'empêcha pas de servir la France, à sa façon, en assurant la stabilité et en jetant les bases juridiques du libéralisme triomphant.

Éric Roussel, *Le Figaro*

L'immensité du livre d'Antonetti est sans cesse agrémentée d'une réjouissante causticité.

Éric Deschodt, *Le Figaro magazine*

l'Histoire
chez
FAYARD

Le Monde

DIMANCHE 18 – LUNDI 19 DÉCEMBRE 1994

NUMÉRO EXCEPTIONNEL
ANNIVERSAIRE

50 Unes
90 pages

12 francs

et un soupçon d'humour...

EN VENTE
JUSQU'AU
22
DÉCEMBRE
EXCEPTIONNELLEMENT

1944



1994

صكنا من الاجل

صحة من الامل

SOCIÉTÉ

Pour combler le retard français dans le traitement de la douleur

Un rapport sénatorial propose d'assouplir la prescription des médicaments antalgiques

■ Un rapport rédigé par un groupe de sénateurs s'alarme du retard pris par la France dans le traitement de la douleur. Ce document préconise d'assouplir, sous certaines conditions, la délivrance de produits antalgiques, notamment en supprimant le « carnet à souches » qui conditionne l'accès à certaines substances.

■ **SURDITÉ** : Le Comité national consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé recommande d'associer l'apprentissage de la langue des signes et l'implantation chirurgicale de prothèses auditives (des implants cochléaires) pour les jeunes enfants sourds profonds. Jusqu'alors, une vive polémique opposait les partisans de ces deux méthodes.

Un groupe d'étude sénatorial (RPR, Loire) devait rendre public, mercredi 14 décembre, un rapport mettant en évidence le retard pris par la France dans le traitement de la douleur, à l'hôpital comme en médecine de ville, et proposant dix mesures destinées à pallier ces insuffisances, liées pour partie à des « pesanteurs culturelles ». Les parlementaires suggèrent notamment d'instituer un « coordinateur douleur » dans les facultés comme dans les établissements de santé, et de modifier les règles de prescription de certains médicaments en supprimant le fameux carnet à

souches qui conditionne leur délivrance. L'état des lieux est saisissant : la France se situe au quarantième rang mondial pour la prescription de morphiniques et, en 1993, 5 000 patients ont été accueillis dans des unités de fin de vie, contre 40 000 en Grande-Bretagne. Pourtant, la douleur représente 70 % des motifs de première consultation et, paradoxalement, la France est un énorme consommateur de médicaments cardiovasculaires ou relatifs au système nerveux central. « Notre pays, si fort consommateur de psychotropes, est très en

retard pour l'utilisation d'antalgiques majeurs, et certaines douleurs spécifiques sont peu ou mal prises en charge », observe le rapport du groupe sénatorial formé le 13 octobre à l'initiative de M. Neuwirth. Ce document précise que « le traitement des états anxieux est quantitativement mieux assuré (...) que celui des états douloureux ». Certaines « pesanteurs culturelles » telles que « l'aura rédemptrice » de la douleur ou le soupçon de « toxicomanie induite » par les médicaments antalgiques, s'ajoutent à une « surévaluation des effets secondaires » et à la conviction

ressée peu chercheurs et médecins. La formation et l'information des professionnels de santé apparaissent « lacunaires ». Le rapport préconise de désigner, dans chaque faculté de médecine, un « coordinateur douleur » : un enseignant chargé d'harmoniser l'approche du traitement de la douleur dans les différentes matières. Le groupe de travail souhaite également « développer le nombre des diplômés universitaires », actuellement au nombre de quatre, et « individualiser l'enseignement de la douleur dans la formation de la profession

nance, son dossier médical, sur lequel seraient mentionnés à la fois ces prescriptions et le nom du médecin prescripteur. » Les sénateurs rappellent les engagements pris devant eux le 27 octobre par Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, visant à simplifier l'utilisation des carnets à souches (délivrance systématique à tout jeune médecin qui s'installe, nouvelle dénomination et nouveau format, augmentation des durées maximales de prescription). Les réticences de certains conseils départementaux de l'ordre des médecins à fournir les fameux carnets à souches en nombre suffisant aux praticiens prescripteurs de produits de substitution aux héroïnomanes sont ici directement évoquées. Au passage, les rapporteurs soulignent que la prise en charge de la douleur en France a « pâti de l'absence de réponse à la question posée par le traitement des toxicomanes par substitution ».

La cohérence du système de soins gagnera, selon le rapport, à la mise en place des centres régionaux de référence prévus par une circulaire du 7 janvier 1994 (le Monde daté 23-24 janvier), auxquels le Sénat a décidé d'affecter, le 10 décembre, lors de la discussion du projet de loi de finances, 5 millions de francs de crédits. Au vu des résultats d'un premier recensement effectué sur la base de cette circulaire, quatre-vingt-trois établissements hospitaliers français sur deux cent soixante-dix ayant répondu ont déclaré disposer d'une unité de prise en charge de la douleur chronique.

Le rapport propose d'installer au sein des établissements de santé un « comité réunissant les médecins qui acceptent de coordonner leur pratique », et de désigner dans ces établissements et dans les institutions accueillant des personnes âgées un « coordinateur de la lutte contre la douleur », qu'il soit médecin, infirmier ou administrateur. Le docteur Jean Bruxelles, responsable de l'unité d'évaluation et de traitement de la douleur de l'hôpital Cochin (Paris), considère, pour sa part, que « les structures pluridisciplinaires de prise en charge de la douleur devraient être indépendantes des spécialités existantes ». « La proportion des patients nécessitant des morphiniques est nettement inférieure à celle des autres douloureux. On les oublie trop souvent », regrette-t-il.

LAURENCE FOLLÉA

Le traitement des jeunes sourds profonds

Le Comité d'éthique recommande d'associer prothèses auditives et langue des signes

Depuis le début de l'année, la querelle entre partisans de l'apprentissage de la langue des signes et adeptes des implants cochléaires (prothèses auditives) faisait rage. En janvier, l'association Les Sourds en colère avait manifesté contre la technique des implants et défendu l'existence d'une « culture sourde » fondée sur la langue des signes, pratiquée en France par 50 000 à 60 000 sourds et par 100 000 à 150 000 entendants. En mai, le Comité d'éthique était saisi pour avis (le Monde du 25 mai) par un groupe d'une vingtaine de personnalités inquiètes de la « banalisation » de l'implant cochléaire.

Cette prothèse se compose d'un récepteur externe placé chirurgicalement sous le cuir chevelu et relié au voisinage des fibres auditives par plusieurs électrodes insérées dans la cochlée, d'un boîtier émetteur porté dans la poche et d'une antenne extérieure dissimulée derrière l'oreille. Cent trente-deux implantations ont été effectuées en France en 1993, enfants et adultes confondus. Selon l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM), cent cinquante enfants pourraient

« potentiellement » faire l'objet d'une implantation chaque année en France.

Dans un rapport qui devait être publié mercredi 14 décembre, le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé propose de concilier les deux techniques, qu'il juge complémentaires. Il considère qu'un « recul suffisamment long a permis d'apprécier l'efficacité de cette prothèse » chez l'adulte. Ce n'est, en revanche, pas le cas pour les enfants sourds prélinguaux, « parce que la décision d'implantation est prise par des parents profondément troublés par la surdité de leur enfant, [et] parce que le recul dont on dispose pour apprécier l'efficacité des implants est insuffisant, au maximum quatre ans, moins le plus souvent ».

Le Comité recommande ainsi « d'assurer le développement psychique et social de ces enfants en associant l'apprentissage de la langue des signes, dont l'efficacité dans ce domaine est connue, aux implants cochléaires ». Selon les experts, « cette façon de procéder aurait le double avantage de permettre aux enfants de commencer à communiquer avec leur entourage

dès l'âge d'un an (...), bien avant qu'ils puissent tirer bénéfice d'une implantation et, en cas d'échec, de disposer d'un mode de communication permettant d'assurer leur développement cognitif et leur équilibre psycho-affectif ». Les membres du comité envisagent « de faire apprendre d'abord la langue des signes à des enfants qui vont être implantés ». Le seul recours au langage signé « ne paraît pas souhaitable » au Comité « car on priverait les enfants de la possibilité d'apprendre la langue orale ». Toutefois, il convient de « mettre en garde contre les présentations erronées de cette technique qui font croire aux parents que l'implant cochléaire fera rapidement entendre et parler les enfants ».

A l'origine de la saisine du Comité, le docteur Jean Degron, médecin audiophonologiste à l'hôpital de Melun (Seine-et-Marne), estime que cet avis est « en avance sur la réflexion au sein de la profession ». « Il n'existe pas de compétition entre la langue orale et la langue des signes, conclut le spécialiste. L'enfant sourd a besoin des deux, c'est une évidence. » L.F.

Pour 1995

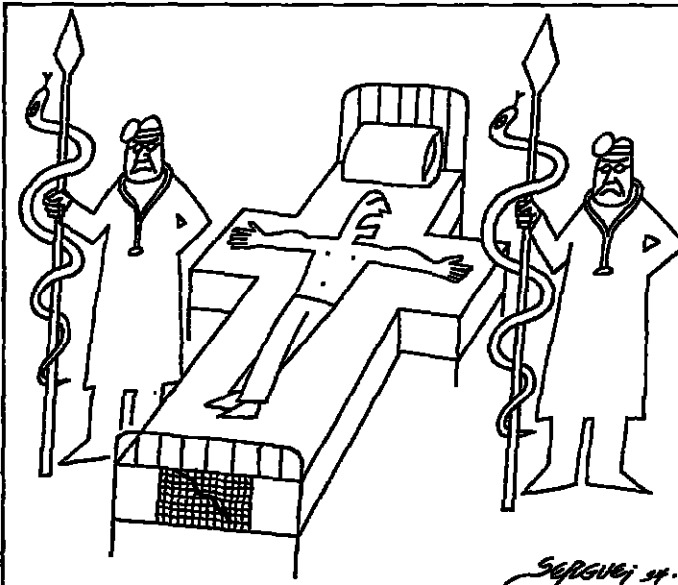
M^{re} Veil envisage une augmentation des honoraires médicaux

Simone Veil, ministre des affaires sociales, n'exclut pas une revalorisation des honoraires des médecins en 1995. « Aussi longtemps qu'ils continueront à faire des efforts pour faire des économies en limitant les prescriptions, dont beaucoup sont inutiles, les médecins pourront bénéficier d'une augmentation de leurs honoraires », a-t-elle déclaré mardi 13 décembre sur Europe 1.

Selon M^{re} Veil, la négociation actuelle entre les médecins et les caisses de Sécurité sociale pour fixer le nouveau taux d'évolution des dépenses de médecine libérale en 1995 « ne sera peut-être pas terminée » à la date prévue du 15 décembre. Cependant, ces discussions « se passent bien », s'est-elle félicitée. En 1994, la croissance des dépenses de médecine de ville devait être de l'ordre de 1,7 % alors qu'un maximum de 3,4 % avait été prévu. Toutefois, les remboursements d'assurance-maladie se sont fortement accélérés en septembre (0,7 %) et octobre (0,8 %).

AUTISME : l'ANDEM souligne les incertitudes sur les prises en charge. Dans un rapport sur l'autisme rendu public mercredi 14 décembre, effectué à la demande de Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville (le Monde daté 27-28 novembre), l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) souligne que « l'absence d'études comparatives ne permet aucune conclusion solide sur l'éventuelle supériorité d'un type de prise en charge par rapport à un autre ».

Ch. G.



des patients qu'une souffrance serait « le prix de la guérison ». Autant d'éléments qui provoquent « un blocage évident et tout à fait insurmontable ».

d'infirmière, des psychologues et des masseurs-kinésithérapeutes ».

Supprimer le carnet à souches

Ainsi les prises en charge de la douleur chez les cancéreux et les malades du sida se révèlent satisfaisantes dans un tiers des cas seulement. Les carences dans l'évaluation et le traitement de la douleur liée à ces deux maladies, combinées à un état dépressif, sont souvent « à l'origine des demandes d'euthanasie », constate le rapport. Par ailleurs, les enfants et les personnes âgées font aussi partie des oubliés ; l'évaluation de l'intensité de la douleur est chez eux particulièrement délicate, car ils s'expriment souvent dans un mutisme coupable. Chez l'enfant, « l'arsenal thérapeutique n'est pas aussi performant et aussi diversifié que chez l'adulte », indique le rapport, qui signale au passage que la douleur des personnes âgées « inté-

Jugeant « peu incitatives », voire « dissuasives », la législation et la réglementation des prescriptions de médicaments antalgiques, les rapporteurs proposent de « supprimer le carnet à souches » qui conditionne la délivrance des substances des listes 1 et 2 de la pharmacopée et celle des stupéfiants. Arguant d'une réglementation « tatillonne » et de la généralisation progressive du dossier médical des patients prévue par la loi du 18 janvier 1994, le groupe de travail juge « souhaitable que les personnes se voyant prescrire des produits opiacés constituent (...) une catégorie prioritaire ». « Dès lors, ajoute le document, il suffirait que le patient présente au pharmacien, en même temps qu'une ordon-

Selon une enquête nationale effectuée auprès des conseils d'école Parents d'élèves et instituteurs sont favorables à la semaine de quatre jours

La direction des écoles du ministère de l'éducation nationale a rendu publics, mardi 13 décembre, les résultats de la consultation nationale sur l'organisation de la semaine scolaire, engagée au mois de juin et qui s'est poursuivie à la rentrée de septembre. Il s'agissait d'interroger les conseils d'école, où sont réunis, dans chaque établissement, délégués de parents d'élèves, instituteurs et directeurs d'école. Plusieurs hypothèses avaient été avancées : libération du samedi matin, passage du samedi matin travaillé au mercredi, libération du samedi et du mercredi avec un raccourcissement des vacances et, enfin, allongement de la durée de la journée de travail des enfants de six heures à six heures trente (le Monde du 23 juin).

Quarante mille conseils d'école (sur 55 000 établissements) ont répondu à l'enquête. Le maintien du samedi matin travaillé ne remporte que 15,4 % des suffrages, tandis que le passage du samedi au mercredi fait le plus mauvais score (3,8 %). C'est la libération du samedi matin sans report au mercredi, avec un raccourcissement des congés scolaires, qui se taille le plus large succès (38,4 %). Enfin, la perspective d'allonger la durée quotidienne de travail des enfants n'effraie pas les parents d'élèves et les enseignants, puisqu'un conseil d'école sur cinq s'est prononcé pour.

Ce dernier scénario est pourtant contraire à la réglementation

actuelle. La circulaire du 21 avril 1991, fixant les conditions dans lesquelles les inspecteurs d'académie peuvent aménager les rythmes scolaires, précise que « le volume journalier horaire ne doit pas dépasser six heures ». Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, avait, dans un premier temps, envisagé d'allonger d'une demi-heure la journée des écoliers pour ensuite, devant les protestations des fédérations de parents d'élèves, préciser qu'il « n'avait pas l'intention de changer les dispositions légales et réglementaires » sur la durée de la journée. On se demande pourquoi, dans ce cas, ses services ont intégré cette hypothèse dans le questionnaire adressé aux établissements.

Le ministre de l'éducation nationale a, de toutes façons, expliqué à plusieurs reprises qu'il ne prendrait aucune mesure d'ordre national pour régler le problème des rythmes scolaires hebdomadaires, renvoyant aux collectivités locales et aux services académiques le soin de négocier avec parents et enseignants... tout en se déclarant partisan de la libération du samedi matin. Les résultats de cette consultation, qui, elle, est bien nationale, risquent néanmoins d'infléchir en faveur de « la semaine de quatre jours » les décisions qui seront prises au plan local. D'autant plus que cette solution est défendue par les enseignants et leurs organisations syndicales.

Jours de Fête

A. SERVIETTE 1 SOUFFLET 999 F
2 SOUFFLETS 1250 F

B. PORTE-MONNAIE 199 F

LA BAGAGERIE
Jean Martin

PARIS : 11, AVENUE ROBERT HONORE • 12, RUE TRONCHET
BAGAGERIE CLUB DE L'AVENUE DU GENERAL LECLERC 12
Boulevard de la République • LYON : 15, RUE DU DÔME • NANTES : 1, RUE DE LA Vierge
GALLERIE LAFAYETTE • NANTES : 15, RUE DU DÔME • NANTES : 15, RUE DU DÔME
ET LA PARISIENNE

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le débat sur l'irresponsabilité pénale

Le poids du silence

Au nom de Laure, leur fille assassinée il y a un an, les Tamalet se sont lancés au mois de septembre dans un combat difficile : faire changer la loi sur l'irresponsabilité pénale, qui prive de procès les délinquants atteints d'un trouble psychique « ayant aboli leur discernement ou le contrôle de leurs actes » (le Monde du 15 octobre).

Depuis l'instauration du code pénal napoléonien, en 1810, ces accusés ne sont pas jugés : après l'examen d'un expert-psychiatre, ils se voient simplement notifiés dans l'intimité du bureau du juge d'instruction un « non-lieu » qui les exempte de toute responsabilité. Internés en hôpital psychiatrique, ils ne sont jamais confrontés à leurs actes dans une enceinte judiciaire.

Un système « mal compris »

Au mois d'octobre, les Tamalet ont lancé une pétition dénonçant « l'archaïsme » du texte napoléonien. La « sort du criminel », écrivent-ils dans ce texte, doit être décidé « par la justice de la République, et non uniquement par les psychiatres ». En moins de deux mois, cette pétition qui a circulé dans la France entière a recueilli près de vingt-cinq mille signatures. « Il y a dans ces signatures un élan formidable et une véritable exigence de justice », note Thérèse Tamalet. Toute la France est là : il y a des psychiatres, des agriculteurs, des enseignants, des bûcherons et des musiciens. « Infatigables,

les Tamalet ont également pris contact avec le cabinet du garde des sceaux, écrit au président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et du Sénat et rencontré des parlementaires.

Ce combat vient de porter ses premiers fruits. Le 21 novembre, l'Assemblée nationale a adopté un amendement instituant, avant tout non-lieu prononcé pour démeure, un débat contradictoire dans le cabinet du juge d'instruction. A l'Assemblée, le président de la commission des lois, Pierre Mazeaud (RPR), estimait que le système actuel était « mal compris ». « Privé du débat public qui aurait lieu si l'auteur des faits avait été jugé responsable, la victime ou la partie civile connaissent le désarroi, l'incompréhension, voire la colère. » Mardi 13 décembre, le Sénat a, pour sa part, insisté sur le rôle de la chambre d'accusation : si les parties civiles font appel du non-lieu, l'audience de la chambre d'accusation, qui sera publique à la demande des parties, se déroulera en présence des experts et du mis en examen « si son état le permet ».

On est encore loin du débat public demandé par certains psychiatres, ou de la décision de cette « justice de la République » évoquée par la pétition, mais un premier pas a été franchi. Les Tamalet, qui ont été reçus par le juge d'instruction en présence de l'expert-psychiatre lorsque le non-lieu de l'assassin de leur fille a été prononcé, mesurent l'importance d'un débat, quel qu'il soit. « Ce rendez-vous dans le bureau du juge a été épouvantable, bien sûr, mais nous avons pu entendre les arguments du psychiatre en faveur de l'irresponsabilité et nous avons pu poser des questions, raconte M. et Mme Tamalet. Bien sûr, nous aurions préféré une véritable audience judiciaire mais l'application stricte des textes actuels aurait été bien pire : nous aurions été prévenu par simple courrier, complètement évincés de la procédure, comme si la justice n'ait le meurtre même de Laure. »

ANNE CHEMIN

(1) En 1991, sur les 72 412 personnes inculpées par un juge d'instruction, 334, soit 0,46 %, ont bénéficié d'un non-lieu pour démeure.

L'affaire des cliniques marseillaises aux assises des Bouches-du-Rhône

Quinze à vingt ans de réclusion criminelle ont été requis contre Armand Gallo et Jean Chouraqui

Aux assises des Bouches-du-Rhône, l'avocat général, François Badie, a requis, mardi 13 décembre, la réclusion criminelle à perpétuité contre Roger Memoli, meurtrier présumé de Léonce Mout, directeur de la Polyclinique de Marseille-Nord abattu en 1988, et de Jean-Jacques Peschard, maire du septième secteur municipal de Marseille abattu en janvier 1990. Des peines de quinze à vingt ans ont été réclamées pour Jean Chouraqui et Armand Gallo, les commanditaires présumés, de quinze ans pour Marc Galeazzi, l'intermédiaire présumé, et de dix à quinze ans pour Marcel Long et Jean-Paul Mar, les chauffeurs complices présumés.

AIX-EN-PROVENCE de notre envoyé spécial

Quatre heures n'ont pas été de trop à l'avocat général, François Badie, pour résumer deux semaines d'un procès d'où aucune vérité franche n'a encore filtré. Collant à l'acte d'accusation, l'avocat général

s'en est principalement tenu à la version initiale de deux meurtres « programmés, voulus, ordonnés et exécutés », l'un pour des motifs financiers (le rachat difficile d'une clinique par Jean Chouraqui), l'autre pour des raisons politiques (l'accession rapide d'Armand Gallo à la mairie centrale de Marseille).

Pour emporter sa conviction et prouver que Jean Chouraqui a bien été à l'origine du meurtre de Léonce Mout le 18 mai 1988, l'accusateur public s'est appuyé sur quatre éléments : 1. Le directeur de la polyclinique de Marseille-Nord voulait vendre cher à n'importe qui, sauf à Jean Chouraqui. 2. Celui-ci aurait, par une fausse lecture, tenté de faire croire que les tractations n'étaient pas rompues à la veille du meurtre. 3. Il savait en novembre 1989 que Roger Memoli était le tueur de Mout (selon une déclaration de Gallo que celui-ci conteste fermement). 4. Jean Chouraqui souhaitait toujours acheter la polyclinique fin 1988.

L'avocat général a indiqué que, s'il y avait doute, on était selon lui « au-delà du doute raisonnable » pour faire acquitter Jean Chouraqui. Pour Armand Gallo, concerné lui

aussi par le dossier Mout, l'avocat général a dit « ne pas avoir de preuve absolue », mais reste persuadé de sa culpabilité. De Marc Galeazzi, l'ancien directeur administratif de Léonce Mout, il a retenu qu'il a fui Marseille au lendemain du meurtre et que, selon lui, « cela le condamne ». Aussi, l'accusateur public n'a-t-il accordé aucun intérêt au témoignage de Patricia Lauri, l'ex-compagne de Marc Galeazzi, tendant à affaiblir les charges pesant sur Jean Chouraqui, au risque de renforcer celles qui pèsent sur le père de son fils (le Monde du 6 décembre).

Hésitations et doutes

De même, pour l'affaire Peschard, l'avocat général voit-il là aussi une « conjonction d'ambitions ». Des mouvements de fonds sur le compte du docteur Gallo un mois avant le drame scellent, selon lui, la thèse du complot. Il refuse d'accréditer les explications constantes d'Armand Gallo (et de Marcel Long, qui s'est présenté spontanément à la police) selon lesquelles il s'agissait d'une bous-

culade qui aurait dérapé, d'un piège que lui aurait tendu Roger Memoli. Memoli, ce « fou furieux », selon l'expression de l'avocat général, qui laisse aux jurés le soin de songer à assortir la perpétuité d'une peine de sûreté incompressible.

Cependant, les réquisitions montrent bien les hésitations et les doutes qui continuent d'entourer l'affaire des cliniques. Alors qu'il se dit farouchement convaincu de la culpabilité des six accusés, l'avocat général ne suit pas les dispositions du code pénal (1) et place, sans l'expliquer, les commanditaires présumés dans l'échelle des peines demandées. En ce sens, cela ajoute à la confusion d'un procès-fléau au goût marseillais, qualifié, de manière forte et imagée, par M. Sophie Bonna, l'avocate de Marcel Long, de « procès intoxiqué ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Selon le nouveau code pénal : « Sera puni comme auteur le complice de l'infraction » (art. 121-6). Et selon l'ancien code : « Les complices d'un crime seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime » (art. 59). L'assassinat est passible de la réclusion criminelle à perpétuité.

LES FUMEURS FONT DE PLUS EN PLUS ATTENTION.

L'ancien président du conseil général de Dordogne condamné à dix-huit mois de prison avec sursis et cinq ans d'interdiction de séjour. Bernard Bioulac, président (PS) du conseil général de la Dordogne de 1982 à 1992, a été condamné, mardi 13 décembre, à dix-huit mois de prison avec sursis et cinq ans d'interdiction de séjour par le tribunal correctionnel de Bergerac pour ingérence. Conseiller général et maire de Saint-Barthélemy-de-Bussière, M. Bioulac était accusé d'avoir fait octroyer par le conseil général une subvention de 535 000 francs au club Léo-Lagrange de Bergerac, dont une partie – 260 000 francs – avait en fait été versée sur le compte du Journal de la Dordogne, un hebdomadaire d'opinion proche du PS dont M. Bioulac était actionnaire.

Trois mois de prison ferme requis contre huit membres d'un commando anti-IVG au Puy-en-Velay. Le substitut du procureur du Puy-en-Velay (Haute-Loire), Jean-Daniel Regnaud, a requis, mardi 13 décembre, des peines de douze mois d'emprisonnement dont trois ferme à l'encontre de huit membres d'un commando anti-IVG. Dans son réquisitoire, il a estimé que les prévenus, parmi lesquels figure un prêtre catholique, faisaient partie d'une organisation de combat « utilisant les moyens de la délinquance ». Le 13 septembre, le commando avait occupé pendant neuf heures une salle de la maternité du Puy-en-Velay. Le jugement a été mis en délibéré au 28 février 1995.

Pierre Chanal ne sera pas libéré à la mi-décembre. – La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Amiens a estimé « nécessaire », mardi 13 décembre, de laisser Pierre Chanal en détention « compte tenu des vérifications qui restent à effectuer » dans le dossier

sur la mort de Trevor O'Keefe, un autostoppeur irlandais dont le corps avait été retrouvé en 1987 près d'Alaincourt (Aisne). L'ancien sous-officier devait être libéré le 15 décembre après avoir purgé une peine de dix ans de réclusion criminelle pour le viol d'un autostoppeur hongrois. Mais Pierre Chanal avait aussi été mis en examen dans le cours du dossier O'Keefe pour lequel la chambre d'accusation a décidé de le placer sous mandat de dépôt.

La demande de délocalisation du procès Botton est rejetée. – Le procureur général près la cour d'appel de Lyon, Jean-Louis Nadal, a rejeté mardi 13 décembre la demande de délocalisation du procès Botton formulée la semaine dernière par Michel Noir. Afin d'assurer « la sérénité et la bonne administration de la justice », le maire de Lyon avait demandé à M. Nadal de saisir la Cour de cassation, qui aurait pu délocaliser le procès. Après ce rejet, M. Noir peut encore former un recours devant le procureur général près la Cour de cassation mais s'il est rejeté, le procès s'ouvrira le 13 février à Lyon. M. Noir comparaitra aux côtés, notamment, de Pierre Botton, du journaliste de TF1 Patrick Poivre d'Arvor et du maire de Cannes (UDF), Michel Mouillot.

PRÉCISION. – Dans un article sur l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI) paru samedi 10 décembre, nous avons écrit que son président, Jean-François Ricard, regrette que la chambre d'accusation ne joue pas son rôle de second degré de juridiction. En réalité, M. Ricard, qui avait souligné la faiblesse des effectifs de certaines de ces chambres, avait estimé que ces magistrats « ne pouvaient pas toujours » assumer le rôle qui leur est assigné.

صوتنا من الداخل

JUSTICE

L'enquête sur un marché de l'Office municipal de HLM

Charles Scaglia
ancien maire
de La Seyne-sur-Mer
est mis en examen
pour corruption

L'ancien maire (UDF) de La Seyne-sur-Mer (Var), Charles Scaglia, a été mis en examen, mardi 13 décembre, pour « corruption passive, trafic d'influence et escroquerie » dans le cadre de l'enquête sur un marché de l'office municipal des HLM.

M. Scaglia a été entendu dans l'après-midi par Mireille Perrot, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Toulon, à propos de ce marché public qui a déjà valu au maire actuel (RPR) de La Seyne, François Hérisson, une mise en examen pour « trafic d'influence » et « corruption active ».

Charles Scaglia avait démissionné après la publication d'un rapport du cabinet inspecteur Antoine Gaudin (le Monde du 5 août).

DÉFENSE

Mettant en avant une série de propositions

La commission armées-jeunesse demande à l'Etat de combattre les inégalités du service national

La commission armées-jeunesse demande à l'Etat de prendre ses responsabilités en matière de réforme du service national et, en particulier, elle lui suggère de ne pas déléguer à des collectivités locales ou à des associations le contrôle - qui est de son ressort - exercé sur l'organisation du service civil.

La nécessité d'une reprise en main par l'Etat est, dans l'esprit des membres de la commission armées-jeunesse, dictée par la lutte contre « la disparité des situations et des statuts » à l'intérieur des différentes modalités du service civil. En effet, des « dérives » de plus en plus inégalitaires affectent la manière dont les jeunes Français vivent leur service. Invoquant « l'équité du principe de la conscription et de l'universalité du service national », la commission réclame « une plus grande égalité de traitement » des recrues.

Créée il y a une quarantaine d'années, la commission armées-jeunesse rassemble, outre les représen-

tants de divers ministères ou administrations civiles, des responsables militaires et les dirigeants de quarante-six associations de jeunes, syndicats professionnels ou de mouvements étudiants. A partir des réflexions qu'elle est amenée à élaborer sur des thèmes qu'elle choisit, la commission a la charge d'adresser des propositions au cabinet du ministre de la défense.

Actuellement, quelque 25 000 jeunes, sur 228 000 incorporés, soit 11 % de la tranche d'âge concernée, font un service civil. Cette proportion pourrait augmenter, les effectifs atteignant 50 000 à la fin du siècle. « Cette situation place, pour la première fois dans l'histoire de la conscription, le service militaire en concurrence d'autant plus vive, selon les groupes de réflexion de la commission, que les formes civiles sont perçues comme valorisantes et facteurs d'insertion socio-professionnelle, alors que les contraintes du jeune militaire appelé sont évidentes et de plus en plus mal perçues par l'opinion. On peut se permettre de dire que le choix d'une forme civile du service national cor-

respond parfois à une fuite devant les contraintes de la vie militaire ».

A l'exclusion des jeunes appelés à servir dans la police nationale, qui lui consacrent entre 40 et 42 heures de travail par semaine - y compris les samedis et dimanches - et dont la rémunération est fixée à 504 francs par mois et complétée par une modeste prime allouée par les municipalités, les autres recrues du service civil bénéficient de conditions extrêmement diversifiées - voire avantageuses - sur tous les plans : durée réelle du service, horaires de présence, éloignement du domicile familial, hébergement et rémunérations. Nombre des recrues du service civil espèrent, par leur affectation, acquiescer ou développer une expérience professionnelle dans leur propre spécialité de départ et, donc, trouver un emploi.

La porte ouverte au « clientélisme privé »

La commission armées-jeunesse cite le cas de ces appelés recevant 2 700 francs par mois et jusqu'à 6 000, quand ce n'est pas

8 000 francs par mois, nourris et logés, avec « des arrangements à l'amiable » pour les permanences des recrues pendant les congés ou pour les journées de récupération.

A titre de comparaison, l'appelé sous l'uniforme de l'homme du rang touche une solde mensuelle de 504 francs et il a droit à treize jours de permission pendant ses dix mois de service.

Devant l'accumulation de telles disparités, la commission armées-jeunesse invite l'Etat à « recentrer » les formes civiles de service « autour des notions de sécurité et de solidarité » et à davantage contrôler l'activité des diverses organisations ou associations qui accueillent les jeunes. « L'Etat, écrit l'un de ses groupes de travail sur le « vécu » du service national, doit assumer toute sa responsabilité, sans délégation, y compris financière, à des collectivités locales ou à des associations civiles ». Sinon, comme la pratique permet de le constater, c'est « la porte ouverte au clientélisme privé », avec « une information et un recrutement parallèles », laissés aux

maines des associations, des écoles et des entreprises qui cultivent « le bouche à oreille ».

Pour les seuls objectifs de conscience reconnus, dont le nombre dépasse aujourd'hui les 7 300 (autant que les recrues affectées dans la police nationale), on recense pas moins de trois mille structures d'accueil réparties sur le territoire.

La commission armées-jeunesse propose que le contrôle des organismes utilisateurs soit exercé à plusieurs niveaux : au plan national, par la commission interministérielle des formes civiles, une haute instance proche du premier ministre ; au plan régional, par les préfets ; et, à l'étranger, par les missions diplomatiques et, plus spécialement, par les attachés de défense. Enfin, la commission suggère au gouvernement que la direction centrale du service national (DCSN) - qui gère trente-cinq millions de dossiers depuis le recensement jusqu'à l'affectation de réserve - soit l'organisme qui centralise l'offre et la demande pour les ressources du service civil.

JACQUES ISNARD

CATASTROPHES

En Caroline du Nord (Etats-Unis)

Quinze morts et cinq survivants dans un accident d'avion

Quinze personnes ont péri dans l'accident d'un avion de la compagnie aérienne American Eagle, qui s'est écrasé mardi 13 décembre au soir, à proximité de l'aéroport de Raleigh-Durham (Caroline du Nord), avec vingt personnes à bord. Il y a cinq rescapés parmi les dix-huit passagers et les deux membres d'équipage. L'appareil, un Jetstream Super 31, avion à hélices construit par British Aerospace, s'est abattu dans une zone boisée alors que le temps était pluvieux et brumeux.

Cet accident constitue un nouveau coup dur pour la compagnie de transport régional, qui enregistre son cinquième « crash » mortel en sept ans, et le deuxième en quelques semaines. Le 31 octobre, un ATR-72 de la compagnie s'était écrasé à Rose-lawn (Indiana). Les soixante-huit passagers et membres d'équipage se trouvant à bord avaient trouvé la mort dans l'accident. A la suite de cette dernière catastrophe provoquée, semble-t-il, par l'accumulation de glace sur les ailes de l'avion, fabriqué par le consortium franco-italien

Aéropatiale/Alenia, l'administration américaine avait interdit de vol par temps de givre, les cent cinquante-trois ATR exploités par neuf compagnies aériennes aux Etats-Unis. - (AFP).

INCENDIE DE REMIREMONT : sixième décès au sein de la même famille. - Un petit garçon de cinq ans, gravement intoxiqué dans l'incendie qui s'est déclaré dimanche 11 décembre dans un immeuble de Remiremont (Vosges), est décédé mardi 13 décembre à l'hôpital d'enfants de Nancy (Meurthe-et-Moselle). Abatou est le sixième membre de la famille Sow, une famille d'origine sénégalaise, à périr dans la catastrophe. L'Office public d'aménagement concerté de Remiremont a décidé d'évacuer entièrement l'immeuble afin de faciliter le travail des enquêteurs et des experts. Ils devront notamment comprendre pourquoi la trappe d'évacuation des fumées, située sous le toit plat de l'immeuble, n'a pas fonctionné.

FAITS DIVERS

Quarante-deux personnes interpellées

Une vaste opération de police a été menée contre la secte de l'Ordre du temple solaire

Quarante-deux personnes ont été interpellées, mardi 13 décembre, dans plusieurs régions de France, lors d'une vaste opération de police menée contre l'Ordre du temple solaire, la secte dont cinquante-trois adeptes étaient morts le 4 octobre en Suisse et au Canada. Vingt-deux personnes, placées en garde à vue, ont été relâchées dans la soirée.

La police cherchera à démonter les mécanismes financiers de la communauté. Cette opération, lancée sur une commission rogatoire internationale délivrée par trois juges suisses, a mobilisé une centaine de fonctionnaires de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et des services régionaux de police judiciaire (SRPJ) d'Angers, de Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, d'Orléans, de Rennes, Rouen, Toulouse, Versailles.

Lors des perquisitions, les enquêteurs ont trouvé de nombreux livres ainsi que des cassettes audio et vidéo. Des docu-

ments comptables ont également été saisis. Trois lieux de culte, jusqu'alors secrets, ont été découverts dans les régions de Rennes, Blois et Bordeaux.

Notre correspondante dans le Vaucluse, Monique Glasberg, nous signale qu'une quinzaine de personnes ont été interpellées dans ce département avant d'être relâchées. Cette opération, menée en présence de neuf policiers suisses, avait commencé à 6 heures à Sarrians, Pernes-les-Fontaines, Carpentras, Caromb, Grillon-le-Brave et Avignon. L'Ordre compterait une quinzaine d'adeptes dans le Vaucluse. Parmi les personnes interrogées, figure l'homéopathe Christian-Marie Legall, un proche de Luc Joutet, le gourou de la secte, décédé le 4 octobre. Avant de regagner son cabinet, M. Legall a expliqué : « On parle de moi comme l'un des « financiers » de Luc Joutet, mais il n'en est rien, et je l'ai prouvé. Nous n'avions que des relations humaines et médicales. »

Du plant de tabac au produit fini, 400 personnes travaillent dans les centres de recherche de la Seita pour mettre au point des cigarettes de plus en plus légères.



Seita

**CE QUI DEVRAIT NOUS FREINER
NOUS FAIT AVANCER.**

LES
MEURS
NT
US EN
US
NTION

Le syndicalisme étudiant mis au rancart par les « corpos »

A la veille de son congrès, l'UNEF-ID, déchirée par les courants et les querelles d'appareil, doit composer avec une nouvelle génération d'associations et de militants

Est-ce la fin d'une époque ? En l'espace de quelques semaines, les principales organisations d'étudiants, à l'exception de l'Union nationale interuniversitaire (UNI, proche du RPR), auront renouvelé leurs instances dirigeantes. Quelle que soit l'issue de son 74^e congrès, samedi 17 et dimanche 18 décembre à Paris, l'UNEF-ID (proche des socialistes) sera représentée par un nouveau président après le départ annoncé de Philippe Campinchi, âgé de trente ans.

Récemment, le collectif national de l'UNEF (proche des communistes) a, pour la première fois, élu à sa tête une jeune femme, Marie-Pierre Vieu, âgée de vingt-six ans, étudiante à Nanterre et à la Sorbonne, en remplacement de Bob Ingey, âgé de trente-deux ans. Enfin, depuis le 5^e congrès de la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), qui s'est tenu les 10 et 11 novembre à Montpellier, Guillaume Raguot, âgé de vingt-six ans, diplômé d'une école d'ingénieurs de Marseille, dirige une organisation arrivée en tête aux élections du Conseil national de l'enseignement et de la recherche (CNESER).

Six mois après les manifestations contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP), ces changements présagent-ils un renouveau de stratégie et de méthodes ? Rien n'est moins sûr. L'état des lieux n'est guère brillant. Animé par des étudiants venus des filières « bac + 2 » et des jeunes universités régionales, le mouvement du printemps dernier n'a en rien profité aux syndicats traditionnels, en quête d'un second souffle. Malgré la croissance des effectifs dans l'enseignement supérieur, leur audience n'a toujours pas franchi la barre des deux millions d'étudiants.

En 1986, le mouvement de contestation de la loi Devaquet avait permis à l'UNEF-ID d'atteindre une apogée éphémère de cinquante mille adhérents. L'influence de Philippe Campinchi, porte-parole de la contestation contre le CIP sur la scène médiatique et interlocuteur obligé du premier ministre Edouard Balladur, n'a pas produit l'effet escompté : l'UNEF-ID plafonne aujourd'hui sous la barre des dix mille adhérents. Aux élections des centres régionaux des œuvres universitaires (CROUS), son influence s'est considérablement affaiblie : 37 % en 1987, 30 % en 1989, 21 % en 1992, 23 % cette année. « L'UNEF-ID n'est jamais sortie de la carte et des schémas des années 60. Le modèle du syndicat de contestation est dépassé », reconnaît le président démissionnaire d'une organisation quasiment absente dans les filières sélectives et professionnelles.

Il n'y a sans doute pas à chercher bien loin les raisons de ce déclin. Reproduisant jusqu'à la caricature les querelles des courants du Parti socialiste, l'UNEF-ID, paralysée par ses luttes internes, s'est repliée sur



elle-même, son prochain congrès devrait en fournir une nouvelle illustration.

A priori, l'enjeu porte deux conceptions radicalement différentes du « renouveau ». En préconisant la création d'une « Confédération de la jeunesse scolaire », Philippe Campinchi voudrait sortir le principal syndicat étudiant des ornières idéologiques dans lesquelles il s'est enfoncé. « Il faut inventer de nouvelles formes d'engagement plus proches de ce que vivent les jeunes d'aujourd'hui », préconise-t-il en citant l'exemple d'actions de type humanitaire ou de solidarité comme le soutien scolaire assurées par des étudiants dans les banlieues.

Ses opposants au sein du syndicat en appellent, pour leur part, à l'histoire de la « grande UNEF » des années 50. Pour Emmanuelle Paradis et David Rousset, ses responsables, « l'avenir syndical » – titre de leur contribution au congrès –, passe d'abord et avant tout par le renforcement d'une organisation plus critique « qui n'a pas peur de s'afficher », ni d'affirmer ses convictions en faveur d'un modèle d'organisation de l'université et de la société nettement plus à gauche. Mais il n'est pas sûr que l'affrontement véritable se situe sur ce terrain.

Couper le cordon avec le PS

« La minorité d'hier a vocation à devenir majoritaire », proclament d'ores et déjà David Rousset et Emmanuelle Paradis. En 1993, au congrès de Clermont-Ferrand, il s'en était fallu d'un rien pour qu'ils ne renversent le courant majoritaire. Un compromis de dernière minute avait sauvé les apparences et évité une scission toujours prévisible. En deux ans, la même indecision continue de prévaloir si l'on en croit les résultats des votes déjà intervenus dans les associations générales d'étudiants (AGE) locales. Avec la Gauche socialiste de Julien Dray et les anciens fondateurs de SOS-

Racisme, le courant « Avenir syndical » serait en mesure de renverser l'actuelle majorité reléguée à 30 % des mandats. Le sort de la nouvelle direction devrait donc être scellé sur la base des alliances qui se noueront, sur le devant de la scène comme dans les coulisses, avec les représentants des rocardiens, des fabiusiens, des emmanuelistes, des poperistes et de quelques militants issus de la Ligue communiste révolutionnaire. Quoi qu'on en dise de part et d'autre, le « cordon ombilical » avec le PS est bien loin d'être coupé.

L'étalage de ces divisions internes ne laisse pas les autres organisations indifférentes. « L'affaiblissement de l'UNEF-ID ne nous

réjouit pas et réduit d'autant nos capacités d'actions unitaires », souligne Marie-Pierre Vieu. Pour sa présidente, l'UNEF-SE a déjà opéré son recentrage syndical sur le thème de la défense des droits des étudiants, dans les facultés, les cités universitaires et même dans les lycées. Contestée par une minorité trotskiste reléguée aux marges, la direction actuelle qui reste marquée par l'empreinte du Parti communiste entend bien occuper le terrain des « luttes sur des revendications concrètes ». En perte de vitesse aux élections, l'UNEF-SE, avec ses cinq mille cinq cents adhérents actuels, a décidé de multiplier les « coups », comme l'opération menée à la rentrée pour obtenir l'inscription des « sans-fac » dans les universités parisiennes.

La mobilisation sans la politique

« Le mur de Berlin est tombé. Nous devons en tenir compte. » Sur les campus et dans les amphithéâtres, l'UNI occupe le créneau d'une droite pure et dure, parfois musclée. « Nous ne pouvons plus être le point de ralliement de tous les opposants de la gauche », estime aujourd'hui Stéphane Seigneure, l'un de ses dirigeants. Certes, l'UNI, qui annonce crânement vingt mille adhérents mais n'a récolté que huit mille voix aux élections du CROUS, affiche son soutien sans faille à la candidature de M. Chirac à l'élection présidentielle. Mais elle se soucie un

peu plus de la défense des étudiants, en faisant état de ses appuis dans l'actuel ministère de l'enseignement supérieur pour promouvoir des dossiers plus « techniques », comme la promotion de la filière technologique ou la revalorisation des aides sociales.

« En vingt ans, on est passé d'un climat sortien d'hyperengagement où tout était politique à une période paradoxale de mobilisation sans politique, voire de mobilisation hostile à l'engagement politique. » Cette observation du sociologue François Dubet (lire notre encadré) pourrait expliquer le succès de Fédération des associations générales d'étudiants, la FAGE. Créé il y a seulement quatre ans, ce conglomérat de cinq cent vingt associations locales d'animations sportives, culturelles et humanitaires, gestionnaires de services et de bureaux des élèves, a profité du basculement des repères traditionnels et occupé le terrain délaissé par les organisations traditionnelles. Avec 18 % des voix aux élections du CROUS et la première place au CNESER, la FAGE est devenu un véritable « lobby » étudiant, une force « vierge politiquement », souligne son président tout neuf, Guillaume Raguot. Son premier objectif est de structurer une organisation qui fait son apprentissage de mouvement représentatif et syndical.

Les vieux « routiers » du CNESER, représentants des syndicats d'enseignants et de personnels, observent cette mutation avec un certain scepticisme. L'arrivée de ces nouveaux responsables étudiants, plutôt indécis dans leurs votes, est déstabilisante, expliquent-ils, et cette nouvelle génération d'étus manque singulièrement de maturité pour peser sur les décisions. Guy Romier, vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et président de Grenoble-II, regrette « l'absence de structures syndicales fortes » capables de jouer un rôle d'alerte et de participer à la gestion des établissements. Très liée à l'UNEF-ID, la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), de son côté, aspire à la fin des divisions. « Il est temps, indique un de ses dirigeants, que tout le monde se mette autour d'une table et aborde les vrais problèmes de la vie sociale des étudiants, de leur insertion professionnelle, des enjeux européens. Après tout, la France compte plus d'étudiants que d'agriculteurs. » Une tâche difficile pour des organisations étudiantes sans véritables troupes et en manque de « leaders » capables de recréer ce mouvement. Comme le souligne Philippe Campinchi, « la nouvelle génération de militants va en cours et prépare ses examens ».

MICHEL DELBERGHE

Un monde sans mémoire

En 1963, les trois quarts des étudiants de lettres et sciences humaines se disaient prêts à militer, trente ans plus tard ils ne sont plus que 23 % chez les gérards et 9 % chez les filles, tandis que 3 % d'entre eux seulement sont véritablement engagés.

Est-ce l'indifférence qui caractérise les relations des nouvelles générations d'étudiants à la politique ? Pas si simple. A Montpellier, près de 85 % des étudiants sont inscrits sur les listes électorales ; à Bordeaux, ils sont une grosse majorité à déclarer « s'intéresser » à la politique. « Les étudiants ont « leurs idées », analyse François Dubet, mais elles ne les définissent pas. » Tenue à distance, la politique devient suspecte dès qu'elle franchit les portes de la fac ou qu'elle s'incarne dans un des leurs – porte-parole éphémère ou vrai militant – à l'égard duquel les étudiants fourbissent spontanément « un véritable soupçon d'arrivisme ».

Dans le cadre du programme interministériel de recherche sur l'université et la ville, plusieurs chercheurs se sont penchés trois années durant (de 1991 à 1993) sur les modes de vie et la « condition » étudiante. Le sociologue François Dubet a été chargé de réaliser la synthèse de ces travaux (1). Son analyse permet de mieux comprendre ce qui motive le déclin des organisations syndicales étudiantes – qui sont isolées, incapables de « représenter » la masse multiforme des jeunes qui écoulent aujourd'hui à l'université.

Depuis 1986, premier grand sursaut étudiant après le lointain mai 68, le monde étudiant oscille entre deux pôles apparemment contradictoires. « Politiquement et idéologiquement atone », il est « surmobilisé », il s'embrase, il est capable d'exprimer avec force ses revendications et de faire reculer les gouvernements – tous sans exception depuis 1986 ont reculé, rappelle François Dubet. Mais il est aussi « sans mémoire » et, malgré ses succès, incapable de dépasser la dimension strictement « expressive » de son malaise. Une fois la mobilisation devenue inutile, signale François Dubet (le projet de loi retiré, la réforme remise aux calendes), toute vie politique disparaît. « Dans un tel contexte, les syndicats étudiants sont condam-

nés à ne faire que trop ou pas assez de politique, trop ou pas assez de lutte revendicative. » Ils sont aussi immédiatement suspectés de « magouilles » puisqu'ils négocient « au nom d'une base qu'ils ne représentent pas ».

La crainte du changement

La « milice » étudiante n'est plus cet ensemble socialement homogène composé d'« héritiers », pour lesquels l'engagement constituait une sorte « d'obligation initiatique », selon l'expression du sociologue. Les étudiants d'aujourd'hui manifestent d'évidentes dispositions à l'action collective – puisqu'à tout coup ils obtiennent gain de cause –, mais c'est d'abord « la crainte du changement » qui mobilise, l'angoisse provoquée par « la modification des règles du jeu » qui pourraient transformer les positions de chacun dans la hiérarchie des filières.

Ces protestations diffuses, ces mouvements éphémères sont portés par une génération qui ne se sent pas vraiment chez elle à l'université. Le « mouvement » permet de puiser un peu de chaleur mais il ne laisse derrière lui « aucune traînée d'engagement ». D'après une enquête réalisée auprès des étudiants de Rennes, Besançon et Nanterre et rapportée par François Dubet, 22 % des étudiants se déclarent prêts à entrer dans un syndicat alors qu'ils sont 61 % à envisager un engagement dans un mouvement de défense des droits de l'homme et près de 64 % dans un mouvement de défense de l'environnement.

Une tendance qui se conjugue au développement des « corpos » et des associations de département et d'URP et qui prend totalement à contre-pied la « très petite minorité » des militants. Ces derniers étant, dès lors, comme le souligne François Dubet, livrés tout entiers « au jeu de la pure politique : celle des assemblées générales et des négociations où les autorités choisissent leurs interlocuteurs en fonction de leurs propres intérêts ».

Ch. G.

► « Les étudiants », in *Universités et villes*, par François Dubet, Daniel Filâtre, François-Xavier Merrien, André Sauvage et Agnès Vines. L'Harmattan, 318 p., 170 F.

REPÈRES

La vocation éducative de La Cinquième

L'éducation nationale n'a droit qu'à la portion congrue dans la Cinquième, chaîne hertzienne à vocation éducative qui a commencé à émettre mardi 13 décembre : quarante minutes seront consacrées tous les jours à « La preuve par cinq », émission pour les collèges et les lycées, tandis que les écoles primaires, à travers « C'est notre tour », auront droit à vingt minutes quotidiennes. Ces émissions produites par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) remplacent « Génération 3 », diffusée quotidiennement jusque-là par France 3. Ce faible créneau horaire sur La Cinquième contentera-t-il les enseignants ? Une enquête de la SOFRES réalisée en octobre à la demande du ministère de l'éducation nationale montre que les enseignants sont 73 % à juger l'offre télévisuelle à vocation éducative insuffisante et qu'ils attendent beaucoup de La Cinquième. Afin de régler la question épineuse des droits d'auteur lors de l'enregistrement puis de la diffusion d'émissions dans le cadre scolaire, la Rue de Grenelle souhaite que des négociations soient entamées avec les sociétés productrices. En outre, pour aider à la production audiovisuelle, un budget de 20 millions de francs, inscrit à la loi de finances 1995, sera consacré à l'achat ou à la création de programmes éducatifs.

L'institut national de la recherche pédagogique délocalisé

La délocalisation de l'institut national de la recherche pédagogique (INRP) à Rouen se précise et continue de susciter l'opposition des quelque 274 salariés, chercheurs et techniciens actuellement installés à Paris, rue d'Ulm, dans le voisinage de l'école normale supérieure, qui devrait récupérer les locaux (le Monde du 29 septembre). Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) a, pourtant, le 5 décembre, rejeté le projet de nouveaux statuts de l'institut qui prévoit, outre son installation à Rouen, une diminution drastique de la représentation des personnels au conseil d'administration. L'association des amis de l'INRP, présidée par André de Peretti, avait convoqué, mardi 6 décembre, plusieurs personnalités, parmi lesquelles Antoine Prost, ancien directeur de l'INRP et ancien conseiller spécial de Michel Rocard à Matignon, et Marguerite Gantzbrittel, proviseur du lycée Fénélon, à venir apporter leur soutien au personnel de l'institut. « Dans sa double fonction de bureau d'étude du ministère de l'éducation nationale et d'organisme de recherche travaillant en liaison avec les enseignants du terrain, l'INRP a une spécificité qu'il est important de préserver », a expliqué Antoine Prost. L'INRP n'est pas un institut de recherche du CNRS, il travaille en relation permanente avec 2 000 enseignants. Un déménagement à Rouen ne répond à aucune logique scientifique et dénature l'institut. »

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche prévoit en outre la création d'un comité national de coordination de la recherche en éducation dans lequel, selon François Fillon, l'INRP « devrait avoir une place éminente », en assurant, notamment, le secrétariat. Un lot de consécration, plaident les défenseurs de l'INRP, et une mission qu'il sera bien difficile de concilier avec une implantation à Rouen.

NEIGE ?

L'information du ski

3615 LEMONDE

Le Monde

1944-1994

Regards sur 50 ans d'histoire
Les grands enjeux de demain

L'ALBUM 200 PAGES

100 F. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 150 F. CHEZ VOTRE LIBRAIRE EN VERSION RELIÉE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

- Jean-Marie Colombani, gérant, directeur de la publication
- Dominique Alduy, directeur général
- Michel-Jean Béranger, directeur de la rédaction
- Éric Planchon, directeur de la gestion
- Anne Chaussonnet, directrice déléguée

Directeur de l'information : Philippe Labarde

Rédacteurs en chef :

- Thomas Frenaud, Edouard Frenaud, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction

Bureau de presse : Laurent Groussier, Danièle Heymann, Bernard Le Gendre, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du « Monde des débats »

Alain Rollé, Michel Tieu, conseillers de la direction

Daniel Vermet, directeur des relations internationales

Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Anciens directeurs :

- Hubert Benne-Mary (1944-1960)
- Jacques Chénou (1960-1962)
- André Laurens (1962-1965)
- André Fontaine (1965-1967)
- Jacques Lecoq (1967-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 10, rue Falguière, 75001 PARIS CEDEX 05

Tél. : (1) 46-00-25-26

ADMINISTRATION : 1, PLACE LAURENT-BERNE-MARY, 94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 46-00-25-26

Télécopieur : (1) 46-00-26-70

صكنا من العمل

صحنه من الامل

SPORTS

CULTURE

FOOTBALL : la France bat l'Azerbaïdjan, 2-0

Trois points dans la boue

L'équipe de France de football a battu celle d'Azerbaïdjan (2-0), mardi 13 décembre à Trabzon (Turquie) lors d'une rencontre comptant pour les éliminatoires du championnat d'Europe de 1996. Grâce à cette première victoire en quatre rencontres, obtenue avec des buts de Jean-Pierre Papin (24^e mn) et Patrice Loko (56^e mn), les Français occupent provisoirement, avec 6 points, la troisième place du groupe 1, à un point des Roumains et des Israéliens, qui devaient se rencontrer, mercredi 14 décembre à Tel-Aviv.

pective de ce match joué d'avance place les huiles du football français sur le feu des interrogations existentielles et des doutes ardents. Il aura fallu en entasser des minutes de stérilité offensive - 294 au total - pour faire de la vingt-quatrième de ce match un petit moment d'histoire : celui où l'équipe de France a dissout son sort de celle d'Azerbaïdjan en marquant son premier but des éliminatoires du championnat d'Europe.

Un voyage dans le temps

de notre envoyé spécial
Contrairement à ce qu'affirme l'un des axiomes qui font autorité dans la science du football, il y a encore des petites équipes. Les joueurs français en ont découvert une, mardi soir, dans le stade de la ville turque de Trabzon, qui étale sa décadence sur des pentes abruptes, entre bâtiments gris et mer Noire. Les hommes d'Aimé Jacquet en ont déniché une vraie, une sélection qui ne peut, par exemple, ni s'enorgueillir du talent inné des Croates, récents vainqueurs de la « squadra azzura » en Sicile, ni se prévaloir des progrès des Israéliens, actuels premiers du groupe 1, après avoir réussi, l'an dernier, un exploit dont le souvenir reste vivace en France.

L'équipe d'Azerbaïdjan résiste obstinément à toutes les théories sur le nivellement des valeurs du football européen. Elle additionne les handicaps, comme pour ne laisser aucun doute à ses rivaux, sur leurs chances de la battre. Elle est pauvre, d'argent et d'expérience. Elle est sans domicile fixe, puisque l'UEFA l'oblige, pour des raisons de sécurité, à recevoir ses adversaires à mille kilomètres de son foyer. Mardi soir, comme pour se faire plus modeste encore, elle a dû entrer sur le terrain sans son capitaine-vedette, Asim Souleimanov, blessé. Il suffisait de regarder ses joueurs s'échauffer, avec de vieux ballons râpés pour comprendre qu'en Azerbaïdjan le football est devenu un luxe au-dessus des moyens de ces prolétaires du jeu.

L'indépendance leur a laissé un championnat à l'intérêt étié, loin de celui de l'ancienne URSS auquel participait le meilleur club de la République. L'interminable guerre avec l'Arménie, pour le Haut-Karabakh, n'a cessé d'appauvrir le pays et son sport favori. Les joueurs n'y justifient plus leur statut de professionnels que par un salaire mensuel de 30 dollars qui leur procure toutefois le sort enviable de privilégiés. Les meilleurs n'ont d'autre issue que l'expatriation vers des clubs étrangers de deuxième catégorie, russes ou israéliens.

Autant dire que, face à de tels adversaires, le seul prodige réussi par l'équipe de France est d'avoir transformé une partie si déséquilibrée en événement crucial pour son avenir. Il en aura fallu, des contre-performances, des déceptions et des 0-0 au cours de l'année écoulée, pour que la per-

se de ce match joué d'avance place les huiles du football français sur le feu des interrogations existentielles et des doutes ardents. Il aura fallu en entasser des minutes de stérilité offensive - 294 au total - pour faire de la vingt-quatrième de ce match un petit moment d'histoire : celui où l'équipe de France a dissout son sort de celle d'Azerbaïdjan en marquant son premier but des éliminatoires du championnat d'Europe.

Aimé Jacquet, en sélectionneur comblé par une première victoire tant espérée, ne s'embarrassait pas de telles interrogations. A Trabzon, son unique préoccupation semblait être celle « malédiction » qui semblerait, selon lui, obliger l'équipe de France à jouer sur des terrains impraticables qui « empêchent d'exprimer sa vraie valeur ». Les joueurs n'ont pas manqué de reprendre ce thème en chœur. On ne sculpte pas avec de la boue, ont-ils fait valoir, des parties à exposer dans les musées du jeu. Tous attendent des pelouses moins humides pour y laisser sécher le ciment de leur nouveau collectif et le plâtre encore tendre de ce jeu qu'ils pensent avoir façonné ensemble.

Mais l'argument - recevable - est tout aussi réversible que le retour de Papin. La boue du terrain de Trabzon a-t-elle perturbé les progrès ou occulté les lacunes de la sélection d'Aimé Jacquet ? Les mauvaises conditions, la rudesse de la petite équipe d'Azerbaïdjan ont-elles brouillé la construction du jeu tricolore ou ont-elles servi d'alibi à l'indécision d'un sélectionneur qui semble avoir abandonné son opération de rajustement massif, entamé à Saint-Etienne, pour la politique des petits points ramassés dans la boue en vue de l'Euro 96 et au détriment de la préparation de la Coupe du monde ? Les réponses définitives à ces questions sont repoussées à 1995.

JÉRÔME FENOGLIO

LA BOBINE DU SIÈCLE

Histoire(s) du cinéma. Avec un s.

par Jean-Luc Godard

Toutes les histoires qu'il y aurait. Qu'il y aura, ou qu'il y aurait ? Qu'il y a eu.

Par exemple, l'histoire du dernier nabab, Irving Thalberg. Un directeur de télévision pense au maximum deux cents films par an. Irving Thalberg est le seul qui, chaque jour, pensait cinquante-deux films.

La fondation. Le père fondateur, le fils unique. Et il a fallu que cette histoire passe par là, un jeune corps fragile, décrit par Scott Fitzgerald, pour que ça existe, ça, la puissance de Hollywood. La puissance de Baby-lone. Une usine de rêves. Des usines comme ça, le communisme s'est épuisé à les rêver.

Et en plus, marié à l'une des plus belles femmes du monde. Ou dire l'histoire de Howard Hughes. Plus courageux que Mermoz et plus riche que Rockefeller. Producteur de *Scarface* et patron de la TWA. Comme si Mélies avait dirigé Gallimard, en même temps que la SNCF. Et avant que la Hughes Aircraft plonge au fond du Pacifique pour sauver les sous-marins perdus par la CIA, il obligeait les starlettes de la RKO à faire chaque samedi une promenade en limousine, à deux à l'heure, pour ne pas faire rebondir leurs seins. Et mort comme Daniel Sadeau n'avait pas osé faire mourir Robinson.

Dire par exemple toutes les histoires des films qui ne sont pas faits, plutôt que les autres. Ceux-là on peut les voir à la télévision. Enfin, n'exagérons pas. Même pas des copies, des reproductions. Et encore, si on appuie sur la touche « minimum », cinquante fois moins.

Par exemple, 1940, Genève. L'Ecole des femmes. Max Ophüls. Il tombe sur le derrière devant Madeleine Ozeray pendant que l'armée allemande prend la France dans le dos. Et Louis Jouvet, le proprio, laisse tomber le film. Des histoires de beauté en somme.

La beauté, le maquillage. Dans le fond, le cinéma n'a jamais fait partie de l'industrie des communications ni de celle du spectacle, mais de l'industrie des cosmétiques, de l'industrie des masques, succursale elle-même de l'industrie du mensonge. Et le présentateur ira tous les soirs à 20 heures au marché décrit par tonton Brecht et, tout joyeux, se ramera du côté des vendeurs.

Où, tout au début, l'histoire des deux frères. Ils auraient pu s'appeler abaj-jour. Mais ils s'appelaient Lumière, et ils avaient presque la même bobine. Depuis ce temps-là, il y a toujours deux bobines pour faire du cinéma. Une qui se remplit, et une qui se vide. Comme par

hasard, on a nommé esclave celle de gauche et maître celle de droite.

Mais c'est qu'un distributeur de films est obligé de se souvenir de la caméra et de lui faire des avances.

Et ensuite que le cinéma n'a été une industrie de l'évasion que parce que c'était le seul lieu où la mémoire est esclave.

Héritier de la photographie, oui. Mais en héritant de cette histoire, le cinéma n'héritait pas seulement de ses droits à reproduire une partie du réel, mais surtout de ses devoirs. Et s'il héritait de Zola, par exemple, ce ne fut pas de l'Assommoir ni de la Bête humaine, mais d'abord d'un album de famille, c'est-à-dire de Proust et de Manet.

Et pour aller du début à la fin de ce livre immense avec quoi les hommes violent désespérément la nature pour y semer la puissance de leurs fictions, pour aller de Giotto à Matisse, et de Madame de la Fayette à Faulkner, il faudra moins de temps qu'il en fallut à la première locomotive pour devenir la TGV.

Cela pour dire que le cinéma n'a jamais été un art, et encore moins une technique.

Depuis l'Arrivée du train en gare jusqu'à *Rio Bravo*, du goûter de Bébé jusqu'à *Désert rouge*, la caméra n'a jamais changé fondamentalement, et la Panavision Platinum est moins perfectionnée que la *Debris 7* avec qui le neveu d'André Gide partit en voyage au Congo. Les techniciens diront que c'est faux. Mais il faut se souvenir que le XIX^e siècle, qui a inventé toutes les techniques, a inventé aussi la bêtise, et que Madame Bovary, avant de devenir une cassette porno, a grandi avec la télégraphie.

Pas une technique donc, ni même un art.

Un art sans avenir, avaient tout de suite averti gentiment les deux frères. D'abord, à peu près cent ans après, on voit qu'ils ont eu raison. Et si la télévision a réalisé le rêve de Léon Gaumont - apporter les spectacles du monde entier dans le plus misérable des chambres à coucher - c'est en réduisant le ciel géant des bergers à la hauteur du Petit Poucet.

Et ensuite, on les a mal compris.

Leur père leur avait demandé : faire sortir l'image de la boîte, pas la faire rentrer. Et ils ont dit présent. Sans avenir, donc présent, un art qui donne. Puisqu'il a reçu. Disons, l'enfance de l'art.

D'ailleurs, les saints-simoniens, s'appelaient comment, le fondateur ? Enfantin. Le baron Enfantin. Et s'ils révalaient d'Orient, ils n'ont pas nommé ça la Route de la soie ni celle du



rum, mais le chemin de fer. Parce qu'en route le rêve s'était durci et mécanisé. Et c'est le soir du XIX^e, ce sont les débuts des transports en commun. Et c'est l'aube du XX^e, ce sont les débuts du traitement de l'hystérie. C'est le vieux Charcot qui ouvre au jeune Freud les portes de la nuit. A lui de trouver la clé des songes.

Mais où est la différence entre Lilian Gish dérivant sur la banquette d'A travers l'orage et Albertine dérivant à la Salpêtrière.

Il faut bien voir ça : l'enfance de l'art, et pas autre chose. Ensuite, il suffira d'une ou deux guerres mondiales pour assassiner cette enfance, et pour que la télévision devienne cet adulte imbécile et triste qui dilapide l'héritage.

Peu un art, peu une technique. Un mystère.

Et pour le résoudre, une simple potion magique, pour éclaircir notre lanterne, magique elle aussi, n'est-ce pas Monsieur Emile ? C'est dire que l'histoire du cinéma est d'abord liée à celle de la médecine. Les corps torturés d'Eisenstein, par-delà le Caravage et le Greco, s'adressent aux premiers échecs de Vésale. Et le fameux regard de Joan Fontaine devant le verre de lait ne répond pas à une héroïne de Delacroix, mais au chien de Pasteur. Car toute la fortune de Kodak s'est faite avec des plaques de radio, pas avec Blanche-Neige.

Car encore, puisqu'il avait voulu imiter le mouvement de la vie, il était normal, il était logique que l'industrie du film se soit d'abord vendue à l'industrie de la mort. Combien de scénarios sur un nouveau-né, sur une fleur qui pousse, et combien sur des rafales de mitrailleuses ? Parce que voilà ce qui s'est passé. La photographie aurait pu être inventée en couleurs. Elles existaient.

Mais voilà. Au petit matin du XX^e siècle, les techniques ont décidé de reproduire la vie. On inventa donc d'abord la photographie. Mais comme la morale officielle était encore forte, et que l'on se préparait à retirer à la vie jusqu'à son identité, on décida de porter le deuil de cette mise à mort. Et c'est avec les couleurs occidentales du deuil, le noir et le blanc, que la photo se mit à exister. Pas à cause de la

gravure. Le premier bouquet de fleurs de Niépce ou de Nadar ne recopia pas une litho de Doré, il la nie.

Et très vite, pour masquer le deuil, les premiers Technicolors - puis les scanners - prendront les mêmes mortuaires. Et Scarlett se dira une deuxième fois qu'elle y pensera demain, à quoi, au bonheur. Parce qu'il faut porter le deuil, mais en oubliant n'est-ce pas. Et Madame de Staël nous a dit comment. Elle écrit à Napoléon : la gloire, Sire, est le deuil éclatant du bonheur.

La gloire. Les sunlights. Les Oscars. Les festivals.

Mais pour cinquante Cecil B. De Mille, combien de Dreyer. Pourtant l'illustre auteur de *Dies Irae* a lui aussi suivi Lumière et Co, alors que personne n'a suivi Etienne Jules Marey, qui trouvait ridicule de représenter la vie - et obscène de l'échanger contre de l'argent - puisque seule une claire vision des traces permettait d'en percer le secret. Hormis une fois, lorsqu'un jour un certain, T. projeta à son patron le mouvement des ouvriers, et la Ford T - pour Taylor - sortit en chaîne, voir ayant permis de penser en l'occasion l'esclavage.

Les deux bobines, les deux magasins. Mais si l'un débite, que crédite l'autre, ou qui ? Car dès le début, il fut question d'argent, et c'est ce que les autorités de tous les pays ont décidé de célébrer cent ans après, mémorisant les honneurs au lieu d'honorer la mémoire. Les livres saints nous avaient pourtant dit qu'avant de partir en voyage les filles de Loth voulaient se retourner une dernière fois. Et qu'elles furent changées en statues de sel.

Or, on ne filme que le passé, je veux dire : que ce qui se passe. Et ce sont des sels d'argent qui ont fixé la première fois la lumière. On a donc cru qu'il s'agissait de toucher la monnaie en achetant à crédit cette robe sans couture de la réalité dont rêva André Bazin. Moi aussi j'avais cru un instant que le cinéma autorise Orphée à se retourner sans faire mourir Eurydice. Je me suis trompé.

Orphée devra payer.
► Jean-Luc Godard est cinéaste franco-suisse. Ce texte est composé d'extraits de « Histoire(s) du cinéma ».



HERMÈS EN FÊTES.

HERMÈS PARIS

Cette année, vos cadeaux prennent un air de fête, un air... très Hermès. Papiers, pochettes, coffrets imprimés "Carré de soie" ont les couleurs et les rubans du bonheur. Pour le plaisir d'offrir.

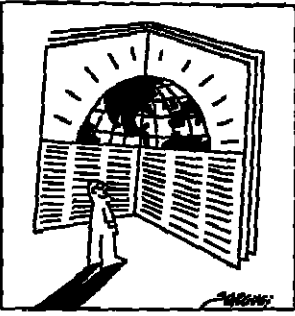
NEIGE ?

l'information du ski

ESTIVAGE

Le « Times of India » saisi par la fièvre du marketing

Promotion, diffusion, gestion... le grand quotidien de New-Delhi s'est mis à l'heure américaine



NEW-DELHI

de notre envoyée spéciale

Il y a neuf ans, maintenant, que Samir Jain est revenu en Inde. Il avait juste trente ans, une silhouette fluette et un visage de gamine, à peine vieilli par une moustache noire et de fines lunettes d'or. Sa mise était austère. Il ne fumait ni ne buvait et respectait les rites marwaris selon lesquels ses parents, dix ans plus tôt, lui avaient arrangé un mariage. Mais Samir Jain, caractère passionné, était ambitieux.

Il revenait d'Amérique où le nom de sa famille lui avait ouvert les portes du New York Times. Il en avait étudié l'organisation et la philosophie, les méthodes de gestion et de vente, la répartition du pouvoir. Et le jeune héritier du Times of India, fleuron de la presse indienne acquiesce par son arrière-grand-père à la vieille compagnie britannique Bennett Coleman au moment de l'indépendance, revenait enthousiasmé et intrigué. Oui, il avait désormais tout compris ! Le vénérable Times of India allait devoir faire peau neuve : Samir Jain venait de découvrir le marketing.

Ah ! le joli mot. Le mot sacré. Le mot magique. Quand Vijay Jindal - directeur du groupe - le prononce aujourd'hui à l'indienne, en pesant sur le « a » et en roulant le « r », on ne sait trop d'abord s'il évoque le bouquet d'un vin ou une divinité tant ses yeux expriment simultanément gourmandise et dévotion. Sa voix se fait douce, il infléchit le ton, il soigne son effet. « Un bon marketing ! Oui, voilà le secret ! »

Mais attention ! « Pas n'importe lequel ! » Celui qu'évoque Vijay Jindal ne relève pas d'une vulgaire formule mais s'apparente à un art. « Un journal

cure un tonus intellectuel, vous permet d'accéder à la pensée universelle ! »

Le domestique venu servir le thé s'est avancé courbé et sur la pointe des pieds. Le maître est concentré sur son grand numéro. Quelqu'un lui a-t-il jamais dit qu'il en faisait un peu trop ?

« Un marketing intelligent et inédit a fait de ce journal l'entreprise de presse la plus rentable de ce pays ! », s'échappe Vijay Jindal en reprenant son souffle. Animé de la même philosophie, les cadres de toutes les disciplines ont tiré dans le même sens : vente, promotion... et fait preuve de génie. Nous avons dopé la diffusion, triplé la publicité et gonflé les profits. Ce fut un long et fastueux voyage. Grandeur et splendeur d'un journal : leçon inaugurale sur le Times of India.

« Deux lignes et ce peut être l'émeute »

La vieille ville de Delhi n'est qu'à quelques encablures du journal et Yashwant Raj, reporter, s'y rend fréquemment à scooter. Comment circuler autrement ? Plus d'un million de personnes vivent dans un labyrinthe, à la fois ghetto et bazar. Les buffes tiennent des charrettes où s'entassent des femmes aux saris arc-en-ciel. Les cyclo-poussettes klaxonnent, chargées d'enfants et de colis. Les chevaux sont montés à cru. Les vaches errent librement dans les débris et les excréments.

A droite, des abattoirs laissent échapper odeurs et sang, ce qui a fini par alarmer les habitants. N'y a-t-il déjà pas assez de rats ? Yashwant Raj se promet d'y faire un reportage. Pour l'heure, dans un

« en cas de bonne nouvelle, jamais en cas de mauvaise ! » - que le commissaire prenne lui-même l'initiative du coup de fil.

« Qu'appellez-vous une bonne nouvelle ?

« [fines du commissaire] Quand on a capturé un gang, découvert une cache d'armes, on a besoin d'un peu de publicité pour montrer que la police est active ! »

« Et une mauvaise nouvelle ?

« [hésitation] Peut-être le décès d'un suspect dans les locaux de la police. Mais c'est devenu rare ! »

La presse indienne est libre, dit-il. Regardez ses affiches dans la rue, ses titres agressifs dans toutes les langues ! Mais ce qui est important, c'est qu'elle soit « responsable » et s'abstienne de « mettre de l'huile sur le feu » en se faisant l'écho de chaque début de bagarre entre sikhs et musulmans. L'équilibre est précaire. « Deux lignes dans la presse et ce peut être l'émeute. »

Les pages locales du Times of India n'ont cessé de s'étendre. « Sujets porteurs », a jugé le service marketing. Et la publicité s'est engouffrée dans le supplément Delhi Times publié deux fois par semaine. « Les lecteurs sont de plus en plus sensibles à ce qu'on leur raconte la vie de leur cité », estime Yashwant Raj. Il paraît même que c'est un vrai motif d'achat ! C'était, jusque-là, le cadet de ses soucis : qui achète, quand, pourquoi ? « Mais à force d'entendre parler de marché, je vois dans chaque quartier des lecteurs potentiels. »

Faiblement anglophone, majoritairement analphabète, la vieille ville, contrairement au quartier riche du sud, ne saurait constituer une poche d'espérance. « Mais soit-on jamais ! », sourit le journaliste. « C'est en y laissant traîner une oreille que l'on peut aussi ramasser des scoops ! » N'est-ce pas le Times of India qui, le premier, a sorti l'information des deux morts de la peste pneumonique dans la capitale ?

« Sacré scoop ! », se rappelle le chef des reporters, fier de la vaillance de ses troupes. « Certains allaient avec des masques interviewer des patients à l'hôpital. Je leur disais : « Ne tombez pas malade, hein ! J'ai besoin de vos articles après-demain ! ». La direction du journal n'avait pas cet humour. Mauvais pour les affaires. La peste ! Aucune consigne officielle ne fut cependant donnée.

Les déesses du savoir et de la fortune

Apparemment d'ailleurs, chacun reste à sa place. Les managers occupent le quatrième étage, blottis autour de Samir Jain - quand il ne disparaît pas mystérieusement pour deux mois - et de son jeune frère, Vineet. Bureaux paysagers, marbre, tapis et ornements architecturaux du XIX^e siècle, sculptés dans la pierre de sable du Rajasthan, d'obéissent originaires les Jain, forment le décor. Les journalistes se trouvent plus bas, entre deuxième et troisième étage, en pleins travaux et vacance. L'aménagement de leur salle de rédaction est en cours depuis de nombreux mois.

Qu'importe ! Réunions, séminaires, notes, discours ne cessent de propager la philosophie de Samir Jain. « On marche enfin tous du même pas ! », se réjouit Vijay Jindal, dans son costume bleu. Mais le constat est chargé d'agressivité : « Les journalistes sont enfin remis à leur place. Ils se prennent pour des empereurs et des prima donna ! »

Et comme le propriétaire croit beaucoup aux symboles, le titre prestigieux de directeur de la publication a disparu de l'organigramme en même temps que son ancien titulaire, le très sage Dileep Padgaonkar, démissionnaire au printemps 1994. C'est lui - quelle ironie ! - qui nous parlera le jour du Times of India, par lequel sont passés les plus grandes plumes du pays. C'est lui, francophile distingué, « statisme paron du journal depuis l'indépendance de l'Inde », qui évoquera le passé

de ce journal fondé en 1838 par un groupe de marchands anglais et devenu l'une des institutions les plus symboliques de l'Union indienne indépendante. Sans coups de théâtre - son soutien au Parti du Congrès fut modéré mais constant - mais avec une page consacrée aux débats toujours ouverte et flamboyante.

« Ce n'est pas un hasard si les plus grands dirigeants de l'Inde - Gandhi, Nehru... - ont été journalistes. Il y a dans ce métier une soif de débattre, d'expliquer, de s'impliquer dans la vie du pays. Comme une folie à vouloir changer le monde. Alors, si tout d'un coup on nous dit : « Désolé, rentrez dans votre case, comportez-vous en fonctionnaire, nous n'êtes qu'un exécutant... »

Dileep Padgaonkar est parti, suivi de plusieurs journalistes éminents. « Difficile pour un Brahmane de devenir commerçant... » Il n'y a pas eu de crise. Le détachement s'est fait doucement, comme le virage idéologique. Mais le jour où Vijay Jindal a été

petit tour ici, un clin d'œil par là. Dans l'édition du week-end par exemple, dont la diffusion, les six derniers mois, a augmenté de 60 000 exemplaires. On y trouve autant d'annonces matrimoniales, par sexe, caste, religion, mais moins de politique, et plus de sujets société, d'attention aux loisirs et aux femmes, une chronique de télévision (dans laquelle il serait inconvénient de critiquer les émissions produites par Times of India, déloyal de louer celles de ses concurrents), et puis une page « interactive » où les lecteurs se posent mutuellement des questions. Quatre cents lettres par jour qui, après avoir été dépouillées, atteignent au service du marketing. « Peu-être pour des sondages... »

Laxmi s'est visiblement attaquée aux dépenses de la rédaction, sommée de voyager en bus. Et puis elle a fait discrètement un tour au service éditorial. La politique, traitée essentiellement par les hommes, y reste la pièce maîtresse, mais il y règne depuis peu, au dire d'une journaliste en sari

ment. Elle se construit sans modèle, battant sur le fanatisme religieux ou la politisation des milieux du crime. C'est le moment pour elle de se poser des questions fondamentales d'ordre éthique et philosophique ! Ce n'est pas le marketing qui les posera ! »

Non Monsieur, dirait Vijay Jindal. Mais c'est le marketing qui a remporté les ventes ! Le marketing, un service d'une très audacieuse politique de baisse du prix. L'expérience, menée avec succès sur l'Economic Times avant le Times of India a dépassé cet été tous les espoirs et grisé définitivement le quatrième étage. Les distributeurs de journaux (payés à la semaine) ont eu beau faire grève, les journaux concurrents protester, le conseil national de la presse affirmer que c'était déloyal, Times of India, s'est battu jusqu'au bout, organisant des colloques et prenant les lecteurs à témoin. « De quel côté êtes-vous ? Du côté de ceux qui entendent maintenir un prix de journal élevé au détriment des consommateurs ? Ou du côté

A la une

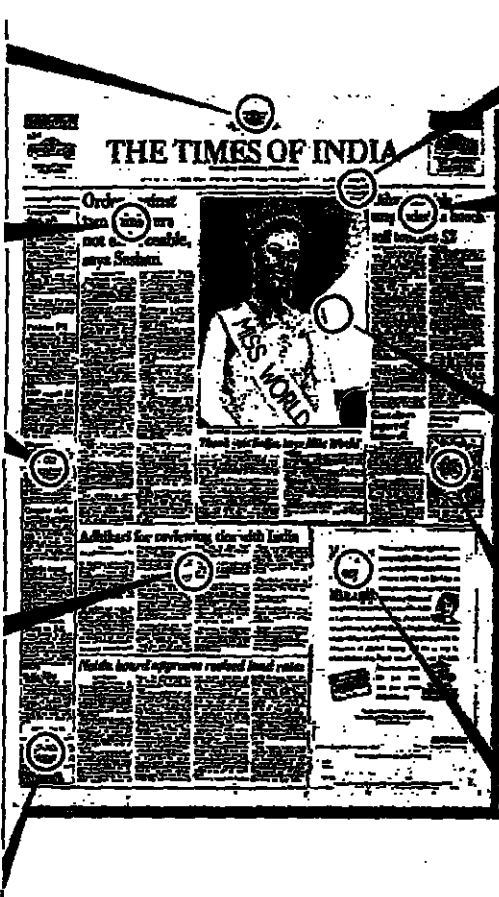
L'emblème du journal, fondé à Bombay en 1838 représente deux éléphants au-dessus de la devise : « Que la liberté prévaille. »

Polémique mettant en cause deux ministres suspects d'avoir violé certaines règles du code électoral.

Brèves nouvelles de l'Inde et de l'étranger.

Dépêches d'agences de Katmandou, concernant la volonté du Parti communiste du Népal, vainqueur des élections, de redéfinir les relations de son pays avec l'Inde.

Météo de New-Delhi



Le prix du journal, ce lundi 21 novembre, est de 1,5 roupies (25 centimes) pour vingt pages. Le prix d'un abonnement mensuel, avec livraison par poste, est de 47,70 roupies.

Implication probable d'officiers de police dans une affaire d'alcool freinée qui a déjà fait plus de 400 victimes et provoqué le décès de 52 personnes.

« Merci l'Inde », dit la nouvelle Miss Monde élue le 20 novembre en Afrique du Sud. L'événement revêt d'autant plus d'importance pour le Times of India que le magazine Femina du groupe Femina est très impliqué dans l'organisation de concours de beauté.

Le « Laxman » quotidien, du nom de son dessinateur, caustique et talentueux qui officie dans le bureau de Bombay depuis près de quarante ans.

Les revenus publicitaires du journal connaissent une courbe ascendante : 1,574 million de roupies pour l'exercice 1991-1992, 2,232 millions pour l'exercice 1993-1994.

« Notre propre conscience »

répond Gautam Adhikari, directeur de la rédaction

« L'article 19 de la Constitution indienne garantit pleinement la liberté d'expression. Si nous n'en profitons pas, c'est donc uniquement de notre propre fait. Peut-être par lâcheté. Peut-être, aussi, en raison d'un sens trop aigu de notre responsabilité. L'expérience de la démocratie en Inde est unique dans l'histoire de l'humanité. Elle est aussi tellement périlleuse qu'il est important d'éviter à tout prix de lui nuire, et de s'interroger sans cesse sur les limites au-delà desquelles notre propre liberté deviendrait pour elle une menace.

« On est libre - on ne s'en prive pas - de critiquer le gouvernement, de dénoncer la corruption d'un premier ministre : Rajiv Gandhi en a suffisamment fait les frais. Mais lorsque, par exemple, des émeutes opposent hindous et musulmans, s'inscrivant dans une longue histoire qui, au cours des siècles, a déjà fait des centaines de milliers de victimes, il est préférable de ne pas men-

tionner quel camp a provoqué l'affrontement. On parle laconiquement de « deux communautés ». Je ne veux en aucun cas exciter les passions, ni prendre le risque de relancer la violence. Au fond, l'obstacle à notre liberté porte un autre nom que lâcheté : c'est la conscience ! »

Gautam Adhikari, âgé de quarante-quatre ans, élevé chez les jésuites, navigue désormais entre Delhi, où il passe la moitié du mois, et Bombay, où le Times of India dispose d'une antenne importante. Il se rend aussi fréquemment dans les quatre autres bureaux du quotidien. C'est pour lui l'occasion de retrouver les intenses avec un pays qu'il a quitté sept ans pour étudier à Harvard, aux États-Unis, avant de devenir le chef du bureau de Washington, et d'être détaché à la Banque mondiale. C'est là que la famille Jain lui a fait parvenir son offre de diriger la rédaction en l'accompagnant d'un billet d'avion pour Bombay.

ne se vend pas comme une boisson ou un ordinateur ! C'est un objet vivant qui entretient avec ses clients une relation étroite et mystérieuse, déclenche des émotions, relève de la philosophie, de la confiance, de la romance, de la passion. De la foi également ! Et la foi défie toute logique ! Les managers du Times of India ne sont pas de grossiers commerçants. Tel doit être le message.

« C'est cette relation intangible que nous avons subtilement travaillée, continue Vijay Jindal. C'est l'image du journal que nous avons peaufinée. Car tout est dans l'image ! Si vous lisez le Times of India, vous n'êtes pas un lecteur ordinaire. Vous faites partie de l'élite ! De cette communauté plébéienne qui a fréquenté les bonnes écoles et fait autorité. Lire le Times of India vous propulse au niveau de n'importe quel dirigeant dans le monde, vous pro-

mulante effarant, il se fraye un passage vers le commissariat du district, bâtiment jaune aux couloirs frais. Sa carte de visite efface tous les barages. Ashok Chand, commissaire-assistant, est ravi de le voir. Autour d'une tasse de thé, et sous un grand tableau noir où sont recensés à l'unité près les viols, les hold-up, les cambriolages, les émeutes et les kidnappings du mois en cours, les deux hommes passent en revue les nouvelles.

La police de Delhi est, dit-on, la meilleure du pays : « Comme il y a toujours un ministre dans les parages, on évite les dérèglements ». Les deux hommes rient beaucoup. « C'est agréable, dit le commissaire, de sympathiser avec certains journalistes. » C'est également utile. « Quand j'étais en charge des crimes, raconte le reporter, on s'appelait tous les jours ! ». Et il arrivait même -

La presse en Inde

• Environ 3 000 journaux sont publiés chaque jour dans près de 90 langues différentes : près de 200 en anglais, un bon millier en hindi. Un recensement de 1990 évoquait aussi 305 quotidiens en ourdou, 226 en tamoul, 187 en malayalam, 182 en kannada et 2 en sanscrit. • Pour résoudre le problème de l'étendue géographique de ce pays de 3,287 millions de kilomètres carrés, les grands journaux comptent plusieurs éditions : Indian Express compte 16 éditions en anglais et le Times of India 6. Le Navbharat Times publie 5 éditions en hindi, le Malayala Manorama 5 en malayalam. • Malgré leurs ambitions nationales, les principaux jour-

naux sont ancrés dans des régions : - le Nord (New-Delhi) est dominé par le Times of India et l'Hindustan Times (créé en 1924) ; - l'Ouest (Bombay) est dominé par le Times of India et l'Indian Express (groupe puissant qui contrôle 36 publications) ; - l'Est (Calcutta) est le territoire du Statesman et du Telegraph (créé en 1882) ; - le Sud (Madras) est dominé par le Hindu (créé en 1878). • Deux quotidiens économiques ont une vraie couverture nationale : The Economic Times (créé en 1961) et The Business and Political Observer (créé en 1990).

de la liberté et de la démocratie ? »

Les lecteurs ont apparemment choisi. Soixante-dix mille nouveaux acheteurs ont porté la diffusion à 829 000 exemplaires, réduits par « un prix invitant » d'une roupie et demie, six jours par semaine (25 centimes), contre 2,4 roupies auparavant. L'édition du vendredi, épuisée de pages supplémentaires, est passée à 2,90 roupies.

« Tout simplement génial ! », s'exclame Vijay Jindal. On a démontré qu'il existait une vraie sensibilité au prix du journal. C'était de l'indépendance ! Les managers ne se sentent plus. Leurs colloques ont lieu à Katmandou et à Nairobi.

Samir Jain, dit-on, n'a guère changé. Sa passion pour le journal est intacte. Il appelle parfois un éditorialiste - « Vous montez ? » - juste pour le plaisir de philosopher. Il a regagné le départ de Dileep Padgaonkar, avec lequel il reste lié, mais il juge sans doute que le nouveau directeur de la rédaction (et est le nouveau titre), américain, correspond davantage au profil du moment. Dans cette Inde aux trois cents millions d'illettrés, aux seize langues officielles, et aux dizaines de castes, il entend plus que jamais faire un journal moderne.

ANNICK COJEAN

Prochain article :
La révolution des Izvestia

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

ARTS & SPECTACLES

TOUS LES FILMS DE LA SEMAINE

L'ÎLE ÉTOILÉE de Park Kwang Su

Destination inconnue

Entre tragédie historique, chronique villageoise et drame sentimental, un jeune cinéaste coréen invente une fusion originale et violente.

D'EMBLÉE le film prend au dépourvu. Pas tant par l'exotisme de son décor — une île coréenne — ni même par l'intrigant mélange de costumes traditionnels et d'habits occidentaux qu'arborescent ses protagonistes, que par l'étrangeté des comportements, et la manière dont les films Park Kwang Su. On voit un bateau qui approche de l'île et ne peut accoster, une cérémonie funéraire où se télescopent recueillement et nervosité, piété filiale et intérêts matériels. On perçoit des giclées de souvenirs, une tension extrême. Il y a des blagues aussi, des discussions collectives et animées. La mise en scène suscite un curieux alliage de lenteur majestueuse et de violence en éclats tranchants. Est-ce un gag ou un drame, ce type qui tombe à l'eau ?

Cela ne fait que commencer. Avec autant d'audace que de sûreté, le jeune cinéaste coréen tente, et réussit, la confrontation entre les différents genres dans lesquels se décline le cinéma asiatique contemporain : évocation du mode de vie traditionnel, de sa sagesse collective et de ses contraintes brutales sur les individus ; retour sur l'histoire du siècle, ses tragédies et ses



Du burlesque et de la violence en Corée.

mensonges ; regard sur une époque moderne déstabilisante et égoïste. A chacun de ces genres correspond d'ordinaire un type de mise en scène, belles images lentes des travaux et des jours et exaltation de la nature, reconstitution dénonciatrice, images et montage à l'omission de l'hystérie de la jungle des villes.

En inventant avec aplomb la manière de faire se rencontrer et se critiquer l'un l'autre ces différents styles, Park Kwang Su les libère des conventions qui les menacent. Les bouffées de burlesque et de violence qui émanent de son film, la sensualité qui court tout au long, les arrière-plans politiques toujours

perceptibles lui permettent de réussir l'étonnant morceau de bravoure en flash-back, pantomime historique et cruelle au temps de la guerre civile. C'est Ubu chez Pagnol en Corée ! Ça ne ressemble à rien. Et c'est parfaitement réjouissant.

JEAN-MICHEL FRODON

LITTLE NEMO de Masami Hara et William T. Hurtz

Cauchemars animés

LA nationalité que l'on devine à travers les patronymes des co-auteurs de ce dessin animé ne donne qu'une idée incomplète de son caractère composite, qui en fait l'attrait, et les limites. Porter à l'écran *Adventures in Sinterland* créé au début du siècle par Windsor McCay était une gageure, les responsables de film semblent ne jamais s'en douter. Avec une assurance de bûcheron, ils ajoutent le mouvement apparent aux mouvements suggérés avec tant d'invention par le dessinateur américain, et se font fort de recycler le fantastique qu'il inventait chaque jour dans les pages du *New York Herald* aux couleurs de l'animation commune d'aujourd'hui. Graphisme amoitié, chanson naïve, absence de profondeur et manque de nuance dans les coloris comme dans les gestes : ça commence mal. Pourtant, d'autres énergies



Nemo, version film.

s'insinuent dans les tribulations du petit garçon au pays de ses cauchemars. Parfois on reconnaît la patte de McCay, cette fausse naïveté frottée de psychanalyse et de Lewis Carroll qui suscite des merveilles au détour des objets quotidiens. Parfois on identifie l'apport de Jean Giraud alias Moebius (qui a collaboré à l'adaptation), avec ses poussées de délire ironique qui font le sel de ses bandes dessinées. Et par moment, lors des morceaux de bravoure entre lesquels s'étirent de trop longs tunnels, la violence pure des « mangas » japonais trouve droit de cité, balayant la mièvrerie et les conventions de l'imagerie enfantine. Il arrive d'avoir peur, durant la projection de *Little Nemo*, ce qui est plutôt à son honneur.

J.-M. F.

* A l'occasion de la sortie du film, Pierre Henry réalise un album du « Little Nemo » de Windsor McCay.

LES ENTRÉES A PARIS

Encore une de ces bonnes semaines en trompe-l'œil, comme en est coutumière cette fin d'année. « Bonne semaine » puisque à nouveau le nombre total des entrées est supérieur à celui de la semaine correspondante de l'an dernier. « En trompe-l'œil » parce que, à l'exception du *Roi lion*, un film chasse l'autre sans qu'aucun titre ne parvienne à s'imposer durablement, tandis que le déficit entre films français et américains continue de se creuser. « Farinelli » en voit : avec 97 056 spectateurs dans seulement 28 salles, le film de Gérard Corbiau démontre à son tour les vertus commerciales de l'alliance entre grand spectacle et valeurs culturelles, qui composent le genre le plus constamment profitable du cinéma français récent. Parmi les autres nouveautés, le *Client* ne trouve pas vraiment preneur à 59 293 entrées dans ses 40 salles. Et, bien que conçu pour les vacances scolaires, *Miracle sur la 34^e Rue* se prépare un avenir sombre avec seulement 10 186 supporters devant ses 20 écrans. Aux Etats-Unis, le distributeur s'est engagé à rembourser les spectateurs mécontents, son homologue français risque de n'avoir même pas matière à prendre une initiative identique. Egalement « ciblé » sur les fêtes, *l'Etrange Noël de M. Jack* peine à démarrer avec 28 395 entrées. « Le Roi lion », donc, continue de régner sans partage, avec à nouveau 197 986 sujets dans ses 50 salles. Soit un imposant total de 889 715 spectateurs en cinq semaines, avant même le début des congés. En revanche, *Timecop* se fatigue vite, n'attirant plus que 49 683 curieux en deuxième semaine (total : 137 016). Et la *Machine* s'enraye : à 24 762 entrées, il perd plus de la moitié de son public en deuxième semaine, pour atteindre un maigre total de 71 877.

J.-M. F.

Chiffres : le Film français.

AUX BONS SOINS DU DOCTEUR KELLOGG

d'Alan Parker

LA personnalité de John Harvey Kellogg, « inventeur » notamment des cornflakes, du beurre de cacahuète et de la couverture chauffante, ses prétentions d'hygiéniste, l'organisation et la gestion de son centre de santé auraient pu fournir la matière d'une satire des mœurs de la société occidentale et de son obsession de la bonne forme physique. L'écart n'est, en effet, pas si grand, entre les théories du docteur et les thèses développées aujourd'hui aussi bien par les gourous de certaines sectes que par nombre de sociétés commerciales. Mais Alan Parker s'est satisfait de ridiculiser le premier, ce qui n'était pas très difficile, ainsi que ses disciples, ce qui ne l'était guère plus, sans dégager ni perspectives ni réflexions particulières. Aux bons soins du docteur Kellogg s'apparente ainsi à une belle machine (la reconstitution d'époque est parfaite) qui tournerait désespérément à vide. Le film prétend faire rire, mais n'y parvient jamais, tant les moyens mis en œuvre sont grossiers, tant le réalisateur confond à chaque instant rythme et agitation, tant les personnages qu'il décrit partagent équitabement le mépris que lui-même manifeste à leur endroit. L'exemple de J. H. Kellogg, campé d'impeccable manière par Anthony Hopkins, semble avoir déteint sur Alan Parker, au point que le cinéaste livre sur le charlatanisme un film de charlatan.

P. M.

GETTYSBURG

de Ronald F. Maxwell

DU film-fleuve produit pour la télévision par Ted Turner, ont été extraites 258 minutes, prétextes à l'évocation d'une des batailles les plus sanglantes de la guerre de Sécession. Prétexte, également, à affirmer l'unité d'une nation dont le film souligne à de nombreuses reprises combien il était absurde qu'elle se déchirât. A suivre l'alternance régulière des séquences de bataille et des scènes dialoguées, qui donnent aux différents acteurs de l'histoire l'occasion de préciser les enjeux stratégiques, de livrer leurs pensées les plus secrètes ou d'affirmer leur foi en la cause qu'ils ont épousée, on se demande, en effet, pourquoi le Nord et le Sud se firent ainsi la guerre. Le scénariste et réalisateur se gardant bien d'apporter une quelconque réponse, la durée du film autorise le spectateur à s'intéresser au concours de fausses barbes auquel se livrent les vedettes ici convoquées (Tom Berenger, Martin Sheen et Jeff Daniels notamment). Pour chacun des deux affrontements principaux, le premier situé dans un bois, le second en terrain découvert, le réalisateur adopte le point de vue de l'adversaire réputé le plus faible à ce moment de la bataille. Il montre un certain sens du spectacle et réussit à susciter quelques bribes d'émotion, vite noyées dans des flots de musique qui se voudraient tumultueux, mais ne sont que pompeux. A l'image d'un film qui ne parvient jamais à imposer sa raison d'exister.

P. M.

UN INDIEN DANS LA VILLE

d'Hervé Palud

POUR concocter ce divertissement familial, Hervé Palud s'est souvenu de la bonne vieille formule consistant à déplacer un personnage de son milieu d'origine, pour le plonger dans un univers qui lui est étranger. Comme dans *Crocodile Dundee*, une des plus récentes et lucratives exploitations de la recette, l'opération se déroule en deux temps : un séduisant quadragénaire (Thierry Lhermitte), frénétique homme d'affaires sur le point de convoier, débarque dans la tribu amazonienne où sa femme (Mimi-Mimi) s'est installée sans crier gare treize ans auparavant. Il veut obtenir d'elle les signatures indispensables à leur divorce, mais se découvre un fils élevé comme un petit Indien. Il le ramène à Paris. Le gamain y va singulièrement lui compliquer la vie, ainsi que celle de son encombrant copain et complice en affaires (Patrick Timsit). Se situant en terrain parfaitement connu, le film trouve d'abord un équilibre en observant le juste dosage des ingrédients de base. La jungle vénézuélienne est photogénique, les gags ne sont pas de première fraîcheur, mais exécutés avec savoir-faire, et les acteurs sont à l'évidence heureux sous le soleil. Le temps se gâte ensuite, même si le Paris que découvre le jeune Mimi-Siku (en français « Pipi de chat ») est estival. La faute, surtout, à une réalisation bien paresseuse, incapable de pallier redites et approximations d'un scénario constellé de clichés.

P. M.

AU NOM DU CHRIST

de Roger Gnoan M'Bala

SOUS couvert de comédie, le cinéaste ivoirien mène bataille contre les sectes, les superstitions, la manière dont se rencontrent le besoin de soumission des collectivités et la volonté manipulatrice de ceux qui prétendent les régenter et en tirer profit. Noble entreprise, donc, menée avec les armes de l'humour, et qui devrait susciter une adhésion sans réserve. Un autre projet parasite le premier, le désir, tout aussi légitime, de démontrer que cinéma africain ne rime pas nécessairement avec production néo-afrocentriste, et que plaider ne s'oppose pas à spectacle. Mais cela fait beaucoup de démonstrations à la fois, trop. A force de soigner ses cadres et ses éclairages, *Au nom du Christ* devient un objet décoratif et inoffensif, où la « belle image » absorbe la charge du pamphlet, où l'anecdote symbolique écrase la vérité des faits et des gens, où se dissout le lien avec les situations réelles que le film cherche à construire.

J.-M.F.

CONSENTEMENT MUTUEL

de Bernard Stora

Un coup de candrier porté par Jeanne (Anne Brochet) à la tête de Romain (Richard Berry) met fin à la scène de ménage nocturne qui les opposait, et sanctionne la fin de leur union. Le titre du film l'indique clairement : c'est d'une histoire de divorce qu'il s'agit. Un divorce qui commence bien, mais tourne mal, par la seule volonté du mari : il lui prend bientôt la fantaisie de persécuter celle qui fut son épouse. Fantaisie, car à aucun moment les motivations de Romain ne font l'objet de la moindre tentative d'éclaircissement. Agit-il de la sorte pour récupérer la garde de leur fille (dix ans, très mignonne), pour regagner le cœur de Jeanne (qu'il lui arriva de violer, du temps de leur union) ou lui rendre la vie impossible ? Chacune des hypothèses qui peuvent raisonnablement être avancées se trouve, tour à tour, démentie sans qu'aucune autre ne la remplace durablement. Le jeu de Richard Berry, fermé sur lui-même, s'efforçant de faire mine de réciter sans qu'on sache très bien pourquoi, n'est pas plus éclairant que la conclusion de l'histoire, remarquable seulement en ce qu'elle ne résoud rien. Comment, d'ailleurs, Bernard Stora pourrait-il résoudre à la fin l'équation qu'il a posée, alors que, scénariste et réalisateur pourtant expérimenté, il semble lui-même ne jamais savoir vraiment quelle histoire il a décidé de raconter ? A-t-il voulu composer un portrait de femme, ambition que le talent et la personnalité d'Anne Brochet justifient à eux-seuls ? Décrire le parcours névrotique d'un obsédé dont rien d'autre n'explique qu'il fasse ainsi machine arrière au dernier moment ? Ou encore montrer qu'un divorce n'est ni facile à vivre ni amusant à considérer ? Le manque de rigueur du scénario et l'indécision de la réalisation donnent à craindre que, des trois hypothèses, la dernière soit à retenir.

P. M.

هكذا من الأصل

LES RENDEZ-VOUS DE LA SEMAINE

صحنه من الراحل

L'heure où nous ne savions rien l'un de l'autre

de Peter Handke, mise en scène de Luc Bondy, avec Pierre Aussedat, François Brion, Geoffrey Carey, Loretta Cravotta, Karoline Eichhorn, Tina Engel, Dominique Frot, Rock Lebovici. Il reste trois jours pour se délecter de la mise en scène brillante, en forme d'hommage à Jacques Tati, que le metteur en scène suisse Luc Bondy fait de la pièce de l'Autrichien Peter Handke. Une pièce qui fera date : c'est la description, sans paroles, des va-et-vient d'une foule de personnages sur une place. Elle est servie par trente-trois comédiens européens et virtuoses.

Châtelet-Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. Durée : 1 h 40. De 50 F à 190 F.

Dernière représentation le 17 décembre.

Le Petit Génie

de Michel Boujenah, mise en scène de Nathalie Carda et Paul Boujenah, avec Michel Boujenah. Créé en novembre au Nouveau Théâtre de Nice, le nouveau one man show de l'éternel adolescent malheureux d'avoir quitté sa terre tunisienne maternelle, et heureux de triompher, depuis quinze ans, avec les variantes imaginaires de son histoire à l'accent.

Olympia, 28, bd des Capucines. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 47-42-25-48. 180 F et 190 F.

Roméo et Juliette

(en arabe et en hébreu, surtitres en français) de William Shakespeare, mise en scène d'Eran Barel et Foad Aved, avec une troupe d'acteurs israéliens et palestiniens. Ce fut l'événement théâtral au Proche-Orient l'an passé : la rencontre et le travail en commun d'artistes juifs et musulmans bien décidés à dire à leurs communautés respectives l'urgence du dialogue et de la réconciliation. Un enjeu qui dépasse de beaucoup le théâtre mais où le théâtre tient ici magnifiquement sa place. Il reste trois jours pour voir ce spectacle phare.

Grande Halle de la Ville, 211, av. Jean-Jaurès. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 40-03-75-75. Durée : 3 heures. De 50 F à 140 F.

The Merchant of Venice

(en anglais st) de William Shakespeare, mise en scène de Peter Sellers, avec David Anzures, Paul Butler, Lori Tan Chinn, Portia Johnson, Midori Nakamura, Higgins, John Ortiz, Rina Rivas et Elaine Tan. La nouvelle production de l'Américain Peter Sellers qui montre ici une maturité, une autorité formidables. Il transporte, en compagnie d'acteurs recrutés pour la plupart dans les banlieues américaines, ce sommet shakespearien sur les bords du Pacifique, à Venice, Los Angeles. Jamais la pièce n'a paru aussi forte, claire, transparente et le théâtre y trouve un souffle, une actualité bouleversante. Une fin magistrale pour le Festival d'automne 1994. A voir avant le 18 décembre.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée samedi à 14 heures, dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-34-67-67. Durée : 3 h 45. 95 F et 130 F.

Tue la mort

d'après Tom Murphy, mise en scène de Bernard Bloch, avec André Julien, Paul Allio, Eric Elmosnino, Anne Sée, Marc Lador, Samir Guesmi, Pierre Louis-Cabre et Olivier Loustau. La rage irlandaise de Tom Murphy, qui servit Tue la mort en 1961, alors qu'il était tout jeune. Une plongée dans la haine d'une famille ouvrière de Coventry (la ville où l'on fabrique les Rolls Royce), que le metteur en scène Bernard Bloch transpose dans « nos » banlieues. Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-34-67-67. Durée : 2 heures. De 70 F à 120 F.

Le Saut de l'Ange

Baguet / Chopinot 16 et 17 déc. à 20 h 30 en collaboration avec le TCO Créteil Maison des Arts 45 13 19 19 ÉCOUTEZ V-IR

Un air de famille

d'Agnès Jaoui et Jean-Pierre Baori, mise en scène de Stephan Moldegg, avec Claire Maurier, Agnès Jaoui, Catherine Frot, Jean-Pierre Baori, Jean-Pierre Darroussin et Vladimir Yordanoff. L'un des succès mérités du boulevard revisité par un couple distrayant et dont l'écriture s'affirme. Une distribution impeccable pour une soirée où le divertissement a les couleurs de l'humour et de l'intelligence.

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 h 30. Tél. : 42-08-16-50. Durée : 1 h 45. De 60 F à 220 F.

La Vie criminelle de Richard III

de Gabor Rasso, d'après William Shakespeare, mise en scène de Pierre Pradins, avec Alain Gaudry, Denis Lavant, Gabor Rasso, Brigitte Catillon, Olivier Rabourdin, Emmanuel Audibert et Pierre Pradins. Shakespeare revisité par un jeune auteur énergique, rugueux, humoriste, Gabor Rasso, et par une troupe - celle du Chapeau rouge - qui n'hésite pas à mettre du cœur et de l'intelligence dans sa vision sans tabous de la tragédie de Richard III, jouée par l'exceptionnel Denis Lavant. Du bon et vrai théâtre « populaire ».

Le Trianon, 80, bd Rochechouart, 10^e. Du mardi au dimanche à 20 heures. Tél. : 44-92-79-04. Durée : 3 heures. De 100 F à 180 F.

RÉGIONS

Poitiers

Les Fragments de Kaposi

de Mohammed Rouabhi, mise en scène de Claire Lasse, avec Cyrille Gaudin, Patrick Pinaud et Richard Sammut. Jamais le mot n'est prononcé. Pourtant, il n'est question que du sida, dans cette pièce extrêmement délicate, où la mort rôde sans pathos ni affectation, et où, surtout, la vie court entre les mots. La mise en scène de Claire Lasse et les trois comédiens sont au diapason de l'écriture modeste et sensible de Mohammed Rouabhi.

Centre de la Blaiserie, rue des Frères-Montgolfier, 86000 Poitiers. Les mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30. Tél. : 49-58-05-52. Durée : 1 h 10. De 40 F à 120 F.

Dernière représentation le 17 décembre.

Strasbourg

Les Marchands de gloire

de Marcel Pagnol et Paul Nivoix, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Gérard Bannaux, Charles Berling, Jean-Marc Bory, Jean-François Perrier, Charlotte Maury. Oh l'on voit un homme accepter toutes les compromissions pour être élu député. Une pièce cinglante, comme il n'en existe plus aujourd'hui, avec, cependant, un glissement parfois un peu populiste vers l'antiparlementarisme. A voir pour comprendre l'état d'esprit des années 20 en France, et pour la distribution, brillante.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le 14 décembre, 19 h 30 ; les 15, 16, 17, 18 et 20, 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. Durée : 3 h 20. De 75 F à 125 F.

Orléans

Pan Théodor Mundstock

d'après Ludvig Fuchs, mise en scène de Bruno Boëglin, avec Bruno Boëglin et Boris Solomonov. On ne dira jamais assez le bouleversement que provoque ce spectacle. C'est l'histoire d'un juif de Prague qui, en 1942, tente d'échapper à la fatalité des camps. Bruno Boëglin en a fait une adaptation scénique qui joue d'une manière saisissante sur les sentiments. Un grand spectacle.

Le Carré Saint-Vincent, bd Aristide-Brind, 45000 Orléans. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 38-62-75-30. Durée : 1 h 15. 90 F et 125 F.

Dernière représentation le 18 décembre.

Grenoble

La Volupté de l'honneur

de Luigi Pirandello, mise en scène de Jean-Luc Boutté, avec Gérard Desarthe, Lucienne Hamon, Alain Bloch, Eric Prat, Michel Peyronne et Jean Borelli. Pour sauver l'honneur d'une jeune fille excitée, sa famille lui trouve un mari de circonstance. Il se révèle tyrannique. Une pièce remarquable sur l'oppression de la morale bourgeoise, et un Gérard Desarthe fabuleux dans le rôle du mari imposé.

Le Cargo-Maison de la culture, 4, rue Paul-Cludel, 38000 Grenoble. Les mercredi et vendredi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30. Tél. : 76-25-05-45. Durée : 1 h 30. 115 F.

Dernière représentation le 16 décembre.

Théâtre : Brigitte Salino

Musique

ÉVÉNEMENTS

Beethoven, le retour

Un cycle Beethoven, entamé la semaine passée, ramènera jusqu'en 1999 à Paris l'ancien directeur musical de l'Opéra de Munich, aujourd'hui aux commandes de l'Orchestre de Philadelphie. Qui s'en plaindrait ? Beethoven : Egmont, ouverture, Triple concerto, Symphonie n° 2, Sergej Stadler (violin), Heinrich Schiff (violoncelle), Gerhard Oppitz (piano), Orchestre de Paris, Wolfgang Sawallisch (direction). Salle Pleyel, 20 h 30, les 14 et 15 ; 18 h 30, le 17. Et Châtelet, 11 heures, le 17 (concert pour les jeunes). Tél. : 45-68-07-96. Location FNAC, Virgin. De 90 F à 320 F. De 25 à 30 F au Châtelet.

Beethoven, toujours le retour

Après son sort de sa Tétralogie au Châtelet, le directeur musical de l'Orchestre de Rotterdam, dont on sait qu'il assise Boulez à Bayreuth, revient à la tête du National pour deux symphonies de Beethoven. Personne ne s'en plaindrait. Beethoven : Symphonies n° 2 et 3 « Heroïque », Orchestre national de France, Jeffrey Tate (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 20 heures, le 15. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 220 F.

Beethoven, l'éternel retour

Après un prélude en octobre, ce part très fort cette semaine, au Châtelet, pour le grand cycle Beethoven (musique de chambre, concertos, symphonies, opéra, avec Fidelio dirigé par Barenboim et mis en scène par Braunschweig en avril). On retrouvera les sonates pour piano et violon sous la signature d'Engerer et Charlier dans l'enregistrement à paraître chez Harmonia Mundi. Il n'est même pas question de commencer à s'en plaindre. Beethoven : Sonates pour violon et piano n° 4, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100. De 40 F à 120 F.

Beethoven, retour du retour

Donc, le cycle du Châtelet, à l'une de ses acmé, un vétéran de la baguette et le pianiste le plus déconcertant du moment. Mais surprise : Beethoven n'est pas seul à l'affiche. Heureusement que la musique classique a quelques grands « B » à son actif. Soit, dans Bartok, cela devrait être l'acmé de l'acmé. Et de cela, on ne se plaindra jamais. Beethoven : Fidelio, Léonore, Concerto pour piano et orchestre n° 5, Bartok : Musique pour cordes, percussions et célesta, Evgueni Kissin (piano), Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, Georg Solti (direction). Châtelet, Théâtre musical de Paris, 17 heures, le 18. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 295 F.

Les Bardes d'Azerbaïdjan

L'Asie centrale est l'une des grandes découvertes - une des dernières - de l'éthnomusicologie des années 90. Le grand chanteur azeri Alen Kassimov sera l'un prochain au Théâtre de la Ville. L'Institut du monde arabe a choisi le registre épique et populaire.

Institut du monde arabe, 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 40-51-36-37. Location FNAC, 90 F.

L. Subramaniam

Violoniste virtuose d'Inde du Sud, L. Subramaniam hante les coulours et les avant-scènes de la musique savante



Denis Colin Trio Leur entente et leur écoute ont valeur d'exemple, l'acoustique est pour eux primordiale. Ces trois instrumentistes insaisissables jouent le bonheur de la vie. Denis Colin à la clarinette basse, Didier Petit au violoncelle et Pablo Cueco au zarb dans un répertoire tout neuf.

Dunois, 20 h 30, du 14 au 17 ; 19 heures, le 18. Tél. : 45-84-72-00. 100 F, adhérents 50 F.

CLASSIQUE

Quatuor Ravel

André Jolivet aurait eu quatre-vingts ans en 1995. L'hommage à ce compositeur longtemps éclipsé par les « sériels », disciple de Varèse et savant rythmicien, est un peu timide. L'œuvre, très mal connue, mérite-t-elle d'être systématiquement revisitée ? L'équipe du Quatuor Ravel permettrait d'annoncer une réponse. Un recueil de témoignages, Portraits, livre sincère, chaleureux, vient de paraître chez Actes Sud, supervisé par la fille de Jolivet. Webert : Langsam-Satz, Dutilleul : Ainel la nuit, pour quatuor à cordes. Jolivet : Quatuor à cordes. Quatuor Ravel. Auditorium Colbart (Bibliothèque nationale), 18 h 30, le 15. Tél. : 46-44-55-42. De 50 F à 70 F.

Pierre-Laurent Aimard. Qu'est-ce qu'une étude pour piano ?

Un moyen de perfectionnement pour le pianiste ou un lieu d'expériences pour le compositeur ? Aimard répondra à cela et à bien d'autres choses encore lors de ce récital thématique qu'il commente lui-même. Debussy : Trois études pour piano. Stockhausen : Klavierstücke n° 9. Stravinsky : Miniatures. Pierre-Laurent Aimard (piano). Maison de Radio-France, 19 heures, le 15. Tél. : 42-30-15-16. 90 F.

Zhu Xiao-Mei. Cette Chinoise de

Chine, martyrisée pendant la révolution culturelle, avait fait une apparition, dans les Variations Goldberg de Bach, l'an dernier dans la même salle, parmi d'autres solistes. Le succès fut tel que la voici réinvitée. Seule. Haydn : Sonate en fa majeur. Mozart : Variations pour piano sur un menuet de Dupont. Scarlatti : Sonates. Schumann : Scènes d'enfants. Zhu Xiao-Mei (piano). Théâtre de la Ville, 18 heures, le 16. Tél. : 42-74-22-77. 80 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France

Les Concerts du dimanche matin organisés par Janine Roze voient grand en cette période de cadences et livrent un grand orchestre et un grand chef pour les petits enfants. J. Strauss : Polkas. Poulenc : Histoire de Babar. Marie-Christine Baurault (récitante), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures, le 18. Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

JAZZ

The Al Di Meola World Project

Le World Sinfonia du guitariste Al Di Meola puisait dans le tango argentin ou le flamenco : son Project l'avait ramené vers le jazz-rock dont il a été un temps l'un des virtuoses : le World Project par son instrumentation (guitares, synthétiseurs, percussions) prend un peu des deux.

Courbevoie, Espace Carpeaux, 20 h 45, le 16. Tél. : 46-67-70-00. Location FNAC, Virgin. De 120 F à 140 F.

Joe Lee Wilson Quartet

Une voix grave, profonde, pour chanter les spirituals comme les standards. Joe Lee Wilson, a appelé sa formation Joy of Jazz : la joie du jazz dans son épanouissement spirituel.

Chessy, Manhattan Jazz Club, 21 h 30, les 14, 15 et 16. Tél. : 60-46-75-16. 50 F.

Ravy Magnifique

Une réverie tranquille, un tantinet planante conduite par un percussionniste indien subtil et discret. Amour de lui, des violons, claviers, voix, percussions et anches. En invité, le saxophoniste Chico Freeman.

Montreuil, Instant chavirés, 21 heures, le 15. Tél. : 42-87-25-91. De 50 F à 80 F.

Domage à John Cage

Piano préparé par Benoît Delbecq, une œuvre pour trombone et piano par Thierry Madiot et Florence Reibel, et des improvisations par Dom Farkas. Noël Akchoté et Alfred Sirtori. John Cage est entre des mains inventives. Puis repos pour les Instant chavirés jusqu'à début janvier 1995.

Montreuil, Instant chavirés, 21 heures, le 16 et 17. Tél. : 42-87-25-91. De 50 F à 80 F.

3^e Hiver musical d'Uzeste musical

L'été ne suffit plus à l'Uzeste Musical de la Compagnie Lubat qui reprend donc ses charges spectaculaires et festives chaque fin de semaine en décembre. Le jazz et toutes sortes d'événements marseillais, jeux avec l'image et parole occitanes, y sont improvisés, chantés et mis en scène dans des rencontres peu préoccupées des frontières stylistiques.

Uzeste, le Bourg. Jusqu'au 31 décembre. Tél. : 46-25-38-46. De 50 F à 70 F, gratuit pour les moins de douze ans.

ROCK

Dennis Brown et Gregory Isaacs

Dans une Jannique presque entièrement vouée aux jeunes loups du raggauffin, quelques anciens perpétuent les traditions. Dennis Brown chantera ses visions de rasta mystique quand Gregory Isaacs, de sa voix de croquer un peu fatigué, préférera louer le charme des dames à celui de Jah.

Elysée-Montmartre, 19 h 30, le 16. Tél. : 44-92-45-125 F.

The Melvins

Kurt Cobain, chanteur de Nirvana, avait volontiers que sa rencontre avec les Melvins avait décidé de sa vocation. Depuis dix ans, ce groupe de Seattle porte un mélange voulu de punk et de heavy metal, rebaptisé grunge à leur insu.

Arapah, 20 heures, le 16. Tél. : 43-48-24-84. De 80 F à 100 F.

Les Négresses vertes

Toujours festives et méditerranéennes, les nouvelles chansons des Négresses

Les disques chers deviennent abordables

Votre Noël sera très médiéval et très beau.



NAXOS PROMOTIONS Catalogue sur simple demande 36 68 63 00 (02/10/1994)

Shirley MacLaine 14-15 Janv. 95 CASINO DE PARIS Live! InfoVatin France Inter Locations : Casino de Paris - Fnac Virgin - Agences et par téléphone : 49 95 99 99 ÉCOUTEZ V-IR

LES RENDEZ-VOUS DE LA SEMAINE

vertes ont pourtant déçu. Comme si, interprétant un rôle joué cent fois, leur manqué une véritable ferveur. Ressen-tir-à-on moins cruellement sur scène la disparition d'Helena ?

Ris-Orange. Le Plan, 20 heures, le 15. Tél. : 69-43-03-03. 100 F.

Dominique Dalcant
Auteur cette année de *Carnivale*, album de majestueuses chansons pop mêlant intelligemment nostalgie et technologie nouvelle, Dominique Dalcant réussit sur scène des performances fragiles et émouvantes.

Elysée-Montmartre, 20 heures, le 20. Tél. : 42-36-43-43. Location FNAC, Virgin, 120 F.

CHANSON

Cabaret sauvage
Le meilleur spectacle de variétés du moment. Le Bachibouzouk Band d'Arthur H et son bassiste Brad Scott ont invité des trapézistes, danseurs, chanteurs, farceurs pour trois heures de spectacle éblouissant.

Parc de la Villette, 20 heures, les 14, 15, 16 et 17. 17 h 30, le 18, jusqu'au 30. Tél. : 40-03-76-75. 140 F.

Juliette
Plus qu'un espoir, Juliette sait chaque fois mieux ce qu'elle veut : chanter des chansons françaises, avec beaucoup de coffre et de goût, avec l'envie de défendre des textes, un climat trouble et farceur.

Auditorium des Halles, 20 h 30, les 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24 et 27, jusqu'au 31. Tél. : 42-36-13-90. 120 F.

MUSIQUES DU MONDE

Noël au Mexique
Un divertissement mexicain, pour célébrer les cultures mélangées de la province de Puebla, à 200 kilomètres au nord de Mexico.

Cirque d'hiver Boulogne, 14 heures et 18 h 15, les 14 et 18 ; 20 h 45, les 16 et 20 ; 14 heures, les 15 et 20 h 45, les 17 et 24 ; 14 heures, les 21, 22 et 27 ; 14 heures et 20 h 45, les 23 et 26 heures, le 25, jusqu'au 31. Tél. : 49-75-29-30. De 145 F à 200 F.

Le luth arabe à l'honneur
Le maître de l'oud, le luth arabe, l'Irakien Munir Bachir, a tenu à donner un concert pour les dernières soirées placées sous l'égide de la Maison des cultures du monde au Théâtre du Rond-Point, qui va revenir au théâtre sous la direction de Marcel Maréchal à partir du début janvier (les 17 à 20 h 30 et 18 à 17 heures : Chants et danses du Yémen). Nassir Shemma, surnommé « le Sultan du luth » et invité à l'Institut du monde arabe, est également invité. Issu de l'Institut d'études musicales de Bagdad, il représente une nouvelle génération très au fait des effets spéciaux.

Munir Bachir au Théâtre du Rond-Point, le 16 à 20 h 30. Tél. : 44-95-98-00. Nassir Shemma à l'IMA, le 16 à 20 h 30. Tél. : 40-51-38-37.

Thierry Robin
Musicien traditionnel, Thierry Robin adore les mélanges incongrus, la musique populaire et les somptuosités savantes. Auteur d'un disque à influences gitanes (*Gitanes*, chez Silex/Audiovis), il s'entoure de musiciens hétéroclites et doués (rumba catalane, motifs orientaux...).

Sentier des Halles, 22 h 15, les 15, 16 et 17. Tél. : 42-36-37-27. De 70 F à 80 F.

Machaga Quantati
Groupe bolivien né à Paris en 1985. Filles de pan, kenta, et bonne tenue musicale.

Maison de Radio-France, 20 heures, le 16. Tél. : 42-36-37-27. De 70 F à 80 F.

Classique : Anne Rey, Jazz : Sylvain Siclier, Rock : Stéphane Davet, Chanson et Musiques du monde : Véronique Moutaigne.

Expositions au Musée d'Orsay

Oeuvres restituées par François Pompon, par sculpteur l'Allemagne le retour du lisse
21 tableaux et dessins rendus à la France en juin 1994.

Ces deux expositions sont accessibles avec le billet d'entrée du musée : 55 F / 24 F.

Ingres, Courbet, Monet, Rodin, Gauguin... Les oubliés du Caire
Chefs-d'œuvre des musées du Caire. Accès à l'exposition : 36 F / 24 F. Accès à l'ensemble du musée y compris les expositions, billet jumelé : 55 F / 38 F.



Arts

VERNISSAGES

Bill Brandt, 50 ans de photographie (1930-1980)
Première rétrospective à Paris du plus grand photographe britannique (1904-1983), à qui l'on doit un travail documentaire et social sur ses compatriotes, des images célèbres sur le Blitz de Londres en 1940, mais aussi des nus blancs révolutionnaires, des paysages sombres, des portraits novateurs et quelques collages proches du surréalisme. Un grand artiste.

Hôtel Salomon de Rothschild, Centre national de la photographie, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 53-79-12-32. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Du 14 décembre au 27 février 1995. 30 F.

Pascini (1885-1930)
Essai de réhabilitation d'une figure de la bohème de Montmartre et de Montparnasse, qui, de son vivant, a joui d'une grande notoriété. En une centaine d'œuvres, dessins et peintures, pour beaucoup venues du Musée de Jérusalem, et montrées en Europe pour la première fois.

Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 45-58-60-17. Sauf dimanche et jours fériés, de 11 heures à 19 heures. Du 14 décembre au 25 février 1995. 25 F.

Charles Simonds
Un singulier New-Yorkais qui, au lieu de donner dans le spectaculaire, s'est attaché, depuis le début des années 70, à modeler dans la terre des mini-paysages et des sites hors temps, qu'il aime parfois dissimuler dans des infructuosités de murs.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{re}. Tél. : 42-80-88-88. Sauf lundi, de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Du 20 décembre au 29 janvier 1995. 35 F.

Saint-Etienne Réalités noires
De quelques aspects du réalisme dans l'art européen. Avec, pour les illustrer, les Allemands Corinthe, Beckmann, Baselitz et Lüpertz, les Anglais Spencer, Bacon, Sutherland et Freud, et les Français Derain, Rouault, Gruber et Fautrier.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-89-68. Tous les jours sauf jours fériés, de 10 heures à 18 heures. Du 18 décembre au 19 mars 1995. 26 F.

RÉGIONS

Gravelines
Markus Raetz, l'œuvre gravé (1959-1991)

Dessiner, graver, pour voir, mieux voir, autrement. Raetz, artiste suisse, approche avec délicatesse, en poète, le spectacle de la nature, l'ombre, la lumière, le mouvement, un corps, une feuille...

Musée du dessin et de l'estampe originale, salle de la Poudrière, Arsenal, place C.-Molton, 59820. Tél. : 28-23-15-89. Sauf mardi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} février 1995.

Christian Bonnet
Parti des travaux du groupe Supports-Surfaces, il conduit son œuvre autour d'une réflexion sur les dessous et dessus de la peinture, qu'il travaille par couches et superpositions. Les occasions de voir son travail sont rares.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29000. Tél. : 98-98-68-88. Sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 12 février 1995. 24 F.

Mouans-Sartoux
Vue du collectionneur

Le Midi de la France recèle, sans doute provisoirement, un trésor méconnu. La collection de Sybil Albers-Barrier est une des plus cohérentes, dans son genre, en Europe. Avec la complicité de Gottfried Honneger, elle montre un panorama remarquablement bien choisi de l'art concret, présenté avec un rare souci de didactisme. Un intrus dans cet ensemble, mais bienvenu : César leur a offert une sculpture, en hommage à leur esprit d'indépendance.

Château, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche, de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 mars 1995.

Nice

Shirley Jaffe
Une Américaine à Paris, qui, depuis les années 50, a forgé son œuvre au contact de l'art européen, évoluant de l'expressionnisme abstrait à une organisation géométrique de la couleur.

Musée Matisse, 164, avenue des Arènes-de-Cimiez, 06000. Tél. : 93-61-03-02. Sauf mardi, de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 29 janvier 1995.

Louis-François Cassas (1756-1827), dessinateur-voyageur
Passionné d'architecture antique et d'archéologie, Cassas a rapporté de ses nombreux voyages en Europe et en Orient quantité de dessins, croquis, relevés et esquisses. De précieux témoignages.

Musée des beaux-arts, 18, place François-Simon, 06000. Tél. : 47-65-65-73. Sauf mardi, de 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 janvier 1995. 30 F.

Tadashi Kawamata
Une exposition en plusieurs étapes, qui commence à Tours avec des maquettes, et conduit à Saché dans l'atelier Calder, où une vidéo et une installation de l'artiste - architecte de fortune qui croise ses nids en jouant sur la notion d'espace ouvert et fermé - est présentée. Centre de création contemporaine, rue Racine, 37000. Tél. : 47-66-50-00. Sauf lundi et mardi, de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1995.

Et aussi

Daniel Dezeuze à Annecy. Musée-château, place du Château, 74000. Tél. : 50-45-29-66. Sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 janvier 1995.

Auguste Herbin au Cateau-Cambrésis. Musée Matisse, palais Fénalon, place du Commandant-Richey, 59390. Tél. : 27-84-13-15. Sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 15 janvier 1995.

Pierre Puget (1620-1694) à Marseille. Centre de la Vieille-Charité, chapelle, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-23-38. Sauf lundi, de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 janvier 1995. 20 F.

Axel Huber à Nice. Villa Arson, studio, 20, avenue Stephen-Légaré, 06100. Tél. : 92-07-73-80. Sauf lundi et mardi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 décembre.

Projets de tissus de Raoul Dufy à Nice. Galerie-musée Raoul-Dufy, 77, quai des Etats-Unis, 06300. Tél. : 93-82-31-24. Sauf lundi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 février 1995.

Thomas Schütte à Nîmes. Carré d'art. Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30000. Tél. : 66-76-35-70. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 janvier 1995.

Raoul Hausmann à Rochecorbiat. Musée départemental d'art contemporain, château, 67600. Tél. : 85-45-10-18. Sauf lundi et mardi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Joseph Koudelka à Toulouse. Galerie municipale du Château-d'Eau, place Laganne, 31300. Tél. : 61-42-61-72. Sauf mardi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 janvier 1995.

PARIS

Chine des origines
Lionel Jacob, amateur-collectionneur d'art chinois, a récemment fait don d'une partie de sa collection au Musée Guimet. Hommage lui est rendu à travers cette exposition de cent cinquante objets, céramiques et bronzes des débuts du néolithique, qui permettent de suivre les grandes étapes de la formation de la civilisation chinoise.

Musée national des arts asiatiques Guimet, 6, place d'Alena 75116 Paris. Tél. : 47-23-61-65. Sauf mardi, de 9 h à 18 heures. Jusqu'au 6 mars 1995.

André Derain
Un peintre pour le moins controversé, dont Giacometti admirait certains tableaux que les historiens d'art désignent : ceux du fauve rétrograde. Qui, éternel insatisfait de ses conquêtes picturales, aurait été le premier à naviguer vers le postmodernisme ?

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 71, av. du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél. : (1) 40-70-31-10. Sauf lundi, de 10 heures à 17 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 19 mars 1995. 40 F.

Fra Bartolomeo et son atelier
Du Florentin Baccio della Porta, dit Fra Bartolomeo (à l'écoute de Savonarole, il s'est fait moine en 1500, non sans avoir sacrifié au bûcher ses études de mus), les collections françaises conservent de beaux ensembles de dessins. Les voici pour la première fois en partie réunis, et accompagnés d'œuvres de son grand atelier du couvent de San-Marco.

Musée du Louvre, pavillon de Flora, Paris



La renaissance du Ballet du Nord

Adret, qui, encore une fois, a prouvé son sang-froid et son savoir-faire à dénouer une situation difficile ! On se rappelle que la candidature d'Angelina Preljocaj, après avoir été acceptée à l'unanimité, fut refusée. Lors d'un deuxième appel à candidature, la chorégraphe Maryse Delente l'enlevait devant l'Américaine Karole Armitage. Le programme d'ouverture est un sommet de diplomatie et d'intelligence : les *Quatre Tempéraments* de Balanchine, *Espanade* de Paul Taylor et le joker Babilée avec *Espanade*.

Cosette, 20 h 30, le 17 ; 16 heures, le 18. Tél. : 20-24-65-66. 130 F.

Jauard-cité jardin des Tuilleries, Paris-1^{re}. Tél. : (1) 40-20-51-51. Sauf mardi, de 9 heures à 17 h 15. Nocturne mercredi jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 13 février 1995. Prix d'accès au musée : 40 F de 9 heures à 15 heures ; 20 F après 15 heures et dimanche.

Max Jacob et Picasso
L'histoire d'une amitié, racontée par petites touches légères, quelques tableaux, beaucoup de lettres et de dessins. Une relation toute en nuances, parce qu'elle s'appuie sur un formidable travail de recherche préalable, des rapports entre un Picasso enfin perçu dans toute sa complexité, et Max Jacob, que l'Espagnol considérait comme « le seul poète français de l'époque ».

Musée Picasso, Hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris-3^e. Tél. : (1) 42-71-25-21. Sauf mardi, de 9 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 6 février 1995. 35 F.

Seymour Jacobs
Seymour Jacobs, un photographe américain de Paris, auteur - et amateur - d'inimitables portraits de plage que n'aurait pas reniés une Diane Arbus, revient avec des images, dit-on sulfureuses, sur le corps de la danseuse et chorégraphe Laure Vignaud.

Galerie Arnaud Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris-4^e. Du mardi au samedi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 janvier.

Nicolas Poussin
Une grande rétrospective, la première organisée à Paris depuis plus de trente ans. Elle incite à réviser nombre d'idées reçues sur « notre peintre », du XVII^e siècle, qui passe souvent pour un rien éternel, sa culture, ses idées, son esprit d'indépendance n'étant pas toujours faciles à appréhender.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris-8^e. Tél. : (1) 44-13-17-17. Sauf mardi, de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 janvier 1995. 50 F, lun. : 35 F.

Kurt Schwitters (1887-1948)
C'est la première rétrospective en France de cet artiste de Hanovre, le plus constructif des dadaïstes, le plus constructiviste des constructivistes, qui mourut en exil, en Angleterre, oublié après avoir été célèbre. Et qu'aujourd'hui nombre d'artistes vénèrent, pour sa poésie sonore, ses collages de papiers ordinaires, ses assemblages de bouts de ficelles, de bois et de ferraille, ses recherches typographiques.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 99, rue de la Vierge, Paris-4^e. Tél. : (1) 44-79-12-32. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 20 février 1995.

Ré Soupault
Elle était la compagne du poète Philippe Soupault, mais aussi une photographe qui a saisi dans la rue et lors de voyages le charme des années 30.

Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, 75016, Paris. Tél. : (1) 44-43-92-30. Jusqu'au 28 janvier.

Shinzo et Roso Fukuhara
On présente ces deux frères comme les pionniers de la « photographie artistique » au Japon. Leurs images, réalisées entre 1913 et 1941, sont donc des curiosités à découvrir, qui annoncent nombre d'auteurs nippons contemporains.

Fondation Cartier, 261, bd Raspail, Paris-14^e. Sauf lundi, de 12 heures à 20 heures. Tél. : (1) 32-19-96-60. Jusqu'au 18 janvier.

Sièges africains. Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, av. Daumesnil, Paris-12^e. Tél. : (1) 44-74-84-80. Sauf mardi, de 10 heures à 17 h 15, samedi et dimanche de 10 heures à 17 h 45. Jusqu'au 9 janvier 1995. 30 F, dim. 20 F (dormant accès au musée).

Les trésors du Grand Ecuier
Grand Ecuier de France sous Henri II et Charles IX, Claude Gouffier est connu, avait un beau château à Oiron (Deux-Sèvres), et tant de richesses qu'il est le modèle du marquis de Carabas. Voici réunis, pour l'exposition, nombre de ses trésors : tableaux, manuscrits enluminés, reliures, sculptures et objets d'art depuis longtemps dispersés dans plusieurs musées d'Europe et des Etats-Unis.

Musée national de la Renaissance, château d'Escoussay, 85440 Escoussay. Tél. : (1) 59-80-04-04. Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 27 février 1995.

Valadier au Louvre (1726-1785)
Monter des canopies, par exemple transformer en mini-monument un petit buste d'Auguste en calédonne, était l'une des spécialités de Valadier, orfèvre et bronzeur romain d'origine française très prisé des grandes familles de Rome, des princes Borghèse au pape Pie VI.

L'exposition réunira les amateurs de néo-classicisme.

Robert Barry, Haim Steinbach. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e. Tél. : (1) 42-71-09-33. Sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 24 décembre.

Connie Beckley. Galerie Faridieh-Cadot, 77, rue des Archives, Paris-3^e. Tél. : (1) 42-78-08-36. Sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier 1995.

Victor Burgin. Galerie Durand-Dessart, 28, rue de Lappe, Paris-11^e. Tél. : (1) 49-05-92-23. Sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 janvier 1995.

Nancy Dwyer. Galerie Renos Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e. Tél. : (1) 42-78-08-36. Sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 janvier 1995.

Hors limites, l'art et la vie 1952-1994. Centre Georges-Pompidou, galerie sud et galerie nord, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél. : (1) 44-79-12-32. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 23 janvier 1995.

Anne-Marie Jugnet. Galerie Froment & Putman, 33, rue Charlot, Paris-2^e. Tél. : (1) 42-76-03-50. Sauf dimanche et lundi, de 10 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 janvier 1995.

Sarkis. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi, Paris-6^e. Tél. : (1) 43-25-42-63. Sauf dimanche et lundi, de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 17 décembre.

Danse

Le Lac des cygnes

Ballet de l'Opéra de Paris. Cadeau de Noël de l'Opéra. Une belle version du Lac des cygnes, celle de Rudolf Nourev dans les décors d'Enzo Frigerio.

Opéra-Bastille, 19 h 30, les 14, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 24, 25 et 27 ; 14 h 30 et 20 heures, le 17, jusqu'au 31. Tél. : 44-73-13-01. Location FNAC, De 50 F à 370 F.

Josef Nadj

L'Automne du fauve. Anatomie de notre époque ? Nadj l'incorpore dans un théâtre silencieux et sauvage, d'esprit très Europe centrale.

Théâtre de la Ville, 20 h 30, les 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21 et 22. Tél. : 42-74-22-77. De 90 F à 140 F.

Concours international de danse

Soliste de gala. Les finalistes des épreuves classiques et contemporaines brillent de tous leurs feux. Pour découvrir les grands de demain.

Opéra-Carnegie, Salle Favart, 20 heures, le 18. Tél. : 42-85-68-83. Location FNAC, De 100 F à 500 F.

Ecole de danse de l'Opéra

Démonstrations. Les jeunes pousses ont un charme incalculable. La belle technique de l'Ecole de danse. Le fraîcheur de l'esprit.

Opéra-Bastille, 13 heures et 17 heures, le 18. Tél. : 44-73-13-01. De 15 F à 65 F.

Félix Ruckert

La Cabaïne. Il danse chez Pina Bausch. Il a beaucoup d'ailleurs. Forcément intéressant de voir le talent qui lui revient.

Opéra-Bastille, 20 h 30, les 19, 20, 21 et 22. Tél. : 42-85-68-83. Location FNAC, De 70 F à 100 F.

Ballet du Kirov

La Fontaine de Bachkisarai, Casse-Noisette. Grosse confiserie inédite et indigeste, malgré la présence de la sublime Guillem. Le plus classique Casse-Noisette pourrait recueillir les amoureux du bon style russe.

Théâtre des Champs-Élysées, La Fontaine de Bachkisarai, 20 h 30, les 20 et 21. Casse-Noisette, les 22, 23, 26, 27, 28, 29 h 30, le 25, à 15 heures. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 950 F.

Ballet Cristina Hoyos

Carmen Andalousa. Cristina Hoyos jouit toujours autant de ses fans. Et pourtant son inspiration tourne un peu en rond.

Quartier, 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 98-44-10-10. 120 F.

Puis au Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30, les 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 décembre et les 2 et 3 janvier. Tél. : 40-28-28-40. De 60 F à 210 F.

Ballet atlantique

Régine Chopinot. *Le Sent de l'ange*. Une très belle pièce du défunt Dominique Begout, transmise avec amour par quelques-uns de ses danseurs aux membres de la compagnie de Chopinot. Comment un répertoire peut vivre sans la présence de son auteur.

Citél, Maison des arts, 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 45-13-15-18. Location FNAC, De 70 F à 100 F.

Compagnie Dominique Petit Frontière. Toute création de Dominique Petit peut être une heureuse surprise. Qu'on se souvienne de ses très réussis *Tournevents*.

Montreuil, Studio Berthelin, 21 heures, les 16 et 17 ; 18 heures, le 17. Tél. : 49-70-64-63. 80 F.

Compagnie Dominique Petit Frontière. Toute création de Dominique Petit peut être une heureuse surprise. Qu'on se souvienne de ses très réussis *Tournevents*.

Montreuil, Studio Berthelin, 21 heures, les 16 et 17 ; 18 heures, le 17. Tél. : 49-70-64-63. 80 F.

Groupe chorégraphique Marie-Claude Pietragalla. *George Balanchine, William Forsythe, Marie-Claude Pietragalla, Marius Petipa, J. Garnier, Neumeier, J.-P. Austerlitz, Carolyn Carlson*.

Auxiliés les stars qui cachetonnent nous agacent parfois, nous en sommes curieux de voir comment l'ineffable et talentueuse Marie-Claude Pietragalla réussit son entreprise hors les murs de l'Opéra de Paris. Elle a également écrit une chorégraphie, *Boromobile* ! Belle idée de reprendre l'Avis de Jacques Garnier.

Saint-Germain-en-Laye, Théâtre Alexandre-Dumas, 16 heures, le 18. Tél. : 30-87-07-07. 80 F.

Arts : Geneviève Breuerette

Danse : Dominique Fréard

صلى الله عليه وسلم

صكيات الامل

COMMUNICATION

Après avoir choisi la régie IP

La Cinquième pourrait drainer 25 à 35 millions de francs de publicité en 1995

La Cinquième a commencé à émettre mardi 13 décembre, à 18 heures, sur le cinquième réseau, juste avant ARTE. Sa naissance a été simultanément célébrée à Paris, sous la Pyramide du Louvre. Le premier ministre, Edouard Balladur, et de nombreux membres du gouvernement – Nicolas Sarkozy, Jacques Toubon, Simone Veil, Philippe Douste-Blazy, François Bayrou, Michèle Alliot-Marie, André Rossinot, Michel Barnier –, ainsi que Jack Lang, ministre de la culture dans le gouvernement socialiste de Pierre Bérégovoy, y assistaient. La chaîne de la connaissance a repris sa diffusion mercredi 14 décembre, à 6 h 15, jusqu'à 19 heures. Ses programmes intègrent des écrans publicitaires dont la régie a été confiée à IP.

Le cahier des charges de La Cinquième prévoit 50 millions de francs de recettes publicitaires annuelles, mais ce sera plutôt 25 à 35 millions la première année. C'est IP qui a été choisie pour collecter la publicité de La Cinquième. Alors même que le contrat n'était pas signé, Bruno Desjeux et Aurick Bise, respectivement responsables d'IP Télévision et d'IP Partenariat, ont commencé à démarcher des annonceurs dans des conditions d'extrême urgence.

Tarifs en février

« L'événement – le dernier lancement d'une télévision hertzienne –, ainsi que la personnalité de Cavada ont joué un rôle moteur », assure la directrice d'IP Partenariat. Bien qu'en fin d'année, la plupart des budgets

soient déjà affectés, quarante-cinq marques de tous les secteurs de consommation (Virgin, Lego, Rhône-Poulenc, Lu, Boucheron parfum, etc.) ont répondu présents, la première semaine du lancement. Le très faible prix de vente de l'espace – 25 000 francs nets le module de vingt spots – a été déterminant. Le phénomène de curiosité également.

En plus de la publicité classique, la chaîne fait appel au partenariat, dont elle fait l'un de ses chevaux de bataille : 20 % à 25 % du total des recettes publicitaires visés, alors qu'il atteint 7 % dans les autres chaînes. Une trentaine d'annonceurs – Rhône-Poulenc, CCF, Philips, etc. – ont accepté de jouer le jeu, pour des tarifs de 60 000 francs à 130 000 francs nets la bande-annonce de trente secondes. Tarifs de publicité et de parrainage seront révisés à la

hausse, brader la chaîne étant « hors de question ». Après le lancement de décembre et janvier (le module sera vendu alors 35 000 francs) la véritable tarification des spots sera dévoilée en février 1995.

YVES-MARIE LABÉ

CÂBLE : Canal Assemblée nationale laisse son canal à La Cinquième. – L'arrivée de La Cinquième, mardi 13 décembre, sur le câble en première partie d'Arte, a entraîné la migration provisoire de Canal Assemblée nationale (lancée le 13 novembre 1993) sur d'autres canaux jusqu'à la fin de la session extraordinaire de l'Assemblée. Après avoir enregistré « une réelle satisfaction » à l'endroit de sa chaîne, le Palais-Bourbon devrait, en 1995, « poursuivre et développer cette expérience » sur un nouveau canal.

EN BREF

PRESSE FÉMININE : « Glamour » fusionne avec « Vogue ». – Le mensuel féminin Glamour cesse de paraître et fusionne avec Vogue, a annoncé, mardi 13 décembre, Gardner Bellanger, président du directoire des publications Condé Nast, filiale de l'éditeur américain Newhouse. Vogue (80 000 exemplaires) publiera certaines rubriques de Glamour et embauchera certains membres de son équipe. Glamour avait été fondé en 1988 et diffusait à près de 110 000 exemplaires.

« ACTUEL » : Jean-François Bizot lance « Nova Magazine ». – Après la suspension d'Actuel (le Monde du 1^{er} décembre), Jean-François Bizot lance Nova Magazine, un « city magazine » sur la vie à Paris qui s'inspire de l'esprit de Radio

Nova, dont il est le patron. Nova Magazine présente 80 pages couleur sur papier journal, au prix de 5 francs, pour ce numéro daté décembre-janvier. La parution sera ensuite mensuelle.

EMAP : le groupe britannique achète les publications européennes de Maclean Hunter. – Le groupe britannique EMAP a acheté les publications européennes de Maclean Hunter (MHEP), spécialisées dans l'information professionnelle pour 60 millions de livres (500 millions de francs) au groupe canadien Rogers Communication. MHEP publie, dans sept pays européens, 22 annuaires, 7 services d'informations électroniques et 34 magazines professionnels spécialisés dans la communication et la publicité, comme Brad en Angleterre, Media Daten en Allemagne

ou Tarif Media en France. Cet achat intervient six mois après le rachat par EMAP des Editions mondiales et de magazines du groupe Hersant.

ALLEMAGNE : l'hebdomadaire « Der Spiegel » se sépare de son rédacteur en chef. – Rudolf Augstein, fondateur et directeur de Der Spiegel, a obtenu, mardi 13 décembre, le départ de son rédacteur en chef, Hans Werner Kitz. Il lui reprochait d'avoir publié sans son accord un éditorial favorable à une participation allemande aux opérations de l'OTAN en Bosnie (le Monde du 14 décembre). Les débats concernant le choix d'un nouveau rédacteur en chef se poursuivent. Les statuts du Spiegel prévoient que les salariés, qui détiennent 50 % du capital, doivent obligatoirement avaliser toute nomination à ce poste.

DANS LA PRESSE

La gauche, de Delors à Tapie

Le Figaro (Georges Sufferit) : « Delors, l'ironiste écorché laissant (une partie de) la place à Tapie, le mirobolant, c'est une substitution hautement symbolique. La gauche, après tout, a deux faces : l'une vertueuse, généreuse et égalitaire. L'autre habile, calculatrice, cynique. Avec la première, on attrape les alouettes ; avec la seconde, on occupe les ministères, on séduit les courtisans, on gouverne, en somme. (...) Aujourd'hui, le fruit éclate en deux morceaux. Delors emporte la face vertueuse dans la profondeur des coulisses. Tapie annonce l'arrivée du second au cours des prochaines semaines. Pourquoi pas un couple Lang-Tapie ? Les paillettes cette année remplaceraient la neige. »

Libération (Jean-Michel Thénard) : « Voici donc les socialistes de nouveau saisis par la peur du Tapie. Animal pas forcément recommandable, criblé de dettes et amoureux du ballon rond, le Tapie est connu pour ses affaires et pour commettre des ravages dans l'électorat socialiste. (...) L'histoire, en la circonstance, relève moins du hasard que de la manipulation. S'il n'a pas totalement créé le phénomène Tapie, le chef de l'Etat a largement participé à son épanouissement (...) L'erreur, cette fois, est irrattrapable. En l'absence de leurs deux candidats crédibles à la présidentielle – deux hommes de la deuxième gauche, la première n'ayant pas réussi à susciter une relève –, les socialistes sont condamnés à faire de la figuration en avril prochain. »

InfoMatin (Philippe Cohen) : « [Bernard Tapie] a redémontré hier que, même touché à mort par les affaires, il gardait la ressource de sortir de ses trébuches, quand il faut et comme il faut, le discours qu'attend une partie du peuple des deloristes dépités. Qu'il sache encore faire parler la poudre de cette volonté sans laquelle la vie politique se meurt à petit feu dans des borborygmes d'énarques suffisants. »

RTL (Philippe Alexandre) : « Ceux qui ne croient pas à la politique diront qu'après tout, frauder le fisc, se soustraire à l'impôt, est une activité réjouissante dont M. Tapie n'a pas le monopole. Les autres se demanderont si l'on peut, en toute décence voter l'impôt – puisque tel est le rôle d'un parlementaire – quand on s'y soustrait. Et par-dessus le marché aspirer à la magistrature suprême, c'est-à-dire à la fonction de gardien de la loi. (...) Il y a en France des dizaines de milliers de chefs de famille, d'artisans, de petits patrons, dont la vie est brisée parce qu'ils n'ont pu payer leurs impôts. Les fanfarons de M. Tapie dans les médias constituent pour eux une insulte s'ajoutant à leurs malheurs. »

France-Inter (Pierre Le Marc) : « Faut-il que les socialistes en pleurent ? Qu'ils en rient ? Ou qu'ils prennent au sérieux cette gauche du troisième type qui menaçait hier leurs chances de victoire et vient aujourd'hui à leur secours ? Une troisième gauche instrumentée par la première, qui a échappé à son contrôle, à cent lieux de la démarche rigoureuse et morale du delorisme, affichant un populisme sans état d'âme et un cynisme politique robuste. Une troisième gauche traînant au pied le boulet sinon des affaires, du moins de l'affairisme. »

RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE

SANS MUSIQUE PAS DE FÊTE ! SANS MUSIQUE PAS DE DISCOTHEQUE...

Les musiciens, les chanteurs et les producteurs de musique participent à la création musicale et leur avenir sera de plus en plus compromis, si leur travail n'est pas justement rémunéré. Or, sans eux, pas de musique, et sans musique pas de Discothèque. Aujourd'hui, pour une soirée passée en discothèque, SEULEMENT UN FRANC environ doit être reversé aux musiciens, chanteurs et producteurs de musique (*). Cette somme de 1 franc, partagée entre



francs

les musiciens, les chanteurs et producteurs, est dérisoire, et ne saurait rémunérer leur talent à leur juste valeur. Les Discothèques doivent accepter, comme l'ont fait les autres diffuseurs de musique de reconnaître que la musique, produit d'un long travail, a un prix. Il est urgent que soit revue cette rémunération prévue par la loi, et qu'elle soit reversée par les Discothèques afin que la création vive.

(*) Actuellement 1 franc sur 60 francs dépensés au cours d'une soirée en Discothèque, (base de calcul : 1,65 % du chiffre d'affaires de la Discothèque).

pour les musiciens, chanteurs et producteurs
sur 100 francs dépensés en Discothèque, c'est vital !

spre

Société Civile Pour la Perception de la Rémunération Équitable

ÉCONOMIE

Afin de développer les communications de données

ATT s'allie au consortium européen Unisource

AMSTERDAM

de notre correspondant

« Nous sommes mariés maintenant et figurez-vous que nous sommes des gens loyaux. ATT n'entreprendra donc rien pour concurrencer l'alliance européenne annoncée aujourd'hui. » Pier Carlo Falotti, président d'ATT Europe/Moyen-Orient/Afrique est formel : le géant américain des télécommunications a définitivement choisi son partenaire sur le Vieux Continent, et celui-ci se nomme Unisource. La preuve ? Le consortium pan-européen fondé en 1992 et la multinationale américaine viennent de créer une co-entreprise active dans les services commerciaux de communication de données et de voix en Europe qui réalisera dès l'an prochain « un milliard de dollars de chiffre d'affaires », affirme Lars Berg, président du Conseil d'administration d'Unisource.

La nouvelle compagnie sera à 60 % propriété d'Unisource (qui regroupe à parts égales les télécoms suisses, néerlandaises, suédoises et espagnoles) et appartiendra à 40 % à ATT. Elle affichera 200 millions d'actifs pour plus de 2 000 salariés à travers 17 pays et pourra fonctionner dès l'agrement obtenu de la Commission européenne - lequel, affirme-t-on à Unisource, ne devrait pas poser de problème - sans doute à la mi-1995, puisqu'elle sera en fait formée de cinq unités d'opérations déjà existantes au sein des partenaires. La société qui n'a encore ni nom ni siège social, aura pour clients plus de 300 multinationales en Europe.

Quel sera son résultat d'exploitation ? Les futurs dirigeants se gardent de donner des chiffres. Tout juste sait-on qu'elle sera fortement compétitive sur un marché évalué par les analystes de Yankee Group, spécialisé dans les télécommunications, à 82 milliards de dollars par an. Par ailleurs, le président d'Unisource, Viesturs Vucins, a reconnu que la co-entre-

prise empiètera sur le terrain couvert par l'accord de coopération avec le français Sita, spécialisé dans le transport des informations destinées à l'industrie aéronautique. « Nous sommes en train de renégocier ces questions », affirme le PDG.

Suppression

des monopoles nationaux

L'alliance annoncée mardi 13 décembre au siège d'Unisource ne constitue pas le premier contact proche entre la compagnie pan-européenne qui espère attirer un chiffre d'affaires d'un milliard de florins cette année et atteindre l'équilibre financier en 1996 (contre un CA pro-forma de 500 millions et une perte de 49,6 millions en 1993), et la seconde compagnie de télécommunications du monde. Unisource et ATT coopèrent déjà en Europe au sein de l'Association des Usagers du Réseau Privé Virtuel Européen réunissant 30 des plus grandes multinationales européennes.

En outre, les deux sociétés sont présentes au capital de World Part-

ners, une collaboration d'opérateurs sur les cinq continents détenues par ATT (40 %), le japonais KDD (24 %), Unisource (20 %) et Singapore Telecom (16 %). Mais cette « troisième étape » marque une profonde évolution. Désormais de profiter de la suppression des monopoles nationaux du téléphone, programmée au 1er janvier 1998 dans l'Union Européenne, ATT avait besoin d'un partenaire sur le continent. De son côté, Unisource cherchait, depuis la fin d'un accord avec Sprint, un nouvel allié outre-Atlantique. Le rapprochement était donc logique. Ainsi, petit à petit, trois blocs imposants faisant le pont entre l'Europe et les États-Unis émergent dans le monde des télécommunications : Unisource/ATT d'un côté, France Telecom, Deutsche Telecom et Sprint de l'autre, et, enfin, British Telecom et MCI. Trois titans pour un domaine d'activités aux possibilités d'expansion qui, affirme Pier Carlo Falotti, « vont aussi loin que l'imagination le permet ».

ALAIN FRANCO

Le géant américain ne démantèlerait pas Bull privatisé

AMSTERDAM

de notre correspondant

Interrogé mardi 13 décembre sur la privatisation de Bull, en marge de la conférence de presse consacrée à l'alliance ATT-Unisource, Pier Carlo Falotti, le patron d'ATT-Europe en a profité pour faire quelques mises au point. Candidat en association avec Quadral, le holding financier de Yazid Sabeg à l'acquisition de 40 % du constructeur informatique français, ATT n'aurait pas l'intention de démanteler Bull, a indiqué M. Falotti. « Nous

voulons transformer la compagnie, l'utiliser sur de nouveaux marchés à la croisée de deux activités que nous connaissons bien : les logiciels, l'informatique et les télécoms », a affirmé le président d'ATT-Europe. La proposition du tandem ATT/Quadral ne peut s'assimiler à une OPA hostile, comme le déclarent les dirigeants du groupe informatique français. « Nous n'avons fait que répondre aux appels », a indiqué M. Falotti. « De toute façon le leader de l'opération est Quadral », a-t-il ajouté.

A. F.

des marchés latino-américain et européen, contre 1 % de celui du Japon.

FISCALITÉ La Maison Blanche favorable à une réduction d'impôts pour la classe moyenne

La Maison Blanche a fait un pas, lundi 12 décembre, vers une réduction d'impôts pour la classe moyenne, en annonçant ainsi des gages à droite pour prendre de vitesse un Congrès républicain favorable à une telle mesure. « Tout ce que nous entreprenons dans le sens d'une réduction d'impôts visera les familles de la classe active moyenne du pays », a déclaré le secrétaire général de la Maison Blanche, Leon Panetta, sur la chaîne de télévision CBS. Répondant aux républicains, qui jurèrent de mettre à droite pour prendre de vitesse le président Bill Clinton avait déclaré dimanche qu'il entendait lui aussi proposer une telle réduction, « pourvu que le pousse la finance », avait-il ajouté.

INTÉRIM Le PROMATT et les entreprises d'insertion s'allient pour lutter contre l'exclusion

L'une des deux organisations patronales de l'interim, le PROMATT (syndicat des professionnels du travail temporaire), a signé un accord, lundi 12 décembre, avec le Comité national des entreprises d'insertion (CNEI), qui regroupe 400 entreprises d'insertion. Cet accord expérimental, conclu pour une durée d'un an, vise à rapprocher les deux entités pour lutter plus efficacement contre l'exclusion sociale des personnes en difficulté. Il devrait permettre des actions communes, localement, afin de réaliser des parcours individualisés d'insertion. Appelé à veiller au respect d'une déontologie, le texte prévoit également

que les entreprises d'interim d'insertion seront représentées par le PROMATT dans les instances professionnelles. Cette initiative intervient alors que les députés viennent de permettre aux associations intermédiaires de pratiquer l'activité de travail temporaire (Le Monde du 13 décembre).

UNION EUROPÉENNE La Commission de Bruxelles renonce à faire des propositions sur la TVA

La Commission européenne a renoncé à faire des propositions, avant la fin de l'année, sur le régime définitif de la TVA de l'Union qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1997, a annoncé, mardi 13 décembre, un de ses porte-parole. « A ce stade, des propositions sur le régime définitif risqueraient d'être rejetées par une grande majorité d'Etats membres », a estimé, dans un communiqué, le commissaire européen à la fiscalité, Christiane Scrivener. Celle-ci a préféré entamer une concertation avec les Etats membres en publiant, d'ici la fin mars 1996, un livre vert sur la TVA. Ce document définira les orientations de la Commission et lancera la discussion au sein du Conseil des ministres.

TIERS-MONDE La dette extérieure atteint 8 800 milliards de francs à la fin 1993, selon l'OCDE

La dette extérieure des pays en développement atteignait à la fin 1993, 1 629 milliards de dollars (8 800 milliards de francs), soit 75 milliards de dollars de plus que l'année précédente, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Un groupe de dix pays asiatiques et latino-américains à croissance très rapide, conduit par la Chine, la Thaïlande, le Mexique et l'Argentine, a vu sa dette augmenter rapidement. Le Japon a continué d'être, en 1993, le principal pays créancier du tiers-monde.

Après son élection à la présidence du CNPF

M. Gandois veut « revigorer les rapports contractuels avec les syndicats »

Elu sixième président du CNPF, Jean Gandois a présenté, mardi 13 décembre, lors d'une conférence de presse, la nouvelle orientation du patronat français. Il a aussi esquissé les grandes lignes des orientations qu'il entend mettre en œuvre pour faire du CNPF un « acteur crédible dans la société française ».

Jean Gandois n'est pas un contemptif. A peine prend-il le temps de s'exprimer sur le score qui l'a porté le 13 décembre à la présidence du Conseil national du patronat français, avec 89 % des suffrages exprimés et 75 % des inscrits. Il passe rapidement aux raisons du redécoupage de l'exécutif du CNPF et des nominations qu'il y a décidées (le Monde du 12 décembre). Il ne serait pas sérieux de trop s'apitoyer sur l'heure sur les projets du candidat Gandois : il lui est d'abord nécessaire de peaufiner ses projets et de les faire avaliser par le CNPF tout entier. « A quoi servirait-il de vouloir diminuer les charges des entreprises si nous ne disions pas comment ? » Car il faudra « avoir le courage de ses opinions » pour faire de l'organisation patronale « un acteur crédible dans la société française ».

Des assises pour le patronat

Le nouveau président campe sur des positions « fondamentales » : à propos des relations sociales, il se dit « farouche partisan » d'un « redéploiement des rapports sociaux ». Il jure qu'il n'a aucunement l'intention de biter son projet « sur la ruine des syndicats ». S'il estime que l'organisation du temps de travail et les salaires, par exemple, doivent être négociés au niveau des entreprises, il veut aussi « revigorer les rapports contractuels avec les organisations syndicales ».

Deuxième conviction : l'ouverture sur l'Europe et sur le monde. « Je ne vois pas d'alternative à la construction européenne », déclare-t-il. L'élargissement de l'Union européenne et ses extensions possibles à l'Est posent pourtant des questions économiques et sociales où se jouent les intérêts des entreprises françaises. Nous ne pouvons accepter d'importer quoi. Il ne voit pas non plus comment nous pourrions défendre je ne sais quel protectionnisme sans mettre en cause la prospérité mondiale et même la paix. Il contribuera donc à bâtir un commerce international libre mais loyal. Interrogé sur l'actualité, Jean Gandois ne se départ pas d'une certaine concision. La fin de la candidature de Jacques Delors ? Le président du CNPF ne prendra pas position sur

les candidats. Il veut pouvoir approuver ou critiquer tout point des programmes en présence.

PSA et Renault qui suppriment des emplois se comportent-elles comme des entreprises « citoyennes » ? « Le premier devoir d'une entreprise est de survivre. Vaut-il mieux réduire ses effectifs de 1 500 emplois pour en sauver beaucoup plus ou aller à la catastrophe ? » Pourquoi refuse-t-il la présidence de la société belge Cockerill-Sambre ? « Cela m'apporte énormément. Je ne vois jamais les choses depuis Paris, mais à partir du terrain et de l'étranger. » Est-il d'accord avec l'idée d'une suspension du financement des partis politiques par les entreprises ? « Le CNPF a pris cette position qu'il faudra approfondir et compléter car nous devons rétablir une déontologie et en finir avec la suspicion jetée sur l'entreprise et sur l'État ».

Non, Jean Gandois ne croit pas à une prochaine hausse des taux d'intérêt. Oui, il espère organiser des assises du patronat après l'élection présidentielle. Oui, il s'efforcera de créer des « climats qui pourraient favoriser des comportements d'« embauche » chez les patrons. Oui, la reprise est là, mais « disparate et mal répartie ». A Nicole Notat qui, au nom de la CFDT, propose de négocier la répartition des fruits de la reprise entre salaires et emplois, il répond qu'on en est encore aux bourgeois et qu'il faudra aussi discuter des « nécessaires adaptations des performances » des entreprises.

Jean Gandois est un homme d'action pas un diplomate, un homme de terrain et pas de salon. Il ne faut donc pas s'étonner que, à aucun moment, il n'évoque le nom de son prédécesseur, François Perrot, ou celui de son rival malheureux, Jean-Louis Giral. Ni fleurs ni couronnes.

ALAIN FAUJAS

LA CFDT ET LA CFTC veulent rencontrer le nouveau président. — Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, et Alain Deleu, président de la CFTC, ont écrit, mardi 13 décembre, à Jean Gandois, nouveau président du CNPF, pour obtenir des rendez-vous dans de brefs délais. Dans sa lettre, la CFDT réclame « sa demande d'ouverture de négociations au niveau des branches, sur la réduction et l'aménagement du temps de travail dans la perspective de bâtir de nouvelles garanties collectives, de développer l'emploi et de favoriser l'insertion ». Quant à la CFTC, elle demande à M. Gandois de « mettre en avant l'esprit de participation plutôt que les récriminations perpétuelles sur les charges sociales ».

Dix vice-présidents

Jean Gandois sera secondé par dix vice-présidents exécutifs, nommés mardi 13 décembre, chargés de diriger les différents comités du CNPF :

- Président de la commission « progrès des entreprises » : Pierre Bellon, 64 ans, PDG de la Sodexo.
- Président de la commission sociale : Arnaud Leenhardt, 65 ans, président de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et président du conseil de surveillance de Vallourec.
- Président de la commission « formation » : Bruno Lacroix, 51 ans, président de l'Union patronale Rhône-Alpes et PDG de la société Aides.
- Président de la commission « moyennes et petites entreprises » : Martine Clément, 51 ans, présidente de la Fédération des industries mécaniques et PDG de la société Galvanoplastie Industrielle.
- Président de la commission des affaires économiques générales et prospective : Denis Kessler, 42 ans, président de la Fédération française des sociétés d'assurance.
- Président de la commission des affaires financières et fiscales : François Henrot, 45 ans, président du directoire de la Compagnie bancaire.

45 ans, président du directoire de la Compagnie bancaire.

• Président de la commission des affaires internationales et chargé de la coordination des affaires européennes : Alain Joly, 68 ans, directeur général d'Air Liquide.

• Président de la commission de l'action territoriale : Jean-Louis Tourret, 51 ans, président de l'Union patronale des Bouches-du-Rhône et directeur de l'entreprise Tourret.

• Chargé de la citoyenneté de l'entreprise : Jacques Dermande, 56 ans, président du Conseil national du commerce et PDG de Tapia et moquettes de France.

• Chargé du développement et de l'évolution de l'organisation professionnelle : Victor Scherrer, 52 ans, président de l'Association nationale des industries agroalimentaires et président du comité de conseil européen de Grand Metropolitan.

M. Gandois a aussi désigné cinq personnalités qualifiées au sein du conseil exécutif : Pierre Guillen, vice-président délégué de l'UIMM, Ernest Antoine Seillière, président sortant de la commission économique, Emmanuel d'André, PDG des Trois Suisses, ainsi que François Henrot et Alain Joly.

La fiabilité des puces Pentium d'Intel n'est mise en cause que par le numéro un de l'informatique

IBM est pour le moment peu suivi dans sa mise en cause spectaculaire de la fiabilité des puces Pentium d'Intel (Le Monde du 14 décembre). Le constructeur informatique américain avait annoncé lundi 12 décembre qu'il stoppait ses livraisons de microordinateurs comportant ce microprocesseur. Microsoft, numéro un mondial des logiciels, a réaffirmé mardi 13 décembre dans un communiqué sa confiance à Intel, fabricant du microprocesseur Pentium. Microsoft, ainsi que Lotus, autre éditeur de logiciels, ont toutefois proposé des modifications à certains de leurs programmes pour éviter d'avoir recours à la partie défectueuse du Pentium. Microsoft explique vouloir répondre ainsi à « l'inquiétude des consommateurs ».

De son côté, le constructeur informatique japonais NEC a indiqué mercredi 14 décembre qu'il continuerait à commercialiser des ordinateurs personnels munis d'un microprocesseur Pentium aussi longtemps qu'une version de remplacement ne sera pas disponible. NEC s'est toutefois engagé à remplacer ce composant aux utilisateurs qui en feront la demande.

Opposée à la baisse volontaire des salaires

La CGT d'IBM-France perd son assignation en référé

La CGT a perdu une manche judiciaire contre la direction d'IBM-France, mardi 13 décembre. Son assignation en référé de la direction d'IBM-France, après l'envoi à chaque salarié d'une lettre recommandée proposant une baisse salariale, n'a pas été jugée recevable par le tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine). La section CGT d'IBM-France compte faire appel de cette décision. Le tribunal de Nanterre semble avoir pris en compte le très faible taux des réponses des salariés d'IBM aux propositions de la direction, 800 lettres sur 14 000 salariés, soit moins de 5 % des effectifs au vu du dispositif de consultation du personnel prévu par la direction.

Au mois de novembre, la direction d'IBM avait demandé à chaque salarié d'accepter une baisse de salaires afin de participer à l'effort de redressement de l'entreprise. En l'absence de réponse dans un délai d'un mois, l'entreprise considérait qu'il y avait accord tacite du salarié. L'ensemble des syndicats (CFE-CGC, CFDT, CGT, FO, CFTC) s'étaient élevés contre cette clause.

سكس ان النزل

ECONOMIE

FINANCES

Tandis que les taux d'intérêt repartent à la hausse

Le franc pâtit du renoncement de M. Delors

Les ondes de choc provoquées par le renoncement de Jacques Delors à sa candidature à l'élection présidentielle dépassent la France. Elles s'étendent à l'extérieur de nos frontières, où les milieux financiers internationaux ont immédiatement mis notre pays en examen. Ils ont fait monter la prime de risque, d'abord sur le franc, ce qui est sans réelle importance, et ensuite, sur les taux d'intérêt, avec davantage de conséquences.

Sans doute, le cours du mark à Paris a monté, dépassant 3.4460 francs mardi 13 décembre contre 3.4380 la veille. Mercredi 14 décembre, le franc se reprenait très légèrement et s'échangeait en début de journée autour de 3.4450 contre un mark. La devise française se retrouve au plus bas depuis la crise de l'été 1993. Mais, à cette époque, son cours avait atteint 3.5480 francs, ce qui n'est pas le cas actuellement, loin de là, et les conditions sont changées : l'économie française est en reprise, et, surtout, le franc est notoirement sous-évalué par rapport à la devise allemande, de sorte que l'attaquer serait à la fois coûteux et voué à l'échec.

A l'heure actuelle, le véritable juge de paix ce sont les taux d'intérêt et ces derniers se tendent significativement. A court terme (trois mois), l'écart avec les taux allemands est passé de 0,55 % à 0,82 %, et même 1 % à l'échéance juin 1995 sur le marché à terme (7,07 % contre 6,07 % à Francfort). Sur le long terme, l'augmentation du rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans, a été accélérée par le creusement de l'écart avec l'Allemagne : 0,58 % contre 0,49 % à la veille du dernier week-end. Les taux français à dix ans sont passés de 8,01 % lundi à 8,12 % mardi soir. Sur le Matif, le contrat Notional décembre a perdu dans le même temps 70 centimes à 111,58.

L'étranger a peu goûté le retrait dans la course présidentielle de M. Delors, solide défenseur du franc et du traité de Maastricht, et il a encore moins apprécié la remise en selle de M. Chirac dont l'allusion à « un vrai changement » n'est pas de nature à le rassurer, pas plus que ses propos sur la monnaie, l'inflation, et la réduction du déficit budgétaire qui, pour lui, ne paraissent plus avoir vraiment la priorité. Sans doute

M. Chirac s'est-il déjà efforcé d'atténuer la vivacité de ses déclarations, mais, ce faisant, il passe toujours, aux yeux de l'étranger, pour une girouette pas vraiment fiable en qui on ne peut pas avoir confiance. Tout le contraire d'Edouard Balladur. Tel est le sens des mouvements qui se produisent sur les marchés depuis dimanche soir et qui, vraisemblablement, annoncent de longs mois d'inquiétudes et d'incertitudes.

« Les marchés se posent aujourd'hui clairement des questions sur l'avenir et la solidité de l'axe franco-allemand », explique un analyste. « Une telle interrogation avait provoqué durant l'été 1993 un éclatement du SME. L'annonce d'une candidature d'Edouard Balladur et surtout un engagement ferme de sa part sur l'Europe pourrait toutefois calmer les attaques contre le franc et rassurer les marchés de taux », conclut-il.

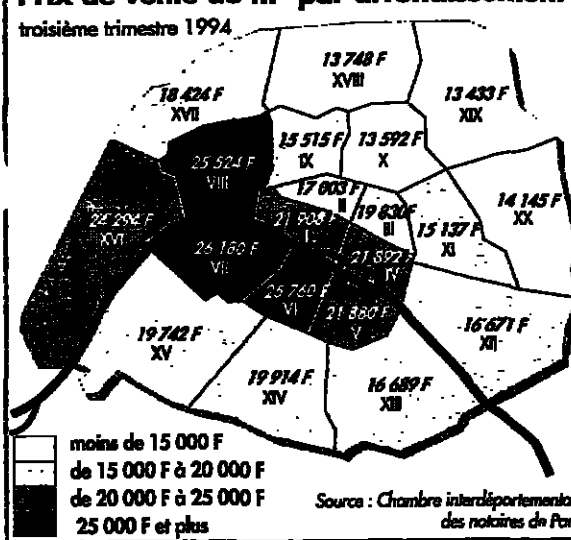
FRANÇOIS RENARD

LOGEMENT

Nouveau fléchissement du marché immobilier parisien

Le prix du mètre carré des appartements parisiens s'est établi à 18 239 francs au troisième trimestre 1994, soit une hausse de 1,92 % en trois mois. Cette reprise ne permet pas de gommer les reculs des autres trimestres : en un an, la baisse est de 1,4 %. En présentant ces résultats, mardi 13 décembre, les notaires parisiens ont manifesté leur préoccupation face à l'évolution des transactions ces dernières semaines : « Depuis l'été en proche couronne et depuis la rentrée à Paris, on assiste à une détérioration sensible de la situation du marché », ont-ils expliqué. « A Paris, la chute des transactions du quatrième trimestre sur le trimestre précédent pourrait dépasser 10 % en données corrigées des variations saisonnières », mouvement qui ramènerait à 10 % la croissance du rythme des transactions à Paris en 1994, en chiffres CVS.

Prix de vente du m² par arrondissement



Licencié quelques heures auparavant

Le directeur de la Bourse d'Oslo met fin à ses jours

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

Directeur de la Bourse d'Oslo depuis 1977, Erik Jarve s'est donné la mort, dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 décembre, dans sa maison de campagne située dans le Telemark. Quelques heures plus tôt, il avait été congédié avec effet immédiat par son conseil d'administration. Les raisons du licenciement devaient en principe rester confidentielles dans l'attente des conclusions de l'enquête, mais le suicide a conduit les autorités à en révéler rapidement les motifs qui n'ont rien à voir avec quelque délit d'initié.

Erik Jarve aurait d'abord été obligé, au mois de mars, une filiale de la Bourse à embaucher son fils - bien qu'il n'ait pas les qualifications requises - et à financer des cours de formation personnels sans rapport avec cet emploi. Il aurait ensuite, dans les négociations commerciales avec l'entreprise britannique Logica, sur la fourniture d'un nouveau système informatique d'une valeur de 50 millions de couronnes (environ 40 millions de francs français) à la Bourse norvégienne, « exigé » un poste, tous les jours pour son fils âgé de vingt-cinq ans, au siège de la société à Londres. Celle-ci aurait ainsi discrètement majoré son offre d'environ 300 000 couronnes (250 000 francs).

Selon la présidente du conseil d'administration de la Bourse, Elisabeth Wille, Erik Jarve a reconnu

les faits lors des deux réunions tenues, lundi à Oslo, à propos de cette affaire mais « rien dans son comportement ne laissait penser, dit-elle, qu'il allait quelques heures plus tard mettre fin à ses jours ». Apparemment, le fils n'était pas au courant des irrégularités commises par son père.

« Au-dessus de tout soupçon »

Ce suicide a consterné le monde financier norvégien au sein duquel Erik Jarve, cinquante ans, était une personnalité respectée, « au-dessus de tout soupçon ». Il était entré à la Bourse, comme employé, en 1969. Huit ans plus tard, il en devenait le commissaire, autrement dit le directeur - le plus jeune à ce poste dans les pays occidentaux. De l'avis général, il aura réussi, ces dix dernières années, à moderniser et informatiser rapidement l'établissement tout en en renforçant ses règles éthiques. Il s'était employé également à développer la coopération entre les marchés boursiers nordiques et à faire d'Oslo l'une des principales places financières internationales pour les transactions concernant le commerce maritime.

Erik Jarve commentait souvent à la télévision norvégienne les fluctuations de la conjoncture économique et confiait récemment encore au quotidien *Aftenposten* qu'il ne possédait personnellement ni actions ni obligations et qu'il avait placé ses économies « à la banque ».

ALAIN DEBOVE

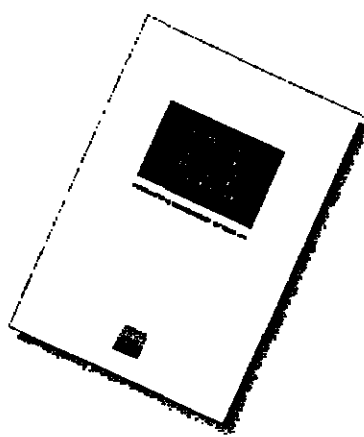
S'il peut « disposer des actions du groupe bancaire CIC »

Le GAN pourrait être privatisé en 1996

La privatisation de la compagnie d'assurance publique GAN « pourrait avoir lieu en 1996 si le GAN a suffisamment de marge de manœuvre », et peut notamment « disposer des actions du groupe bancaire CIC », a déclaré son président Jean-Jacques Bonnaud dans une interview publiée mardi 13 décembre par l'Agefi. « Si l'Etat nous le permet, cet horizon de mise

sur le marché ne me paraît pas déraisonnable », a-t-il ajouté. Après une perte nette consolidée d'environ un milliard de francs attendue en 1994, M. Bonnaud espère toujours que le résultat consolidé 1995 du GAN « sera voisin de l'équilibre », grâce à des cessions, à l'amélioration de la gestion, aux résultats techniques de l'assurance et à l'augmentation du bénéfice du CIC.

EN PRÉPARANT UNE DISCUSSION, ON LA REND PLUS CONSTRUCTIVE. VOICI LE NOUVEAU GUIDE SICAV ET FCP DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.



Disponible sur simple demande dans toutes nos agences, que vous soyez client ou non, ce guide fait le point chaque trimestre sur la centaine de SICAV et FCP de la Société Générale. Les informations qu'il contient se veulent claires, précises, utiles. Préparée ainsi en toute connaissance de cause, votre prochaine discussion ira droit à l'essentiel et n'en sera que plus enrichissante.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Espaceco

Annonces, optimisez vos achats d'espace :
- par le 36 17 Espaceco
- par l'audit « Pascal »
- par la formation à la loi Sapin

Pour connaître nos références :
Tél. 48 75 44 78
Fax 48 75 48 55

Chaurich's

sangriff

Le Cuir dans toutes ses formes au meilleur prix !
2, rue Chaurich's
92000 Nanterre

VIE DES ENTREPRISES

L'ouverture du capital de la compagnie aérienne

Air France est évaluée à 3,6 milliards de francs

L'ouverture du capital de la compagnie Air France à ses actionnaires arrive dans sa dernière ligne droite. L'entreprise connaît, enfin, depuis mardi 14 décembre, le prix de l'action. Il s'élève à 78 francs et se fonde sur une estimation de la compagnie à 3,6 milliards de francs. Air France vaut donc à peine plus qu'Air Inter, estimée récemment à 3,3 milliards. Il est vrai que les deux compagnies sont dans des situations financières tout à fait

différentes. La première, qui a perdu 8,5 milliards de francs en 1994, fait l'objet d'un plan de redressement dont on ignore s'il parviendra à remettre sur pied l'entreprise. La seconde présente, pour l'heure, une santé financière saine avec un endettement très faible.

La commission de privatisation a intégré dans la valorisation d'Air France le versement d'une première tranche de 10 milliards de francs. L'évaluation a fait

l'objet d'un débat entre l'Etat, représenté par Indosuez, et les dirigeants de l'entreprise, assistés par la banque Lazard. L'Etat, majoritaire dans la compagnie à travers le holding Groupe Air France, avait intérêt à une valorisation la plus élevée possible. En revanche, Air France, qui a ouvert son capital à hauteur de 20 % au personnel en contrepartie de réductions de salaires (*Le Monde* du 16 décembre), souhaitait une évaluation plus faible. Les salariés

ont jusqu'au 22 décembre pour faire connaître leurs intentions. Cet appel à l'actionnariat volontaire représente un pari important pour les dirigeants d'Air France, à la fois économiquement, puisqu'elle permet de réduire immédiatement les charges de la compagnie, et symboliquement car elle suppose l'adhésion des personnels au moment où on leur demande des sacrifices importants.

M. L.

Grâce à System One

Le procédé de réservation Amadeus s'implante aux Etats-Unis

Amadeus, l'un des principaux systèmes de réservation électronique européens détenus à parité par Air France, Iberia, et Lufthansa, s'implante aux Etats-Unis. Il va créer une contrepartie avec la compagnie américaine Continental Airlines et EDS, spécialisé dans la technologie des bases de données, a-t-il annoncé mardi 13 décembre. L'objectif de cette société commune est d'exploiter System One, le système de réservation de la compagnie aérienne américaine.

Amadeus cherche de longue

date à s'implanter sur le marché américain. Un rapprochement avec le premier système de réservation mondiale, Sabre, filiale d'American Airlines, avait échoué en octobre 1991. Depuis, Amadeus avait passé un accord avec le système de réservation américain, Worldspan, visant à s'autoriser mutuellement à accéder pour information à leur dossier passager, mais sans aller au-delà. L'accord avec Continental et EDS met évidemment un terme aux pourparlers avec Worldspan.

Avec System One, Amadeus va

pouvoir accéder à 7 000 agences de voyage américaines. La société commune qui exploitera le système de réservation américain aura pour actionnaire à parts égales Continental, Amadeus et EDS. L'accord définitif est prévu dans les premiers mois de 1995 et aucun détail financier ou opérationnel n'est disponible pour l'instant, note Amadeus. Toutefois, on n'exclut pas que Continental Airlines prenne une participation dans le système de réservation européen, à terme.

M. L.

Pour ententes sur les prix et partages de marchés

Le conseil de la concurrence pourrait infliger de lourdes amendes aux principaux groupes français de BTP

Le conseil de la concurrence pourrait sanctionner sévèrement une cinquantaine d'entreprises de bâtiment-travaux publics, dont Bouygues et les filiales BTP de la Générale des eaux et de la Lyonnaise des eaux, qui se sont rendus coupables d'ententes sur les prix et de partages des marchés, selon l'édition du mercredi 14 décembre du *Canard enchaîné*.

Le conseil de la concurrence, autorité administrative indépen-

dante, qui a signifié vingt-sept griefs aux entreprises concernées n'aurait pas été convaincu par les réponses des groupes. Il s'apprête à réclamer, dans son rapport définitif, de lourdes amendes pouvant atteindre 200 millions de francs, soit les plus importantes jamais infligées en France pour des faits semblables. Dès 1988, selon le *Canard*, « les principales entreprises du BTP se sont concertées

en vue de se répartir les travaux des différents TGV », et ce « avec la complicité de certains responsables de la SNCF ». L'enquête du conseil montre aussi, qu'en matière de construction de ponts, les groupes se sont entendus sur les prix avant les appels d'offres et ont présenté des offres bien supérieures aux estimations des fonctionnaires ou des experts (*Le Monde* du 16 novembre).

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

MANAGEMENT

L'ORÉAL : M. Meyers succède à André Bettencourt au poste de vice-président du conseil d'administration. - Jean-Pierre Meyers a été nommé, mardi 13 décembre, vice-président du conseil d'administration de L'Oréal. Il succède ainsi à André Bettencourt (soixante-quinze ans), sénateur et membre de l'Institut, qui a souhaité être déchargé de ses fonctions pour des raisons d'âge, indique, mardi 13 décembre, un communiqué du groupe. Jean-Pierre Meyers, administrateur depuis 1987, est le gendre de M. et M^{me} Bettencourt. Il représentera désormais la famille Bettencourt au conseil d'administration. Le groupe

de cosmétique est contrôlé à 53,65 % par le holding familial Gesparal, lui-même détenu à 51 % par la famille Bettencourt. André Bettencourt demeure président de Gesparal.

LANVIN : Gilles Weil remplace Loïc Armand à la présidence. - Loïc Armand quitte la présidence de Jeanne Lanvin SA, qui sera désormais assurée par Gilles Weil, vice-président de L'Oréal et directeur général de la division parfums et beauté, a annoncé L'Oréal, mardi 13 décembre. Gérard Assaria, qui était jusqu'en septembre président du directoire des publications Condé-Nast SA (*Vogue Hommes, Glamour*) en France, sera nommé directeur général de Jeanne Lanvin SA. Depuis l'été, L'Oréal détient 66 % de Lanvin, 34 % appartenant à Orofi, holding financier de la famille Vuitton. M. Armand, qui a redressé la maison de luxe, se verra prochainement confier « de nouvelles et importantes fonctions au sein de L'Oréal », selon un communiqué du groupe.

REVERS

RHÔNE-POULENC-RORER : refus du médicament Taxotère par des experts américains. - Les experts de la FDA (Food and Drug Administration) ont recommandé, mardi 13 décembre, de ne pas autoriser le Taxotère, un médicament anticancéreux mis au point par Rhône-Poulenc-Rorer (RPR) qui est présenté par ce groupe comme son produit le plus prometteur. Ils ont estimé que cette firme devrait compléter ses tests en cours pour déterminer plus précisément les effets secondaires du Taxotère. La FDA n'est pas obligée

de se conformer à cet avis, mais bien souvent elle suit les recommandations des experts. La réaction a été immédiate à Wall Street où RPR a chuté de 6,1 % à 38,7 dollars. Le revers de cet anticancéreux va conforter l'avance de son concurrent, le Taxol, de Bristol Myers Squibb (BMS), déjà commercialisé aux Etats-Unis.

CONTENTIEUX

GAZ DE FRANCE déterminé à stopper le « mauvais procès » engagé par les pétroliers. - Gaz de France est déterminé à stopper le « mauvais procès » engagé par les distributeurs de fioul, qui ont accusé l'établissement public de concurrence déloyale, et entend répondre point par point à leurs « allégations erronées », a indiqué, mardi 13 décembre, Pierre Moulié, directeur commercial de GDF. « Nous ne souhaitons pas engager une polémique mais la coupe est pleine. On nous fait un mauvais procès sur de mauvais documents, ce qui a été dit est inacceptable, nous ne pouvons pas laisser passer cela », a-t-il déclaré en précisant que GDF engagera toutes les suites juridiques qui s'imposent. Première contre-attaque de GDF, après la conférence de presse de trois fédérations de pétroliers le 6 décembre, l'assignation lundi de l'association Chauffage Fioul devant le tribunal de grande instance de Nanterre pour publicité mensongère et atteinte au droit de la concurrence. D'autres actions pourraient suivre, notamment sur les pratiques commerciales, la rémunération des intermédiaires, les remises et rabais exceptionnels faits par ses concurrents.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 14 décembre • Reprise

Après une légère hésitation en début de journée, la Bourse de Paris a repris de l'altitude mercredi 14 décembre dans un marché qui restait très calme. En repli de 0,07 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 effaçait une heure plus tard un gain de 0,73 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises s'inscrivaient toujours en progression, de 0,51 % à 1226,92 points. Le montant des transactions avoisinait 1,2 milliard de francs sur le marché à règlement mensuel, dont 520 millions pour les seules valeurs du CAC 40.

Les marchés obligataires européens, faibles à l'ouverture, se repré-

américains en novembre et augmenté de 0,5 %, soit un chiffre conforme aux attentes. En revanche, les ventes au détail ont augmenté de 1,2 %, contre une hausse de 0,5 % escomptée. Ces statistiques contradictoires ont créé une certaine confusion à Wall Street où le Dow Jones a cédé 0,06 %. Les opérateurs attendent désormais pour mercredi la publication de l'indice des prix au détail.

A Paris, le titre Rhône-Poulenc ressortait de 2 % à 122 francs, à la suite du vif recul de Rorer mardi aux Etats-Unis après la décision du comité de la Food and Drug Administration (FDA) de bloquer la diffusion d'un médicament anti-cancéreux. Les échanges portant déjà sur 250 000 titres. Parmi les titres faisant l'objet d'échanges importants, on relève la Compagnie bancaire ainsi qu'Euro Disney. Ce dernier titre progressait après l'annonce d'une baisse de 20 % des prix d'entrée au parc de loisirs.

NEW-YORK, 13 décembre • Effrètement

Wall Street a terminé en légère baisse mardi 13 décembre à l'issue d'une séance irrégulière, les opérateurs ne sachant pas comment interpréter les derniers indicateurs montrant la persistance d'une croissance soutenue avec une inflation toujours maîtrisée. Cette confusion a empêché la grande Bourse new-yorkaise de bénéficier du net recul des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 3,05 points, à 3 715,34 points, soit un repli de 0,08 %. Cinq cent 207 millions d'actions ont été échangées.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, recule à 7,85 % en fin d'après-midi contre 7,93 % lundi soir. Le marché obligataire a bien réagi à l'annonce que l'indice des prix de gros a progressé comme prévu de 0,5 % en novembre, et surtout que l'indice de base (hors alimentation et énergie) a augmenté de 0,1 % contre 0,4 % attendu. La progression de 1,2 % des ventes de détail en novembre, nettement supérieure aux prévisions

(+0,5 %) ne semble pas avoir beaucoup inquiété les investisseurs.

VALEURS	Cours du 12 déc.	Cours du 13 déc.
Alcoa	38 1/4	38 3/8
Allied Signal Inc.	31 3/8	31 1/2
American Express	48 1/2	48 1/2
AT&T	48 1/2	48 1/2
Bathlehem Steel	17 1/8	17 1/8
Bell	42 1/2	42 1/2
Boeing	51 1/2	51 1/2
Caterpillar Inc.	43 3/8	43 3/8
Coca-Cola	40 1/2	40 1/2
DuPont	42 1/2	42 1/2
DuPont de Nemours	53 1/2	53 1/2
Eastman Kodak	62 1/4	62 1/4
Exxon	62	62
General Electric	47 3/8	47 3/8
General Motors	37 1/2	37 1/2
Goodyear Tire	32 1/4	32 1/4
IBM	70 1/2	70 1/2
International Paper	52 1/2	52 1/2
Margen L.P.	58 3/8	58 3/8
McDonald's	142 1/2	142 1/2
Merck and Co.	37 1/2	37 1/2
Millennium Mining	32 3/4	32 3/4
Philip Morris	59 3/4	59 3/4
Pfizer & Glaxo	62	62
Sears Roebuck and Co.	44 1/2	44 1/2
Tesla	32 1/2	32 1/2
United States	38	38
United Tech.	88 3/4	88 3/4
Westinghouse El.	12 1/4	12 1/4
Westinghouse	12 1/4	12 1/4

LONDRES, 13 décembre • Redressement

Après être tombée dans le rouge à la mi-séance avec les marchés obligataires et à terme, la Bourse de Londres s'est redressée mardi 13 décembre en fin de journée, encouragée par l'ouverture en hausse de Wall Street. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 3 points (0,09 %) à 2 948,4 points. Environ 513,4 millions de titres ont été échangés, contre 574 millions la veille.

La tendance avait été affaiblie en milieu de journée par l'enquête mensuelle sur les tendances de distribution de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), qui a relevé une légère progression des ventes de détail en novembre mais a laissé

apparaître que les ventes de Noël débutaient faiblement. Mais la légère hausse de Wall Street après l'annonce d'une hausse inférieure aux prévisions de l'indice des prix à la production en novembre aux Etats-Unis a ensuite soutenu la tendance.

VALEURS	Cours du 12 déc.	Cours du 13 déc.
Allied Lyons	4 01	4 03
BP	2 78	2 78
BT	2 78	2 78
Calsonic	2 78	2 78
Glaxo	2 78	2 78
GLS	2 78	2 78
ICI	2 78	2 78
Imperial	2 78	2 78
ITV	2 78	2 78
Unilever	2 78	2 78

TOKYO, 14 décembre • Progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse mercredi 14 décembre, dans un marché soutenu dès la matinée par des achats effectués notamment par l'assureur Dai-ichi Mutual Life Insurance. L'indice Nikkei a progressé de 58,01 points, soit 0,30 %, à 19 531,49 points. A part Dai-ichi, les acheteurs n'ont pas été très actifs, peu motivés par un marché dépourvu d'éléments nouveaux.

VALEURS	Cours du 13 déc.	Cours du 14 déc.
Bridgepointe	1 540	1 550
Canon	1 680	1 700
Fuji Bank	2 050	2 060
Honda Motor	1 650	1 660
Mitsubishi Bank	1 570	1 580
Mitsubishi Heavy	715	714
Sony Corp.	5 400	5 380
Toyota Motors	2 070	2 060

CHANGES

Dollar : 5,4147

Le dollar se repliait, mercredi matin à l'ouverture du marché des changes parisiens, à 5,4147 francs contre 5,4230 francs la veille au soir (cours indicatif de la Banque de France). Le Deutschemark progressait à 3,4472 francs, contre 3,4377 francs mardi soir (cours Bdf).

FRANCFORT	13 déc.	14 déc.
Dollar (en DM)	1,5704	1,5702
TOKYO	13 déc.	14 déc.
Dollar (en yens)	100,17	100,38

MARCHÉ MONÉTAIRE	(offerts privés)
Paris (14 déc.)	5 516 % - 5 1132 %
New-York (13 déc.)	5 716 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

S.R.I.	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	5,4140	5,4130	5,4185	5,4130
Deutschemark	6,5628	6,5646	6,5653	6,5652
Franc suisse	4,0777	4,0889	4,0894	4,0896
Lire italienne (1000)	3,3687	3,3684	3,3705	3,3681
Livre sterling	8,4877	8,4821	8,4816	8,4808
Peseta (100)	4,0852	4,0855	4,0852	4,0857

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

S.R.I.	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	6 1/16	6 3/16	6 5/16	6 7/16	6 7/8	7
Deutschemark	2 1/4	2 3/8	2 1/4	2 3/8	2 3/8	2 7/16
Franc suisse	5 9/16	6 1/8	5 1/2	5 5/8	5 9/16	5 11/16
Lire italienne (1000)	3 7/8	4	4	4 1/8	4 1/8	4 1/8
Livre sterling	8 7/8	9 1/8	9 3/16	9 7/16	9 3/4	9 1/2
Peseta (100)	6 1/16	6 3/16	6 1/16	6 3/16	6 1/16	6 1/16
Primes françaises	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV UNIVAR

- Orientation : monétaire franc
- Durée de placement : 3 mois à 2 ans
- Valeur liquidative au 30.11.1994 : 279 F

Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Univar sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mardi 10 janvier 1995 à 16 h 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1994.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Change tout le com de UNIVAR sur SICAV COUTR TEL : 36.68.56.35 • Code : 15 (3 mois par an)

SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

BOURSE EN DIRECT 3614 0,37%/Min. 3615 0,99%/Min.

MOINS CHER PLUS RAPIDE GESTION DE PORTEFEUILLE COURSES INTRADAY

صكنا من الامل

صبرنا من الاله

BOURSE DE PARIS DU 14 DÉCEMBRE

Liquidation : 23 décembre
Taux de report : 5,50

Devenir

Cours

Devenir

%

VALEURS

01/05/94

83F-GDF-PE

628

+0,22

30/07/94

B.M.F. (T.P.)

102

+0,15

22/01/94

Cyromon (T.P.)

90

-0,03

19/07/94

Renault (T.P.)

186

+0,06

01/05/94

Renault (T.P.)

186

+0,06

15/07/94

Saint Gobain (T.P.)

200

+0,05

01/05/94

Sanofi S.A. (T.P.)

100

0,00

22/01/94

Accor

579

+0,17

01/05/94

Accor

579

+0,17

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

22/01/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

01/05/94

Alcatel Alcatel

481,50

+0,07

<

Comptant (sélection)[illegible][illegible]

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Étrangères					
A.S.E.A. AB.	718	—	Noranda Mines	55	52,10
Alcan. Indust. Inc.	800	502	Pearl Inc.	402	482
Alcan. Aluminum.	122,50	—	Reith Co.	45,30	—
Alcan. Paper	123,60	125,40	Reithco.	328,00	335,00
Alcan. Mines	133,60	135,40	Rodmans N.V.	148,10	149
Asarco Inc.	600	590	Refined	344,60	346,60
Barrick Mines	308,00	309,00	Sherrill SPSA	9,40	—
Bentley Peps. Espanol	600	590	Sama Group Inc.	30,30	30
Brascan	200	195	SEF Alababerg	55,10	52,20
C.I.F. S.A.	4,94	—	Terra Int.	211,00	—
Comstock Chemical Co.	100	102	Tungsten Inc.	9,70	—
Flint Col.	87	90,10	West Rand Cons.	30	—
G.B. (Sulphur)	628	620	—	—	—
Repsent	520	55	—	—	—
Rockwell Mining Plc.	320	33	—	—	—
Scoutmen V.A. Rdy.	320	331,30	—	—	—
Honeywell Inc.	135,00	160,30	—	—	—
Johannesburg Cons.	135,00	160,30	—	—	—
Kaiser Corp.	38,50	—	—	—	—
Hors-cote (selection)					
American Branch.	152,50	—	Orsted Pk.	5,98	—
Bank Hydro Energie	90	—	Orsted C.	598	—
Banque Paribas	90	—	Paris-Paris*	—	—
Banqueparibas nom.	4125	—	Romans	255,40	—
Blary-Quers*	295,50	—	Sanki	215	—
Comptoir Internt.	99,50	—	St-Germaines*Fol	153,00	—
Union-Picard	50,20	—	St-Edenis Emball.	17,00	—
Comptoir Pacificus	75,50	—	Schneiderberg Ind.*	330	—
CSH Cooperative rich.	—	—	SFE*	1025	—
Cooperative	560	7	SPR 3° nom.	269	—
Co. Universel (De)	495	—	Wattmans*	1390	—
Cyclope	5,00	—	—	—	—
ENSA*	1240*	—	—	—	—
Flat Fco nom.	142	—	—	—	—
Finat France*	308,10	—	—	—	—
Lectures Miniere*	170,50	—	—	—	—
Oil Don. Finm.*	930	—	—	—	—

Sicav (sélection) **13 décembre**

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 13/12	Cours des billets	
			achat	vente
Eats Unis (1 usd).....	5,4230	5,4255	5,10	5,15
Esc. Unis.....	6,8900	6,8965	337	340
Belgique (100 fr.).....	343,7000	344,5000	16,10	17,10
Allemagne (100 dm).....	16,7245	16,7530	295	317
Belgique (100 fl.).....	307,0100	307,6900	3,05	3,10
France (100 fr.).....	3,3155	3,3070	89	93
Italie (1000 lire).....	3,7770	3,7700	7,80	8,10
Indonésie (1000 rdl).....	8,3310	8,3335	8	8
Indonésie (1 rup.).....	4,8085	4,8085	1,95	2,00
Gde-Bretagne (1 l).....	2,2270	2,2290	392	416
Suisse (100 drachmes).....	406,0700	406,7100	67	72
Grèce (100 l).....	71,9900	71,8100	73	82
Suède (100 kr.).....	78,9200	78,9100	47,20	50,80
Norvège (100 kr.).....	46,8300	4,1050	3,90	4,40
Autriche (100 sch).....	4,1070	3,9600	2,95	3,20
Espagne (100 pes).....	3,3860	3,9111	3,60	4,00
Portugal (100 esc).....	3,4135	5,4028	5,20	5,60
Canada (1 \$ can.).....	5,4137			
Japon (100 yens).....				

Marché libre de l'or

	Monnaies et dresses	Cours prés.	Cours 13/12
Or fin (au kilo barre)		65550	65250
Or fin (au lingot)		65650	65300
Napoleon (200)		370	360
Pièce Fr (10 F)		320	320
Pièce Suisse (10 F)		360	355
Pièce Latine (100 F)		380	380
Souverain		680	680
Pièce 20 dollars		2290	2290
Pièce 10 dollars		1912,50	1970
Pièce 5 dollars		956,25	985
Pièce 10 livres		2425	2470
Pièce 10 livres		385	385

RÈGLEMENT

Lundi des mardi : % de variation SU
 coupon - Mercredi des jeudi : pe
 vendredi : compensation - Vendredi

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15
TAPEZ LE MOND

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
☎ 44-43-76-26

MENSUEL (1)
12 - Mardi daté mercredi : montant
dernier coupon - Jeudi
daté samedi : quotités de négociation

Matif (Marché à terme international de France)

13 décembre 1994

NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 257 034				CAC 40 A TERME Volume : 24 189			
Cours	Mars 95	Juin 95	Déc. 94	Cours	Janvier 95	Février 95	Déc.
Dernier.....	110,88	110,46	111,58	Dernier.....	1935,50	1942	1935,50
Précédent...	111,52	110,72	112,28	Précédent...	1934	1943,50	1934

ABRÉVIATIONS B = Bordeaux Li = Lille Ly = Lyon M = Marseille Ny = Nancy Na = Nantes		SYMBOLES 1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au P ■ coupon détaché - ● droit détaché - ♡ cours du jour - ♦ cours précédent o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - † demande réduite - ‡ contrat d'animation	
--	--	--	--

CARNET

Naissances

Jean-Marie et Catherine COLOMBANI, Florence, Antoine, Aurélie et Elsa, ont la joie d'annoncer l'arrivée de

Clémentine,

née le 26 septembre 1994, à Phnom-Penh.

Laurence et François DUFRESNES sont heureux d'annoncer la naissance de

Thibault,

le 1^{er} décembre 1994, à Boulogne-Billancourt.

Anniversaires de naissance

Robert,

depuis ses vingt ans, « Le Monde » l'accompagne et nous aussi depuis tout un temps.

Heureux et tendre anniversaire des tiens.

Mariages

Hélène BUISSON

Gilles MARGOT-DUCLOT

ont le plaisir de faire part de leur mariage, le 10 décembre 1994, à Paris.

Décès

Robert et Michèle ASSARAF, Roger et Lucie ASSARAF, Albert et Orna ASSARAF, René et Anne Oiknine, Jacques et Viviane Lind, Claude et Lisette Bobol, David et Danièle Azogue, Jacques et Florence Azogue, ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, ses frères et sœurs, ont la douleur de vous faire part du décès de

M^{me} veuve Simon ASSARAF, née Rachel Azogue,

survenue le 11 décembre 1994, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques ont eu lieu à Ashdod (Israël).

10, Nabal Kiron Street, Ashdod (Israël).
35, avenue Foch, 75016 Paris.
Angle rue des Cèdres et Cyrises, Anfa, Casablanca (Maroc).

Jean-Paul Anclaux, président d'INTERMIF. Et les membres du Réseau des maisons de l'information sur la formation, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre Henry DUPILLE,

un des fondateurs des MIF en France, survenu le 10 décembre 1994, à l'âge de quarante-trois ans, en son domicile à Paris.

Ses obsèques ont eu lieu mercredi 14 décembre, au cimetière du Père-Lachaise.

Avec notre amical souvenir et nos sincères condoléances à ses amis et à sa famille.

M^{me} Philippe Mondineu, son épouse, M. et M^{me} Guy Mondineu et leurs enfants, M. et M^{me} Rémy Mondineu, leurs enfants et petits-enfants, Ses frères, belles-sœurs, neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe MONDINEU, architecte DPLG et urbaniste, lauréat de l'Institut de France, croix de guerre 1939-1945, valeur militaire, survenu à Paris, le 12 décembre 1994.

Le service religieux sera célébré le vendredi 16 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6^e.

1, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

Laurent Poisson et Carole, Fabienne Lys, Hervé Lys, Nicole et Pierre Poisson et leurs enfants, son mari et leur fille, sa sœur, son frère, ses beaux-parents et ses belles-sœurs, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Sylvia POISSON,

survenue le vendredi 9 décembre 1994.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Collette Wahl, Elisabeth Wahl, Janine, Michel Wahl, leurs enfants et petits-enfants, Jacqueline, Désiré Kiennt, leurs enfants et petits-enfants, Ses amis et la grande famille des musiciens, ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard WAHL,

survenu le 9 décembre 1994, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie aura lieu le vendredi 16 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Romain de Sèvres (Hauts-de-Seine).

3, rue Descartes, 92310 Sèvres, 6, rue Fabre d'Églantine, 75012 Paris.

Remerciements

Catherine Cunl-Évy, Benoist et Coline, M^{me} Lucien Cabanne et son fils, Luc, M. et M^{me} Philippe Cuni et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Levy, leurs enfants et petits-enfants, remercient les nombreuses personnes qui leur ont apporté des marques de sympathie à l'occasion du décès brutal de

Alain CUNL,

le 30 novembre 1994, à l'âge de trente-sept ans.

« La Linthaus », 04300 Mame, 25, rue Edouard-Vaillant, 93100 Montreuil, 11 bis, rue Chaligny, 75012 Paris.

Etant donné l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreuses marques d'affection et de sympathie qui lui ont été envoyées à la suite de la mort subite, le 10 novembre 1994, de

René Joseph Jean GINOUVES,

Lilly Kahil, son épouse,

souhaitent exprimer à tous ses plus sincères remerciements et son émotion profonde.

Elle vous invite à participer ou à vous unir d'intention à la messe qui sera célébrée le vendredi 6 janvier 1995, à 11 heures, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, 154, faubourg Saint-Honoré, Paris-8^e.

Anniversaires

A l'occasion du premier anniversaire de la mort de

M. Jean-Claude GALLEY,

une messe sera célébrée le mardi 20 décembre 1994, à 19 h 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1^{er}.

Communications diverses

Où en est la coopération franco-allemande en Europe ?

Avec la participation de Jean-Louis Bourlanges, parlementaire européen; Wolfgang Ischinger, directeur du service de planification, ministère des affaires étrangères, Bonn; Jerzy Lukaszewski, ambassadeur de la République de Pologne; Henri Méaudier, professeur des universités, Paris-III; Bernard de Montferand, conseiller diplomatique du premier ministre Edouard Balladur; M^{me} Eva Nowotny, ambassadrice d'Autriche.

Débat dirigé par Alfred Grosser, professeur émérite, président du centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine et président d'Eurocrisis.

Jeudi 15 décembre 1994, à 19 heures, Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, Paris-16^e.

Pour permettre de terminer la préparation du catalogue raisonné de l'œuvre de

Louis NEILLOT

(1898-1973),

toutes personnes possédant des œuvres de cet artiste sont priées de bien vouloir faire parvenir photos ou renseignements à M. Constantin, 49, rue Claude-Bernard, Paris-5^e. Tél. : (1) 45-35-00-45.

« Beurs ? Juifs ? S'assimiler sans disparaître », avec A. Chayet, le jeudi 15 décembre 1994, à 20 h 30, au Cercle Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e.

CARNET DU MONDE

15, rue Faidherbe, 75001 Paris

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-98

Télécopieur : 45-65-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Tourne rubrique 106 F

Abonnements et annonces 95 F

Communications diverses 110 F

Thèmes divers 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Conférences

Les conférences de l'Etoile :

« Dieu et la mort »

Six mini-conférences de midi, de 12 h 45 à 13 h 15 précises. Avec Xavier de Chalendar, prêtre catholique, ancien responsable du Centre pastoral de Saint-Merri, et Alain Houzias, pasteur, docteur en philosophie et en théologie.

Jeudi 12 janvier 1995 : « Dieu décide-t-il de notre mort ? »

Jeudi 19 janvier : « Tu ne tueras point »

Jeudi 26 janvier : « Qui a tué Jésus ? »

Jeudi 2 février : « Le suicide »

Jeudi 9 février : « Le problème du mal »

Jeudi 16 février : « L'au-delà »

Temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e. Métro : Argentine. Entrée libre. Libre participation aux frais.

Le Centre d'éducation permanente de l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne organise, de janvier à mai 1995, des conférences publiques sur des thèmes d'actualité, dans le cadre de l'Université permanente.

Par exemple : « L'ONU et la sécurité internationale », « La situation économique de la France : de la récession à la reprise en 1994 », « Génocide rwandais : dimension historique de la crise de la région des grands lacs », etc.

Pour tous renseignements : Sylvie Sourmail, au 44-08-74-75.

Soutenances de thèses

Daniel Lindenberg soutiendra son habilitation à diriger des recherches : « Problèmes d'histoire intellectuelle : la troisième voie (1930-1960) », le samedi 17 décembre 1994, à 14 h 30, à l'université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, Saint-Denis.

M. Juan Carlos Mondragon soutiendra, le samedi 17 décembre 1994, à 9 h 30, dans la salle Bourjass, galerie Rollin (Sorbonne), une thèse de doctorat intitulée : « Aporie, éclipse et transfiguration de Montevideo dans l'œuvre de Juan Carlos Onetti », préparée sous la direction de M. le professeur Claude Feli.

Le lundi 19 décembre 1994, à 14 heures, à la faculté des sciences économiques de Caen, salle des Actes, par Patrick Desertenne : « Caractérisation de certaines fonctions de choix social par une approche de type probabiliste ».

M. Arnaud Zucker présentera le samedi 17 décembre 1994, à 9 heures, dans la bibliothèque de la section des sciences religieuses de l'EPHE, escalier E, 1^{er} étage, Sorbonne, une thèse de doctorat intitulée : « Classes zoologiques et modes de classement des animaux en Grèce d'Homère à Élien ». Cette soutenance est publique.

HISTOIRE

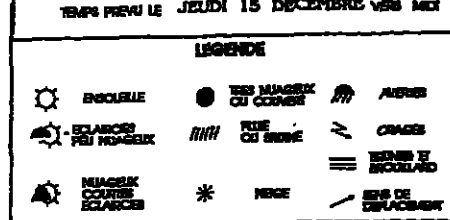
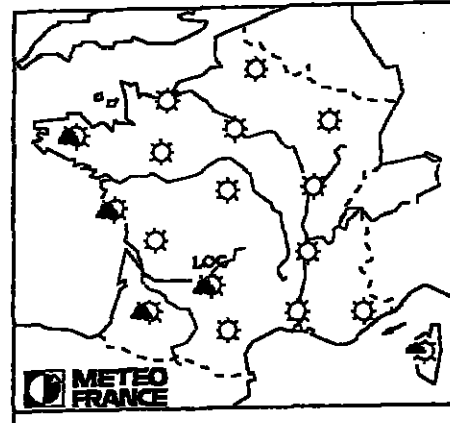
Le centième anniversaire de la mort de Ferdinand de Lesseps

La crise de Suez oubliée

Egyptiens et Français viennent de célébrer ensemble le centième anniversaire de la mort de Ferdinand de Lesseps (3 décembre 1859), promoteur du canal de Suez. A cette occasion, Ezzat Adel, président de l'Autorité du canal, a participé jeudi 8 décembre, en compagnie de l'ambassadeur d'Égypte, Aly Maher El Sayed, à une soirée de gala à Versailles, ville natale de Ferdinand de Lesseps. Le lendemain, ils ont été reçus au siège de la Compagnie de Suez à Paris, à l'initiative de son président, Gérard Worms, et du président de l'Association du souvenir de Ferdinand de Lesseps, Jean-Paul Calon.

C'est la première fois depuis la crise de Suez en 1956, marquée par la nationalisation du canal puis l'expédition militaire franco-britannique, que des responsables égyptiens sont venus au siège de la compagnie où avait été assurée la gestion de la voie d'eau pendant près de cent ans. Le statut monumental de Ferdinand de Lesseps, à l'entrée du canal, avait été dynamité en 1956. Des discussions sont en cours pour la reconstituer et lui rendre une place, peut-être à Ismailia.

METEOROLOGIE



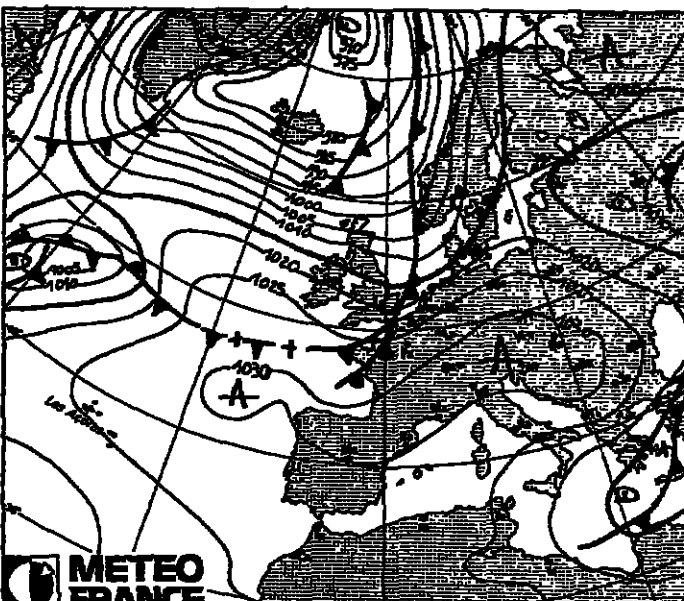
Jeudi : gelées généralisées. - La Bretagne, la Loire-Atlantique, les Charentes et le Bassin aquitain se distinguent par des débordements nuageux : tançons qui permettent cependant de belles embellies sur le Sud-Ouest l'après-midi. Elles conserveront une relative douceur. Sur l'ensemble des autres régions, la journée sera bien ensoleillée et froide. Quelques bancs de brouillards vivants pourront se rencontrer localement. Quelques nuages voileront le ciel de Corse et l'arrière-pays niçois. Mistral et tramontane souffleront modérément le matin jusqu'à 40 km/h.

Les premières gelées de l'hiver se produiront, avec des températures minimales comprises entre 0 et -3 degrés du nord au centre et au Massif Central, jusqu'à -5 degrés sur le nord-est et la région Rhône-Alpes. La Bretagne, la côte atlantique et le Sud-Ouest seront éparpillés avec un minimum situé entre 2 et 5 degrés, jusqu'à 8 degrés sur le pourtour méditerranéen. L'après-midi les températures seront de saison, comprises entre 3 et 8 degrés sur la moitié est, jusqu'à 12 degrés près de la Côte d'Azur, et entre 5 et 9 degrés sur la moitié ouest.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

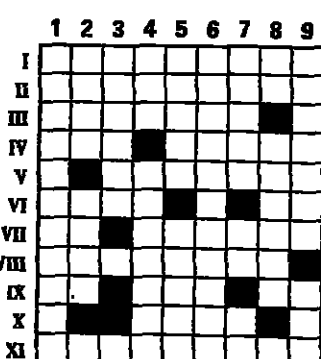
LA MÉTÉO SUR MINITEL
3615 LE MONDE

PRÉVISIONS POUR LE 16 DÉCEMBRE 1994 À 0 HEURE TUC



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6453



HORIZONTALEMENT

I. Peut parfois qualifier le ton de celui qui nous coupe. - II. Fait partie des petites distractions. - III. Apporte une garantie. - IV. Peut se tordre des qu'on le touche. Sorte de cruche quand elle est grosse. - V. Dessous de table. - VI. Peut être attrapée en courant. Terminaison savante. - VII. Pronom. Ne marche pas droit. - VIII. Pas mesuré. - IX. En Suisse. Ancienne capitale. Conjonction. -

VERTICALEMENT

I. Tendence à vouloir les affaires des autres. - II. Gros légumes. Coule en Afrique. - III. Ecart de langage. - IV. Est Blanc en sortant d'un lac. Faire sortir. - V. Son temple abritait le chef-d'œuvre de Pharaon. Prit l'air. - VI. Prouvent qu'on n'a pas suffisamment emballé. - VII. Lieu de combat. Un peu de tout. Un point sur la carte. - VIII. Conjonction. Vic-time de rai-leries. - IX. Dame à qui on a confié des livres. Peut être un lieu de formation.

Solution du problème n° 6452

Horizontalement
I. Campagne. - II. Amoureuse. - III. Courtisan. - IV. Huc. Is. Ut. - V. Or. Ache. - VI. Echange. - VII. Tre-casse. - VIII. Eluru. Ino. - IX. Ut. Lei. - X. Infestés. - XI. Eues. Ussé.

Verticalement
I. Cachotier. - II. Amour. RL. Nu. - III. Mue. Eau. Té. - IV. Pur. Accrues. - V. Artichauts. - VI. Gai-les. TL. - VII. Nus. Ensis. - VIII. Es-sé. - IX. Entre. Oise.

GUY BROUTY

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde DES LIVRES

صكرا من الامل

صوتك من الامل

MERCREDI 14 DÉCEMBRE

TF1
13.40 Série: Premiers baisers (et 17.55).
14.10 Club Dorothée. Ici bébé: Salut les Musclés: Drôle de vie; Spelvan; Harry et les Henderson; Ricky ou la belle vie; Arnold et Willy; Jeux.
18.25 Série: Les Filles d'à côté.
18.55 Série: Beverly Hills.
19.50 Le Bébête Show (et 1.45).
20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.
20.45 Magazine: Témoin n° 1. Présenté par Patrick Meney et Jacques Pradel.
22.50 Magazine: 375 le soir. L'hôpital qui rend malade; La médecine esthétique.
0.20 Magazine: Les Rendez-vous de l'entreprise.
Invité: Luc Vandeveld (Kraft Jacob Suchard).
0.40 Sport: Boxe. Championnat du monde des légers WBC, à Albuquerque (Nouveau-Mexique); Miguel Angel Gonzalez (Mexique) contre Calvin Grove (Etats-Unis).

FRANCE 2
13.50 Chouk Maureen. L'Equipe du Pony Express; Chippouali; Quoi de neuf, docteur?; Des souris à la maison blanche; Histoire fantastique.
17.10 Série: Le Prince de Bel-Air.
17.40 Série: La Fête à la maison.
18.10 Que le meilleur gagne (et à 2.25).
18.50 Studio Gabriel (et 19.25). Invités: Jean-Marc Barr, Clémentine Lhomme, Frédéric Dard, Philippe Rameau.
19.20 Flash d'informations.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.50).
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.55 Téléfilm: Les femmes et les enfants d'abord. De Sandra Joffe, avec Anna Galiena, Fédora May, et al.
Apostrophes de la liberté.
22.40 Magazine: Bas les masques. Je file commerce de mon corps.
0.00 Journal et Météo.
0.25 Magazine: Le Cercle de minuit.

FRANCE 3
13.05 Téléfilm: La Mort dans les nuages. De Stephen Whittaker, avec David Suchet, Philip Jackson.
14.55 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.

16.45 Les Minikéums. Peter Pan; Il était une fois l'homme: la guerre de Cont Ana.
17.40 Magazine: Une pêche d'enfer. Invité: Christian Bravo.
18.20 Jeu: Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Le Petit Robert des noms propres.
18.55 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu: Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.
20.50 La Marche du siècle. Jean-François Deniau, la passion de l'engagement. Invité: Le général Philippe Morillon; Florence Arthaud; Xavier Emmanuelli, président de MSF et fondateur du SARM social; Plantu, Météo et Journal.
22.25 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

M 6
13.25 M 6 Kid. Kid découverte: à bord du porte-avions « Foch »; Kidnot: blue jean, Mighty Max; Conan l'aventurier; Moi, Renart; Benyard Comandante Rahen.
15.55 Magazine: M6a 6. Présenté par Guillaume Stanzik.
16.15 Variétés: Hit Machine.
16.50 Magazine: Fax O (et à 0.50, 4.45). Massive Attack; Le Gangster Rap; Aeromith.
17.25 Série: Rintintin Junior.
17.55 Série: Bookers.
19.00 Série: Code Quantum.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série: Les Mamans cool.
20.35 Magazine: Eco 6.
20.45 Téléfilm: La nature inventa une centrale nucléaire.
20.45 L'Homme dans la nuit. De Claude Boissol, avec Patrick Catalfo, Laure Kiling.
22.35 Montale Ressemblance. De Jeff Blackner, avec Judd Hirsch, Karen Carlson.
0.10 Série: Fantasmag.

CANAL +
13.35 Décade pas Bunny.
14.30 Documentaire: L'Art d'être lémurien. De Michel Herzog.

15.05 Le Journal du cinéma. 15.10 Téléfilm: Une mort à petites doses. De Soudra Locks.
16.45 Dessin animé: Les Simpson.
17.05 Football américain. Match de championnat de la NFL.
18.00 Canaille peluche. Les Razmoket.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 La cartoon.
18.40 Magazine: Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité: Professeur Choron.
19.20 Magazine: Zéorama. Présenté par Dany d'Errata, Eric Auger, Marianne Nizan, Albert Aigoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Magazine: Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Documentaire: Présenté par Isabelle Giordano. Interview de Nicole Garcia et de Gérard Lurvin.
21.00 Cinéma: Soapdish. Film américain de Michael Hoffman (1991).
22.30 Flash d'informations.
22.40 Cinéma: Justinien Trouvé ou le Bâtard de Dieu. Film français de Christian Fache (1992).
1.20 Documentaire: Cuba, histoire d'un mythe. De Marie-Monique Robin (105 min).

LA CINQUIÈME
13.30 Cinéma: Le Fleuve. Film indien-américain de Jean Renoir (1950).
16.00 Les Écrans du savoir. Au fil des jours: Les Inventeurs; Allô la Terre; L'Alphabet de l'Image; L'Amour en questions (rediff.); Rintintin: Meet Rintintin (v.o.); Le Journal du temps.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Porteur de souffre.
18.30 Le Monde des animaux. Premier de plongée.
19.00 Magazine: Confetti.
19.35 Magazine: Mégamix. Ruben Blades/Panama; Chaka Demus & Pili; Nina Hagen; McKoy; Ladup & Ladup; Les Kimbanguistes; Peggy Lee; Orchestre Obscur.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Magazine: Musica. Lotte Lenya, une vie inventée. De Barrie Gavin.
21.40 Opéra: Brundibar. Opéra pour enfants de Hans Krasa, livret d'Adolf Hoffmeister. Mise en scène de Vítězslav Sýkora. Réalisé par Karel Ruzický (1991), avec le chœur d'enfants Bambini di Praga, l'Orchestre Sarradov Frana.
22.15 Documentaire: La Musique de Terezin. De Simon Broughton.
23.25 Cinéma: Alexandre Nevski. Film soviétique de Sergueï Eisenstein (1938) (v.o., 101 min).
FRANCE-CULTURE
20.00 Le Rythme et la Raison. Il y a un an Frank Zappa. 3. Le meneur d'hommes: De l'écriture à la scène.
20.30 Tire ta langue. Jean-Pierre Faye et la culpabilité des mots.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Les Nuits magnétiques. Entre ciel et terre: Les Évangiles de Pierre (2).
0.05 Du jour au lendemain. Jean-François Lyotard (Dérive à l'ouest de Marx et Freud).
0.50 Coda. Les couleurs de la nuit (3).

FRANCE-MUSIQUE
20.05 Concert (donné le 10 décembre au Conservatoire d'art dramatique): Quatuor à cordes n° 3, de Bartók; Six baguettes pour quatre cordes op. 5, de Weber; Quatuor à cordes n° 17 en si bémol majeur op. 133 avec la Grande Fugue, de Beethoven, par le Quatuor Kailas.
22.35 Soliste. José Van Dam.
23.00 Ainsi la nuit. Sonate pour violoncelle et piano en sol mineur op. 65, de Chopin; Sonate pour violon et piano en sol mineur, de Debussy; Grand Duo concertant sur des thèmes de Robert le Diable de Meyerbeer, de Chopin.
0.05 Jazz vivant. Par André Francis. Le Portinier Orchestre modulaire de Patrice Carénil.

Les interventions à la radio
France-Inter, 19 h 20: René Monory (« Objections »).

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Trois demeures

VALÉRY Giscard d'Estaing attendait en haut des marches. Il avait sonné, certainement. Un majordome allait ouvrir, ou bien une gouvernante, qui introduirait le président Giscard auprès du président Pinay. Et il attendait, comme un lointain neveu qui rend visite au vieil oncle dans la vaste demeure et lorgne en passant le mobilier. Entrevu au journal du soir, le plan ne dura que quelques secondes, mais fut assez long pour donner un aperçu de l'éternité française.

Avec le chapeau et l'emprunt, c'est sa maison qui définissait Antoine Pinay. Une maison massive, respirant les siècles et les secrets, au fond d'un parc paisible, dans une petite ville de la Loire. Une allée où glissait de temps à autre une limousine, quelques marches sous une marquise, que gravissaient, décennie après décennie, des présidents et des ministres. Cent deux ans! Sur ces marches, l'on vit Giscard, donc, mais aussi Bérégovoy et Balladur. Ils avaient le même air emprunté – si l'on ose dire. Ils sonnaient en haut des marches, le majordome – ou la gouvernante – ouvrait. Ils venaient toujours avec des photographes, comme chez l'abbé Pierre, et repartaient avec de bonnes paroles. Ils remontaient dans les avions du G.I.A.M. Sans doute s'envolaient-ils heureux, mystérieusement, retrempe dans une certaine honnêteté.

La veille au soir, les journaux télévisés avaient montré une autre maison, celle du capitaine Pierre-Yves Guézou, suicidé au lendemain de sa mise en examen dans l'affaire des écoutes de l'Elysée. C'était un simple pavillon de banlieue couvert de crépi, protégé par une modeste grille. En un saisissant raccourci, un reportage passa de ce pavillon à une vue du palais de l'Elysée. Comment l'officier de gendarmerie se déplaçait-il de sa maison à son travail? Empruntait-il sa voiture? Le métro? Quelque véhicule officiel? Que ressentait-il, en se transférant d'un univers à l'autre? Car c'était bien deux univers. Cette maison était un refuge ordinaire de banlieusard ordinaire, respectueux des lois. Quant à l'Elysée, c'était le cœur de l'Etat, qui ne connaît d'autre raison que la sienne. C'était l'Etat lui-même, la Loi incarnée. La Forteresse suprême, où aucune infortune, croyait-on, ne pouvait advenir.

Dans une rue de Paris se pressait une petite foule de badauds pour visiter une troisième demeure, celle de Bernard Tapie. Appréhender l'épaisseur des murs faite d'évaluer les meubles, saisis depuis longtemps. Arpenter, sur des centaines de mètres carrés habitables, les planchers Versailles. Jeter un œil au jardin scandaleusement vaste, « en plein Saint-Germain-des-Près ». Faire danser dans sa tête les 70 millions de la mise à prix. Comme s'il savourait quelque obscure revanche, un certain peuple foulaient enfin aux pieds, vaincue, livrée, offerte, la maison de l'argent fou.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ► Signifié dans « le Monde radio-télévision »; □ Film à éviter; ■ On peut voir; ■■ Ne pas manquer; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 15 DÉCEMBRE

TF1
6.00 Série: Côté cœur (et à 3.05).
6.30 Club minit Zig-Zag.
6.58 Météo (et à 7.10, 8.28).
7.00 Journal.
7.15 Club Dorothée avant l'école. Les Bisounours; Le Retour du roi Léo; Biker Mice; Clip.
8.30 Télé-shopping.
9.05 Série: Rivieras.
10.15 Série: Le Destin du docteur Calvet.
10.45 Série: Tribunal.
11.20 Jeu: La Roue de la fortune.
11.50 Jeu: Une famille en or.
12.20 Jeu: Le Juste Prix.
12.50 Magazine: A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton: Les Faux de l'amour.
14.30 Série: Côte Ouest.
16.15 Série: La Miel et les Abeilles.
16.45 Club Dorothée. Huit ça suffit; Les Infos de Cyril Dravet; Clip; Jeux.
17.55 Série: Premiers baisers.
18.25 Série: Les Filles d'à côté.
18.55 Série: Beverly Hills.
19.50 Le Bébête Show (et à 0.45).
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.
20.50 Série: Perry Mason. Balser mortel de Christian I. Nyby II, avec Raymond Burr, Barbara Hale.
22.30 Magazine: Sans aucun doute. Présenté par Julien Courbet avec la participation de Sophie Favier, Marie Lecco, M. Didier Berges.
23.50 Série: Chapeau melon et bottes de cuir.
0.50 Journal et Météo.
1.00 Documentaire: Le Chemin des Indiens morts (2).
1.50 TF 1 nuit (et à 2.55, 3.30, 4.10).
2.00 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 5.05); 3.40, l'Aventure des plantes; 4.20, Méaventures; 4.45, Musique.

FRANCE 2
5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilleton: Les Craquantes.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.35 Feuilleton: Secrets.
9.00 Feuilleton: Amour, gloire et beauté.
9.30 Magazine: Martin bonheur. Invité: Alain Peyrefitte.
11.10 Flash d'informations.
11.15 Jeu: Motus.
11.50 Jeu: Pyramide.
12.20 Jeu: Combien tu paries?
12.50 Météo (et à 13.40).
12.55 Loto, Journal et Bourse.
13.45 INC.
14.50 Série: Un cas pour deux.
15.50 Série: Dans la chaleur de la nuit. Tiercé, en direct de Vincennes.

15.55 Variétés: La Chance aux chansons (et à 5.15). Opérettes folles.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série: Le Prince de Bel-Air.
17.45 Série: La Fête à la maison.
18.10 Jeu: Que le meilleur gagne.
18.50 Studio Gabriel (et à 19.25). Invités: Virginie Duroc, Valérie Hénin, Ophélie Winter, Courtmanche.
19.20 Flash d'informations.
19.59 Journal, Météo et Point route.
20.55 Magazine: Envoyé spécial.
21.00 La France de la corruption, de Jacques Cotter et Pascal Martin; Mémoires d'exil, de Michel Mompontet et Vincent Maillet.
22.50 Expression directe. CGPME.
22.55 Cinéma: Jacquot de Nantes. Film français d'Agnes Varda (1990). Avec Philippe Maron, Edouard Joubaud, Laurent Monnier.
0.55 Journal, Météo et Journal des courses.
1.20 Magazine: Le Cercle de minuit.
2.40 Programmes de nuit. Studio Gabriel (2^e partie, rediff.); 3.10 Bas les masques (rediff.); 4.20, 24 heures d'info; 4.40 Dessin animé (et 5.05).

FRANCE 3
6.00 Euronews.
7.00 Premier service.
7.15 Bonjour Babar.
Maceline; Qui-Oui; Mon âne; Mine de rien; Les Histoires du père Castor; les Aventures de Tintin; Objectif Lune (4^e épisode).
8.25 Continentales. Euro hebdo: l'actualité en Espagne et en Italie; 8.30, Histoire de l'antisémitisme. 3. Entre Moïse et Mahomet; 9.25, Eurokiosque.
9.35 Magazine: Génération 3. Les Badabou: à 10.10, Semaine thématique: le cinéma. 3. D'hier à demain. Invité: Jean-Claude Brisseau.
11.10 Magazine: Emplois du temps.
11.45 La Cuisine des mousquetaires.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.05 Magazine: Vincent à l'heure. Invité: Michel Boujenah.
14.28 Questions au gouvernement, en direct du Sénat.
17.05 Les Minikéums. Il était une fois l'homme: le Quattrocento.
17.40 Magazine: Une pêche d'enfer. Invités: Jacques Weber, Zabou.
18.20 Questions pour un champion.

Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. L'ardent, de Marianne Roland-Guth.
18.55 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu: Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.
20.50 Cinéma: Robocop. Film américain de Paul Verhoeven (1987). Avec Peter Weller, Nancy Allen, Daniel O'Herry.
22.35 Météo et Journal.
23.05 Documentaire: Les Brûlures de l'Histoire. De Fidel Castro, du rebelle au dictateur: 1959-1992, de Robert Mugabe.
0.00 Magazine: L'Heure du golf. (15 min).
0.30 Musique: Cadran lunaire. (15 min).

M 6
6.55 Matin express (et à 7.10, 8.05).
7.00 Informations: M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.50, 11.40).
7.05 Contact 6 Manager.
8.05 M 6 boutique. Télé-achat.
9.30 Infoconnexion.
9.35 Musique: Boulevard des clips (et à 10.05, 11.00, 15.00, 1.45, 6.05).
11.35 Magazine: Eco 6.
11.50 Série: Papa Schultz.
12.20 Série: La Petite Maison dans la prairie.
13.20 Téléfilm: Le Partenaire interdit. De Larry Elikan, avec Michael O'Keefe, Ferry King.
16.00 Magazine: Allô Caout.
16.25 Variétés: Hit Machine.
16.55 M 6 Kid. Conan l'aventurier: 20.000 lieues dans l'espace.
17.55 Série: Bookers.
19.00 Série: Code Quantum.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série: Les Mamans cool.
20.35 Magazine: Passé simple. Présenté par Marielle Fourrier. 1948, la naissance d'Israël.
20.50 Téléfilm: La Traversée de l'enfer. De Carl Schultz, avec Cybill Shepherd, John Waters.
23.05 Téléfilm: La Démonologie. De Colin Bucksey, avec Marcy Walker, Cotter Smith.
0.40 Six minutes première heure.
0.50 Magazine: Fréquentstar (et à 4.20).
2.30 Rediffusions. Turquie, géants et merveilles: 5.25, La Fureur-Alés 1991; 5.15, Culture pub; 5.40, La Tête de l'emploi.

CANAL +
En clair jusqu'à 7.30
6.59 Pin-up (et à 12.29, 1.14).
7.00 Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.25 Ca cartoon.
7.30 Canaille peluche. Les cow-boys de Moo Mesa.
7.55 Documentaire: Voyage au pays de la vitesse.
8.20 Surprises.
8.25 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).
8.55 Cinéma: Noblesse oblige. Film britannique de Robert Hamner (1949). Avec Alec Guinness, Dennis Price, Valerie Hobson, Joan Greenwood.
10.35 Flash d'informations.
10.50 Téléfilm: L'Enfer du ring. De Kees Roets, avec Timothy Brantley, Robert Vaughn.
En clair jusqu'à 13.35
12.30 Magazine: La Grande Famille. Présenté par Michel Field.
13.30 Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma: Justinien Trouvé ou le Bâtard de Dieu. Film français de Christian Fache (1992). Avec Pierre-Olivier Mornas, Ticky Holgado, Bernard-Pierre Donnadieu.
16.25 Cinéma: État de force. Film américain de Bruno Barreto (1991). Avec Amy Irving, Andy Garcia, Lou Diamond Phillips.
18.05 Canille peluche. Les Razmoket.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Ca cartoon.
18.40 Magazine: Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité: Bernard Tapie.
19.20 Magazine: Zéorama. Présenté par Dany d'Errata, Eric Auger, Marianne Nizan, Albert Aigoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Magazine: Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma: Pas d'amour sans amour. Film français d'Evelyn Dress (1993). Avec Evelyn Dress, Patrick Chesnais, Dora Doll.
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma: Cavale sans issue. Film américain de Robert Harmon (1992). Avec Jean-Claude Van Damme, Rosanna Arquette, Kieran Culkin (v.o.).
23.40 Cinéma: Faut-il aimer Mathilde? De Juliana Schuller. Portrait d'un Germano-américain noir.
20.30 8 1/2 Journal.

1.15 Cinéma: La Différence. Film américain de Robert Mandel (1992). Avec Brendan Fraser, Charlie Dillon, Chris O'Donnell (103 min, v.o.).

LA CINQUIÈME
6.15 La parole est aux téléspectateurs.
6.30 Eurojournal (et à 8.30).
7.00 Jeunesse. Téléchat: Animaux supers: les chats; Crocs livres; Adorable brigand; Les Contes de la folklore japonais: le chasseur de regards.
7.30 Jeu: Ça déminage (et à 13.00).
8.00 Magazine: Emploi (et à 15.15).
9.00 Les Écrans du savoir. Au fil des jours: Les Inventeurs de la vie, présenté par Albert Jacquard; Allô la Terre. 2. La Naissance de l'écriture; Ma souris bien-aimée; Cinq sur cinq, présenté par Yvan Courderc; La Preuve par cinq; Chacun son tour: Crocs, les loupets et l'agneau, numéro-toto, le chewing-gum; Langue: l'allemand; Au fil des jours. Embarrasement porte n° 1. Florence.
11.15 Magazine: Qui vive (et à 15.30). Embryologie, la vie intra-utérine: du premier battement de cœur au passage embryonnaire (2^e partie).
12.00 Jeunesse. Téléchat: Animaux supers: les dauphins; Les Aventuriers de la connaissance; Le Journal du temps.
12.30 Magazine: Station-services. Le chèque-service.
13.30 Magazine: Déf. L'inst.
14.00 Documentaire: L'Hymne à la terre. Au fil des jours: Les Inventeurs de la vie; Allô la Terre; L'Œuf de Colomb; Ma souris bien-aimée; Cinq sur cinq (rediff.); Langue: espagnol, 1^{er} leçon; Anglais, 1^{er} leçon; Le Journal du temps.
17.30 Magazine: Les Enfants de John.
18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. Chambord.
18.30 Le Monde des animaux. Venin.

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma: L'Homme d'à côté. Film allemand de Peter Haffter (1991). Avec Anthony Perkins, Uwe Bohm, Sophie Ward (v.o., rediff.).
19.00 Magazine: Confetti.
19.30 Documentaire: Amadeo R., un fils d'Allemagne. De Juliana Schuller. Portrait d'un Germano-américain noir.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique: La surpopulation, une bombe à retardement. Soirée proposée par Gerhard Vogel et Ulrike Grop. 20.41 Documentaire: Apocalypse Later. Politique démographique en Inde et en Chine, de Tom Conti et Michael McIntyre. 21.30 Débat (et à 22.45). Anime par Annie-Claude Elkaim et Rolf Seelmann-Eggebert, avec les docteurs Mark Belsey, responsable du programme de planning familial de l'O.M.S., Volker Hauff, ancien ministre fédéral allemand, journaliste et membre de la World Commission on Environment and Development des Nations unies. 21.45 Documentaire: Mégapoles. Villes de misère, lieux d'espoir, d'Eva Södermann et Andreas Weiss. A Bangkok, en Thaïlande, et à Curitiba, au Brésil, on invente des solutions. 23.10 Documentaire: Des spots publicitaires contre la surpopulation. D'Ulrike Grop. 23.30 Documentaire: L'Héritage de Malthus. De Deepa Dhanraj. 0.15 Bibliographie (15 min).

FRANCE-CULTURE
20.00 Le Rythme et la Raison. Il y a un an Frank Zappa. 4. Frank Zappa en liberté: Solos de guitare et rencontres avec des jazzmen.
20.30 Fiction. « Jouvray-Perier: Itinéraire sentimental ». Emile Jacques-Dalcroze.
22.40 Les Nuits magnétiques. Entre ciel et terre: Les Évangiles de Pierre (3).
0.05 Du jour au lendemain. Edgar Morin (Mes démons).
0.50 Coda. Les couleurs de la nuit (4).

FRANCE-MUSIQUE
20.05 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées): Symphonie n° 2 en ré majeur op. 36, Symphonie n° 3 en mi bémol majeur op. 55, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate.
22.35 Soliste. José Van Dam.
23.00 Ainsi la nuit. Davidisbunder-tante op. 6, de Schumann; Sonate pour violon et piano en fa majeur op. 24, de Beethoven.
0.05 Tapage nocturne. Par Bruno Letort. Œuvres de Loto.

Les interventions à la radio
O'FM, 19 heures: Dominique Voynet et Dominique Jarret (« Le Grand O, O'FM-la Croix »).

PIERRE GEORGES

La bourse ou la vie

COMME reprenant d'une gauche en déconfiture, on pourrait faire mieux que Bernard Tapie. Comme caution morale à des hommes aussi peu soupçonnables que Pierre Joxe ou Robert Badinter, on pourrait trouver plus honorable garantie.

C'est à en rire. Ou à en crier. Dimanche, Jacques Delors. Mardi, Bernard Tapie. Un vrai choc des cultures, la gauche en grand écart. La télévision joue de l'un, joue de l'autre, Docteur Delors, Mister Tapie, et nous forcent à jouer avec. L'un sort par la grande porte, l'autre rentre par la fenêtre. L'un vit de doutes, l'autre de cynisme. L'un désespère, un peu prématurément, de pouvoir inventer le delorisme. L'autre se cramponne au tapisme, seul capital non encore hypothéqué, ces deux millions et demi de voix qui lui sont comme une dernière caution ou un ultime bouclier.

Si l'on veut bien admettre que Jacques Delors a manqué de souffle, convenons que Bernard Tapie n'en manque pas. Comment ! Voilà un homme criblé de dettes, en cessation de paiement, en disgrâce bancaire, en redressement fiscal, un homme qui pèse tout de même un milliard et plus en négatif et qui vient dire à la gauche ce qu'elle devrait faire. Voilà un homme qui crie au complot judiciaire ou à l'indécence quand vient simplement l'heure des bilans et des comptes et entend se faire l'arbitre des élégances stratégiques et politiques, le grand fédérateur.

C'est un peu trop, un peu beaucoup, comme un signe des temps, le Veau d'or en sursaut ou en sursis. On ne sait ce qui judiciairement va advenir pour M. Tapie, s'il sera déclaré failli, comme l'on dit dans les romans. Et qu'importe. N'ayant pas vocation ici à tirer sur les ambulances, même bancaires, on se contentera de dire ce que l'on pense et que d'autres peuvent ne pas partager.

Bernard Tapie a déclaré qu'il ne serait pas candidat à la présidence de la République. C'est le résumé absolu d'un système, la promesse et la menace, la bourse ou la vie.

Le problème, d'ailleurs, n'est pas tant celui de cet homme, corsaire ou pirate de la politique selon les besoins, que celui de la gauche. Et d'abord celui du PS. Le Parti socialiste, depuis des années, vit dangereusement son flirt avec Bernard Tapie. Ne sachant ni faire avec, ni faire contre, il oscille au gré des séductions et des répulsions. Il s'est même trouvé en son sein, il se trouve encore des hommes, et non des moindres, pour accorder à l'un, Tapie, ce qu'ils refusaient à l'autre, Delors : un brevet d'homme de gauche.

La encore, c'est à rêver. Bernard Tapie n'est ni de gauche ni de droite, il est du parti de Bernard Tapie. Et, perdu pour perdu, le PS, s'il veut renaitre, devra bien finir par l'admettre.

Le CEA disposera de plus de 3 milliards de francs supplémentaires pour assainir les sites nucléaires

La gestion des déchets au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) n'est pas satisfaisante. Avec le temps, les sites d'entreposage se sont multipliés, les centres d'études nucléaires de l'établissement ont travaillé de façon autonome sans réelle coordination. Il fallait donc réagir vite, même si, assure Robert Lallemand, directeur chargé de la gestion des déchets au CEA, « les déchets entreposés dans les différentes installations du CEA ne posaient pas de problèmes de sûreté ».

Le passé de puissance nucléaire de la France a, en effet, laissé « quelques héritages » dont le Commissariat se serait volontiers passé et qui, faute d'interventions rapides, ont conduit l'établissement, dans les années 90, à gérer « dans la crise » les émanations de radon des résidus d'uranium du site du Bouchet (Essonne) ou les traces de pollution radioactive du site de Saint-Aubin (Essonne).

Il n'est donc pas étonnant qu'en 1992, l'administrateur général du CEA, Philippe Rouvillois, ait déclaré qu'une « meilleure gestion des déchets du CEA » était « indispensable pour assurer une situation irréprochable » dans les centres d'études nucléaires du Commissariat. Mais la tâche était impossible avec le budget d'environ 200 millions de francs par an que le CEA pouvait, jusqu'en 1990, consacrer à ces affaires. L'assainissement et le démantèlement nucléaires coûtent si cher qu'il a fallu convaincre les pouvoirs publics et les deux plus gros clients du CEA, COGEMA et EDF,

Jusqu'en l'an 2000

d'engager en août 1993, avec le CEA, le financement d'un programme exceptionnel. Un budget de 3 272 millions de francs, étalé sur huit ans (1993-2000), a donc été débloqué, qui vient s'ajouter aux 150 à 200 millions de francs annuels que le CEA dépense déjà pour la gestion courante de ses déchets (1). Aujourd'hui, l'argent est donc là. Mais la partie n'est pas encore gagnée, comme le montre le premier rapport d'activité que la direction des déchets du Commissariat a rendu public, mardi 13 décembre.

En effet, Robert Lallemand va devoir aller vite, car certaines opérations d'assainissement qu'il envisage de mener doivent se faire en partie avec des installations qu'il doit rapidement démanteler, comme l'atelier de retraitement des combustibles irradiés UP-1 de Marcoule (Gard) qui doit cesser toute activité en 1997. Pour ces raisons, les budgets des deux prochaines années seront importants avec, pour 1995, une manne de 830 millions de francs contre 400 en 1993.

Fort de ces assurances, M. Lallemand va poursuivre l'assainissement du CEA sur trois fronts : • D'abord, reprendre, trier et reconditionner des déchets anciens pour en réduire le volume et gagner ainsi sur les quantités de matières livrées aux centres de stockage de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Dans le même temps, réduire le nombre des sites d'entreposage du CEA et spécialiser les centres du CEA dans certaines techniques de traitement. • Reprendre les 90 tonnes de

combustibles anciens, dont une grande partie provient de la centrale de Brennilis (50 t), de combustibles graphite-gaz (20 tonnes) et de restes d'expériences menées dans les laboratoires du CEA.

• Poursuivre le démantèlement d'installations nucléaires définitivement arrêtées. Dans ce domaine, trois nouvelles opérations devaient être lancées, en 1995, avec le démantèlement de la centrale de Brennilis, du bâtiment 18 de Fontenay-aux-Roses, où se pratiquaient des recherches sur la chimie du plutonium et d'une quinzaine de cellules « chaudes » du bâtiment 211 de Marcoule.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Les militaires dépensent quant à eux 120 millions de francs par an.

DÉCHETS RADIOACTIFS : les opposants au centre de stockage de Bessines organisent une « contre-enquête publique ». La Coordination limousine des associations anti-déchets (CLADE), a organisé, samedi 10 décembre à l'hôtel de région de Limoges, une audition publique destinée à bousculer la procédure, qualifiée d'« opaque » de l'enquête publique ouverte pour l'installation d'un centre de stockage de déchets radioactifs de la COGEMA à Bessines (Haute-Vienne). Il s'agit de choisir la meilleure solution pour les 265 000 tonnes d'oxyde d'uranium appauvri provenant de l'exploitation d'une ancienne mine d'uranium. — (Corresp.)

A San-Diego

La France n'alignera qu'un seul bateau dans la Coupe de l'America

Les négociations entre les deux challengers français pour présenter un seul défi dans les régates éliminatoires de la Coupe de l'America (le Monde du 13 décembre) ont abouti, mercredi 14 décembre, à la signature d'un protocole d'accord. Jean-Michel Tissier, PDG de Stardust Marine et armateur du Défi France America 95 (skipper Marc Pajot), et Jacques Dewailly, armateur du Défi France (skipper Marc Bouet), ont décidé d'« unir leurs efforts ». Les modalités juridiques et financières de cet accord devaient être finalisées vendredi 16 décembre. Les négociations portent sur le rôle que Jacques Dewailly et Eric Ogden, directeur général de Défi France, pourraient tenir dans la nouvelle organisation. Le nouveau défi alignera un seul bateau dans les régates de la Coupe Louis-Vuitton, qui débuteront le 14 janvier à San-Diego, et l'équipage sera celui de France 2-3, déjà choisi par Marc Pajot.

VOILE : Isabelle Autissier est arrivée aux Kerguelen. — La navigatrice française, victorieuse de la première étape du BOC Challenge, est arrivée mardi 13 décembre dans l'archipel des Kerguelen où elle va devoir s'arrêter au moins quarante-huit heures pour changer son mât. Elle devrait repartir pour Sydney (Australie), terme de la deuxième étape, au plus tard vendredi 16 décembre au matin.

JUSTICE : trois ans de prison dont deux avec sursis requis contre Roland Courbis. — Le substitut du procureur de Marseille, Evelyne Kharoff, a requis, mardi 13 décembre, une peine de trois ans, de prison dont deux ans avec sursis, et 250 000 francs d'amende contre Roland Courbis, ancien manager général du Sporting club de Toulon-Var (SCTV), poursuivi pour « faux usage de faux et abus de confiance » (le Monde du 14 décembre). Au nom de la Fédération française de football et de la Ligue nationale de football, qui sont parties civiles, M. Jean Appietto a réclamé 1 franc de dommages et intérêts, tout en concédant que ce procès « était, peut-être, d'une autre époque ».

POLICE : restructuration du dispositif contre le terrorisme basque. — Après le responsable de la lutte antiterroriste au Pays basque français Joël Cathala (le Monde du 8 décembre), ce sont trois chefs de service animant le dispositif régional anti-ETA qui doivent quitter leurs fonctions. Le directeur du SRPJ de Bordeaux, Christian Montoux, le chef de son antenne à Bayonne, Régis Aribat, ainsi que le chef des RG à Bayonne, Alain Echeto, ont été remerciés par leur hiérarchie. Ces départs accompagnent la restructuration du dispositif policier qui s'est traduite par la nomination de deux coordonnateurs nationaux de la lutte contre l'ETA désormais placés au plus près des ministres de l'intérieur espagnol et français.

STRASBOURG : M. Hoeffel ne sera pas candidat à la mairie. — Daniel Hoeffel, ministre (UDF-CDS) délégué à l'aménagement du territoire, a indiqué, mardi 13 décembre, qu'il ne se présentera pas à Strasbourg aux élections municipales de juin prochain contre le maire sortant, Catherine Trautmann (PS).

M. Barnier dresse un nouvel inventaire des lieux pollués en France

Le ministre de l'environnement, Michel Barnier, a tout à la fois gagné et perdu son pari. En prenant son poste, il avait promis de mettre en route un véritable inventaire des sites pollués, « hiérarchisé » et moins hâtivement dressé que celui présenté en 1992 par son prédécesseur, Ségolène Royal. Lancée en décembre 1993, l'opération a effectivement débouché un an plus tard sur un bel inventaire, présenté le 13 décembre à Paris, mais il n'est pas plus hiérarchisé que le précédent. « L'état des connaissances n'a pas permis de le faire », a humblement reconnu le ministre. Il faudra encore un an pour hiérarchiser.

Néanmoins, le nouvel inventaire recense en près de 300 pages les 669 sites actuellement reconnus pollués, avec d'intéressantes précisions sur le propriétaire du terrain et les activités passées de l'établissement. Parmi eux, vingt-quatre n'ont plus de propriétaire identifiable et sont donc considérés comme des « points noirs orphelins », à la charge de l'Etat. Mais la dangerosité de la pollution n'est jamais indiquée, pour la bonne raison qu'on ne la connaît pas encore et qu'elle varie suivant l'usage qu'on veut faire du terrain après nettoyage. « On n'engage pas les mêmes recherches suivant que l'on veut construire une école, une unité de production agroalimentaire ou un parc promenade », précise Gustave Defrance, le directeur de la prévention, de la pollution et des risques.

L'inventaire révèle que les sites pollués ne sont pas tous concentrés dans le Nord-Pas-de-Calais (même si la moitié s'y trouve), ni même dans les banlieues industrielles. Il s'en rencontre en plein Paris (stations-service), à la prison de Fleury-Mérogis (chauffier), en Corse (mine d'amiant), et même en Guyane, à Kourou, où cinq sites ont été recensés (trois anciennes décharges du Centre spatial, une centrale EDF et un oléoduc). La découverte de ces sites, lorsqu'il ne s'agit pas d'une pollution accidentelle bien répertoriée, est souvent due au hasard : coup de pelle, lettre anonyme... ou mort d'une vache, comme cela s'est produit une fois en Normandie.

Le ministre ne s'en tiendra pas à ce recensement, qui ne fait apparaître que les sites actuellement connus, alors qu'il s'en découvre toujours de nouveaux et que d'anciens sont finalement nettoyés. Il se donne encore deux ans pour en dresser une liste exhaustive, grâce aux recherches histo-

riques déjà lancées en Lorraine et Midi-Pyrénées. De toute façon, on ne retiendra alors que les sites effectivement dangereux et non pas potentiellement dangereux, comme l'ont fait certains pays. On ne comptabilise donc pas les 30 000 stations-service de France comme sites à nettoyer, mais seulement celles qui ont été signalées comme polluantes. De même, sur les 800 usines à gaz recensées par l'association Robin des Bois, le ministre n'en retient qu'une quarantaine à risque certain. « Il faudra quinze ans pour tout traiter », avertit Michel Barnier.

ROGER CANS

A nos lecteurs

En raison de la parution dans nos éditions datées dimanche 18-lundi 19 décembre d'un supplément consacré au cinquantième anniversaire du Monde, le supplément « Radio-Télévision » (consacré aux programmes du 19 au 25 décembre) sera publié dans nos éditions datées samedi 17 décembre.

Le Serveur Judiciaire
Leader français des banques de données sur les ventes aux enchères publiques

36 17 VAE

La contribution de la présidence de Georges Pompidou à la V^e République

Vient de paraître

447 pages
280 F TTC
en librairie

Montchrestien

DÉBATS

Delors : « Mendésiste ? », par François Stasse ; Vitesse : « Poids lourds sans contrôle », par Denis Broussolle ; A livre ouvert, par Robert Solé ; « L'individualisme défaille », par Robert Solé (page 2).

INTERNATIONAL

La crise politique s'aggrave au Burundi

Le Burundi s'enlise dans la crise politique causée par l'élection, jeudi 1^{er} décembre, de Jean Minani à la présidence de l'Assemblée nationale. Le principal parti d'opposition, l'Unité pour le progrès national (UPRONA) de la minorité tutsi, réclame la démission de M. Minani, qu'il accuse d'avoir incité au massacre des Tutsis en octobre 1993, après l'assassinat du président hutu, Melchior Ndadaye, par des militaires putschistes (page 6).

POLITIQUE

Antoine Pinay sera inhumé dans l'intimité

Les obsèques d'Antoine Pinay, ancien président du conseil sous la IV^e République et ancien ministre des finances du général de Gaulle, décédé mardi 13 décembre à l'âge de cent trois ans (le Monde du 14 décembre), seront célébrées dans l'intimité le 17 décembre à Saint-Chamond, dans la Loire (page 9).

EDUCATION • CAMPUS

Le syndicalisme étudiant mis au rencart par les « corpos »

Les principales organisations syndicales étudiantes auront dans quelques semaines renouvelé leurs instances dirigeantes. En perte d'influence et déchirées par des conflits internes, elles doivent composer avec une nouvelle génération d'associations et de militants (page 16).

SPORTS

Football : la France bat l'Azerbaïdjan

L'équipe de France de football a battu celle d'Azerbaïdjan (2-0), mardi 13 décembre à Trabzon (Turquie), lors d'une rencontre comptant pour les éliminatoires

du championnat d'Europe de 1996. Les Français occupent provisoirement, avec six points, la troisième place du groupe 1 (page 17).

CULTURE

Sélection des spectacles de la semaine

Les critiques et les rendez-vous de la semaine (page 19).

ÉCONOMIE

ATT s'allie avec le réseau européen Unisource

Le géant américain des télécommunications, ATT, a conclu, mardi 13 décembre, une alliance avec le consortium européen Unisource — un ensemble formé des postes et télécommunications néerlandaises, suisses, suédoises, auquel s'est tout récemment associé l'espagnol Telefonica — dans les réseaux privés destinés aux entreprises multinationales (page 24).

SERVICES

Annonces classées 10
Dans la presse 23
Marchés financiers 26-27
Cartes 28
Météorologie 28
Mots croisés 28
Radio-télévision 29
Abonnements V

La télématique du Monde :
36 15 LEMONDE
36 17 LMDOC
et 36-29-04-56

DEMAIN

Le Monde des livres

L'« autre vie », l'« autre parole » de Primo Levi, grand écrivain « témoin » des camps nazis : des nouvelles fantastiques, qui paraissent aujourd'hui en français. Histoire : le livre de Sonia Combe sur l'accès aux archives contemporaines ; celui de Pierre Rosanvallon sur les Chartes de 1814 et 1830, dans une nouvelle collection dirigée par Robert Badinter. Arts : Marcelin Pleynet analyse la correspondance Derrain-Vlaminck.

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté de I à XVI

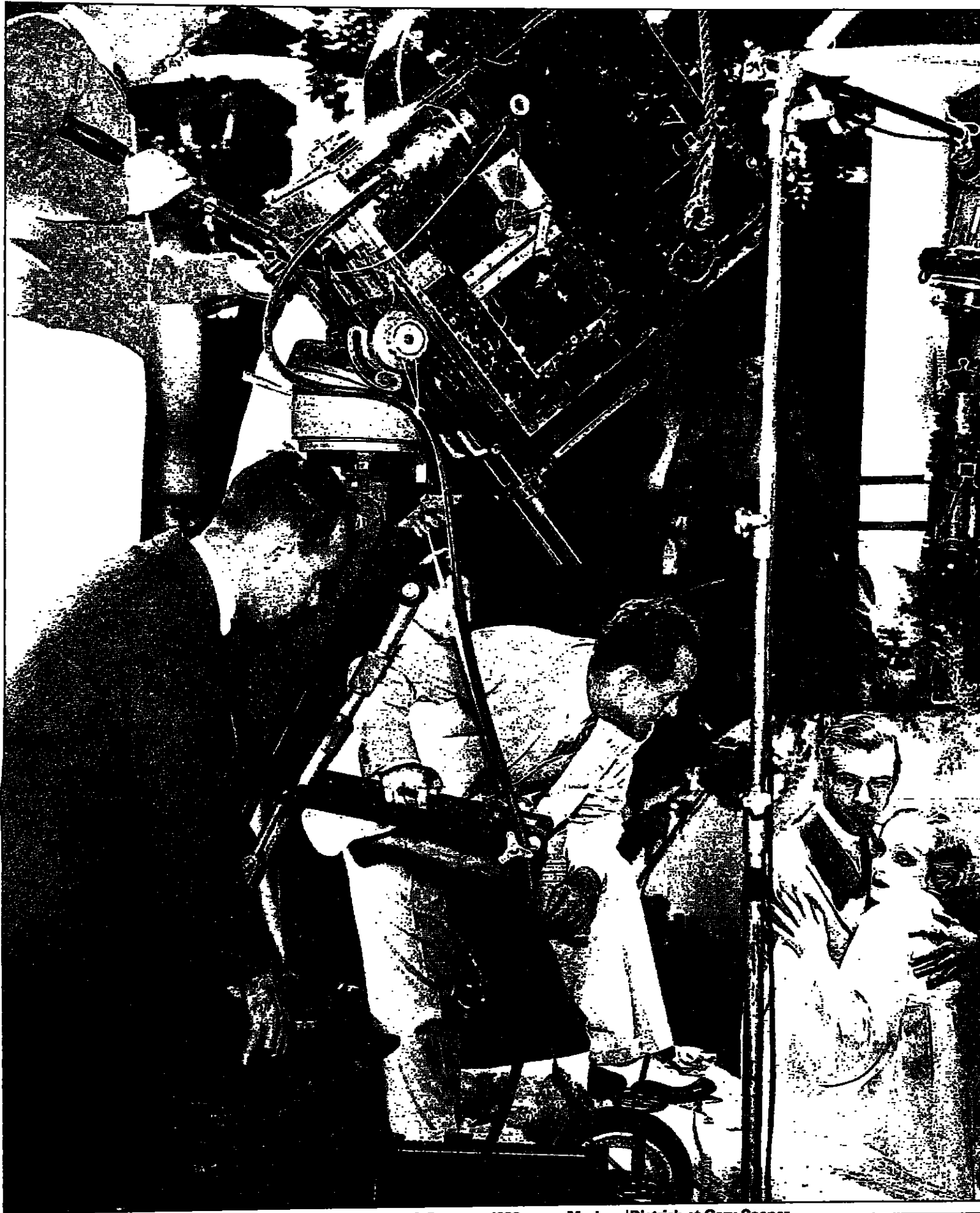
Le numéro du « Monde » daté mercredi 14 décembre 1994 a été tiré à 528 298 exemplaires

صحنه من الاجل

• Le Monde • Jeudi 15 décembre 1994 •

Le Monde

ARTS & SPECTACLES



Le tournage de « Désir » de Frank Borzage, 1936, avec Marlene Dietrich et Gary Cooper.

1er
siècle du
cinéma

NAISSANCE

1895, l'année qui a changé le regard des hommes sur eux-mêmes.
Pages II et III

SOURCES D'ÉNERGIE

Cinéma moderne/jazz moderne. A quoi servent (encore) les producteurs ? Brève histoire des acteurs.
Pages IV et V

L'ÉPREUVE DE L'ART

Les cubistes vont au ciné. Exposer les films. Consulter les films.
Pages VI et VII

CHANGEMENT D'ÉPOQUE

Le cinéma peut-il devenir une langue ? La parenthèse Lumière. La « révolution » Bazin. Les « bricolages » de Chris Marker. A l'épreuve de l'art vidéo.
Pages VIII à X

VU DE L'ÉTRANGER

De la suprématie américaine aux désirs de renaissance des cinémas russe, japonais, indien et égyptien.
Page XI

DEUX FILMS POUR UN ANNIVERSAIRE

« Les Cent et Une Nuits », d'Agnès Varda. « Les Enfants de Lumière », de Pierre Philippe.
Page XII

PROGRAMME DES MANIFESTATIONS

Pages XIII à XV

BIBLIOGRAPHIE

Page XV

LUMIÈRES DES REVENANTS

Page XVI

La célébration du centenaire

Rien que le cinéma !

MILLE neuf cent quatre-vingt quinze sera donc l'année du centenaire du cinéma. Avant même qu'elle ne commence se profile l'ombre des obligations commémoratives, le cortège des pleureuses hypocrites et des pom pom girls à l'enthousiasme stipendié, les déluges de palmarès, de records, d'anecdotes, de nostalgie: qu'il était beau le cinéma de papa ! Sans oublier quelques empoignades cocardières — qui est propriétaire de l'invention du cinéma ? —, et le goût des antiquités culturelles.

Ce supplément de seize pages se tient volontairement à l'écart des reconstitutions historiques et de l'embaumement des souvenirs. Il ne renie pour autant ni les plaisirs nés dans les salles obscures ni la mélancolie qui émane souvent du grand écran. Mais on a préféré essayer de prendre au sérieux, donc avec le sourire,

ce qui mérite effectivement d'être célébré dans l'invention présentée le 28 décembre 1895, au Grand Café, lors de la projection fondatrice: le cinéma lui-même.

Ni héritier abusif du roman, du théâtre et de la peinture, ni préhistoire de l'image électronique, le cinéma est l'invention d'un regard. Il est le mystère de la projection, quand la lumière, jaillie du fond de la salle, enfante des images « plus grandes que soi », dans le noir. Il est une découverte du monde et d'un rapport au monde. Il est aussi l'invention d'un public, né face au miracle de la fusion entre enregistrement et fiction. Ce public qui en retour fonde le cinéma: « Dans une salle de spectacle, l'art sort des spectateurs », disait Henri Langlois.

Pour essayer de raconter un peu de cette histoire, qui pour sa gloire et sa honte traverse le XX^e siècle, il ne fallait

pas s'enfermer dans le passé, mais tenter d'accompagner le mouvement qui s'est mis en route lorsqu'un certain train entra en gare de La Ciotat. Un mouvement qui s'est parfois dévié, a souvent ralenti, mais ne s'est pas arrêté. Il fallait aussi se demander où il allait. Aller voir de quoi le cinéma est contemporain, ce qui l'a fait bouger, ce qui le travaille aujourd'hui. Regarder aussi comment il se vit et se voit dans le monde. Parler des films, enfin, puisque la célébration du cinéma fabrique du cinéma.

C'est à ce titre qu'on y reprend de bon cœur une phrase prononcée dans ces pages par Michel Piccoli, le si peu protocolaire président de l'association Premiers siècles, qui coordonne les manifestations de 1995: « Le centenaire du cinéma, on s'en fiche. Mais on ne se fiche pas du tout du cinéma. »

JEAN-MICHEL FRODON

DU 5 AU 29 JANVIER 95

PIECES DE GUERRE

ALAIN FRANCON

« Un monument du théâtre de notre temps... »
Michel Cournot (Le Monde)

« C'est la révélation du festival d'Avignon...Boulevardant... »
Olivier Guéhen
Le Nouvel Observateur

ODEON THEATRE DE L'EUROPE 11 et 13 - 2015 ODON

ECOUTEZ VOTRE

صحنه من الراحل

LE SIÈCLE DU CINÉMA / NAISSANCE

le, le spectacle



la matière et l'esprit

Kinétoscope d'Edison. Il permettait de faire revivre pour un spectateur penché sur une boîte à films des numéros de cirque, des danses. Mais là, au Grand-Café, en un même lieu, au même moment, un grand nombre de spectateurs vibrent aux mêmes souffles d'aventure. Le cinématographe est partagé. Par ce que l'on voit, mais aussi parce que l'on en parle. Le cinéma se raconte. Sans aucune publicité, le Grand-Café passera rapidement de trente-trois spectateurs par jour à plus de deux mille. Ces images sans message, dont le succès ne se démentira jamais, avaient-elles plus de force que les spectacles assés ? A la fois vues et fenêtres, regards portés sur le monde et réception de ce monde dans l'encadré de l'écran, elles sont anodines comme la vie quotidienne. Ce n'est pas leur contenu qui les rendra extraordinaires, mais cette mise en scène trouble, subtilement porteuse de liberté. Ce même samedi 28 décembre 1895, le physicien allemand Wilhelm Conrad Röntgen, lui-même grand amateur de photographie, envoie un manuscrit à l'université de Würzburg. Il annonce la découverte de nouveaux rayonnements aux propriétés extraordinaires, mais dont la nature est inconnue ; il les appelle « rayons X ».

Röntgen transmet également à la communauté des physiciens la radiographie d'une boîte métallique close contenant une boussole munie d'une aiguille aimantée ; celle d'une boîte renfermant des poids de laiton, celle des moulures et textures de la porte de son laboratoire et la fameuse image du squelette de la main de Bertha Röntgen, sa femme, à l'annuaire mort d'une bague. L'affaire prend très vite une tournure internationale. Le 5 janvier 1896, *Le Presse* de Vienne diffuse l'information. Le lendemain, la nouvelle est ciblée depuis Londres « à toutes les nations civilisées du monde ». Jamais une découverte scientifique n'avait si rapidement trouvé un aussi large écho au sein de la sphère sociale. Le monde politique manifeste son intérêt. Le Kaiser réclame une démonstration ; le tsar et la tsarine de Russie font réaliser chacun une radiographie d'une de leur main, qu'ils encadrent soigneusement. Des photographes, des physiciens, des biologistes, des médecins se lancent dans la radiographie. De l'aile de faisan à la « boîte en bois fermée, ficellée et cachetée contenant une montre en or et sa chaîne, bien emballées », tout est prétexte à la réalisation de nouvelles images. Sur les champs de foire, les rayons X concurrencent le cinématographe. Pour une faible somme, il est possible soit d'assister à une projection cinématographique, soit de faire réaliser une radiographie de sa main ou de son pied.

Au Grand-Café du boulevard des Capucines, les démonstrations de rayons X succèdent à celles du cinématographe. Les caricaturistes, portant au visible les fantasmagories de chacun, s'en donnent à cœur joie. Des commerçants bien intentionnés proposent des vêtements opaques aux nouveaux rayons. Durant l'année 1896, plus de mille articles scientifiques seront écrits sur le sujet. Les frères Lumière eux-mêmes effectueront deux communications à l'Académie des sciences sur « la photographie à travers les corps opaques ». A tous, les rayons X offrent l'accès à un espace nouveau, stupéfiant : l'intérieur des corps vivants, brutalement offert au regard.

La durée des premières expositions varie d'une vingtaine de minutes à plusieurs heures. Les mains des premiers radiologues seront atteintes de dermatite, déformées et rongées. Les rayons X auront leurs malades et leurs morts. Le premier martyr authentifié, Clarence Dally (1865-1904), verra ses cancers de la peau traités par des

décharges supplémentaires, dans l'espoir de défaire ce que les rayons X eux-mêmes avaient provoqué. Curieusement, si la découverte des rayons X et leurs nouvelles images rencontrent, au sein du monde scientifique, un écho considérable, il n'en est pas de même de l'invention des frères Lumière. Il faut attendre 1925 pour que l'Académie française, qui a publié des centaines de communications sur la photographie ou les rayons X, consente à réserver un article au cinématographe. Encore s'agit-il là de polémiques sur les revendications de paternité de l'invention.

non négligeable du monde scientifique passe-t-elle ainsi sous silence la découverte du cinématographe ? Sa mise au point, prenant appui sur une connaissance précise de la persistance rétinienne, fut pourtant menée avec une rigueur toute scientifique.

En réalité, si le chemin technique conduisant de Marey à Lumière est bien linéaire, l'un et l'autre n'appartiennent pas au même monde, ne voient pas les choses de la même manière. La chronophotographie, qui vit, en cette extrême fin de siècle, son chant du cygne, appartient encore à l'après-guerre (celle de 1870) ; le cinématographe, lui, fait déjà partie de l'avant-guerre (celle de 1914). Les spécialistes de la chronophotographie avaient pu légitimement se sentir portés par la mission alors assignée aux savants de « relever la France » ; leurs « revolvers photographiques », leurs « fusils photographiques » suffisaient à en témoigner. Peu à peu, cependant, le monde scientifique avait développé des idées d'internationalisme. En cette fin de siècle, alors même que règne le pressentiment d'une guerre à venir, la collaboration entre scientifiques français et allemands se développe.

Dans sa quête affichée du savoir et de la connaissance, la science est aussi une quête du pouvoir. Lorsque les responsables politiques de la III^e République prennent en main la réforme éducative, ils n'omettent pas de marquer parallèlement leur profond intérêt pour la science. Ainsi se reconstituent les liens privilégiés entre l'État, l'éducation et la recherche scientifique. Les travaux chronophotographiques des « physiologistes photographes », tels Étienne Jules Marey, Albert Londe, Georges Dumeny... n'auraient pu voir le jour sans le soutien de l'État et des institutions scientifiques, médicales, militaires qui aidèrent à la création d'ateliers photographiques, de stations chronophotographiques, à la fourniture de « matériel humain photographique » docile.

En contrepoint, les frères Lumière, éléments dynamiques d'une économie libérale, n'hésitent



Détail d'un portrait de Sigmund Freud par Ralph Steadmann.

Le phénomène peut sembler d'autant plus curieux que les travaux de décomposition photographique du mouvement réalisés par Étienne Jules Marey font l'objet depuis près de quinze années de communications régulières. Or, la chronophotographie d'Étienne Jules Marey constitue bien la moitié du chemin technique parcouru en direction du cinématographe (l'autre moitié consistant en la synthèse du mouvement). En 1895, Étienne Jules Marey, auquel les frères Lumière ne manquent jamais de rendre hommage, devient président de l'Académie des sciences. Louis Lumière est lui-même, depuis 1919, membre de l'Académie dans la section des sciences appliquées ; Auguste Lumière sera admis plus tard, en 1928, comme correspondant de la section de biologie et de médecine.

Pour quelles raisons une part

Alice Guy premier(e) cinéaste

QUE le premier réalisateur film, au sens précis qu'a pris cette expression, soit une réalisatrice ne manque pas de piquant, vu de la misogynie qui régna ensuite dans le cinéma. Et pourtant, alors que celui-ci venait d'atteindre l'âge de sa majorité, la carrière d'Alice Guy était déjà terminée.

Née en 1873, entrée au service des établissements Gaumont en 1895, cette ancienne sténodactylo affirmait avoir mis en scène la *Fée aux choux*, son premier film, l'année suivante (Georges Méliès débutait à peine). En 1920, Alice Guy avait déjà réalisé en France quelque deux cents films d'une durée d'une à quarante minutes, et plus de soixante-dix moyens et long métrages, aux États-Unis. Elle avait également participé à la construction du premier studio Gaumont, aux Buttes-Chaumont, fondé et dirigé quatre sociétés de production et une de distribution, réalisé les premiers essais de cinéma parlant grâce à un « chronophone » (qui associait les images à un enregistrement sur rouleau de cire), et donné sa première chance à

Louis Feuillade (le futur réalisateur des *Vampires*), qui lui succéda en 1907 comme principal collaborateur de Léon Gaumont. Qu'elle fût jusqu'en 1914 la seule femme cinéaste, qu'elle ait, avec



Alice Guy prépare une scène de tournage.

son mari, Herbert Blaché, permis au cinéma français d'exister en Amérique, et qu'elle se soit inspirée aussi bien d'œuvres littéraires (Balzac, Edgar Poe, Jules Verne) que de la réalité sociale américaine (conditions de vie en prison, travail des

enfants) ne suffit pas à lui éviter l'oubli. Seuls l'obstination de quelques amis (René Jeanne, Louis Gaumont, Henri Langlois) et les travaux de la Cinéma-thèque française et de l'historien Francis Lacassin purent l'en tirer. Pour elle, cette reconnaissance, survenue au milieu des années 50, fut trop tardive. De retour en France en 1921, elle n'était pas parvenue à retrouver dans le cinéma une place qui fût conforme à ses aptitudes et à son expérience. Alice Guy rédigea alors des sous-titres et des résumés de films (notamment pour le magazine *le Film complet*), et écrivit des contes et nouvelles. De nouveau installée aux États-Unis, avec sa fille, en juin 1964, elle disparut un peu moins de quatre ans plus tard, le 24 mars 1968. Elle était âgée de quatre-vingt-cinq ans.

★ Alice Guy : Autobiographie d'une pionnière du cinéma. Présenté par l'Association Musidora (Nicole-Lise Bernheim/Clair de France). Éditions Denoël/Gonthier, 1976.

★ Francis Lacassin : Pour une contre-histoire du cinéma. (Éditions Institut Lumière/Actes Sud, 1994.)

Qui a inventé le cinéma ?

S'il n'a pas été nécessaire que le cinéma devienne centenaire pour voir ses inventeurs, réels ou supposés, se bousculer aux portes de la renommée, la célébration du premier siècle d'existence de ce qui fut longtemps pour beaucoup « une invention sans avenir » est prétexte à une accélération des processus de recherches en paternité. Bardés de brevets, armés de chronologies de bénédictins, s'engouffrant dans leurs certitudes, les historiens s'affrontent à grands renforts de preuves « irréfutables » et de dates « incontournables ». Mais, en cherchant à savoir quand est né le cinéma, on souhaite surtout désigner le lieu de sa naissance, de sorte que l'on puisse lui décerner un brevet de nationalité.

Est-il né en France, comme le disent les Français, ou aux États-Unis, comme l'affirment les Américains ? Faut-il, pour le savoir, tourner les pages du grand livre des inventeurs ou feuilleter les programmes des salles de spectacle, convoquer le souvenir du premier tour de manivelle ou comptabiliser le premier sou ou le premier cent tombé dans l'escalier du premier « moniteur d'ombres » ? A ce jeu-là, chacun est assuré

d'avoir raison tout en n'étant pas certain de n'avoir pas tort. Quel que soit le maillon que l'on décide de célébrer, la vérité est au bout de la chaîne.

S'il fallait choisir un nom, celui de Louis Aimé Augustin Le Prince s'imposerait peut-être. Parce que c'est un beau nom, pour un inventeur, et que ce Français enregistra, en novembre 1888, quelques images du jardin de son beau-père, qui était anglais et habitait Leeds. Pour ce qui est du nom, celui de Lumière paraît plus approprié encore.

Si certains contestent que les frères Louis et Auguste aient découvert le cinéma, personne ne songe sérieusement à nier qu'ils aient inventé le cinématographe, en filmant la sortie de leurs propres usines, à Lyon, le 19 mars 1894, puis en organisant la première projection en public sur un écran, le 22 mars 1895, au siège de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, 44, rue de Rennes à Paris. Le 28 décembre 1895, les Lumière effectuaient première séance de cinématographe, au Grand Café, boulevard des Capucines à Paris. Mais, à cette date, il est loisible d'en préférer d'autres, qui lui sont antérieures.

Celle du 22 mai 1891, par exemple, parce qu'à cette date fut pour la première fois présentée en public le résultat des recherches de Thomas Alva Edison pour la mise au point du kinétoscope. Ou encore celle du 14 avril 1894, car jamais avant ce jour des spectateurs n'avaient payé pour assister à la projection d'images animées (la séance eut lieu au Kinetoscope Parlor, à Broadway et rapporta à ses organisateurs 120 dollars en une journée).

A moins que l'on ne préfère évoquer la séance organisée le 1^{er} novembre 1895 à Berlin par Max et Emil Skladanowski : les dirigeants nazis ne se privèrent pas d'évoquer son souvenir pour affirmer que le cinéma était une invention allemande, oubliant volontairement la projection, à l'initiative du major Woodville Latham, d'un film de boxe de quatre minutes, *Young Griffo vs Battling Charles Barnett*, le 20 mai 1895 à New-York. Ces séances, et quelques autres encore, furent sans lendemain, au contraire de celle du Grand Café. Un siècle a passé depuis, au fil duquel le cinéma s'est découvert de nombreux pères, qui tous l'ont reconnu.

P. M.

« Je vous aime » et « Vive la France ! »

L'affaire Dumeny est révélatrice des relations difficiles entre la science et l'industrie. De 1880 à 1894, Georges Dumeny est le collaborateur d'Étienne Jules Marey, dont il réalise la plupart des chronophotographies. En 1893, il décide de se lancer dans l'aventure industrielle de la synthèse photographique du mouvement. Son kinoscope, ou « portrait vivant » animé, assure sa notoriété : le visage moustachu et muet de Dumeny articulait ses « Je vous aime » ou ses « Vive la France ! » font le tour du monde. Le 20 décembre 1892, Dumeny fonde la Société générale de phonoscopie afin d'exploiter industriellement l'appareil. Les ennuis commencent : il y a loin entre la réalisation d'un prototype et la fabrication en série. Dumeny apprend à ses dépens. « La vie du laboratoire vous tient si bien à l'écart du monde qu'il devient même imprudent à un jeune savant qui ignore les ficelles du métier et de se livrer aux mains des commerçants. »

Pourtant agent de l'État, il se voit contraint par son maître Marey de quitter son emploi au Collège de France. Son association avec Gaumont contribuera à la prospérité de la firme : les « chronos 35 millimètres Dumeny » seront appréciés jusqu'en 1914 par les opérateurs couvrant le monde entier. Mais Dumeny, découragé, avait, en 1901, cédé ses droits à Gaumont pour une somme misérable... Entre le savant Marey, solitaire, studieux, précis, amoureux des faits, porteur de

valeurs morales, et les industriels Lumière, qui, se tournant vers un public de masse, jouent sans réticence avec le pouvoir et la fascination exercés par l'image, c'est bien d'une véritable rupture qu'il s'agit. Dumeny ne parviendra pas à gérer cet écartèlement.

Étienne Jules Marey reste attaché aux symboles et aux valeurs du XIX^e siècle. Louis et Auguste Lumière, s'emparant de l'avenir, annoncent déjà le XX^e siècle ; ce n'est pas de progrès qu'il s'agit, mais bien d'espoir. Entre la science et les « industries culturelles » qui viennent à peine de naître, le fossé se dessine. Entre la science et le monde sensible, entre la science et la société, il se creuse un peu plus. Bien sûr, il serait injuste de ne pas mentionner l'œuvre cinématographique des Doyen, Comandon, Fonbrune, Bull, Thévenard et, plus tard, Paimlé... mais, globalement, les institutions scientifiques de cette charnière de siècle ne contribuent guère au développement et à l'évolution du cinématographe. Elles laissent ainsi s'éloigner un outil qui aurait pu lui servir beaucoup plus qu'il ne l'a fait.

Ce « déverrouillage » du cinématographe par la science met en évidence deux conceptions de la culture qui, sur bien des points, s'opposent. La première se veut civilisation et s'oppose à la technique comme barrière. La seconde se définit comme la totalité de l'expérience humaine accumulée et socialement transmise. La science est exclue de la première, mais elle est partie intégrante de la seconde. La filiation bien souvent établie entre les chronophotographies de Marey et le cinématographe des frères Lumière est ainsi mise à mal. Elle camoufle bien des contrastes et des oppositions : l'objet technique n'est pas seulement le dernier-né d'une chaîne généalogique, il est le fruit de doutes, d'opportunités, d'idéologies, d'emprunts, de ruptures.

MONIQUE SICARD

► Historienne, chercheuse au CNRS, Monique Sicard publie en janvier prochain l'ouvrage *Le cinéma entre voir et savoir aux éditions Les Empêcheurs de penser en rond*.

CINEMASCOPE

Le 1^{er} Magazine du Centenaire du Cinéma

En vente chez votre marchand de journaux

N°1 29 Frs

LE SIÈCLE DU CINÉMA/SOURCES D'ÉNERGIE



John Cassavetes dirige Shafi Hadi pour la musique de « Shadows ».

Nouvelles vagues...

Jazz en images, printemps en novembre

Echos des rafales qui secouèrent le début des années 60 : les coupables étaient trop occupés pour se labelliser « modernes ». C'était ça, pourtant, entre Sonny le Fou et Pierrot le Bleu

NOVEMBRE 1965. On a vingt ans. On ne laissera dire à personne que c'est le plus bel âge de la vie, mais tout de même. On vient de le lire. On est à la Mutualité. On y reviendra souvent. Ornette Coleman (premier concert à Paris) joue des gaietés d'un air gauche. L'effet est sec comme une bombe. Pourtant, c'est la deuxième mi-temps qui déroute. On ne s'y attendait pas. Sonny Rollins défait l'effet du free jazz d'Ornette à peine fait, comme on rase une table. Ornette paraît timide avec son trio (David Izenzon, Charles Moffett). Rollins tonne avec un trio d'occasion. Il a un bérêt basque, il désespère le fidèle. On est soufflé.

Le jazz ne veut plus s'appeler jazz. À prendre ou à laisser. On ne sait plus rien du temps. Le son de la salle est pénible. On n'a pas tous ces machins qui font illusion. C'est beau. Le jazz danse sur sa

tombe. Rollins dans le vide. Il enchaîne des frusques, coud des chiffons, culmine avec *O sole mio*. Le jazz s'écrit à la craie, s'efface comme une marelle sur le trottoir. Ardoise magique : « Si tu détruis, que ce soit avec des outils nuptiaux » (Char). C'est le seul novembre de printemps de la vie.

Tous les grands qu'on a enterrés depuis sont alors en activité. Armstrong, Duke, le Comte, Coleman Hawkins, Monk, Miles, même Coltrane, Ayler. Tous. On écoute, dans la salle blafarde où va se jouer Mai bientôt, deux musiciens, encore aujourd'hui très vivants, déchirer leur impossible image de jazz. Les choses auraient pu prendre ce tour. C'est novembre. On vient de voir *Pierrot le Fou* quatre fois de suite aux Ursulines, le jour de la sortie. On n'a aucune idée du divertissement. La vie commence à chaque image. Le jazz et le cinéma ont plus changé les vies, les têtes, les fêtes de l'imaginaire que tout, et ils changent d'eux-mêmes, jazz et cinéma, du tout au tout, leur propre image de jazz et de cinéma. Révolution permanente, au second degré, sans fin, sans but, pour aller vite, pour aller simplement pour aller.

Pierrot le Fou renverse ce que l'on aimait d'amour sûr dans les

images et les récits. On l'attendait. Godard déjà n'accélérait pas l'image par l'image du jazz, comme il le fit avec Martial Solal, dans *A bout de souffle*. Ornette brûle d'amour l'image vraie de Parker, mort il y a moins de dix ans. Ce n'est pas un dépassement philosophique. C'est le geste de celui qui sait qu'il n'a pas le choix. Aimer Parker à ce point ne se paye que de ce retournement. Brutalité comprise. Ornette Coleman s'est fait tabasser un jour, le bec de ténor écrasé sur les dents, pour sa seule façon de surjouer le jazz. Sa couleur n'est ici qu'une incidence lointaine.

Rollins, plus âgé, plus célèbre qu'Ornette, irradie celle du free jazz en une nuit d'automne. C'est novembre. Renversements sur renversements. On est mis pour rêver. Mai peut venir. Oh qu'on soit, on est fin prêts. Mais que font les prophètes ? Ils sont ailleurs. Ils sont occupés. Ils préparent les temps où ils devront dire qu'ils ont raté ce temps. Le jazz n'a encore que piètre image, le cinéma, pas celle-là.

On s'en tape. Dans le pays, des gens venus d'ailleurs, Jean Narbonne, Philippe Carles, se retrouvent à la sortie de la Cinéma-thèque. Jean-Louis Comolli fait le passeur. Ils se sont connus à Alger la blanche, en fac de médecine. Rêve

Brève histoire

Les minutes

par Luc Mouillet

POUR les acteurs, le centenaire du cinéma, ça sera plus tard, dans une dizaine d'années. C'est que, au début, les films étaient surtout des documentaires. Ou, s'ils sacrifiaient à la fiction, ils étaient trop courts (deux à cinq minutes) pour avoir le temps de définir des personnages. Tout au plus, c'était de la figuration intelligente (l'arroseur qui arrose). Aucun nom ne figurait à l'affiche. L'identité des premiers « acteurs » reste perdue à jamais.

1905. C'est le premier vrai départ. André Deed, qui vient du café-concert, crée Boireau, personnage comique, que l'on retrouvera

à travers maints films courts. Max (Linder), Charlot (Chaplin), Males (Keaton) et bien d'autres suivront le mouvement.

1908. Après les spécialistes des variétés, voici le tour des grands acteurs du théâtre, que les producteurs ont su convaincre - avec beaucoup de mal et d'argent - de se risquer devant une caméra. Avec *L'Assassinat du duc de Guise*, Le Bargy et Berthe Bovy furent les premiers à sauter le pas, imités par Sarah Bernhardt, Charles Dullin, Dustin Farnum, et j'en passe...

1915. Nouvelle conquête des producteurs : les gens de l'opéra. DeMille convainc la célèbre cantatrice Geraldine Farrar de devenir actrice dans *Jeanne d'Arc* : une Jeanne qui a quarante-quatre ans et pèse près de quatre-vingts kilos. Choix d'autant plus absurde que le cinéma est toujours muet. Plus tard, Chaliapine, Callas suivront le mouvement. Sans parler des vedettes de la chanson, Chevalier, Trenet, Tino Rossi, Guétary, Presley, Vartan, Adamo, Vanessa Paradis, David Bowie...

1917. Premier grand cabot de l'histoire du cinéma, Emil Jannings, qui en fait des tonnes dans *Les Yeux de la momie*, tourné par Lubitsch.

1920. *Le Kid* : Jackie Coogan, première star enfant. Avant Shirley Temple, Elizabeth Taylor et Macaulay Culkin (celui qui rate toujours les avions).

1922. Au Japon, jusqu'ici, tous les rôles de femmes étaient tenus par des hommes. Coup de théâtre : apparaissent les premières actrices. Un grand nombre d'acteurs se retrouvent au chômage, mènent une grève de protestation, et sont obligés - comme un certain Kenji Mizoguchi - de se recycler dans la mise en scène.

1926. La star favorite des enfants est Riu Tin Tin, un chien. La consécration de l'animal se poursuivra dans les années 80 sans faire de l'ours ou des dauphins du *Grand Bleu* de véritables vedettes.

1930. Avènement du parlant, qui mettra fin à la carrière de stars à la

voix bizarre (John Gilbert, Gloria Swanson), relayées par les champions des variétés (Fernandel), du Boulevard (Guitry) et du Grand Théâtre (Jouvet).

1932. Ultime conquête du cinéma : les médaillés olympiques (Buster Crabbe, Johnny Weissmuller), qui entament illico une longue carrière devant la caméra.

1934. Pour la première fois, un acteur tient deux rôles, en alternance, dans le même film : Edward G. Robinson est à la fois gangster et bon petit employé dans *Toute la ville en parle*, de John Ford, suivant la voie esquissée par Brigitte Helm dans *Metropolis*. Il aura beaucoup d'émules : Chaplin (*Le Dictateur*), Jouvet, Olivia de Havilland, Alec Guinness (huit rôles dans *Noblesse oblige*), etc. Les acteurs adorent ça.

1944. Le jeu de l'acteur... Un jeu qui mène très loin : Luisa Ferida est exécutée pour avoir trop sympathisé avec Mussolini. Et Robert Lynen meurt, fusillé par les Allemands.

1947. Grand départ de l'Actor's Studio, école pour acteurs fondée sur les principes de Stanislavski : l'acteur recrée le personnage ou se fonde sur ses propres souvenirs personnels, en intériorisant, au détriment parfois de la relation avec le public. Conséquence désastreuse : tous les acteurs utilisent les mêmes manières. On vante souvent « la méthode » parce que Brando et Newman en sont issus. Mais beaucoup n'en sont jamais sortis. A leurs débuts, les deux grands eurent bien du mal à s'en extirper.

1948. Humphrey Bogart devient acteur-producteur, renouvelant une pratique courante au temps du muet. Initiative continuée par Wayne, Lancaster, Douglas, Grint, Gabin et Fernandel (en tandem), Belmondo, Delon, etc.

1950. Avec le *Journal d'un curé de campagne*, Bresson impose sa méthode à lui, esquissée dès les *Dames du Bois de Boulogne* : pas d'acteurs professionnels, une extrême sobriété à l'image, la recherche d'une diction étrange.

A l'occasion de l'exposition consacrée à la société Pathé, les Éditions du Centre Pompidou publient :

PATHE
PREMIER EMPIRE DU CINÉMA

Pathé, premier empire du cinéma, un livre de référence sous la direction de J. Kermanton, publié avec le concours de la Bibliothèque du Premier siècle du cinéma. 480 pages, 400 illustrations dont 200 en couleur, 390F.



Distribution : Flammarion-Uclia

Éditions



Centre Georges Pompidou

1905-1915

1915 : sixième court métrage réalisé par Abel Gance, la Folie du docteur Tube (1915) raconte une histoire de poudre. Invertée par un étrange savant, elle

provoque une distorsion de la vision du monde. Particularité intéressante pour le cinéaste, qui s'autorise tous les effets et toutes les déformations de l'image. Ici, le Mac Guffin ne permet pas seulement à l'intrigue de progresser : il offre au cinéma d'avancer.

صكنا من الامم

LE SIÈCLE DU CINÉMA/SOURCES D'ÉNERGIE

A quoi servent (encore) les producteurs ?

par Philippe Carcassonne

N'EN déplaise à Malraux, le cinéma n'est ni un art ni une industrie. Il se contente d'aspirer, depuis sa naissance, à être l'un et l'autre, d'y tendre, d'y échouer et d'y tendre à nouveau. Son histoire pourrait être celle de ce double et contradictoire effort, de cet insoluble écartèlement entre deux instincts condamnés au compromis. Fruit du compromis ? Le film, qui refuse d'être le lieu de création artistique sans quoi il n'y a pas d'art, autant qu'il refuse d'être le travail reproductif sans quoi il n'y a pas d'industrie.

Les clivages culturels n'ont fait que souligner la schizophrénie du cinématographe. Disons pour résumer que l'Amérique et l'Europe campent chacune sur son pôle. Au Studio System de l'une répond la « politique des auteurs » de l'autre. A Hollywood, même les artisans-créateurs se fantasment en monade capitaliste (la récente éclipse du triumvirat Spielberg/Katzenberg/Geffen laisse entrevoir une guerre dynastique de toute beauté...). A Paris ou à Rome, même les multinationales du secteur ont des allures d'échoppe.

L'opposition ne date pas d'hier : entre 1915 et 1930, une poignée d'immigrants juifs ont façonné non seulement les structures du cinéma américain, mais aussi son éthique (Warner et les valeurs familiales, Universal et le fantas-

me...); alors qu'une autre poignée d'immigrants juifs, poussés vers Paris par la montée du nazisme, se contentaient de produire quelques chefs-d'œuvre emblématiques de la qualité française, sans pouvoir imposer ne serait-ce que l'échelle d'un système (paradoxe malsain, seule la Continental d'Alfred Greven, émanation allemande de la compagnie allemande en France occupée, ressemble à une *major* française).

Sans doute faut-il voir dans cette différence de destins une différence de sémantique : non plus la contradiction de l'art et de l'industrie, mais celle de l'expression et du divertissement. Aujourd'hui encore, et souvent de son propre aveu, le signifié est une notion de contrebande dans le cinéma américain, une réalité spectrale, comme demeure spectrale l'idée de distraire dans l'ontologie du film européen.

Mais ici ou là-bas, la tendance qui concentre et unifie le capitalisme cinématographique paraît irréversible depuis une vingtaine d'années. L'irruption des grands groupes sous le chapiteau et l'avènement d'une poignée de diffuseurs audiovisuels comme véritables maîtres de l'image situent désormais le film en prise directe avec le monde de l'argent.

A Paris, Londres ou Los Angeles, une phalange de décideurs pragmatiques, adultes et habillés normalement, peuvent faire ou ne pas faire le cinéma. Cette incongruité légendaire — le producteur de films — est donc devenue inutile ? Finis les tournois

de tartarinades à la terrasse du Fouquet's, les assauts de caviar épuisé, le parasitisme triomphant et inoxydable ? Doit-on ranger au Musée Henri-Langlois ces destinées en forme de montagnes russes, ces navigateurs insubmersibles qui pouvaient s'acheter une capitale avant de disparaître dans un feu d'artifice de traites impayées et ressusciter en souriant ? Pas sûr...

Les films, du moins sous l'aspect que nous leur connaissons, sont affaire d'imaginaire. Pour ceux qui les regardent, mais aussi pour ceux qui les font. Comme matière, mais aussi comme pratique. Et, dans le dispositif irrationnel, aberrant parfois, qui les engendre, le producteur tient une place de choix. Les symboles dérivent plus lentement que les monnaies ou les régimes. Selon celle du cinéma, les démiurges de la création ont encore besoin de leurs diaboliques familiers. Le fantasme de l'art invoque le fantasme de l'industrie, l'illusion de la liberté, l'apparence du pouvoir.

Il y a quelques années, un réalisateur expérimenté, dont je tentais de prévenir les moindres désirs, me demanda de ne plus quitter le plateau pendant le tournage. « A quoi je sers ? », protestai-je. Il répondit : « En principe, à rien, mais on ne sait jamais... », et pointa son doigt vers le petit extenseur immobile du mur du studio.

Philippe Carcassonne est producteur de cinéma.

1916-1924

1918: Dans *Une vie de chien* (1918), *Charlot* commence par voler des hot dogs, ce qui déclenche une première course-poursuite. Ensuite, c'est un portefeuille volé, puis caché et déterré, qui attire les convoitises et suscite les quiproquos. Nourriture ou argent, c'est ce que poursuit en permanence le vagabond que *Charlie Chaplin* a créé en 1915. En route, il rencontre généralement l'amour.

pour rêve, ils se retrouvent à *Jazz Magazine* et aux *Cahiers du cinéma*. Ils ne sont pas de la revue. Ils inventent pour eux la seule fin heureuse à la guerre d'Algérie. Jazz et cinéma, histoire d'histoire, histoire d'image, histoire de politique, histoire d'amour, ont cela en commun, cette autre culture, cette culture de l'autre venu d'ailleurs. Les imaginaires sont brisés, vidés. Vitesses, débranchements, fragments, la forme de la pensée court après sa forme, tout le monde court après elle aujourd'hui encore, en fin de siècle, mais mal. On vient de voir en cinq ans plus d'images sur le jazz — le vrai sens de « vidéo », c'est : je ne vois plus grand-chose —, plus de scènes et de portraits qu'on n'en connaît alors. Aucune importance. On imagine.

«Les musiques étaient nos grandes pourvoyeuses d'images»

Alger, Bordeaux, Marseille, on peut débarquer de Belfort la grisaille. C'est tout un. Alain Gerber sort la *Couleur orange*, son premier roman : « Les musiques étaient nos grandes pourvoyeuses d'images. Nous vîmes grâce à elles Manhattan, les îles, les pentes de San Francisco, Storyville le jour de la fermeture des bordels, le Southside de Chicago, les deux Kansas-City, certainement si dissimulables, les bayous de Louisiane, le fleuve en plein après-midi pétrifié entre Baton-Rouge et Natchez. Le cinéma ne servait qu'à cautionner ces visions. » Dans la phrase, le plus intéressant, c'est cet adjectif, « certainement » : « certainement » si dissimulables... On n'en savait alors strictement rien.

Depuis Belfort on Bayonne, on ne savait rien.

Or, on savait presque tout. Ce n'est pas la puissance du mythe — le mythe américain est l'envers de ces sons, de ces bruits, de ces couleurs et de ces images. C'est le déchaînement imaginaire de la sensation et de l'idée. Une folie, plus qu'une évocation, la stricte science du rêve et celle du réel. Depuis, on a bien voyagé. Pourquoi au juste ? Les prophètes repentis sont là pour le dire. On les écoute.

La littérature s'est chargée du reste. Céline le mandit et Joyce le défricheur. La boîte de jazz et la caméra, chambre et caverne doublement platoniciennes, deviennent nos repaires. Le monde des villes, le vide des campagnes défilent sur les murs. Avec comme bande-son le Duc d'Autopsie d'un meurtre (Preminger), Miles improvisant à cru sur les rushes d'Ascenseur pour l'échafaud (Louis Malle) et *Sait-on jamais ?* (Vadim) du Modern Jazz Quartet. On ajoute en vrac *Shadows* de Casavetes (musique de Mingus en 1961), *Alfie* de Lewis Gilbert (Rollins cinq ans plus tard), *Getz* pour Arthur Penn (*Mickey One*, 1965), Shirley Clarke et quelques trucs irrépressibles et perdus, comme ce dessin animé où la voix de Dizzy donnait la réplique, mais à qui, grands dieux ?, on comprend tout. Les prophètes, on les entend, se cachent quand les choses parlent si fort.

L'histoire du jazz et du cinéma, cet outillage nuptial de la destruction, cela a commencé aussi tôt que possible. Dans le *Chanteur de jazz* d'Alan Crosland, premier film parlant du cinéma (n'entrons pas dans les détails), premier film considéré comme parlant, Al Jolson, le comédien, était grisé en nègre. Bête au cirque. Normal. Les choses commencent toujours par leur malentendu puisque c'est après qu'elles commencent.

FRANCIS MARMANDE

des acteurs du saltimbanque



Le séisme de l'arrivée du parlant (scène de « Charlton sous la pluie »).

maladroite, que certains estiment « fausse », alors que les autres estiment qu'elle donne bien plus l'impression de réalité que la diction traditionnelle.

1958. Jean-Claude Brialy avait toujours rêvé l'impossible, obtenir le Prix Suzanne Bianchetti réservé aux actrices. Stupéfaction générale : cette année-là, son rêve devient réalité.

1966. Les acteurs français peuvent maintenant recevoir des allocations de chômage.

1970. Gérard Blain inaugure une nouvelle série, celle des interprètes qui, lorsqu'ils perdent le prestige physique de la jeunesse, s'orientent de plus en plus vers la mise en scène. Citons, pêle-mêle, Brialy, Eastwood, Trintignant, Morceau, Juliet Berto, Nicole Garcia, Karine, Balasko, Girardou, Streisand...

1977. Pour la première fois, Bresson fait jouer le même rôle par deux actrices en alternance : Carole Bouquet et Angela Molina seront donc un très *Obscur objet du désir*.

Rivette en fait autant dans *Merry Go Round*.

1983. De quoi troubler tous les jurys chargés d'attribuer les prix d'interprétation (tous sexués, au contraire de ceux accordés aux techniciens) : l'incertitude demeure quant au sexe d'un personnage de l'Année de tous les dangers. Faut-il se fonder sur le sexe du personnage ou sur celui (peut-être plus difficile à déterminer) de l'interprète ?

1987. Rompant la règle établie par l'usage (et quelquefois par les

contrats), Michel Serrault dit pis que pendre de son dernier film, *Ennemis intimes*.

1991. Gong Li, star internationale : ce n'était jamais arrivé à un interprète chinois.

1994. En France, première grande grève des acteurs du doublage. Puisse-t-elle durer éternellement, nous délivrant de cette pratique barbare.

Luc Moullet est cinéaste et critique.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
Jean-Marie Colombani, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications,
n° 57 437, ISSN : 0950-9331
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 40-67-06-11
Microfilms : (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE
Président-directeur général :
Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Mordac
Membres du comité de direction :
Dominique Audey
Gisèle Peyron
133, av. des Champs-Élysées
75009 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 44-43-76-40
Téléc : 44-43-77-30
Siège social
de la SARL Le Monde et de l'Édition et Régie Europe SA

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 30-15 - Tapes LEMONDE
Le Monde - Documentation
35-17 LMDOC ou 35-29-04-66

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-60-32-98 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	Voie normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 540 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 940 F

Pour les autres pays, nous consulter.

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie aérienne, sauf sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

« LE MONDE » (ISSN : 0077-7275) is published daily for \$ 291 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry
- 94852 Ivry-sur-Seine France, agent des postes, paid at Champlain N.Y. 1201, and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to 1465 at NY Box 1518, Champlain N.Y. 1201 - 1518.
Pour les abonnements étrangers aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461 - 230 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

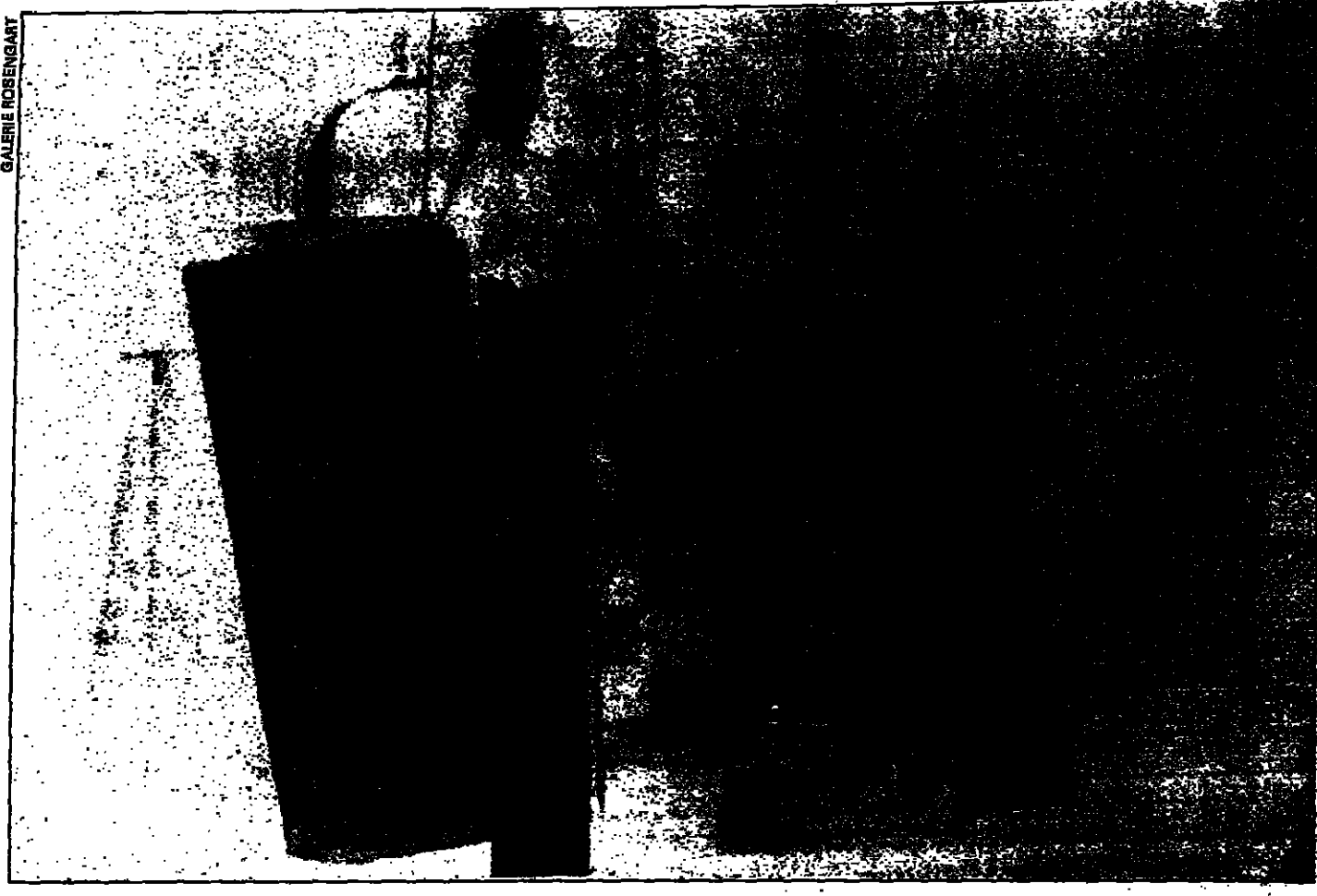
BULLETIN D'ABONNEMENT

401 MO 01 PP. Paris DTN
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE SIÈCLE DU CINÉMA / L'ÉPREUVE DE L'ART

Dès le début du siècle, les artistes « tiennent à l'œil » le cinéma, par plaisir, par intérêt, par inquiétude parfois devant sa nouveauté (*lire ci-contre*). L'expression « septième art » devient vite une facilité de langage qui ne recouvre pas grand-chose. Le cinéma mettra longtemps, un bon demi-siècle, pour être largement reconnu comme un art à part entière. Non sans abus, dès lors que tout possesseur d'une carte de réalisateur revendique les prérogatives de l'« auteur » — sans accepter pour autant les inconvénients de la singularité et les exigences de la création auxquels se confrontent les véritables artistes. Aujourd'hui, alors qu'une part importante du cinéma paraît retourner vers ses origines foraines (par exemple, comme attraction spectaculaire dans les parcs de loisirs), une autre branche a trouvé dans la reconnaissance culturelle le chemin de

sa survie, et peut-être de son développement futur. Ce « devenir-art » s'accompagne de la mutation ou de l'apparition d'institutions destinées à faciliter son rayonnement, mais aussi sa compréhension. Ces institutions, comparables dans leur principe à celles dont disposent les disciplines traditionnelles, se doivent en revanche d'inventer de nouvelles formes d'existence. Les responsables des deux principaux organismes français concernés, la Cinémathèque française, en pleine évolution, et la nouvelle Bibliothèque du film, plaident pour les apports particuliers que peuvent offrir les lieux dont ils ont la charge. Tout en réclamant les moyens de mener à bien leurs tâches, Dominique Paini et Marc Vernet s'interrogent sur les dispositifs particuliers de présentation et de recherche, susceptibles de respecter la nature particulière de ce « matériau » unique : le cinéma.



Georges Braque. « Le Damier ». Autres titres portés par l'œuvre : « Le Programme », « Le Programme de cinéma ».

Les cubistes vont au ciné

Très tôt les avant-gardes, picturales et littéraires se sont intéressées au cinéma. Avant de découvrir qu'il n'était peut-être pas seulement un divertissement moderne, mais aussi un nouvel art majeur.

« Les Américains ont réalisé au ciné une œuvre d'art, dont les gens des autres nations qui s'occupent de cette industrie, de cet art, n'ont pas même l'air de soupçonner la possibilité ni l'importance. » Publiées dans la revue *Nord-Sud* en octobre 1918, ces réflexions sont de Pierre Reverdy, poète et critique. La chronique s'intitule « Cinématographie » et, s'inspirant d'un film dénommé *La Petite Marchande de journaux*, elle développe une réflexion plus générale.

Or *Nord-Sud*, fondée en 1917 sous le patronage de Guillaume Apollinaire, s'avoue sans ambiguïté d'esprit cubiste et attire les modernes, peintres et écrivains mêlés. On peut y lire, outre Apollinaire et Reverdy, Max Jacob, les débutants Louis Aragon et André Breton, et les aphorismes de Georges Braque. Qu'est-ce à dire ? Que l'avant-garde cubiste manifeste très tôt du goût pour le cinéma et que, loin de tenir ces spectacles pour indignes, elle les fréquente avec curiosité et assiduité.

Vers 1910, Picasso va en compagnie de Max Jacob dans un cinéma situé rue de Douai, près de ce Bateau-Lavoir où il loge encore. Il y entraîne Apollinaire et leurs séjours favoris se nomment les *Mystères de New-York* et *Fantômes* — à ce dernier Juan Gris a du reste dédié une œuvre en 1915. Ils y découvrent Charlot, dont Picasso a dit plus tard à Georges Sadoul : « J'en ai parlé à tout le monde et tout le monde m'en a parlé. » En 1913, Braque introduit dans un collage une affiche annonçant l'ouverture à Sorgues, le 1^{er} novembre, du Tivoli-Cinéma et cinq représentations où seraient projetés *Polycarpe sur le fil*, le

Diabolo à la maison, *la Petite Fifi*, *Cow-boy millionnaire* et *Revanche d'un brave*.

Si les allusions sont plus rares dans les chroniques et articles d'Apollinaire, Cocteau évoque « l'âge naïf où nous vîmes l'Aérosur arrosé, le Bock et Bébé au bord de l'eau dans la cave des frères Lumière près d'Old England » et Artaud répond à une enquête en 1923 : « J'aime le cinéma, j'aime n'importe quel genre de film. » Même engouement parmi les peintres du groupe dit de Puteaux, Kupka, Duchamp et ses frères.

Le premier mérite du cinéma est sa nouveauté. Plaisir moderne, il séduit comme séduisent l'automobile et l'aviation. Les jeunes gens de Montmartre admirent Blériot, Farman et Wilbur Wright. Ils se rendent au Salon de l'aviation, comme ils se sont rendus auparavant au Salon de l'automobile. La vitesse mécanique, les inventions des ingénieurs, la victoire du moteur à explosion sur le cheval de fiacre sont à leurs yeux les signes annonciateurs d'un monde neuf, aussi neuf que leurs œuvres et aussi mal compris qu'elles, à l'instant de son apparition. Cubistes et futuristes s'entendent sur ce point. Le cinéma, participant de cette révolution, mérite donc leur attention, d'autant qu'il capte mieux qu'aucun autre moyen l'image de ces métamorphoses.

Telle est son autre vertu : il suscite l'illusion du déplacement. Il se situe donc, par nature, du côté du mobile quand peinture, sculpture et photographie demeurent les arts de l'immobile, du fixe. Il est, par conséquent, du côté de la modernité et de ses progrès. Aussi peut-il apparaître comme le moyen d'expression par excellence du siècle qui naît, étant le mieux accordé aux sujets nouveaux qui surgissent, envol d'un aéroplane, course automobile chère à Picabia, football et rugby chers à Delaunay. Par comparaison, que peut un peintre, sinon décomposer le mouvement en plans juxtaposés et superposés, à la façon des futuristes, c'est-à-dire emprunter au cinéma son procédé et le pasticher à l'huile sur toile ? Quelle d'efficacité, suspension, malaise dans les ateliers : on imagine la suite du raisonnement.

On l'imagine, mais il convient de ne pas aller trop vite. Avant 1914, la question de la rivalité entre cinéma et peinture ne se pose pas. Rôles et dignités se répartissent sans équivoque. Le cinéma, ne serait-ce qu'en raison de ses limites techniques, n'apparaît aux yeux des peintres que comme un divertissement, attirant sans doute, mais néanmoins subalterne. Picasso l'affirme : « J'y allais beaucoup,

mais sans penser à rien de particulier, comme nous serions allés au café. » Auparavant, il allait au cirque Medrano avec les mêmes amis, Apollinaire et Jacob. La projection a remplacé la parade, voilà tout. « Rien de particulier » là-dessus.

S'il prend à Picasso fantaisie d'évoquer l'aviation, un collage et l'écriture d'un slogan à la mode — « Notre avenir est dans l'air » — peuvent suffire. Braque et Gris, Léger, Frensiye et Léger, Delaunay et Boccioni ne raisonnent pas de façon différente. Ils ont, pour figurer la vitesse et la modernité technique, leurs solutions spécifiquement picturales et graphiques — ellipses, déformations, embellages géométriques, collages. L'idée du dialogue d'un art à l'autre et d'une concurrence leur demeure étrangère.

Une force artistique croissante

Elle ne se forme, lentement, progressivement, qu'à partir des années de guerre — deuxième et capitale étape. A ce phénomène plusieurs raisons, la guerre elle-même — que l'on ne peut plus peindre comme autrefois —, les progrès du matériel cinématographique et la diffusion croissante en France de la production américaine. Or celle-ci, pour en revenir à Reverdy, se distingue radicalement du cinéma européen, par son intelligence des moyens.

« En Europe, écrit-il dans *Nord-Sud*, aucune pudeur et — à part de rares exceptions — aucun talent, mais des « cabots » dont le cinéma a dévoré « l'ineptie et l'ineptie ». « Le cinéma n'est pas, comme on le crut, la pantomime, spectacle ridicule et profondément ennuyeux. Au ciné, le geste ne doit pas remplacer la parole. Il y a d'autres moyens exclusivement cinématographiques qui dispensent de cette exagération des gestes. L'esprit du spectateur fait le reste. »

Quels moyens ? Le gros plan, l'économie de mouvement, le raccourci significatif obtenu par le rapprochement de deux images. Il existe ainsi, suggère-t-il, un langage cinématographique propre, qui n'est asservi à aucune tradition antérieure. Il jouit de l'enregistrement automatique du mouvement, du ralenti et de l'accélération, du grossissement et de la diminution des objets, des nouvelles manières de jouer des acteurs comme d'autant de qualités incomparables.

Il n'est plus possible, dès lors, de tenir le film pour un succédané de la farce et une attraction populaire. Il

faudrait fermer les yeux, soit s'enfermer le pas et écrire le mot décisif, « art ». Reverdy l'ose et s'aventure jusqu'à cet aveu, fort précoce en 1918 : « J'ai éprouvé devant tel film une émotion plus intense et au moins aussi pure que devant les œuvres d'art que j'ai préférées. » La hiérarchie communément admise doit, à l'en croire, subir une révision.

L'hypothèse d'un véritable dialogue d'arts, auparavant, s'impose aux écrivains et aux peintres des avant-gardes : le cinéma ne serait-il pas la force artistique croissante ? En 1918, encore, Aragon publie un poème intitulé *Sur Charlot*, et Raoul Hausmann son manifeste *Cinéma synchrétique de la peinture*. L'année suivante, Groumire donne ses *Idées d'un peintre sur le cinéma*. Duchamp, Man Ray, Dada tout entier se prennent de goût pour ce procédé

qui, à leurs yeux, rend définitivement obsolète l'image d'une toile et de peinture en tube.

Breton, moins négateur, préfère espérer que le cinéma puisse transformer la peinture. « On sait aujourd'hui, grâce au cinéma, le moyen de faire arriver une locomotive sur un tableau », observe-t-il à propos de Max Ernst en 1921. Au même moment, Cendrars écrit un scénario, *Le Déraillement*, à des décennies de la *Ballade mécanique* de 1924. Ce serait peu dire que catégories et certitudes vacillent : un trouble s'empara du système des beaux-arts — un trouble qui est le sujet de Benjamin quand il écrit son *Œuvre d'art à l'ère de la reproductibilité technique* (1936). Un trouble dont il n'est pas certain que l'art d'aujourd'hui ait tiré toutes les conséquences.

PHILIPPE DAGEN

par Marc Vernet

U cinéma, une image en cache toujours une autre. Non seulement parce qu'elles défilent au rythme de vingt-quatre par seconde ou que l'on attend un plan à venir, mais aussi parce que la production d'une image se fait au travers d'autres qui la précèdent : le story-board, le dessin de décorateur ou de costumier, la photo de repérage, le portrait d'acteur, le plan de tournage avec ses croquis d'angle ou de mouvement de caméra, l'affiche. Et encore la peinture, le théâtre, le music-hall, comme les images de plans tournés mais non retenus, et celles d'autres films. Et c'est parler seulement du passé : aujourd'hui, l'image virtuelle, l'habillage électronique, la maquette sur écran sont des étapes de substitution.

C'est dire combien l'image naît au terme d'une étrange distillation, d'une maturation, d'une superposition de talents, d'artisans, qu'ils soient sorciers des effets spéciaux ou décorateurs-menusiers. Aimer le cinéma, c'est aussi aimer ce feuilleté de la production, dont les traces s'oublient en salle de projection. Mais aimer le cinéma dans cette dimension conduit nécessairement à une nouvelle idée, à une nouvelle expression que l'Académie n'a pas encore reconnue : « consulter-un film ».

Consulter

Il ne s'agit plus d'aller chercher le secret d'une création dans la vision du monde d'un artiste planétaire ou dans l'égo débordant d'un producteur. Il s'agit de convoquer la somme des discussions, des rencontres, des alliances, des essais, des préfigurations et des contributions qui ont amené au film. Qui ont amené à cette pensée sauvage du XX^e siècle, où les tribus du cinéma qui se succèdent et se répondent en ordre dispersé, de la Russie d'avant 1917 aux laboratoires de l'an 2000, expérimentent le mélange du réel (les images du monde et les pensées des hommes), de l'imaginaire (les histoires que nous devons nous raconter, les représentations que nous devons nous offrir) et du symbolique (le sens dont nous avons besoin : les langages pour le dire). Le cinéma est aussi cela : le frottement et le polissage du spectacle et de l'intimité, de fragments du monde et d'effets, de réalité et de trucage, de cru et de découpage.

« Consulter un film » signifie que, au cinéma, tout se tient, l'écrit avec l'image, la pensée avec l'émotion, le monde brut avec le savoir-faire artisanal, le talent avec la technique. Il faut donc, pour appréhender l'his-

1925-1934

Quoi de plus banal qu'une aiguille ? Et pourtant Boris Barnet réussit à transformer ce petit ustensile de couture en flèche de Cupidon. Lorsque la Jeune Fille au carton à chapeau (1927) se pique le bout du doigt en cousant, le bel étudiant qui soupire après elle embrasse la plaie pour enlever le sang. Elle se pique alors la lèvre, en espérant qu'il la secoure à nouveau.

Centre Georges Pompidou
« Beaucoup de colle »
préconise Kurt Schwitters
CREATION
Olivia Grandville et Xavier Marchand
14 au 17 décembre à 18h30
18 décembre à 19h30
Grande Salle - Réservations 44 78 13 15

سكس من الامم

LE SIÈCLE DU CINÉMA/L'ÉPREUVE DE L'ART

par Dominique Païni

Exposer les films

Le cinéma est devenu l'art absolu de ce siècle. Son universalité n'est plus contestée : nos manières de comprendre et de nous approprier le réel sont profondément marquées par les rythmes et les cadrages cinématographiques. Si nous nous étonnons encore que les paysages naturels toscans paraissent construits selon les règles perspectivistes et décoratives des peintres du quattrocento, nous pouvons légitimement nous étonner que l'organisation du monde au XX^e siècle soit irrémédiablement perçue à travers le prisme de cette « image-mouvement » et de cette « image-temps » du cinéma.

Le musée est précisément le « monument » qui a pour fonction de garder la mémoire de ces constructions, de ces modélisations, de ces lectures temporaires du monde. A la mesure de sa dimension créatrice de formes et de ses caractéristiques anthropologiques, le cinéma exige son grand musée, qui le consacre comme art et permette ainsi qu'il soit admiré et étudié. En 1992, j'espérais qu'on ne craigne pas « d'édifier un musée pour le cinéma » (1). Je m'en prenais à une certaine cinéphilie régressive, qui différerait l'avènement d'une institution scientifique, et ouverte aux autres disciplines artistiques.

Je voulais à l'époque en découdre avec les survivances d'un esprit de chapelle archaïque et l'arrivée des antiquaires ? En peu de temps, les uns se sont confirmés comme les derniers tenants poussiéreux d'une activité critique appliquant aveuglément la politique des auteurs (tout réalisateur le devient désormais, consubstantiellement au fait de faire un film). Les autres, incapables à modifier le panthéon des plus grands cinéastes, utilisent les films muets comme prétextes décoratifs, fonds de scène de concerts à la qualité incertaine.

Face à ces masques, complémentaires sinon interchangeables, le reste convaincu de la nécessité d'un grand musée du cinéma. Derrière cette formule à l'accent un peu triomphal, c'est moins un lieu identifiable géographiquement qui est ainsi désigné que l'ensemble des activités relevant d'une institution muséale moderne, avec les devoirs qui en découlent : enrichir, conserver, montrer et enseigner.

Le musée, à strictement parler,



Le cinéma au musée (« Comment voler 1 million de dollars. »)

n'est qu'une partie d'une activité d'ensemble : transféré, comme il est prévu, au Palais de Tokyo, continuant jusqu'à l'époque contemporaine le parcours créé par le fondateur de la Cinéma-thèque, Henri Langlois, il sera au fond la scénographie d'une mémoire, l'introduction à cette fabrication intime des histoires du cinéma singulières que permet, pour chacun, la fréquentation des salles.

La projection des films est première : au-dessus de l'entrée de la salle de Chaillot, Langlois a significativement fait inscrire : Musée du cinéma. Comparé à un musée de peinture, le Musée du cinéma est un musée au carré. Il a une double vocation. C'est d'une part une histoire des formes qui s'incarnait de manière privilégiée, pour Langlois, dans la cristallisation historique d'« écoles », classification aujourd'hui devenue précaire, historiquement contestable, mais gardienne d'un goût et d'une évaluation qu'il faut maintenir contre les tentations du nivellement sociologique.

D'autre part, c'est un lieu de comparaison. A la différence d'une salle de projection, où les films se succèdent, ne se confrontant qu'après coup et

dans la mémoire du spectateur, le musée devrait permettre de mettre en rapport des séquences dont le rapprochement élabore un discours. Par exemple, le Michael O'Hara-Orson Welles de la Dame de Shanghai (1948), mis à proximité du Thornhill-Gary Grant de la Mort aux trousses (1959), suggère la multiplication, après la guerre, de récits centrés sur la disparition, où se perdent les protagonistes et où s'égarant les spectateurs.

Conservé est une autre activité fondamentale. Si la sauvegarde a été heureusement prioritaire depuis quelques années - report des films sur des supports de sécurité - un nouveau danger menace, qui ne relève plus cette fois de l'instabilité du support. Avec la sauvegarde chimico-technique des films, seule la moitié du chemin est accomplie. Il reste à restaurer les films, c'est-à-dire les conserver en état d'être montrés, et étudiés. La reconstitution narrative des films muets - il s'agit principalement de cette partie de l'histoire du cinéma, avant 1929 - appelle des compétences nouvelles qui conjuguent le savoir technique, le savoir historique et cinéphilie, et une formation générale du goût.

lose, utilisé jusqu'au début des années 50. Enfin, montrer et enseigner sont les enjeux ultimes du musée du cinéma.

La programmation des films est une activité comparable à l'exposition des tableaux. On connaît les vertus des expositions monographiques, réunissant le plus grand nombre possible de tableaux pour la connaissance de l'œuvre d'un artiste. De la même manière, un ensemble de films projetés crée des communautés stylistiques, dévoile ou force les influences, remet en cause les dépendances et les héritages trop mécaniquement repérés. Rassembler, rapprocher, montrer des films constitue une même entreprise intellectuelle, qui propose des critères d'appréciation actualisés, relative ou réévaluée autant que la restauration proprement matérielle des copies.

Plus exactement, l'une « rémunère » l'autre, comme « la parole rémunère la langue » selon Mallarmé. La conservation est une activité spirituelle, aimait rappeler Langlois. L'enseignement et la recherche concluent le parcours de la mission muséographique. Tout le savoir que produisent la conservation et la programmation doit être synthétisé et « dramatisé » : mis en discours, donc mis en mémoire. « Ecrire », voilà sans doute la plus noble finalité du musée du cinéma.

La conservation patrimoniale et l'encouragement de la connaissance de l'histoire du cinéma appellent un acte symbolique dont un centenaire pourrait être l'occasion. Ce serait la création d'une nouvelle direction au sein du Centre national du cinéma, dotée de réels moyens politiques et financiers propres qui, à l'instar d'autres directions patrimoniales, incarnerait administrativement la mission muséologique et scientifique de la conservation de l'art cinématographique, mission bien distincte de celle, aux buts plus industriels, chargée de soutenir et de développer le cinéma à venir.

L'INA, la Cinéma-thèque française, les Archives du film du Centre national de la cinématographie,

la Cinéma-thèque de Toulouse, l'Institut Lumière de Lyon, les cinémathèques régionales déjà constituées ou naissantes, certains fonds d'archives relatifs aux arts du spectacle méconnus tels que la magie, qui entretient avec les origines du cinéma d'évidentes relations, sont des institutions exigeant une fédération dans une direction commune, compétente et indépendante. Cette direction permettrait, enfin, que soit prise au sérieux l'identité artistique et archivistique de l'art du film.

(1) Dans *Conservé, montrer*, Editions Yellow Now, Cirsée, 1992.

(2) C'est le cas du film de Jacques de Baroncelli *La Femme et le Pantin* (1928), que la Cinéma-thèque française a restauré cette année.

► Dominique Païni est directeur de la Cinéma-thèque française.

1935-1944

Un gros gâteau avec un micro-film dedans. Fritz Lang adaptait Graham Greene et réalisait *Espions sur la Tamise* (1944) pour la Paramount. Quand la plupart des cinéastes installés aux Etats-Unis rivalisaient d'anti-nazisme, Lang se montre plus soucieux du destin d'un homme que de la confrontation mondiale. Pour une fois, le Mac Guffin correspond exactement à la définition qu'en donne Hitchcock.

les films

toire du cinéma, disposer en même temps de toutes les traces papier de ce commerce artistique, de cette industrie de l'invention, en même temps que du film lui-même, pour le visionner à la lumière de ce qu'on y recherche : il n'y a pas d'investigation sans hypothèse, sans interrogation de départ. Il ne s'agit pas de fétichiser ces traces du passé, en en faisant, à chaque fois, une relique unique, mais au contraire de les replacer dans les flux historiques, les alliances artistiques et les convergences créatrices.

On se place alors à l'opposé de la sacralisation de l'ingénierie culturelle qui crée un « événement » pour faire briller, un jour, des résurrections aussi temporaires qu'efféées. Mais on se place aussi à l'opposé d'un savoir encyclopédique qui, sous prétexte d'auto-routes de l'information et de consultation virtuelle, voudrait tout mettre en mémoire (ou faire croire que toute la mémoire du monde est dans le catalogue), pour des chercheurs non identifiés dont l'existence n'est même pas évidente a priori. On se place, enfin, à l'opposé d'un cinéma des machines, fait de fictions à base d'algorithmes, où les effets spéciaux masquent des

scénarios d'une immense banalité parce qu'on a fait confiance à la seule technique du passe-passe plutôt que de laisser au temps ses vertus de collaboration inventive, d'affinement, de distillation des idées.

« Consulter un film », y compris les documents qui lui sont attachés, c'est vouloir interroger les hommes et les institutions qui ont fait le cinéma. Celui-ci ne sera pas plus une langue demain qu'il ne l'était hier, qu'elle soit calquée sur la parole ou sur le logiciel, et dont il suffirait de bricoler, d'assembler, les éléments en mémoire pour faire du neuf. Si l'on a pu dire que le cinéma était un langage let non une langue avec son lexique et sa grammaire, c'est en raison de sa dimension temporelle, c'est-à-dire évolutive. En raison, aussi, de son impureté originelle et constante, où se mêlent réel, imaginaire et symbolique.

Il n'existe nulle part une mémoire encyclopédique de l'histoire du cinéma, dans la tête d'aucun homme et dans les rayonnages d'aucune archive : il n'existe que des collections partielles, lacunaires, modestes, mais aussi riches de la perspective introduite par leur premier propriétaire. Consulter un film signifie donc également consulter les archives en pleine connaissance de leurs origines. Comme il y a eu et comme il y a des « tribus cinéma », il y a les conteurs de leur histoire qui ont recueilli

leur mémoire, le souvenir des combats et des fêtes, le fil des épopées et l'essence des anecdotes.

Il faut donc offrir la documentation dans le respect de son originalité aux tribus de chercheurs les plus diverses pour qu'elles puissent, en fonction de leurs compétences respectives, faire savoir la leçon qu'elles pensent pouvoir tirer de ce matériau non fétichisé. Le murmure des archives est à ce prix : celui du langage qui leur est propre, dans ses aphasies, dans ses diaphanes, dans l'infini de ses interprétations possibles. C'est à ce programme que travaille, dans le cadre du projet « Palais du cinéma », la Bibliothèque de l'image-filmothèque (BIFI) pour le centenaire du cinéma.

Encore faudrait-il que la notion de patrimoine cinématographique intègre également celle d'un patrimoine trop longtemps négligé, constitué par l'ensemble des documents papier attachés au cinéma. L'encre des manuscrits, la couleur des dessins, le support des affiches se dégradent de façon moins spectaculaire que le nitrate, mais tout aussi sûrement. « Consulter un film » implique donc la collecte, la restauration et la conservation de ce patrimoine de « dessous les images ». Avant de devenir une tâche spécialisée, c'est l'affaire de tous.

► Marc Vernet est délégué général de la Bibliothèque de l'image-filmothèque.

CAHIERS DU CINÉMA

LES STARS DU CINÉMA PAR LES STARS DE LA PHOTO



Un demi-siècle de l'histoire du cinéma vu par les photographes de Magnum. Amitié et confiance sont à l'origine de cette fameuse « touche magnum » présente au fil des photos de Marilyn Monroe, Ingrid Bergman, Brigitte Bardot, James Dean, Isabella Rossellini, John Huston, Orson Welles, Jean Renoir, Elia Kazan, signées Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, David Seymour, Eve Arnold, Dennis Stock, Raymond Depardon, Elliot Erwitt, Philippe Halsman, etc.

Textes d'Alain Bergala - 360 pages - 500 photos noir et blanc et couleur. 395 F jusqu'au 31 décembre 1994. 450 F à partir du 1^{er} janvier 1995.

LE SIÈCLE DU CINÉMA/CHANGEMENT D'ÉPOQUE

La mort du cinéma, on en parle depuis sa naissance. On en parle de plus en plus, pour des motifs économiques, politiques ou esthétiques. Le cinéma n'est pas mort, et selon toute vraisemblance, il y aura encore, dans les décennies à venir, des endroits obscurs à l'entrée desquels des gens paieront pour venir assister, ensemble, à un spectacle composé d'images plus grandes qu'eux et de sons. Et l'on continuera d'appeler ça « cinéma ». Même si les techniques employées changent. Même si ces spectacles occupent une place marginale dans les loisirs. Même si la majorité d'entre eux sont conçus selon un modèle « hollywoodien », quel que soit leur lieu géographique de production.

La mort du cinéma, on en parle ici à un autre titre : en France, de la fin de la seconde guerre mondiale à la fin des années 50, s'est développée une réflexion sur la « nature » du cinéma, son « être » singulier. Cofondateur et directeur des *Cahiers du cinéma*, André Bazin a été le fondateur d'une recherche-développée notamment par les collaborateurs de sa revue (Truffaut, Godard, Rohmer, Rivette, Chabrol sont les plus célèbres, sur ce que le

Le cinéma peut-il devenir une langue ?

La robe en lambeaux

cinéma apportait d'unique, du fait de sa nature composite, son « impureté » disait Bazin. C'est-à-dire l'alliage particulier de fiction et de réalité, de création individuelle et de travail collectif, de technique, d'art et d'argent, les rapports singuliers au temps, à l'espace et à l'imaginaire qu'il permet. Et qu'aucun autre mode de récit ni de représentation ne permet, ni la littérature, ni le théâtre, ni la peinture, ni la photo. Eric Rohmer rappelle ici l'essentiel de cet apport majeur à la pensée du cinéma.

Ensuite, en utilisant les recherches menées sur d'autres formes d'expression, les années 70 ont médité sur cette nature particulière du cinéma, pour le définir comme un « langage », mais pas comme une « langue » : un film utilise des systèmes de construction et de convention (cadre, mouve-

ments de caméra, montage, etc.) qui permettent de parler de langage, mais pas des symboles susceptibles d'être combinés à volonté, comme par exemple les lettres de l'alphabet.

C'est parce que le cinéma procède d'un enregistrement que cette singularité lui permet de traiter la réalité — ce que Bazin appelle « la robe sans couture du réel » — d'une manière particulière. Et donc que son éthique le lui ordonne. Il ne s'agit pas là seulement d'un bénéfice esthétique, mais d'un « rapport au monde » différent, ouvrant des possibilités de compréhension inconnues, et instituant un ensemble de relations individuelles et collectives, donc politiques, de reconnaissance et de différence, donc morales.

Cette idée du cinéma correspond à sa nature profonde, mais pas toujours, tant s'en faut, à

son mode d'existence réel, où il est, le plus souvent, soumis au roman, au théâtre, au discours idéologique, etc. Au moment où Bazin pose les bases de sa réflexion, et dans les années qui suivent, il nourrit l'espoir de voir le cinéma se réaliser pleinement de cette manière. C'est cet espoir qui est mort.

« Le cinéma », au sens où le définit Bazin, existe et existera. Il reste minoritaire, et les développements de l'audiovisuel tendent à le marginaliser dans la culture. À ce titre, il n'aurait été que cette « parenthèse » dont parle André S. Labarthe. Une fausse piste dans ce qui était destiné à devenir le régime dominant des images, et qui a pris la forme de la télévision (forme elle-même transitoire). Sans qu'on puisse pour autant conclure à la disparition de ce cinéma-là, on le voit au contraire sans cesse resurgir

sous des latitudes imprévues.

Ce « rapport au monde » que devait permettre le cinéma aura plus été une hypothèse qu'une réalité. D'où la mélancolie qui étreint les meilleurs textes contemporains sur l'évolution du cinéma, ceux de Serge Daney en particulier. A cette hypothèse et à ses manifestations parcelaires mais récurrentes, on n'est pas forcément nécessairement plus de se complaire dans la seule mélancolie : on voit aujourd'hui s'ouvrir, au sein de la sphère audiovisuelle, les possibilités d'un autre avenir. Pas celui du cinéma selon Bazin, mais tout de même celui de « quelque chose qu'on appellera cinéma ».

Dans l'empire hollywoodien, la montée en puissance des techniques numériques est l'une des voies de ce changement. Elles

permettent de décomposer l'image (et le son) en micro-éléments susceptibles d'être ensuite réassemblés à volonté, pour imiter fallacieusement une réalité qui n'a jamais impressionné une pellicule ou une bande magnétique, ou pour fabriquer les plus improbables fantasmagories. Et la mise en miettes du récit, sous l'influence du zapping, de la publicité, du clip, montre que les scénarios conventionnels sont de moins en moins tenus à respecter les enchaînements du sens.

Simultanément, un artiste-chercheur venu du cinéma comme Chris Marker, ou de l'art vidéo, travaillent aussi la « matière-film ». Ils cherchent de nouvelles organisations signifiantes et émouvantes de ses éléments premiers, qui ne seraient pas soumis au formatage de cette industrie du programme où se rejoignent télévision, ordinateur et publicité (lire les articles de Raymond Bellour et Jean-Paul Fargier). Aux deux extrêmes se mettent ainsi en place les hypothèses d'un devenir-langue du cinéma. Ce ne sera plus le cinéma selon Bazin. Cela risque d'être bien intéressant tout de même.

J.-M. F.

Le triomphe d'Edison

La parenthèse

par André S. Labarthe

NOUS aurons donc connu la fin d'une utopie, assisté à l'agonie interminable du vingtième siècle de seconde. Depuis combien de temps faisons-nous antichambre ? Dix ans ? Vingt ans ? Trente ans ? Tiens, comme par hasard, l'assassinat de Kennedy est contemporain de la grande secousse dont le cinéma ne s'est jamais remis : la fiction cernée par le documentaire. *Tempête à Washington* est de 1962, *le Joli Mai* et *The Cool World* de 1963 (1). Comme le Christ de Faulkner « rongé par un menu tic-tac de petites roues », Kennedy est broyé par la caméra d'un amateur en 1963. Tout se tient. C'est bien autour des années 60 que le sablier se renverse.

Mais le cinéma, le Cinéma de Lumière ? Eh bien, on a installé son grand corps épuisé dans une chambre confortable, éclairée à giorno (les Italiens y tenaient), et on s'est passé le mot : la chose ne doit pas s'ébrécher. Le cinéma ? Il se porte comme un pollen, au temps qu'il fait. Tout petit, déjà... Mais qu'on se taise. Ce n'est pas le moment d'évoquer Staline statufié, ou Franco congelé et promis un peu vite au micro-ondes. Chut !

Au chevet du centenaire, la veille funèbre a commencé. Les familiers sont déjà là : Dominique Pafni, directeur de la Cinémathèque française, Serge Toubiana, responsable de l'association Premier siècle du

cinéma, Georges Cravenne, l'inventeur des Césars, un ou deux représentants de l'Institut Lumière de Lyon, et Daniel Toscani du Plantier (multicarte). Ils ont apporté un gâteau d'anniversaire. A qui revient l'honneur de souffler les cent bougies ? Le grabataire n'a plus la force. Et l'aurait-il, chacun sent bien qu'il serait passablement indolent de demander cela, fût-ce symboliquement, pour la forme, à celui par qui la lumière fut, un jour de 1895...

Au regard qui filtre à travers ses paupières, on devine que le bougre n'est pas dupe. L'a-t-il jamais été ? Très tôt, il parlait de lui-même sans illusions : « Le cinéma est une invention sans avenir. » N'empêche : de part et d'autre de son lit, les héritiers présumés lui font une dernière cour. Quelques-uns, pour défendre l'atmosphère, évoquent de bonnes vieilles plaisanteries, qui ont fait mille fois le tour de la planète : l'arroseur arrosé, la bataille d'oreillers, le *Squelette joyeux*, le *Cigare introuvable*... D'autres, plus impatients, ont apporté leurs calculatrices. Ils commencent à faire le compte de ce qui pourra être recylé : les modèles encore performants (le plan-séquence), un ou deux fragments de code (le gros plan, le champ-contre-champ), la boîte à effets (l'insaisissable fondus enchaînés), la valise à brevets sans oublier le catalogue des récits et dialogues. On se débarrassera des vieilleries : le naturel, l'espace, le temps, et le hasard.

Certains, enfin, se penchent silencieusement sur ce corps qui se tait. Ils guettent un ultime signe de vie, attendent un mot de la fin qui pourrait faire image (le mot FIN ?) et traverser les siècles en prenant place à bord du véhicule considéré comme le plus sûr pour atteindre l'immortalité : le Dictionnaire des citations. Un petit miroir de poche a été disposé sur l'oreiller, dans l'espoir qu'un souffle, un frémissement de la langue, y déposerait, comme une buée, le secret d'une syllabe qui résumerait l'avenir : un alpha, un oméga, enfin un signe...

Et, en effet, il arrive, parfois, que le moribond se redresse et murmure une phrase imprévisible. Chacun se précipite, s'inquiète, interroge : qu'a-t-il dit ? Un adieu ? Un testament ? Un message à décrypter de toute urgence ? Un regret ? Pas du tout : un morceau d'enfance, estampillé Kiarostami, Godard, Straub/Huillet... Un hochet ? Un hoquet ? Le dernier ?

Le cinéma va-t-il mourir ? Voilà la question qui est sur toutes les lèvres. La réponse est évidemment non. Mais est-ce la bonne question ? Et fait-elle une part suffisante à ce qui se joue là, sous nos yeux, de Rohmer à Egoyan, de Biette à Tim Burton, de Godard (*Vivre sa vie*) à Godard (*Les enfants jouent à la Russie*) ? La vraie question ne

serait-elle pas plutôt celle-ci : qu'est-ce qui meurt, qu'est-ce qui n'en finit pas de mourir, sous nos yeux, depuis vingt ou trente ans ? L'avancée technologique suffit-elle à expliquer le naufrage du Cinéma de Lumière si l'on pense encore, avec Bazin, qu'il faut « placer les découvertes scientifiques ou les techniques industrielles, qui tiennent une si grande place dans le développement du cinéma, au principe de son invention (2) » ? La réponse est oui.

Transportons-nous, un instant, au cœur de ce XIX^e siècle où plongent tant de nos racines. Le futur est partout. C'est même la grande affaire du siècle, le plus rêveur de tous les siècles. On rêve de sociétés idéales, plus logiques, ou plus justes, plus magiques. L'univers n'est pas encore entièrement courbe, aussi ne compte-t-on pas les contradictions que l'essor de la dialectique ne parviendra pas toujours à résoudre, c'est le moins que l'on puisse dire.

Rêves, lapsus, utopies

On a qualifié ce siècle de stupide : il l'est. Jamais on n'aura vu la misère et le progrès se frôler d'aussi près, sans se voir. Aveuglement et imitation. Ce prophète se déplace avec une caune blanche. Pourtant, on n'en finirait pas d'énumérer ce qui se conçoit ou s'invente en quelques décennies. La première utilisation chirurgicale du chloroforme date de 1847, Nobel invente la dynamite en 1866, le téléphone de Graham Bell est de 1876, le phonographe d'Edison de 1877, Freud note son premier rêve en 1895, l'année même de la création de la CGT, au moment où le petit train à vapeur des frères Lumière entre en gare de La Ciotat. C'est aussi dans ces années-là que Nietzsche oublie son parapluie... Rêves, lapsus, utopies. Seulement les rêves sont scientifiques, les lapsus débouchent sur la science des rêves, les utopies ouvrent des succursales un peu partout dans le monde. Le XIX^e siècle, qui rêve son futur, est aussi le siècle du réalisme, qui en prend la mesure (3).

Dans ce désordre magnétique qui dessine la carte de notre destin, une idée est en marche. Une idée fixe, une obsession, qui hante l'époque et zigzagne à travers le siècle : celle de reproduire la réalité, sous tous ses aspects et dans son intégralité. A son propos, Bazin parlera de « mythe du cinématographique », car non



Macha Méril, Bernard Noël : Une femme mariée, de Jean-Luc Godard (1964).

seulement elle alimentera en incessants perfectionnements le cinéma que nous connaissons (arrivé en cascade du son, de la couleur, de l'écran large, de l'interactivité), mais elle n'aura cessé de guider les plus folles intuitions des précurseurs. Des précurseurs ou des prophètes ? On, peut-être, des joueurs ? Des lanceurs de dés ? En tout cas des expérimentateurs, pour qui tout, immédiatement, se conjugue, s'articule, s'interpénètre : le mouvement, la photographie, le son, la couleur, le relief.

« Il n'est guère d'inventeur, note Bazin, qui ne cherche à conjuguer le son ou le relief à l'animation de l'image. » Le siècle résonne de mots barbares, boutures de syllabes imprononçables sur des porte-greilles d'origine grecque... tropes... graphie qui semblent reproduire, pour le plaisir exclusif des lexicographes, les accouplements hasardeux qu'expérimentent les chercheurs : Thaumatrope, Phénakistiscope, Tachyscope, Zoetrope, Praxinoscope, Chronophotographie, Kinetographie, Kinetoscope... Qu'importe que chacun de ces mots recouvre le cadavre exquis d'une découverte originale ! Tant de monstres mort-nés auront servi un grand dessin.

Pour mesurer l'emprise du mythe, on peut relire deux ouvrages qui, à trois quarts de siècle de distance l'un de l'autre, prennent l'avenir en tenaille et en explorent les multiples implications. L'un est l'*Eve future* de Villiers de l'Isle-Adam, paru en 1887, soit deux ans avant les premières expériences d'Edison. Le second, qui fascina Borges, est l'*Invention de Morel* de Bioy Casares. Deux romans qui traduisent avec minutie la logique et la rage de la machine à reproduire la réalité. Mais on peut aussi se pencher sur les textes des brevets, examiner les appareils, visiter la caverne d'Ali Baba aménagée par

Henri Langlois à Chailloit, parcourir les mémoires du temps. Voilà, par exemple, ce que déclarait Nadar en février 1887, l'année même où paraît l'*Eve future* : « Mon rêve est de voir la photographie enregistrer les attitudes et les changements de physionomie d'un orateur au fur et à mesure que le phonographe enregistrerait pour nous les transmettre ses paroles et ses pensées (4) ».

« Etrange rêve prémonitoire ! Mais ce n'est pas tout. Quelques semaines plus tard, Nadar passe à l'acte « en photographiant au Kodak le populaire physicien Chevreul, alors centenaire, tandis qu'on sténographait ses paroles » (5). 1887 ! Le cinéma, rappelés-le, n'existe pas encore ! D'ailleurs Nadar ne filme pas Chevreul, il le photographie. Seulement, ce que ne précise pas Sadoul, c'est que Nadar prend une succession d'instantanés de Chevreul, une séquence de moments attachés à la continuité temporelle de la pose, bref ce que nous appellerions aujourd'hui une série de photographies. Quant à la sténographie des paroles, il est probable que la protection juridique des brevets interdisait à Nadar de recourir au phonographe d'Edison mis au point dix ans auparavant.

Mais, encore une fois, peu importe l'imperfection du résultat obtenu. L'idée fixe de Nadar, ce qu'il appelle son « rêve » (et Bazin le « mythe »), possède une telle force d'évidence qu'elle va traverser le siècle comme une flèche pour venir s'incarner là, dans le dispositif de base de ce que nous avons quotidiennement sous les yeux : l'interview télévisée.

Deux ans après Nadar, voici qu'entre en scène « le sorcier de Menlo Park » (Villiers), « le géant du concours Lépine » (Bazin), l'homme aux mille brevets. Le 6 octobre 1889, Edison est accueilli dans son domaine de West Orange

par l'image de son assistant Dickson « qui le salue de son chapeau haut de forme en narrant ces mots : « Bonjour, monsieur Edison. Je suis heureux de vous voir de retour. J'espère que vous êtes satisfait du Kinetograph (6) ». Et Sadoul d'ajouter : « Le premier film venu d'être projeté. Et c'était un film parlant ».

L'idée aurait-elle trouvé son lieu d'enracinement ? Mais non. Edison ne croit pas à la rentabilité de l'image qui bouge (même parlante) projetée sur un écran. Autant le dire : il ne croit pas au cinéma. Mais il croit aux images, et au commerce des images. Il va donc inventer, et commercialiser à partir de 1893, une sorte de machine à sous, de boîte à images, un cinématographe (quelques centimètres carrés), un spectateur, seul ou presque : ce qu'invente Edison avec le kinéscope, c'est... la télévision.

Les frères Lumière rompent brutalement avec l'enchaînement séculaire des brevets. Aussi bien, lorsqu'en 1894 ils découvrent le kinéscope d'Edison dans une boutique du boulevard Poissonnière, à Paris, la machine cinématographique est pratiquement au point. Elle attend qu'on s'en serve, qu'on lui invente un usage. Scientifiquement, l'apport des frères Lumière se résume à peu de choses : un procédé d'entraînement périodique de la pellicule emprunté au fonctionnement de la machine à coudre. C'est dire qu'ils ne vont guère plus loin que Marey, Nadar, ou Edison. Mais ils vont ailleurs.

Il faut relire ce que déclarait Auguste Lumière en 1935 : « Nous avions remarqué combien il serait intéressant de pouvoir montrer sur un écran et montrer à toute une salle des scènes animées reprodui-

1945-1954

Le vélo que recherchent Lamberto Maggiorani et Enzo Staiola dans le Voleur de bicyclette (1948) est à la fois le plus trivial des objets et une espèce de poste frontière entre pauvreté et misère. Face à l'inflation matérialiste du cinéma américain, à ses grosses voitures et à ses costumes de luxe, le vélo du film de Vittorio de Sica est un Mac Guffin ascétique, expression d'une revendication : filmer près des gens.

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الامل

LE SIÈCLE DU CINÉMA/CHANGEMENT D'ÉPOQUE

par Eric Rohmer

La « révolution » Bazin

Le mystère de l'existence

ANDRÉ BAZIN n'est pas le premier théoricien du cinéma en date. Avant lui, il y avait eu les très injustement oubliés Canudo et Balazs, ainsi que le célèbre Eisenstein. Mais il opéra en ce domaine une révolution à la Copernic, analogue à celle que Kant accomplit en philosophie. Copernic a déplacé la perspective de la Terre vers le Soleil, Kant de l'objet vers le sujet, et Bazin, à l'inverse, du sujet vers l'objet.

A contre-courant de l'art moderne, la photographie – et par là le cinéma – a réintroduit dans le monde l'art qui était devenu la seule affaire du peintre. Tel est le paradoxe soutenu dans un des premiers articles de Bazin, paru en 1945 dans une obscure revue (1). Il y disait que la photographie, en la prenant en charge, avait délivré la peinture du souci de la ressemblance. Mais celle-ci n'était pas pour autant une impureté, une scorie de l'art. Elle avait fait, à l'époque classique, partie intégrante du projet artistique, et retrouvait sa fonction grâce à la photo, mais avec des moyens tout neufs : l'objectivité absolue de la reproduction mécanique. Reproduction qui permet de saisir dans

le modèle ce que les autres arts sont incapables d'annexer et dont, quand il sait l'intégrer à la vision de l'artiste, le cinéma fait son bien le plus précieux. Ainsi l'art du film n'a pas commencé avec le montage, comme le prétendait Malraux dans son article *Esquisse d'une psychologie du cinéma* (2), mais bien avec les prises de vues brutes du cinématographe Lumière.

L'article d'André Bazin s'intitule *Ontologie de l'image photographique*. Il forme le premier chapitre du recueil préparé par Bazin, à la veille de sa mort, en 1958. Recueil qui comprend quatre volumes dont le titre général est *Qu'est-ce que le cinéma ?*, le premier tome portant en sous-titre *Ontologie et langage* (3).

Le mot, à l'époque, a paru prétentieux. Un ami de Bazin, Pierre-Aimé Touchard, dans l'hommage que lui rendirent les *Cahiers du cinéma* (4), s'étonnait que cet homme direct et simple ait fait

usage du jargon philosophique. En fait de termes savants, j'en vois peu chez lui, excepté celui-là. Mais je comprends qu'il ait choqué, car il était tout neuf. Et en même temps très vieux, légué par la scholastique, mais remis en honneur par Heidegger qui affirmait, en 1927 : « *L'être est le véritable et unique thème de la philosophie... ce qui revient à dire, pour parler grec, qu'elle est ontologie.* » (5) » Bazin avait-il pratiqué Heidegger, dont seul *Être et Temps* était traduit ? Je ne pense pas. Mais il vivait dans un climat intellectuel marqué par la phénoménologie. Dans le même numéro d'hommage des *Cahiers*, Alexandre Astruc écrit : « *Nous avions tous dans nos poches des pages d'un philosophe allemand qui professait que l'être est de loin battu par l'existence, et par elle précède.* »

Bazin lui-même dira, au détour d'un article, qu'au cinéma « *l'existence précède l'essence* ». Seulement la formule n'est pas de Heidegger, mais de celui qui était en France son plus brillant disciple, Jean-Paul Sartre, qui venait de publier *l'Être et le Néant*, essai d'ontologie phénoménologique. Nous devrions tous, alors, ses chroniques à la NRF. Elles étaient en train de renouveler la critique. Recueillis dans *Situations*, I (6), ces textes n'ont pas pris une ride. Il est regrettable que celui qui sut si bien parler de Faulkner, Dos Passos, Mauriac, Batlle, n'ait pas été inspiré, ou fût même mal inspiré par le cinéma, exception faite d'une remarque pertinente sur l'emploi du fréquentatif dans *Citizen Kane*, qu'il n'aimait pas, et du soutien qu'il apportait à *A bout de souffle*. Bazin, d'une certaine manière, suppléa à cette déficience de celui qu'il considérait comme son plus direct inspirateur.

On a pu dire, et on dit encore, que le choix du terme « ontologie » ne s'imposait pas. Aucun théoricien des autres arts n'a éprouvé le besoin de l'employer. Parce que la poésie, la peinture, la musique, etc. ne connaissent pas la même difficulté d'être, c'est-à-dire d'être admis comme un art à part entière. Difficulté due au fait que le cinéma est leur contraire, tout en se servant des mêmes moyens d'expression. C'est ce paradoxe qu'il importe de mettre en lumière, si l'on veut qu'il soit reconnu comme autre chose qu'un mélange plus ou moins réussi de sous-roman, de sous-théâtre, de sous-peinture, etc., ce qu'admet encore beaucoup trop de monde, et que je serais prêt à admettre moi aussi, si la réflexion ontologique amorcée par Bazin n'était là pour me soutenir.

Il ne s'agit pas de définir une sorte d'entité aristotélicienne, de « patron » auquel chaque film devrait se conformer selon les lois du genre, comme la tragédie, mais plutôt d'une idée, au sens platonicien du terme, et dont la généralité est telle qu'on ne peut la doter a priori d'aucune détermination particulière. Autrement dit, on ne doit même pas donner de réponse, mais simplement poser une question. *Qu'est-ce que le cinéma ?* fait écho aux *Questions* (7) de Heidegger, pour qui « *le questionner* » est la façon privilégiée d'approcher l'être.

Ainsi peut s'expliquer la suspension en laquelle Bazin a toujours tenu la notion de spécificité cinématographique. Chose étrange de la part de quelqu'un qui entend remonter jusqu'à la substance d'un art qu'il affirme irréductible aux autres. Mais c'est précisément parce qu'il va si loin que tout attribut particulier perd sa pertinence. L'exemple le plus éclatant est sans doute la fameuse boutade : « *Le théâtre et le cinéma, c'est la même chose* » par laquelle il exprimait sa préférence pour le *Macbeth* d'Orson Welles, en regard de *l'Hamlet* de Laurence Olivier. Sans doute parce que l'« objectivité » fondamentale était du côté de celui qui respectait la théâtralité de l'œuvre plutôt que de chercher à « faire cinéma ».

La spécificité, Bazin ne l'invo-

quera qu'une fois : « *La mort* », dit-il, à propos du film *La Course de taureaux* de Pierre Braunberger, « *est un des rares événements qui justifie le terme, cher à Claude Mauriac, de spécificité cinématographique. Art du temps, le cinéma a le privilège de le répéter.* » Cette répétition « objective » le vécu, et le trahit, ce que nous admettons toutefois « *malgré sa contradiction ontologique, comme une sorte de réplique objective de la mémoire* ». Sauf, poursuit-il, dans deux moments de la vie, « *l'acte sexuel et la mort* » dont la représentation « *est aussi une obsolescence, mais métaphysique* », lorsqu'elle est réelle, et non pas jouée.

Cette préoccupation ontologique, nous ne la retrouvons plus dans la critique des années 60, dominée par la vogue structuraliste et attachée seulement aux problèmes de langage. Toutes sortes de linguistes, de plus ou moins haute compétence, viendront nous confirmer que les structures du langage cinématographique sont analogues à celles de la langue écrite ou parlée, et que toutes les figures du style littéraire peuvent y fleurir. Bazin n'était pas fermé à ces questions. La rhétorique l'intéressait même particulièrement. Comme l'indique le titre du tome I, après l'ontologie, dans l'ordre de la réflexion, vient le langage.

Mais j'accorde que, sur ce chapitre, l'œuvre a un peu vieilli, pour deux raisons. L'une est que la connaissance des sciences du langage aurait pu lui apporter une rigueur supplémentaire. Or, en ces années 60, tout le monde, sauf quelques spécialistes, ignorait même Saussure. Nul doute que Bazin aurait fait son bien, s'il avait

vécu, des apports de la linguistique générale et de la sémiologie.

La seconde raison est que, dans ce domaine, Bazin perd un peu de sa sérénité de penseur, pour céder à la polémique, ferrailant, même quand il la sent perdue et que le maître lui tourne le dos, pour la cause wellésienne. Cela dit, même s'il est vrai que sa théorie du plan fixe et de la profondeur de champ est la partie la plus caduque de son œuvre, je ne saurais, que le louer d'avoir su dénoncer sous toutes ses formes l'abus de ce « montage » dont la plupart des théoriciens, avant lui et après lui, ont fait – j'ose dire par facilité – l'acte cinématographique par excellence.

Ce que cet homme, le plus franc que j'aie connu, aimait dans le cinéma, était sa franchise constitutive. La part de manipulation que comporte tout montage le rebutait. Je suis prêt à le suivre sur ce point, et je ne vois rien que de très actuel dans le chapitre consacré au « montage interdit » où il soutient que, même dans un conte comme *Crin blanc*, « *le montage ne peut être utilisé que dans des limites précises* » (c'est-à-dire le respect de la continuité de l'espace) « *sous peine d'attenter à l'ontologie de la fable cinématographique* ».

Le principal reproche qu'on puisse faire au cinéma d'aujourd'hui, c'est bien de transgresser allégrement ce principe fondamental – et je ne pense pas seulement à l'*Ours* et autres *Grand Bleu*. Je m'étonne de voir les jeunes générations, mieux au courant que la nôtre des secrets de fabrication et, qui plus est, habituées au « direct » de la télévision, gober des trucs de montage gros comme le bras.

Ce qui me détourne un peu des

sciences humaines est leur absence d'humour. En ce sens, Bazin était un « vrai » philosophe. L'humour de cet homme, sérieux s'il en fut, aurait damé le pion à celui de Socrate auquel il ressemblait par bien des aspects. C'est cette espèce d'humour qu'on appelle métaphysique, et qu'il faudrait dire ontologique plutôt, car l'être ne se révèle que dans la contradiction et le porte-à-faux. Le comique de l'« absurde », en vogue dans ces années-là, en est une forme, mais ce n'est pas celle, moins évidente, qu'avait choisie Bazin. « *Le théâtre et le cinéma, c'est la même chose* » en est un exemple. En voici un autre. Parlant du film tourné par l'expédition de Thor Heyerdahl qui, d'Amérique, rallia sur un radeau la Polynésie, film flou, tremblé, mal cadré, mal exposé, il commençait ainsi : « *Kon Tiki est le plus beau des films, mais il n'existe pas !* »

J'aimerais terminer sur cette citation, mais, au risque d'atténuer le mordant du trait, je voudrais, en même temps que la drôlerie, en faire sentir la profondeur à qui n'a pas lu la suite de l'article. Ajoutons donc cette phrase, prise un peu plus loin : « *Car un film n'est pas constitué seulement par ce qu'on voit. Ses imperfections témoignent de son authenticité, les documents absents sont l'empreinte négative de l'aventure, son inscription en creux.* »

Ce n'est pas un des moindres paradoxes du cinéma que cet art de la présence et du réel soit aussi un art de la virtualité. ■

- (1) *Problèmes de la peinture*, 1945.
- (2) Publié dans *Verve*, 1939.
- (3) Éditions du Cerf, 1958. Les autres tomes ont pour titre : II, *Le Cinéma et les autres arts* ; III, *Cinéma et sociologie* ; IV, *Une esthétique de la réalité : le néoréalisme*.
- (4) N° 91, décembre 1958.
- (5) *Les Problèmes fondamentaux de la phénoménologie*, éd. Gallimard.
- (6) *Situations*, I, essais critiques, Ed. Gallimard.
- (7) *Questions (Qu'est-ce que la métaphysique ? Qu'est-ce que la philosophie, etc.)*, éd. Gallimard.

Lumière

sant avec fidélité des objets et des personnages en mouvement ». Tout est là : l'écran, la salle, les scènes animées. Le cinématographe.

Il convient d'insister sur l'originalité du dispositif Lumière, sur son exemplaire simplicité. Un projecteur, un écran, un cube noir, et dans ce cube, dix, cent, mille individus. Le projecteur s'allume, l'écran s'illumine, une image se met à danser : ces mille individus n'en font plus qu'un. N'est-il pas significatif, soit dit en passant, qu'en un siècle de spectacle cinématographique personnel n'ait réussi à forger un nom spécifique pour désigner cet individu grégaire et solitaire qui n'est véritablement assimilable ni au spectateur de théâtre ni au lecteur de romans ?

L'image omniprésente, omnipressante

« L'écran se dresse à l'intérieur de l'esprit », écrivait Rivette. Bien vu. L'écran, foyer de ce bombardement intensif d'images qu'on appelle un film, doit être intérieurisé. Le dispositif Lumière, entièrement greffé sur l'installation stratégique du Noir, ce noir qui se fait dans la salle et qui est devenu la page blanche du cinéaste est l'instrument d'une métamorphose. Ce qu'invente, chaque jour, depuis un siècle, le Cinéma de Lumière, c'est un spectateur sans nom.

Mais voici que l'époque enregistre une nouvelle torsion du temps. Voici que revient en force l'énorme refoulement technologique que le Cinéma de Lumière semblait avoir absorbé et assimilé, sans reste. Voici que l'homme aux mille brevets réapparaît, en surimpression, comme dans un mauvais feuilleton : « *Edison, le retour* ». Edison homme-orchestre de l'audiovisuel ? Eh oui ! Le kinéscope n'a pas été éliminé par le cinématographe, loin de là. Il a grandi dans l'ombre. Puis il a fait des petits : le peep-show, la cassette, demain la télévision à péage. Dans ce paysage de plus en plus saturé d'images de toute espèce, il est clair que le dispositif Lumière, hier hégémonique, n'occupe plus qu'une place modeste, bientôt minoritaire. Et qu'on peut s'assurer, dès aujourd'hui, que le Cinéma-de-Lumière n'aura été qu'un épisode d'une aventure qui le dépasse : une immense parenthèse.

Question de déplacements d'intérieurs, de répartition des nouvelles technologies ? Sans doute. Mais ce n'est pas le plus grave. Nous en arrivons aux toutes dernières pages de *l'Invention de Morel*, lorsque le narrateur, perdant pied, ne sait plus distinguer la réalité de son image. Qui suis-je ? De qui, de quoi, suis-je l'otage ? De quel autre ? L'ombre du mythe éteint une à une les br-

lures du réel, me voici devenu la fiction durable, consentante, d'un scénario catastrophe, le point d'impact des effets spéciaux et des images de synthèse. Je rêve. Je me rêve.

Nous en sommes là. Triomphe d'Edison sur tous les fronts. L'image omniprésente, omnipressante. Et que, chaque année, dix ou vingt films viennent témoigner de la persistance rétinienne d'un cinéma du réel ne change rien à l'affaire. Du moins sommes-nous peut-être, enfin, en mesure d'apprécier comme il convient l'énormité théorique, la véritable coupure épistémologique, qu'a représentée le saut hors du temps effectué par les frères Lumière, un jour de décembre 1895. L'image vaincue. Le cinéma arraché à la fatalité de la science. La réalité réactivée par la projection d'une image sur un écran. ■

- (1) Films d'Otto Preminger, Chris Marker et Shirley Clarke.
- (2) André Bazin : *Qu'est-ce que le cinéma ?*, Tome I, 1958, éditions du Cerf.
- (3) Il faut lire à ce sujet les succulents dialogues entre Proust et Courbet imaginés par Jacques Hancé dans *Adorables perpétuelles*, éditions du Seuil 1994.
- (4) *Bulletin de la Société française de photographie*, février 1987.
- (5) Georges Sadoul : *Histoire générale du cinéma*, Tome I, éditions Deoel, 1973.
- (6) *L'Illustration*, 1935.

1955-1964

Mike Hammer, le héros brutal et stupide de Mickey Spillane court après une valise En quatrième vitesse (1955). C'est une valise qui ressemble tout à fait à l'idée qu'Alfred Hitchcock se fait d'un MacGuffin, un contenant fermé dont le contenu importe peu du moment qu'on s'entretient pour lui. Jusqu'à la scène finale. Robert Aldrich transforme alors la valise noire en une boîte de Pandore nucléaire d'où s'échappe une énergie capable d'avaloir le monde. Entre guerre de Corée et crise des fusées, une idée phosphorescente du film noir.

l'aventure continue!

FONDATION GAN POUR LE CINÉMA

2, rue Piliat-Will 75009 Paris

TEL: (1) 42.47.55.14 / FAX: 42.47.62.57

LE SIÈCLE DU CINÉMA / CHANGEMENT D'ÉPOQUE

par Raymond Bellour

Les « Bricolages » de Chris Marker

Le livre à venir

L y aura bientôt quarante ans, un écrivain devenu cinéaste introduisait deux dessins animés dans un documentaire en forme de lettre consacrée à la Sibérie, ainsi qu'un certain nombre de gravures, de photos, de dessins. Il faisait ainsi sauter la barre, non seulement entre le documentaire et la fiction, le reportage et la confidence, mais entre l'image enregistrée et l'image construite, liées ensemble à la seule cause qui vaille pour un cinéaste se cherchant au-delà de son mouvement : celle de la mémoire et du temps. Écrivain, Chris Marker le demeurait, en déplaçant sa perspective du roman et de l'essai littéraire vers l'essai-cinéma, dont il accomplissait la forme par une intelligence de la vie, une furia de la culture, un courage du cœur, une sensibilité de la langue qui ont fait de ses *Commentaires* les exemples peut-être les plus achevés et les plus libres de textes conçus pour le cinéma.

Comme souvent, André Bazin avait trouvé, dès *Lettre de Sibérie*, les bonnes formules pour qualifier le singulier effet de ces textes sur les images qu'ils étaient supposés servir. Il y voyait « un essai documentaire par le film », substituant au montage traditionnel entre images un montage « horizontal », renvoyant « latéralement en quelque sorte à ce qui en est dit ». Voilà pourquoi les textes de Marker, publiés par lui ou par d'autres, se lisent si bien, accompagnés ou non d'images-signes, alors que les images de ses films, seules, seraient comme abandonnées. On n'en déduira pourtant pas que ses

films seraient moins du cinéma parce qu'un romanisme du texte y prédomine. Il est plus intéressant de penser à quel point ils témoignent envers le livre d'une extraordinaire impatience, chez celui qui fut avec la création de « Petite Planète » aux éditions du Seuil un des pionniers de l'édition moderne.

Depuis 1952, où il tourne son premier film sur les Jeux olympiques d'Helsinki, Chris Marker a réalisé douze longs et moyens métrages, onze courts métrages, quatre émissions de télévision et un vidéo-clip, il a coréalisé quatre films, participé à trois films collectifs et prêté son talent d'écrivain à cinq films d'amis proches. Au sortir d'une guerre traversée dans la Résistance puis dans l'armée américaine, il a voyagé comme peu l'ont fait, photographiant, filmant sans cesse, s'engageant dans toutes les causes qui paraissent le mériter, sachant aussi s'en dégager assez pour rester un témoin attentif, ému et ironique, amassant peu à peu les pièces à conviction d'une œuvre aux bords flous, où se dessine une des histoires possibles du siècle. Parmi tant de films intensément liés à leur objet, il a atteint avec *La Jetée* et *Sans soleil* deux sommets, pour s'être laissé emporter dans des cercles plus larges,

touchant les mutations liées à une survie de l'espèce comme celles du cinéma voué à les incarner.

La photo arrêtant le cinéma, la vidéo attaquant son image, le numérique espérant la mimer, il était fatal que, dans le plan d'assistance des machines à l'espèce humaine, le livre ait fini, chez Marker comme chez quelques autres, par refaire surface pour servir de modèle à des transformations dont il est lui-même saisi. Voilà des années que, sur son ordinateur, Marker a entrepris de fixer les icônes d'un théâtre de la mémoire qui passerait par celui de sa vie, et commencé à traiter les images qui sont autant de pièces (dramas et rouages) de ce théâtre.

Une première fois, il a été tenté d'amasser dans l'espace des fragments de cette impossible mémoire, comme on jette sur le sol un cerveau dans une foire à la ferraille : ce fut en 1990 *Zapping Zone* (pour l'exposition « Passages de l'image »). Mais il y avait dans ce désordre de l'installation une force trop littéraire. La seconde version de *Zapping Zone* recompose déjà un mur d'images, un écran troué et divisé, polyvalent, pour un spectateur-lecteur fragmenté. C'est trop et trop peu encore. La visée, plus discrète mais plus périlleuse, est celle d'un film absolu

dont seul le livre transformé peut fournir le modèle.

C'est donc à un CD-Rom interactif qu'est confiée aujourd'hui la mission hasardeuse d'inventer un autoportrait d'un nouveau genre. Comme on le voit chez Montaigne, Leiris ou Michaux, cet autoportrait-là est supposé, bien loin de l'autobiographie, se faire le dépôt d'une vie. Mais en ayant sous son air de commande (il est produit par Christine Van Assche au Centre Pompidou) une folie particulière : en passant du livre et du film à leur utopie dépassée, il vise en effet une transformation des moyens affectés à sa mémoire, comme à celle de ses lecteurs.

Chris Marker a nommé cela « *Immemory* ». Il a plongé dans les trésors de ses prolifiques archives. Enfermé dans sa chambre des machines, il s'est donné tous les moyens de l'informaticien du dimanche qu'il ne cessera d'être. Pour saisir son histoire dans l'Histoire, il a opté pour la géographie. Il voudrait bâtir un Atlas, une Encyclopédie. Il a découpé sa réalité en zones, et cherché avant tout à assouplir les modalités de passage entre les zones, entre le plus de points possible de ses diverses zones. Ce sont les lieux d'une vie et d'un siècle, ceux qui font l'homme enfant et mortel.

Si le centre est partout, comme dans un livre aux feuillets mobiles, il est normal qu'un point garde un semblant de privilège, puisqu'on y entre par le mot qui reste garant de la tentative : « *Memory* ». C'est le point « madeleine », qu'ont en commun Proust et Hitchcock, la *Recherche* et *Vertigo*, le film de « la mémoire folle » et le livre interminable. Deux images de Marcel et d'Alfred, veillées par la chouette tutélaire, ouvrent deux voies à une errance dirigée qui voudrait, comme la mémoire, être sans fin.

Cela suppose, de la part de Marker, des décisions risquées, nées de contraintes dont il cherche le revers. Il lui faut mettre assez d'images pour que le stock paraisse ne jamais s'épuiser — donc, dans l'état actuel de la technique, beaucoup d'images fixes par rapport aux extraits de films assoiffés de mémoire. Ce sera, une nouvelle fois, chercher le mouvement à partir de la fixité. Il lui faut abandonner la voix off, sa base de cinéaste-écrivain (le son aussi est gourmand de kilobits), et l'inscrire dans le feuilleté des pages d'images. C'est aller vers une mixité qui présume une nouvelle forme d'écriture, texte-image-mobilité-immobilité, ouvrant une circulation illimitée, et qui pour la

première fois correspond sans doute à l'idée que Marker toujours s'est faite des livres.

Répondant, trois ans à peine après l'invention du cinéma, à une enquête sur le livre illustré, Mallarmé préférait se dire contre, pour préserver le libre jeu du livre dans l'esprit du lecteur. Mais plutôt que de recourir à la photographie, ajoutait-il, « que n'allez-vous droit au cinématographe, dont le déroulement remplacera, image et texte, maint volume, avantageusement ». Nous y voilà.

Si, dispersant le premier les mots dans la page pour y tracer une constellation d'une espèce nouvelle, Mallarmé inventait avec *Un coup de dés* la forme majeure du livre à venir, dont l'image a hanté ce siècle, il se pourrait que le bricolage de Chris Marker en suggère une forme mineure, dont il faille au plus vite marquer la place. Ensuite, comme il l'écrivait, achevant sa lettre d'un pays lointain partagé entre le Moyen Âge et le XXI^e siècle : « *Ensuite c'est tout droit.* »

P.S. — Comme un projet se va pas sans l'autre, ajoutons que, pour se distraire de son *opus magnum*, Marker vient d'achever, dans le cadre d'une exposition sur le centenaire du cinéma au Wexner Center for the Arts (Columbus, Ohio), une installation, *Silent Movie*. Cinq moniteurs en pile y distribuent en boucle, et à des vitesses variables, extraits de films et images inventées. Tout cela en hommage au noir et blanc, à l'enfance de l'art et à l'enfance. ■

► Raymond Bellour est enseignant et critique.

A l'épreuve de l'art vidéo

L'ex-space

UN lion qui rugit, un coq qui chante, un coup de gong, une Liberté éclairant le monde, une Terre qui tourne sagement sur elle-même ou qui supporte une immense antenne radio : autrefois, quand on allait au cinéma, l'aventure commençait comme ça. Aujourd'hui, tous les logos jouent la guerre des étoiles en dix secondes : les lettres viennent du fin fond de l'espace, dansent avec les planètes, se fauillent entre les années-lumière. La fusée est lancée dans un temps sans limite, un espace sans borne. Le film commence, et on se retrouve... en gare de La Ciotat.

Au bout de cent ans, le cinéma n'a pas bougé d'un pouce. Excepté le tampon de leurs distributeurs, les films vivent encore dans un monde euclidien ; pour eux, Albert Einstein n'est pas encore né. Le cinéma aujourd'hui, c'est tous les jours « panique à Cap-Canaveral ». Le premier étage de la fusée fonctionne, le second refuse de sortir de la stratosphère, il flambe et tombe en queue. La télé en direct recueille ses restes. Elle est faite pour ça. Et toujours prête.

Les clips aussi. Les clips sont le spectacle permanent de la déconfiture du cinéma aux prises avec l'espace-temps illimité... de la télé-

vision. Leur fusée n'a qu'un étage mais leur moteur est capable de les propulser dès la première seconde hors de l'espace euclidien du cinéma. D'emblée, ils voyagent dans la Relativité. C'est qu'ils n'ont guère plus de cinq minutes pour atteindre leur destination. C'est dans les clips que s'élabore le cinéma de demain, celui qui racontera des histoires de notre époque avec les formes de notre époque. Et l'une de ces formes, c'est l'espace sans borne.

Au cinéma, aujourd'hui comme hier, quand on ouvre une porte dans un plan, on la ferme au plan suivant. Quand on enjambe une fenêtre, on est mort l'instant d'après, ou à l'hôpital. Dans les clips, les fenêtres ne donnent plus sur le vide et les portes s'enfoncent comme du beurre. Les fenêtres ouvrent sur des espaces différents où l'on retrouve le héros qu'on vient de quitter juste avant. Il n'y a plus de plans, de raccords, de coupures et de sutures, rien que des espaces qui s'embrassent et s'enchaînent, s'interpénètrent infiniment. On ne voit pas raconter pas encore des histoires comme ça, mais des fables où, des historiettes, des brèves de comptoir, du préchi-précha.

Sermon laïc coupé de flashes info, le rap fait écho par son rythme haletant au flot télévisuel. Plus que le langage des ghettos noirs américains, il mime le discours du robinet d'images ouvert sans fin. Il est à la télé ce que le style télégraphique est au Morse. Mettre en images cette musique-là implique des trouvailles visuelles du même ordre. Certains réalisateurs misent sur un plan-séquence bourré d'actions (décalage du direct), d'autres sur le montage hyper-saccadé (dégré zéro du zapping). Plus malins, plus inventifs, quelques-uns, comme Mondino ou Michel Gondry, conçoivent une succession d'espaces entre lesquels on voyage sans jamais changer de plan.

Exemple : le MIA du groupe marseillais IAM. Au moins cinquante petits coups de zoom avant se terminant par un arrêt brutal scandent un parcours ininterrompu ignorant toutes barrières : celles qui séparent le dehors et le dedans comme celles que le racisme voudrait mettre entre les races, ou l'« âgeisme » entre les âges. A la vision multiraciale des danseurs du MIA, Gondry répond par l'abolition des frontières internes de l'image. Lunettes, fenêtres, rétroviseurs, pare-brise, miroirs et autres cadres

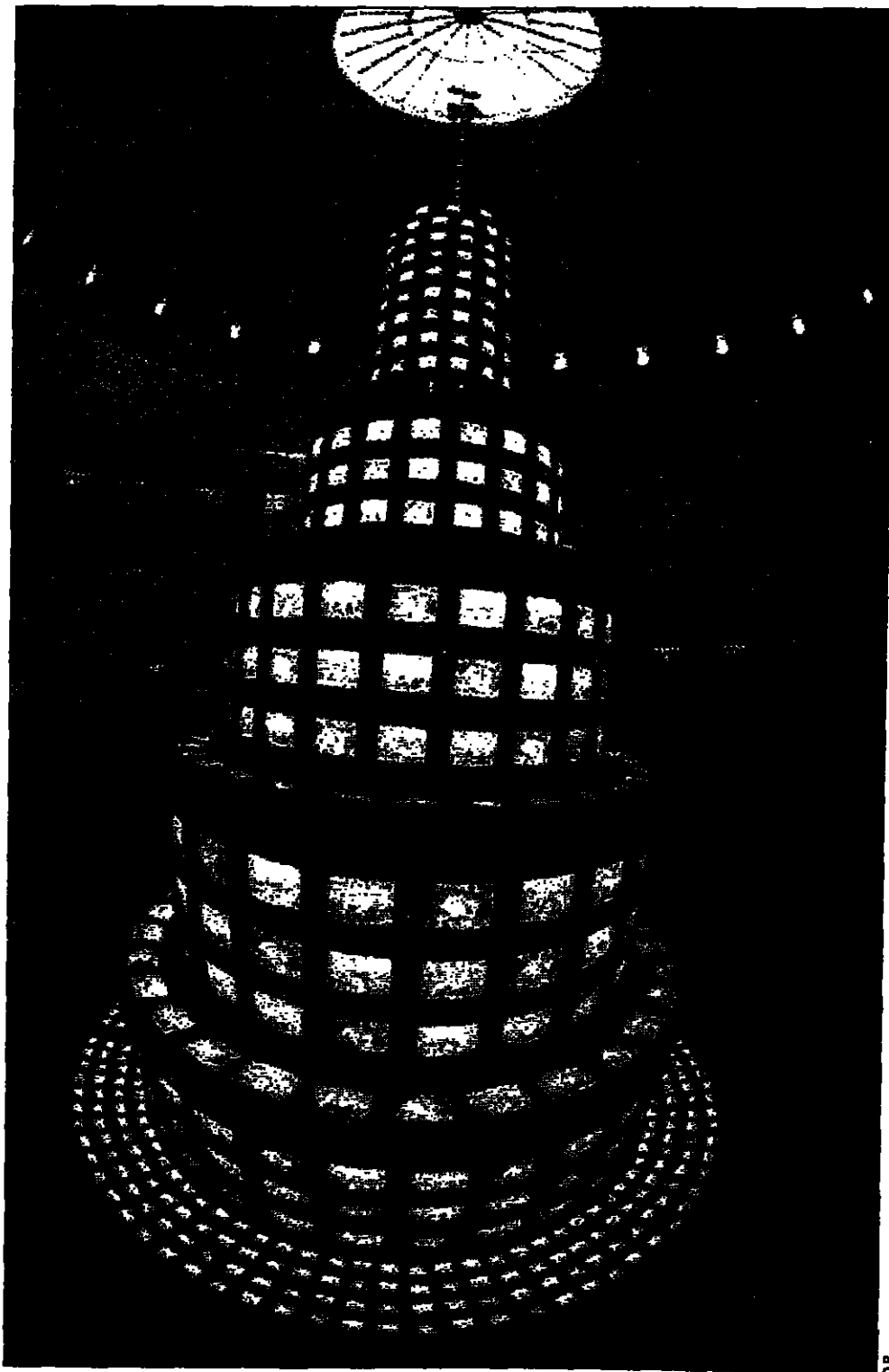
dans le cadre, constituent autant de sas par où s'engouffrent le mouvement. L'espace infini ainsi créé reste constamment en phase avec cette logarithme sans fin.

Et l'image restituée à la musique ce qu'elle avait emprunté à la télévision. Phénomène avant-coureur. Ce seront bientôt tous les arts qui devront payer leur dette à la télévision, sous peine d'être déclarés en faillite.

L'art du direct recèle une telle énergie que l'on voit désormais se multiplier un peu partout les tentatives de l'imiter. Pour rester au cinéma : un film sur deux au moins inclut maintenant dans son scénario, dans ses décors et jusque dans sa texture des images vidéo (télé, home vidéo, informatique, surveillance, jeux, etc.), pas seulement parce que ces images font partie de la vie, mais pour en capter l'aura esthétique, le

rayonnement énergétique. Pireux calculs, en général. La « vidéo amateur » n'empêche pas plus la *Séparation* de sombrer lourdement que la « vidéo espion » n'évite à *L'ange noir* d'être le film le plus bête de l'année. Quand le cinéma vampirise l'énergie de l'image électronique, souvent l'aube, hélas, arrive trop tôt pour lui, il doit vite retourner dans sa tombe.

Pour monter dans la fusée en



Cargo Cult, installation de Nam June Paik.

1965-1974

François Truffaut, qui a tout fait pour sortir le cinéma des studios, jette un regard nostalgique sur un tournage à l'américaine. Pour que la Nuit américaine (1973), élogie pour un cinéma qui n'en finit pas de mourir, existe, il faut mettre un faux film au milieu du vrai film. Le *McGuffin* de Truffaut s'appelle Je vous présente Pamela, c'est l'histoire d'un homme qui tombe amoureux de la femme de son fils.

صلى الله عليه وسلم

JEAN-PAUL FARGIER

صكنا من الامل

LE SIÈCLE DU CINÉMA/VU DE L'ÉTRANGER

Rarement une invention se sera aussi rapidement internationalisée que le cinéma. Aussitôt né, ses opérateurs parcourent le monde pour en rapporter des images. Et dans de nombreux pays se développe presque aussitôt une industrie cinématographique. Si les États-Unis ont acquis, au fil des décennies, une suprématie aujourd'hui incontestée, la plupart d'entre eux traversent aujourd'hui des crises graves. Tandis qu'au pays d'Hollywood le ton est celui de la magnanimité apparente des puissants, ailleurs, la célébration du centenaire voudrait être un pari sur une renaissance.

Etats-Unis

Sur fond de guerre franco-américaine

NEW-YORK

de notre correspondant

D'OUTON faire remonter la naissance du cinéma à la première « mise en mouvement » d'images (à la lanterne magique et même au-delà) ? A leur premier enregistrement sur pellicule ? A la première projection privée ? Publique ? A la première présentation publique-payante-continue ? Problème de date, de lieu, de paternité. Vieille pomme de discorde entre Français et Nord-Américains - d'autres pays auraient-ils des titres à se mettre sur les rangs, mais y accordent, semble-t-il, moins

d'importance. Les Canadiens se sont montrés les plus provocants, l'organisateur du Festival de Toronto, Claude Chamberlain, affirmant qu'en 1995 il célébrera... « les 105 ans du cinéma ».

Aux États-Unis, le ton est aujourd'hui plus conciliant. Laurence Kardish, conservateur adjoint du département cinéma au Musée d'art moderne de New-York (MOMA), préfère parler d'une « décennie du centenaire ». « Comme la plupart des cinéastes et archives cinématographiques, nous avons choisi de ne pas attribuer la « Naissance du cinéma » à un événement unique. Au cours d'un séminaire qui se tenait au MOMA au printemps 1994, et auquel participaient d'ailleurs les Français, il était intéressant de voir à quel point parfois, les idées sont dans l'air. Ce qui s'est passé à Paris en 1895 est d'une importance capitale, autant, à notre avis, que la construction du premier studio de cinéma, en 1892, à Fort-Lee (New-Jersey). » Poussant jusqu'à l'occurrence, Laurence Kardish pense qu'il serait « divin » de pouvoir, le 23 décembre 1995, projeter au MOMA (et peut-être dans toutes les Archives américaines) le programme qui fut présenté boulevard des Capucines en 1895 - « si nos collègues et amis français consentent à nous le prêter... ».

Pour l'heure, les célébrations des « années de la découverte, 1891-1896 » se sont traduites par des « années de célébration, 1991-1996 ». Soit plusieurs semaines de projections, rétrospectives, colloques et expositions, dans lesquelles on retrouve la plupart des institutions culturelles soutenues par les sponsors privés, et une notable absence de la puissance publique.

HENRI BÉHAR

Egypte

Souvenirs de l'âge d'or

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

C'EST par la restauration de ses premiers films que l'Égypte a entrepris son opération Centenaire du cinéma. En effet, depuis trois ans, le Festival du film égyptien inscrit à son programme plusieurs de ces vénérables bobines retrouvées, puis restaurées dans les laboratoires égyptiens. De son côté, le Festival international du film du Caire, clos le 11 décembre dernier, projetait les premières pellicules de deux de ses pionniers, Hassan Rached, cinéaste alexandrin, et Mohammed Bayoumi, assouré d'un documentaire sur ce dernier, dont la vie fut particulièrement aventureuse.

Président le comité chargé par le Conseil supérieur de la culture d'organiser la célébration du centenaire, le réalisateur Salah Abon Seif (Raya et Sakina) remet en quelque sorte la pendule à son heure : « Le cinéma est né chez nous, non pas en 1895 mais l'année suivante. » Les premières projections publiques payantes eurent en effet lieu le 5 novembre 1896 dans un café d'Alexandrie.

Précédée par quelques manifestations sporadiques, la célébration, en Égypte, du centenaire du cinéma se déroulera donc en novembre 1996, qui englobera au fur et à mesure les cinématographies étrangères (allemande, française, italienne, etc.) culminant, en novembre 1996, en une soirée du cinéma mondial.

C'est l'Institut du monde arabe à Paris qui lancera pour l'Égypte l'opération centenaire, comprenant une rétrospective de cent films égyptiens, la publication d'un livre collectif par des critiques et chercheurs pour la plupart égyptiens. « Mais des apports étrangers ne sont pas exclus », dit Magda Was-

sef, chef du département cinéma et audiovisuel de l'IMA, signalant que la réalisation d'un documentaire sur l'histoire du cinéma égyptien a été confiée à Frédéric Mitterrand.

Le clou sera, en octobre 1995, une exposition consacrée au cinéma égyptien à travers le Studio Misr, fondé par Talat Harb, et qui fut, jusqu'à sa nationalisation en 1961, un équivalent des grandes sociétés américaines. « Nous ne voulions pas nous limiter aux années 1930 à 1960, considérées comme l'âge d'or du Studio », dit Magda Wassef. « Mais il était impératif de célébrer ce qui a été pendant trente ans une formidable pépinière de talents de toutes nationalités, souligne Magda Wassef. Les génériques des films de l'époque sont éminemment cosmopolites : les noms arabes cotoient les patronymes grecs, syriens, hongrois, français, allemands, italiens. »

Magda Wassef a choisi de « raconter » le cinéma égyptien par ses décors types : le cabaret pour le cinéma musical, la ruelle pour le film réaliste. Cette ruelle où il suffisait de changer le nom ou le linge en train de sécher pour entamer une nouvelle production, sera, avec d'autres décors, érigée sur les mille mètres carrés de l'IMA, dans chaque décor sera projeté un montage des films qui y auront été tournés. Parallèlement, une recherche de films égyptiens tenus pour disparus a été entreprise à travers les Archives cinématographiques mondiales. Selon Magda Wassef, la France aurait par exemple retrouvé Zeinab, de Mohammed Karim (1929), tandis que le Journal d'Égypte (équivalent des Actualités Pathé ou Gaumont) serait à Londres.

H. B.



Buster Keaton dans « les Lois de l'hospitalité » (1923).

Russie

Après le déluge, la renaissance ?

MOSCOU

Correspondance

EN quatre ans, Naoum Kleiman, un des organisateurs du centenaire du cinéma en Russie, a fait de son « Mouzei Kino » un lieu unique en Russie, où l'on projette les films connus ou moins connus de Boris Barnet, Paradjanov, Kobakhidze, Tarkovski et bien d'autres, sans oublier les classiques du cinéma étranger. Hâvre de culture, le Musée est bien le seul endroit à Moscou qui donne cette impression d'effervescence du septième art. Car, aujourd'hui, le cinéma russe agonise.

L'éclatement du monopole d'État et le choc économique qui a suivi ont démantelé l'industrie cinématographique. La mafia y a souvent remplacé l'État : les salles de cinéma sont progressivement transformées en boîtes de nuit. Et dans les célèbres studios « Mosfilm », un stand Black et Decker a désormais pignon sur rue.

A la censure idéologique s'est substituée la censure économique. La production de films russes, tout en restant importante, a très nettement chuté - elle est passée de 350 à 150 films par an de 1991 à 1994 - mais elle s'est surtout considérablement appauvrie. La perte des repères s'est souvent traduite par une terrible absence d'idées. Le spectateur s'est enfui. Problèmes de distribution, réseaux désorganisés, salles de cinéma désertées, razzia-marché de films américains, production nationale de faible qualité : c'est en plein marasme que la Russie s'apprête à célébrer le centenaire du cinéma. Mais Naoum Kleiman espère que l'événement donnera une « impulsion au cinéma russe de demain ».

Le Kino, cet art que Lénine avait promu fer de lance de la révolution, va être célébré sur une période de deux ans. A travers toute la Russie, les salles de cinéma s'ouvriront

aux films d'ici et d'ailleurs. Des festivals sont prévus dans toutes les grandes villes, des rétrospectives à travers la CEI sont également au programme. A Moscou, le clou du centenaire sera certainement la projection en plein air, dans le théâtre de verdure du Parc Gorki, du Napoléon d'Abel Gance (avec orchestre), de Métropolis et du Cuirassé Potemkine.

Sont également programmés : une rétrospective du cinéma russe de la période pré-révolutionnaire à la fin de la période soviétique (inconnu ici) ; un programme spécial sur le cinéma russe de l'émigration intitulé Retour à la Patrie (Alexeïev, Bajoukhine) ; une grande rétrospective des films de la CEI (fait sans précédent, toutes les cinémathèques des nouveaux États indépendants se sont mobilisées pour faire parvenir leurs nouveaux films à Moscou pour juillet 1995) ; enfin, un hommage aux précurseurs, avec une rétrospective Gaumont et Pathé (tintinnant).

La télévision russe participe aussi à l'aventure en diffusant par cycles les films des maîtres du cinéma russe et du cinéma mondial. Des films en l'honneur du cinéma sont également en cours de réalisation : Ivan Dolkhovitch et Oleg Kovalov réalisent un film, l'autre un documentaire autour d'Eisenstein.

Ailleurs, on se réunit pour célébrer les frères Lumière. Valeri Todorovski et quelques membres de « la nouvelle vague russe » - Vladimir Khatinienko, Alexandre Khvan, Dimitri Miskhiev, Sergéï Silanov - ont commencé le tournage des courts métrages qui composeront Arrivé d'un train en gare. Seule contrainte imposée aux cinéastes : inclure des extraits de l'un des premiers films des frères Lumière.

L'ensemble des organisateurs - Musée du cinéma, Goskino, Gosfilmofond - sont unanimes : le centenaire pourrait bien marquer le début d'une lente renaissance du cinéma russe et amorcer un processus de retour des spectateurs dans les salles. L'État russe, à l'approche de l'événement, a voulu se montrer préoccupé de culture. Les pressions des nationalistes, qui dénoncent à tout va la destruction de la culture nationale, ne sont sans doute pas étrangères à ses décisions tardives. Un peu plus de 27 milliards de roubles sont prévus pour le centenaire - mais leur versement reste conditionné à l'adoption du budget par la Douma.

Traqué par l'inlassable sonnerie du téléphone dans la frénésie des derniers préparatifs du centenaire, Naoum Kleiman espère que celui-ci « va montrer à nos cinéastes que le cinéma mondial exploite des voies que nous n'avons pas encore découvertes. Et au gouvernement russe qu'il a une obligation vis-à-vis du cinéma national. Il faudrait que chaque grande ville russe ait deux salles de projection en activité. Et que le cinéma entre dans les écoles pour que l'on apprenne enfin l'histoire à travers les films. Alors ce sera vraiment un jubilé ».

MANON LOIZEAU

Inde

Un peuple assoiffé de rêves

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'HISTOIRE d'amour entre l'Inde et le cinéma est presque aussi vieille que le cinéma lui-même : en 1896, Auguste Lumière fait escale à Bombay où il montre les images d'un court documentaire consacré à l'arrivée d'un train en gare... Le succès est immédiat. Trois ans plus tard, un amateur filme le retour au pays du célèbre mathématicien Varanag, un document qui reste dans les annales comme le tout premier film tourné par un Indien.

« Nous sommes peut-être l'un des seuls pays non occidentaux à avoir été, au début du siècle, associés aussi étroitement à l'histoire du cinéma », avance le grand metteur en scène Shyam Benegal. Dès 1913, en effet, le « Bara Sahib »

Falke devient le « père » du cinéma indien en filmant l'histoire mythologique d'un raja qui symbolise la vertu et la morale face au grand désordre du monde. Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à ce que le peuple d'un pays-continent, devenu le plus grand producteur de films de la planète, ait immédiatement été fasciné par l'image : les premiers réalisateurs indiens ont, au départ, puisé dans l'extraordinaire réservoir des épopées religieuses qui servent d'armature à l'inconscient collectif de centaines de millions d'Indiens. « Ce qui se limitait à une scène de théâtre dans les villes et les villages de l'Inde traditionnelle a fini par se transposer à l'écran », résume Shyam Benegal.

Le fabuleux succès du cinéma commercial symbolise les aspirations d'un peuple assoiffé de rêves : « Les chansons des stars de

l'écran et même leur façon de s'habiller imprègnent au quotidien la psychologie et le comportement des Indiens », explique le producteur Suresh Jindal, qui représente pourtant le cinéma « haut de gamme », puisqu'il travailla notamment avec Satyajit Ray.

« L'industrie du film est tellement associée à notre pays que, cent ans après l'invention des frères Lumière, les Indiens ne perçoivent pas le cinéma comme quelque chose qui ait jamais pu venir de l'étranger », ajoute-t-il. « Et pourtant, nous n'avons pas de mot en hindi ou toute autre langue du pays pour désigner le mot même de « cinéma » ou de « héros ». Quant à la capitale du cinéma hindi, Bombay, elle a été rebaptisée par les milieux du cinéma « Bollywood ».

Le cinéma indien ne s'est cependant pas limité à cette « usine à

rêves » pour l'habitant des grandes villes : en allant parfois jusqu'à interdire, au plus fort du mouvement indépendantiste, certaines productions américaines ou italiennes jugées trop « subversives » par les censeurs de la couronne, les Anglais contribuèrent paradoxalement à l'essor d'un cinéma indigène plus politisé. Celui-ci finit donc par servir de relais aux sentiments patriotiques des Indiens, et même cristalliser leurs aspirations nationalistes.

Conscients que les cent ans d'histoire du cinéma racontent un peu celle de l'Inde elle-même, les organisateurs du prochain Festival du film international de Bombay commémoreront comme il se doit l'anniversaire : six films indiens du temps du muet seront projetés ainsi que les premiers rushes, tournés à la fin du siècle dernier.

BRUNO PHILIP

Japon

Mouvement et nouvelles sensations

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon s'apprête à donner un relief particulier au centenaire du cinéma. Marqué par l'ouverture en avril d'un nouveau bâtiment du Centre national du film, où seront regroupées les archives, cet événement sera l'occasion d'expositions et de rétrospectives qui s'étendront jusqu'en 1997, année du centenaire de la première projection d'un film à Osaka.

La manifestation qui ouvrira cette célébration, le 22 décembre à Tokyo, aura pour thème la « Renaissance du muet ». Les films seront présentés sur une improvisation musicale de Ryūichi Sakamoto. Comme la rétrospective Gaumont, organisée au Centre national du film, cette manifestation sera réalisée avec le concours de la Cinémathèque française. Une

exposition Melliès et une rétrospective de l'œuvre intégrale de Jean Renoir sont également prévues.

« Plus qu'un centenaire, nous cherchons à fêter le deuxième siècle du cinéma », précise Shigehiko Hasumi, président du Comité japonais du centenaire du cinéma. Le cinéaste Kiju Yoshida, préparé pour 1995 un film sur le premier opérateur des frères Lumière envoyé au Japon au siècle dernier, Gabriel Veyrès : loin d'être une évocation nostalgique, ce film se veut une projection dans l'avenir. Entreprise quelque peu volontariste quand on sait combien le cinéma est victime d'une désaffection du public, plus attiré par la télévision, les jeux vidéo ou les productions hollywoodiennes.

En 1960, le cinéma japonais produisait 545 films et occupait 78 % du marché national ; en 1993, il n'en a produit que 238, soit 38 % du marché national. Entre 1990 et

1993, une centaine de salles ont fermé : il n'en restait plus que mille sept cents, soit deux fois moins qu'en France pour une population deux fois supérieure. Pour la première fois en trente-quatre ans, un renversement de tendance s'est amorcé en 1994 avec l'ouverture à Tokyo de sept salles indépendantes, confirmation de l'intérêt pour un nouveau cinéma d'auteur.

Il se dessine en effet un renouveau du cinéma japonais, grâce à des producteurs indépendants et des cinéastes, qui avec des sensibilités diverses, souvent dépitées de l'esthétique de leurs illustres prédécesseurs, poursuivent néanmoins, sur la lancée de certains d'entre eux, une mise à mal des clichés entretenus par le discours officiel. Un renouveau s'est esquissé dans le domaine des comédies avec les cinéastes Juzo Itami et Yoshimitsu Morita, qui dissèquent avec un humour grinçant les travers de la

société contemporaine. D'autres exploitent des sujets au contraire douloureux, tels que la maladie ou la mort à l'hôpital, explorée avec compassion par Jun Ichikawa.

Les communautés marginalisées (habitants d'Okinaawa, Coréens, homosexuels, immigrants) sont aussi les thèmes de cinéastes indépendants. Dépolitisés, bannissant le sentimentalisme du cinéma commercial, souvent solitaires, ils reflètent dans leurs films une certaine froideur de la société contemporaine, une société plus ébranlée sur ses assises qu'il n'y paraît.

Signe d'espoir cependant : « Plus encore que les cinéastes, c'est le public qui est demandeur de ce renouveau, souligne pour sa part M. Hasumi. Il cherche à retrouver dans des films contemporains ce qui fit l'essence du cinéma : le mouvement, de nouvelles sensations. »

PHILIPPE PONS

1975-1984

Dans la foulée du Watergate, Sydney Pollack réalise les Trois Jours du Condor (1975), expression la plus achevée de la paranoïa qui règne en Amérique depuis qu'on sait que personne n'est au-dessus de tout soupçon, même pas le président. Robert Redford doit fuir aussi bien la CIA que les étrangers. Et son secret a trait non plus aux armes nucléaires mais à l'approvisionnement de l'Occident en pétrole.

X
LE
parform
rie,
grav
fais
seul
la fi
den
trée
ens
vail
au-
de
vair
en
ron
l'es
sail
de
cot
la l
me
les
de
ava
tes
le
les
ser
me
un
vo
se
pu
lis
d'
in
se
n'q
o
a
a
c
le
d
l
a
c
s
sI
t
t
t

LE SIÈCLE DU CINÉMA/DEUX FILMS POUR UN ANNIVERSAIRE

En février 1995, deux longs métrages célébreront – chacun à sa manière – le centenaire du cinéma. « Les Enfants de Lumière » est un film de montage qui invente un récit et une connivence avec l'histoire du siècle telle qu'elle a brillé sur les écrans. Construit par Pierre Philippe, en collaboration avec Pierre Billard, André Asséo et le producteur Jacques Perrin, il est composé d'extraits de films (français), ce qui pose l'épineux problème des droits, auquel ont affaire toutes les manifestations du centenaire.

Avec « Les Cent et Une Nuits », Agnès Varda a préféré la fiction. Elle a confié le rôle d'un M. Cinéma de cent ans à Michel Piccoli, qui évoque des souvenirs plus ou moins authentiques et reçoit la visite de vedettes. Michel Piccoli est également président de l'association Premier siècle du cinéma (dont Serge Toubiana et Alain Crombecque sont les délégués généraux), organe chargé de coordonner les manifestations de l'an prochain. Loin de tout protocole, la réalisatrice et son président-acteur parlent de leur film.

« Les Cent et Une Nuits », d'Agnès Varda

Les visiteurs de Monsieur C...

Agnès Varda. – Je disais à Michel Piccoli : qu'est-ce que tu fais dans le Premier siècle ? Il m'a répondu : je pense à toi.

Michel Piccoli. – Oui, j'ai accepté ce titre ronflant de président, ce n'est pas rien. Mais si je n'avais pas été président de cette association Premier siècle, j'aurais tourné dans ton film aussi.

AV. – Moi, j'aurais voulu que tu renonces à cette présidence pour faire l'acteur. Ta grandeur c'est d'être acteur, pas d'être président.

MP. – J'ai tellement été acteur et tellement peu président... En fait, comme président, je t'encombre parce que il faut bien dire que c'est Toubiana, Crombecque et moi qui sommes venus trouver Agnès pour lui dire : nous nous occupons de ce premier siècle du cinéma, est-ce que ça t'intéresserait de faire un film ?

AV. – Un film de montage, oui, oui, je vous ai entendus. C'était le 12 septembre 1993, je l'ai noté.

MP. – On lui a dit de faire un film qui raconterait l'histoire du cinéma. Elle a tout de suite dit oui.

AV. – Non.

MP. – Si, tu as tout de suite dit : « oui, moi je veux bien faire un film de fiction ».

AV. – Voilà !

MP. – Disons qu'on lui a mis la puce à l'oreille.

AV. – Plus que la puce, le venin dans le sang, la puce mangeuse qui m'a ravagée. Ils avaient dit « montage », j'ai dit « fiction » juste pour dire le contraire. L'esprit de contradiction a été mon ressort majeur.

MP. – Oh oui !

AV. – Un ressort si puissant que, deux jours après votre visite, presque tout le film était dans ma tête. Quand vous êtes revenus la semaine suivante, je savais que ce serait l'histoire de Monsieur Cinéma, il a cent ans et un gros carrosse. Ils m'avaient passé une drôle de commande.

MP. – Ce n'était pas une commande, nous n'en avons jamais eu les moyens et nous ne les avons toujours pas. Ce n'est pas notre rôle, on a juste lancé l'idée, auprès de quelques cinéastes connaisseurs et pas pompeux, qui pourraient s'amu-



Michel Piccoli et Agnès Varda

ser et se passionner à parler de cinéma.

AV. – Oui, vous aviez pensé à Chris Marker, qui aurait fait un coup génial. Et à Godard, qui a d'ailleurs fait un autre film, un court métrage (1) pour cette occasion. Également avec toi, Michel, parce que tu es la tête de Turc de ceux qui pensent au cinéma.

MP. – L'expression me va. Mais on avait aussi pensé à toi. Ça m'ennuie ce que tu racontes, Agnès, les gens vont dire que je profite de ma place pour me faire mettre en valeur par Godard et Varda.

AV. – Mais non, c'est nous qui te prenons comme drapeau, et comme tête de Turc.

MP. – Oui, enfin on se prend tous comme drapeau les uns des autres. Si vous saviez comme je m'en fiche, du centenaire du cinéma. Plus ça va, plus je trouve que le cinéma nous est vital. La commémoration doit toujours être regardée avec un fou rire au fond de soi. Donc, le film s'appelle *Les Cent et Une Nuits*. Et c'est une idée d'Agnès Varda.

AV. – *Les Mille et Une Nuits*, ce sont les contes qui empêchent de dormir, qui empêchent de mourir, la nuit. Et justement ces contes nocturnes sont ceux qu'on va chercher au cinéma. Pour moi, le cinéma c'est toujours sortir le soir, dans la nuit, et aller se faire conter une histoire.

MP. – Ou se faire conter fleurette.

AV. – Ça c'est autre chose, c'est le bien du jour. Mais le cinéma, j'ai toujours préféré le soir : c'est un conte du soir, un conte pour dormir ou ne pas dormir, mais qui précède le sommeil. Enfin, j'ai trouvé ce truc du cinéma, il a cent ans et il perd la mémoire, puisque la mémoire est un sujet que j'aime par-dessus tout.

Cette mémoire trouée, malhabile, gauchiste et moutonne, cette mémoire mythomane d'un centenaire va me permettre de piéger et pour n'importe comment, de me trisquer, je ne pourrais pas être accusée.

MP. – Tu t'es libérée de l'Histoire.

AV. – C'est ça. Mon bonhomme, celui qu'impressionne Michel, a été tout le monde, il a été Welles et Clark Gable, et Jean Renoir. Avec l'idée que la grande vieillesse retourne à

cette enfance juvénile. Il fait des caprices, tout le monde s'occupe de lui.

MP. – Dans le cinéma, on croise beaucoup de gens qui se prennent pour le cinéma à eux tous seuls.

AV. – Mon deuxième repère a été Buñuel – qui n'aurait certainement pas fait un film sur le siècle du cinéma. J'ai pris un film phare, *l'Âge d'or*, que j'adore depuis longtemps, et j'avais tout le temps en tête l'esprit de Buñuel, son charme, son irrévérence, sa liberté.

MP. – Et son goût de la farce.

AV. – Comme il était ton ami, c'était facile, j'ai repris une de ses phrases, et je l'ai mise dans la bouche d'une vache. Disons que la vache est un animal mythologique dans ce film.

MP. – La vache sacrée. Elle dit : « Je trouve jallacines et dangereuses toutes ces cérémonies commémoratives. A quoi bon ? Vive l'oubli ! »

AV. – Le vrai culot c'est ça. Vive l'oubli ! Et tout à coup, dans le film, il y a quelques images de *Nosferatu*, neuf ou dix secondes, ou un morceau

de comédie musicale, qui giclent comme ça. Ce sont des bulles qui ne peuvent pas rester complètement souveraines, ce sont des réminiscences, j'ai fonctionné par associations d'idées, jeux de mots, d'images. J'ai suivi le chemin de mes sensations. Bien sûr, il y a aussi une histoire, avec ce vieux monsieur qui avait des fils, des petits-fils, tout le monde est mort, il reste un vague arrière-petit-fils, qui a disparu. Et une bande de jeunes essaie d'infiltrer un faux héritier, puisqu'on n'arrête pas de dire que le cinéma va mal, mais qu'il y a un nombre incroyable de jeunes qui ont envie d'en faire.

MP. – Et aussi, heureusement, il y a une jeune fille qui vient me visiter, et écouter mes souvenirs. Elle est étudiante en cinéma, et elle corrige quand je mélange Louise Brooks et Marlene Dietrich.

AV. – Le film convoque la mémoire des stars, et aussi de vraies stars. Si on veut faire un film honnête sur le cinéma, honnête ou malhonnête comme je voulais le faire, il fallait des stars. Donc ce vieux Monsieur Cinéma qui ne veut pas mourir, reçoit des visites, j'ai demandé à des vedettes, à tous ceux qui ont eu l'amitié ou le coup de géniosité de dire : O.K., on lui rend visite.

MP. – Et le coup d'armement.

AV. – Je n'aurais pas cru qu'Alain Delon s'amuserait autant à jouer la scène qu'il a jouée, il a fait une histoire extravagante, Belmondo était ravi d'être marié avec Gina Lollobrigida. Brial fait visiter son château aux Japonais... Masironi, Depardieu, Harrison Ford, Jeanne Moreau bien sûr, Anouk Aimée et Fanny Ardant, De Niro qui est marié à Catherine Deneuve.

MP. – Parce que dans le film, j'ai aussi été l'amant de toutes les actrices, depuis les débuts. Sans Catherine, alors je suis jaloux !

AV. Ils sont tous venus, dans le château de Monsieur Cinéma. Mais attention, ce ne sont pas des sketches, certains jouent leur propre rôle, mais la plupart de ces visiteurs font partie de l'Histoire. Nous nous sommes déplacés aussi, on a commencé le tournage au festival de Cannes, et on a terminé à Hollywood.

MP. – Soit la trajectoire d'une carrière réussie. On parle aussi d'argent et d'héritage. Dans le film, tout le monde se fait escroquer. Monsieur Cinéma, c'est un vieil escroc roublard, il se croit propriétaire de tout le cinéma, il a des droits à vendre, des porte-feuilles comme on dit. Son copain voudrait bien qu'il les lui cède.

AV. – On ne peut pas parler de cinéma sans parler d'argent. Nous aussi, on a quelques soucis d'argent. Je me suis aperçue que pour faire cette plaisanterie, il fallait trente à trente-cinq millions, on a été aidé par Canal Plus et l'avance sur recettes. Avec un coup de pouce supplémentaire du Premier siècle, en avance sur une enveloppe qu'ils auront peut-être en 1995. Le producteur anglais Jeremy Thomas est entré en coproduction. Mais j'ai du mal à trouver un distributeur français, c'est un peu décevant.

MP. – On parle d'argent, et de technique aussi, avec le jeune cinéaste qui joue le jeune cinéaste Antoine Derosière. Il dit qu'il faut travailler avec l'avenir, les images de synthèse, le CD-ROM, le virtuel.

AV. – Bien sûr qu'on va vers ces technologies. Moi-même j'ai monté en virtuel et en son digital, mais je veux quand même encore faire le cinématographe, je veux la pellicule, je veux filmer, filmer des émotions, des actions, pas d'abord faire de la technique. Ceux qui veulent faire du cinéma veulent utiliser le cinéma pour ce que c'est. C'est un moyen de raconter de la vie rêvée ou vraie, les mouvements des corps, des esprits, et des cœurs.

MP. – Le film d'Agnès est sur les mouvements perpétuels du cinéma.

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

(1) Le film de Jean-Luc Godard s'inscrit dans le cadre d'une série de courts métrages commandés à des réalisateurs du monde entier par le British Film Institute.

* Fin janvier paraîtra un livre consacré au tournage de *Les Cent et Une Nuits* d'Agnès Varda de Bernard Baudou. Éditions Pierre Bordas. 160 pages. 240 F.

PASCAL MÉRIGEAU

« Les Enfants de Lumière », de Pierre Philippe

Morceaux choisis

A U départ, le désir de composer un florilège de grands moments de l'histoire du cinéma français. A l'arrivée, *Les Enfants de Lumière*, un film de montage dont la durée avoisinera les deux heures, somme de près de cinq cents extraits provenant de plus de quatre cents films. Entre les deux, des dizaines de réunions pour les initiateurs (Pierre Billard et André Asséo), le réalisateur (Pierre Philippe), le producteur (Jacques Perrin), le directeur de production (Bernard Lorrain), les cinéastes choisis comme « parrains » (Claude Sautet, Alain Corneau et Claude Miller) et divers conseillers historiques, auxquels il était demandé de se souvenir de telle scène, de tel moment destiné à s'intégrer dans cet « hommage des cinéastes d'aujourd'hui aux cinéastes du siècle ».

Autant d'heures passées, avant tout, pour définir et dessiner un projet qui n'allait pas de soi. Fallait-il restituer une chronologie, établir des relations thématiques entre les extraits, s'appliquer à ce qu'aucun « classique », aucune scène légendaire, aucun moment fort ne manque ? Avec toujours à l'esprit une question-clé : comment obtenir l'accord des producteurs et des ayants droit ? Des extraits ont été retenus avec le risque de s'exposer à des refus, à des défections susceptibles de remettre en cause l'ensemble du projet.

Seul un producteur indépendant, habitué aux opérations « difficiles », pouvait mener à bien une entreprise que certaines grandes sociétés auraient pu être tentées d'accepter... mais à la condition qu'aucun film de leurs concurrents ne soit intégré au montage. Pierre Billard et André Asséo sont allés chercher Jacques Perrin. Le producteur reconnaît que les dimensions modestes de Galatée, sa société, ont « rassuré » et ont permis d'abandonner ses atouts de « petit artisan ».

Première idée – vite abandonnée : un montage d'extraits des « cent meilleurs films de l'histoire du cinéma français ». Un scénario s'est alors dessiné, en accord avec les « parrains » cinéastes : permettre au spectateur d'« entrer en cinéma français et ne plus le laisser sortir, en juxtaposant les images, en fermant une porte pour aussitôt en ouvrir une autre, avec le souci d'éviter la compilation et de privilégier la fluidité du montage », affirme Pierre Philippe qui a parié sur « la nécessaire naïveté du spectateur », qui va progresser « sur un terrain instable ».

Une fois effectué un « travail de mémoire », le réalisateur a visionné en six mois pas moins de mille deux cents films (courts, moyens et longs métrages), y puisant la matière de ce qu'il appelle des « précipités » : succession très rapide d'images, sorte de signaux pour restituer une atmosphère ou une impression. Mais a-t-on le droit d'utiliser des images de films pour créer une émotion différente ? Les cinéastes, semble-t-il, ont dit oui « avec enthousiasme ». Ainsi les décors de Paris tels que le cinéma français en a fixé les images seront évoqués en une séquence de deux minutes et

demie. Pour conserver au montage sa fluidité, aucun extrait ne dépassera les quinze secondes. A l'intérieur de chaque séquence, organisée autour d'un thème (l'école, l'histoire de France, la guerre, etc.), les extraits se succèdent selon une cohérence rythmique, plastique ou logique, et font alterner « embardées lyriques » et moments d'apaisement, films importants et fragments oubliés – avec l'ambition de retrouver la spécificité du cinéma français.

Quelques films manqueront à l'appel, *Le Diable au corps*, de Claude Autant-Lara (mais le couple mythique Micheline Presle-Gérard Philipe sera évoqué) ou *la Nuit américaine*, de François Truffaut, appartenant à des sociétés américaines qui ont refusé l'accès aux copies. Georges Méliès et Louis Feuillade seront absents pour des questions de droits. Pour pallier ces absences et évoquer « les primitifs », Pierre Philippe a déniché une superbe copie colorisée au pochoir du film de Gaston Velle et Segundo de Chomón *la Poule aux œufs d'or* (Pathé, 1905). A ces quelques exceptions près, les accords nécessaires au respect des droits patrimoniaux ont été obtenus.

La question des droits moraux (droits des auteurs) a été infiniment plus difficile à régler. A la demande de Bernard Lorrain, la SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques) s'est chargée de la recherche des ayants droit. Plus de dix mille lettres ont été envoyées, qui ont permis de prendre pied dans une véritable jungle : il n'existe pratiquement

pas de films qui soient aujourd'hui dans le domaine public (cinquante ans, plus les années de guerre qui comptent double, doivent s'être écoulées après la mort du dernier ayant droit). Les ayants droit des scénaristes, réalisateurs, auteurs des livres adaptés ont donc dû être retrouvés, avant que Bernard Lorrain n'entame avec eux les négociations.

Ces négociations ont été rendues plus délicates par la nécessité de parvenir à des accords conclus pour dix ans et, surtout, étendus aux droits de reproduction pour le cinéma, la télévision et la vidéo (le film sera diffusé par Canal Plus en mai 1995 et par France 2 en décembre de la même année). 7 millions de francs (sur un budget de 19 millions) ont été affectés au règlement des droits d'auteurs et devront être répartis équitablement : aucune exception n'est envisageable, qui risquerait de remettre en cause le montage que Pierre Philippe achève actuellement.

Moins de deux mois avant la sortie prévue des *Enfants de Lumière*, 95 % des accords ont été conclus. Michel Legrand a composé la musique (après visionnement de certaines séquences, avant le montage de certaines autres, qui épouseront donc le rythme de la partition). Il faut encore écrire un commentaire, le faire dire par un comédien, prévoir les photos d'exploitation qui seront affichées à l'entrée des salles. Mais a-t-on le droit d'utiliser les images d'un film pour la promotion d'un autre ?

PASCAL MÉRIGEAU

1985-1994

Le cahier sans lequel son copain de classe risque une punition sert de déclencheur à la circulation du gamin de Ou est la maison de mon ami ?

d'Abbas Kiarostami. Avec ce « carburant », où se cachent la justice et la générosité, ce film de 1987 révèle le regard du cinéaste iranien, l'un des rares aujourd'hui de par le monde qui sache porter à l'incandescence une matière cinématographique à partir des événements les plus quotidiens.

صلى الله عليه وسلم

LE SIÈCLE DU CINÉMA/PROGRAMME

Une sélection des manifestations

Puisque les gens vont moins volontiers au cinéma que par le passé, c'est au cinéma d'aller vers eux, prouvant ainsi qu'il porte allègrement son siècle d'existence. A moins de le soulever vraiment (mais pourquoi ?), il sera impossible, en cette année de commémoration, de voir moins de films que d'habitude. Projections, expositions, rencontres, spectacles : la fête du cinéma ne fait que commencer.

FRANCE ET EUROPE

Beau Fixe. Spectacle vivant/Chorégraphie. A Paris, du 27 février au 3 mars ; Caen, Château-Arnoux, Epinal, Laval, les 9 et 10 février ; Laval, Lons-le-Saunier, du 2 au 5 avril ; Montpellier, du 22 juin au 7 juillet ; Nancy, du 20 au 22 mars, Tarbes, les 30 et 31 mars, Thoiry, les 27 et 28 mars, Valenciennes, (16) 46-50-59-59, (16) 67-41-26-19.

Parution des quatre visuels du Premier siècle du cinéma. Janvier 1995.

Dix films courts pour un Centenaire. Janvier à décembre 1995.

Un film Lumière par jour sur France 2. Lancement du programme d'un an, janvier à décembre 1995.

Emission des quatre visuels du Premier siècle du cinéma réalisés par Jean Le Gac. A partir du 16 janvier 1995.

Lancement d'une ligne d'objets du Premier siècle du cinéma, par la Réunion des Musées nationaux. Janvier 1995.

Jour de fête de Jacques Tati (version coulure). Sortie nationale le 11 janvier 1995.

Le cinéma en fête : journée nationale dans les salles de cinéma. 15 janvier 1995.

Les Cent et Une Nuits, d'Agnès Varda. Sortie nationale. Février 1995.

Les Enfants de Lumière, de Pierre Philippe (film de montage). Sortie nationale février 1995.

La caravane du cinéma : Stars et Studios. Manifestation itinérante de mars à décembre 1995. 43-57-00-99.

Diffusion 10 heures de programmes pour célébrer le premier tour de tournage d'un film Lumière. 19 mars 1995, Canal +.

Train Forum, destination Cinéma : les Métiers du Cinéma. Exposition itinérante. Les 21 et 22 mars, à Paris ; le 23, au Havre ; le 24, à Amiens ; les 25 et 26, à Lille ; le 27, à Rennes ; le 28, à Nantes ; les 29 et 30 à Bordeaux ; les 31 mars et 1er avril, à Toulouse ; le 2 avril, à Montpellier ; les 4 et 5, à Marseille ; le 6, à Nice ; le 7, à Grenoble ; les 8 et 9, à Lyon ; le 10, à Clermont-Ferrand ; le 11, à Dijon ; les 12 et 13, à Strasbourg et le 14, à Nancy.

Un été au Ciné, Premier siècle du cinéma. Projections de juin à septembre 1995. 15 régions/190 salles/500 écrans.

Lancement d'un grand concours sur le cinéma. de juin à août 1995.

La Fête du cinéma. du 25 au 27 juin 1995. Salles de cinéma.

Cinéma mon amour : tournée nationale d'un spectacle de cinéma en plein air. Du 1er juillet au 31 août 1995.

Cycle littérature et cinéma. Théâtre de juillet à fin 1995.

Un ticket pour la deuxième siècle : journée nationale salles de cinéma. 28 décembre 1995.

Jean Painlevé : un siècle de science et de cinéma. Exposition itinérante, d'octobre 1994 à décembre 1995. 43-72-77-75.

Présentation des films Lumière restaurés par le service des Archives du film du CNC. Janvier à décembre 1995.

Actions pédagogiques : Ecole et cinéma : les enfants du deuxième siècle, 40 villes en France. 43-22-16-62 ; 43-22-16-62.

Mon cinéma à moi. 40-26-59-56.

Ecole et cinéma : le cinéma d'animation. 40 villes en France dont Tournon, Genouilly, Cluny... 43-22-16-62 ; 46-05-38-59.

Lancement des programmes nationaux en direction des écoles collégiales et lycées.

Histoire du cinéma français : 33 programmes, des pionniers à nos jours. Octobre 1994 à décembre 1995. 42-82-94-06.

Centenaire Marcel Pagnol : concours national dans tous les collèges de France. Pédagogie/Concours national. 9 mars 1995. 42-18-08-08.

Cinétrain, mille jeunes pour La Ciotat. Exposition itinérante/Pédagogie. Le 15 mai, à Paris ; le 16 mai, à Beaune, Chalon-sur-Saône et Lyon ; le 17 mai, à Valenciennes et Lyon ; le 18 mai, à La Ciotat. 44-89-31-39.

L'Atelier Lumière. Production documentaire. Octobre 1994 à décembre 1995. Salles de cinéma. 45-63-72-87 ; 45-63-72-87.

Un siècle de Contre-Champs. Programmation européenne. Avril 1995 à avril 1996. 40-82-96-66.

Travelling 100 villes-100 films-100 ans. 30 janvier au 7 février 1995. (16) 99-33-51-76 ou (16) 99-33-51-76.

PARIS

Compartment Cinéma. Exposition, jusqu'en juin 1995. Halle Saint-Pierre. Musée en Herbe. 42-58-72-89.

Le cinéma, 100 ans de jeunesse : ateliers Lumière/Méliès. Pédagogie/Ateliers/Exposition. Cinéma-thèque française Chaillot. 43-22-16-62 ; 45-53-21-86.

Les Enfants du Cinéma. Programme pédagogique/Projections, jusqu'en mai 1995. Maison du Ceste et de l'Image. 42-36-33-52.

Ethnologie et Archéologie dans l'œuvre de S.M. Eisenstein : Que Viva Mexico I. Exposition/Projections/Animations, du 24 octobre au 31 décembre 1994. Musée de l'Homme. 30-37-83-13 ou 45-22-15-11.

Pathé, premier empire du cinéma. Exposition/Rétrospective/Édition, jusqu'au 6 mars 1995. Centre Georges-Pompidou. 44-78-13-00 ou 44-78-42-69.

Pierre Milier per un Centenario : 100 ans de cinéma italien en 24 films. Rétrospective/Recherche, jusqu'à mai 1995. Centre universitaire Censier. 45-44-20-69.

Un lieu, un film : Je me souviens de Paris, le cinéma et la ville. Projections/Exposition/Édition, jusqu'au 3 janvier 95. Vidéotheque de Paris.

Mois de la Photo : les archives du studio 28, la mémoire photo des cinéastes. Exposition, jusqu'au 12 février 95. Musée Montmartre. 43-59-41-78.

« Ken Jacobs: Cinema as Ghost Images ». Hommage au maître du cinéma expérimental américain. Rétrospective du 4 au 11 décembre 1994. American Center.

La Mort satisfaite, de Jean Renoir. Spectacle vivant/Théâtre, du 6 décembre 94 au 11 février 95. Théâtre du Renard. 44-80-59-65 ou 42-00-09-19.

Cours d'histoire culturelle : Naissance du cinéma, art et industrie. Cours sur l'histoire du cinéma, de janvier à avril 1995. Musée d'Orsay.

100 ans de cinéma. Mémoire d'un art nouveau. Exposition de photographies, du 9 au 23 janvier 1995. Unesco. 45-68-17-43.

Festival de films restaurés ou retrouvés, sur le thème de la tolérance. Projections/Rétrospective, du 9 au 24 janvier 1995. Unesco. 45-68-17-43.

Les premières déesses de l'écran : festival de films français et du monde. 12 janvier au 5 mars 1995. Musée d'Orsay (Auditorium).

Timbres et Cinéma. Exposition, du 15 janvier au 30 mars 1995. Musée de la Poste. 42-79-23-86.

Gaumont, 100 ans. Rétrospective/Exposition/Édition, du 15 janvier au 15 mai 1995. Cinéma-thèque française Chaillot.

Renoir en scène. Exposition/Édition, du 16 janvier au 1er mars 1995. Bibliothèque historique. 44-59-29-40.

Paris grand écran : splendeur des salles obscures, 1895-1945. Exposition/Édition, du 17 janvier au 30 avril 1995. Musée Carnavalet. 42-72-21-13 ou 42-72-21-13.

Histoire des salles de cinéma à Paris, 1945-1995. Exposition/Édition/Production, du 17 janvier au 8 mars 1995. Mairie du 16^e arrondissement. 43-25-30-30 ou 45-53-79-62.

Rétrospective Henri Storck. Rétrospective, du 25 janvier au 4 février 1995. Centre Wallonie-Bruxelles. 42-71-26-16.

Cinéma muet en concert : études sur Paris. Film muet/Accompagnement musical, du 28 au 29 janvier 1995. Auditorium du Musée du Louvre.

18 heures-18 francs : rendez-vous exceptionnel avec le public des salles de cinéma. Février 1995. Cinémas de Paris.

Cinéma muet en concert : le Lys brisé (1918), de D. W. Griffith. 12 au 13 février 1995. Auditorium du Musée du Louvre.

Cinéma primitif/cinémaistes contemporains. Rétrospective de films et vidéos, du 14 février au 19 mars 1995. Galerie nationale du Jeu de Paume.

Le Paris des cinémaistes. Exposition/Édition mars 1995. Couvent des Cordeliers.

Le cinéma vers son deuxième siècle. Colloque international, du 3 au 4 mars 1995. La Sorbonne.

Art et Cinéma : Un regard plastique sur les chefs-d'œuvre de la Cinéma-thèque française. Exposition, du 6 mars au 9 mai 1995. Hôtel de la Monnaie. 40-46-58-34.

Histoire des salles de cinéma à Paris, 1945-1995. Exposition/Édition/Production, du 8 mars au 8 avril 1995. Mairie du XVI^e arrondissement. 43-25-30-30 ; 45-53-79-62.

Cinéma du réel : 17^e Festival international films ethnographiques et sociologiques. Festival/Rétrospectives, du 10 au 19 mars 1995. Centre Georges-Pompidou (BPI). 44-78-44-49 ; 44-78-45-41.

Cinéma muet en concert : la Femme dans la Lune (1929), de Fritz Lang. Film muet/Accompagnement musical, du 25 au 26 mars 1995. Auditorium du Musée du Louvre-Journées Lumière ; projections scénographiques en continu de films Lumière. Spectacle/Rétrospective, du 31 mars au 3 avril 1995. Le Trianon.

Charlot intégrale. Avril à mai 1995. Cinéma-thèque française Chaillot.

Hommage aux studios Miar : Naissance d'un cinéma arabe. Exposition/Spectacle/Projections, d'avril à août 1995. Institut du Monde Arabe.

Hommage à Marcel L'Herbier. Projections/Hommage, avril 1995. Musée d'Orsay (Auditorium).

Rétrospective Jean Rouch. Rétrospective/Édition, du 4 avril au 7 mai 1995. Galerie nationale du Jeu de Paume.

Ces musiciens que le cinéma a fait connaître : Georges Delaune, Maurice Jaubert, Nitro Rota. Œuvres symphoniques, du 7 au 8 avril 1995. Maison de Radio-France.

Cinéma muet en concert : Loulou (1929), de G.W. Pabst. Film muet/Accompagnement musical, du 22 au 23 avril 1995. Auditorium du Musée du Louvre.

Les Journaux filmés. Projections/Édition de mai à juin 1995. Centre Georges-Pompidou. 44-78-40-61 ; 44-78-49-88.

80 ans de la Fox. Rétrospective/Exposition/Édition, de mai à août 1995. Cinéma-thèque française Chaillot.

Musique d'Ecran : Metropolis (1927), de Fritz Lang. Mai 1995. Théâtre du Châtelet.

Roger Corbeau. Exposition de photographies, de juin à août 1995. Hôtel de Sully. 42-74-30-60.

Lumière Créole : Regards sur les cinémas créoles. Rétrospective/Exposition/Colloque, du 8 au 12 juin 1995. 48-04-86-97 ; 44-67-04-22.

Cinéma muet en concert : Aelita (1924), de Jacob Protazanov. Film muet/Accompagnement musical, du 10 au 11 juin 1995. Auditorium du Musée du Louvre.

Marché de la poésie. Projections en plein air, du 20 au 25 juin 1995. Place Saint-Sulpice.

L'Art de diriger Karajan filmé par Clouzot. de septembre à octobre 1995. Auditorium du Musée du Louvre.

La Couleur au Cinéma. Rétrospective/Colloque/Édition, de septembre à octobre 1995. Auditorium Louvre/Musée d'Orsay.

Congrès Association littéraire artistique internationale (ALAI) : Œuvres audiovisuelles et droit

d'auteur. Conférences/Débats, du 18 au 22 septembre 95. Sénat-Salle Médicis. 47-42-58-46.

Indépendances, Rencontres internationales du cinéma indépendant à Paris. Projections/Débats, du 25 septembre au 1er octobre 95. Vidéotheque et Salles UGC.

Les lanternes magiques-Musique et cinéma-La magie de Robert Houdin à Georges Méliès. Expositions-dossiers, du 29 septembre au 29 décembre 95. Musée d'Orsay.

Le cinéma se raconte. Rétrospective, d'octobre à novembre 1995. Cinéma-thèque française.

Colloque international sur l'histoire économique du cinéma français. Colloque, octobre 1995. Cité des Sciences et de l'Industrie. 45-35-78-05.

X^e Rencontres Internationales de l'Audiovisuel. Pourquoi le spectacle cinématographique est né en 1885 ? Octobre 1995. Tour Eiffel.

Le cinéma africain à Paris. Octobre 1995.

De la lanterne magique au cinématographe : les origines du cinéma. Exposition, d'octobre à décembre 1995. Espace Electra.

Un siècle de Lumière : techniques et métiers du cinéma. Exposition, d'octobre 1995 à juin 1996. Cité des Sciences.

Panorama des liens entre cinéma et musique, et des pratiques musicales du cinéma muet. Projections musicales, octobre 1995. Musée d'Orsay (Auditorium).

Cinéma de l'Inde. Rétrospective/Édition, d'octobre à décembre 1995. Galerie nationale du Jeu de Paume.

ARCUEIL. Le Voleur de Bagdad, Cinéma-Mémoire, Festival Sons d'Hiver. Spectacle vivant/Projection, 7 février 1995, à 20 h 30. Salle Jean-Vilar. 43-86-87-11 ; 45-47-34-42 ; 42-97-43-46.

ARGENTEUIL. Lumière d'Argenteuil : les Cinglés du Cinéma. Brocante de collectionneurs, du 28 au 29 juin 1995. Salle Jean-Vilar. 39-61-78-03.

AUBERVILLIERS. Un siècle de cinéma et la mémoire ouvrière. Rétrospective, novembre à décembre 1995.

BOBIGNY. Ethnologie et Archéologie dans l'œuvre de S.M. Eisenstein : Que Viva Mexico I, œuvre inachevée. Exposition/Projections/Animations, février à décembre 1995. 30-37-83-13 ; 45-22-15-11.

BONNEUIL-SUR-MARNE. Le Voleur de Bagdad, cinéma muet en concert. Spectacle vivant/Projection, 1er avril 1995. Salle Gérard Philippe. 43-86-87-11 ; 45-47-24-42.

BOULOGNE-SUR-SEINE. Albert Kahn en Utopie. Exposition/Édition/Projections, d'octobre 1995 à avril 1996. Musée départemental Albert-Kahn. 46-04-52-80.

CHARENTON-LE-PONT. Cinéma-Mémoire 1994, le Mécano de la Général (États-Unis, 1926), de Buster Keaton. Film muet/Accompagnement musical, 28 janvier 1995. Théâtre de Charenton. 45-63-07-83 ; ou 42-97-43-46.

CHOISY-LE-ROI. Le Voleur de Bagdad, Cinéma muet en concert. Spectacle vivant/Projection, 9 avril 1995. Théâtre Paul-Éluard. 43-86-87-11 ; 45-47-24-42.

CRÉTIL. 17^e Festival international du film de femmes : Cent pionnières d'hier et d'aujourd'hui en Europe. 31 mars au 6 avril 1995.

Le cinéma et la rencontre des arts en France, 1918-1939. Exposition/Projections/Colloque, du 10 octobre 95 au 6 janvier 96. Bibliothèque nationale de France.

D'Ester, installation film/vidéo de Chantal Akerman. 23 octobre, 3 décembre 1995. Galerie nationale du Jeu de Paume.

Festival d'Automne-La Chénisset : Festival pour un film imaginaire d'Arnold Schoenberg. Novembre 1995. Théâtre du Châtelet.

Le cinéma merveilleux, images et effets spéciaux : de Segundo de Chomón à James Cameron. Rétrospective, de novembre à décembre 1995. Cinéma-thèque française République.

Les grands Prix du Festival de Jeune Cinéma de Hyères (1971-1983). Rétrospective/Exposition, novembre 1995. Espace Cardin.

Le cinéma des préaux et des écoles - Premières rencontres du cinéma d'éducation. Rétrospective/Colloques, du 16 au 17 novembre 1995. La Sorbonne. 40-26-59-56.

L'Art et la science des effets spéciaux, projection en IMAX. Décembre 1995 à janvier 1996. La Géode.

100 ans de cinéma beige. Exposition, de décembre 1995 à janvier 1996. Centre Wallonie-Bruxelles. 42-71-26-16.

Hommage à Robert Bresson : Intégrale. Rétrospective, décembre 1995. Cinéma-thèque française Chaillot.

Sur Bunuel. Rétrospective/Exposition/Édition, du 14 février au 13 mai 1996. Centre Georges-Pompidou.

Peintures, cinéma et nouvelles technologies. Exposition itinérante, année 1995.

Hommage aux frères Lumière : création de Judith Barry. 15 décembre 95 au 15 janvier 96. Grand Café (Hôtel Scribe).

Les Lumières du Regard. Projections, le 28 décembre 1995. Cinéma Max Linder - Cinéma-thèque.

Le Cinéma. Rétrospective/Exposition/Édition, du 14 février au 13 mai 1996. Centre Georges-Pompidou.

Pointures, cinéma et nouvelles technologies. Exposition itinérante, année 1995.

Célébration du Premier siècle du cinéma par la compagnie de théâtre Art Scène. Théâtre/Projection/Exposition, année 1995, à Argenteuil, Avers-sur-Oise, Beauchamp, Beaumont-sur-Oise, Bouffémont, Cergy, Franconville, Gonesse, Mériel, Saint-Ouen, Saint-Prix. 30-34-53-27.

Kahn. Décembre 1994 à décembre 1995. 25 salles de cinéma du 92, 47-29-30-31. L'image de Napoléon au cinéma, le cinéma et son histoire. Bandits d'honneur. Exposition/Projections/Colloque, novembre 1995. 95-70-35-02.

JOINVILLE-LE-PONT. Studios et laboratoires. Expositions, du 27 janvier au 26 février 1995. Salle des Fêtes, Hôtel de Ville. 48-85-10-40.

33/39 Gueules d'Amour. Spectacle vivant/Théâtre, octobre à décembre 1995. Mairie. 47-07-46-05 ou 43-43-77-50.

LA DÉFENSE. Vive le Ciné. Expositions/Conférences/Concerts, 15 décembre 94 au 31 mai 1995. CNIT.

Cité-Cinéma. Vous n'en reviendrez pas! Exposition/Spectacle, 1^{er} mars au 31 décembre 1995. Colline de La Défense. 43-57-63-00.

Exposition du centenaire Marcel Pagnol. Mars à mai 1995. Galerie de l'Esplanade.

Bobines, 1895-1995, œuvre plastique : fresque retraçant l'histoire du cinéma. 1^{er} juin au 30 septembre 1995. Parvis de la Grande Arche. 45-20-36-87.

Parvis Quartier d'Est : 10 films sur écran géant. 14 au 30 juillet 1995. Parvis de la Grande Arche.

LEVALLOIS-PERRET. Alexandre Trauner, 80 ans de cinéma. Rétrospective/Exposition, 1^{er} au 17 mars 1995. Hôtel de Ville.

MAGNANVILLE. Cinéma-Mémoire : le Mécano de la Général (États-Unis, 1926), de Buster Keaton. Film muet/Accompagnement musical, le 20 janvier 1995. Le Colombier. 43-63-07-83 ; 42-97-43-46.

MALAKOFF. Le pré-cinéma. Exposition, 16 janvier au 29 mars 1995.

MARNE-LA-VALLÉE. Les Barbares, de Lumière : hommage au cinéma forain. Juin 1995.

MONTREUIL. Histoire de rire en compagnie de Georges Méliès : Un fantôme dans le métro. Spectacle vivant/Théâtre, 15 novembre 94 au 31 décembre 95. Théâtre des Jeunes Spectateurs. 48-59-93-93.

Albatros, l'école russe de Montreuil. Rétrospective/Exposition/Édition, 4 octobre à décembre 1995.

MONTROUGE. La Mort Satisfait, de Jean Renoir. Spectacle vivant/Théâtre, 22 mars au 15 avril 1995. L'Instant Théâtre. 45-80-59-65.

NOISIEL. Le Voleur de Bagdad, cinéma muet en concert. Spectacle vivant/Projection, le 10 juin 1995. La Ferme du Boisson. 43-86-87-11 ou 45-47-24-42.

PANTIN. Banlieues Bleues, Denis Colin Quintat, Cinéma-thèque Lumière. Cinéma-Concert, le 5 avril 1995. Ciné 104. 43-85-66-00.

RIS-ORANGIS. Le Voleur de Bagdad, Cinéma muet en concert. Spectacle vivant/Projection, le 24 juin 1995. Centre Robert Desnos. 43-86-87-11 ; 45-47-24-42.

ROMAINVILLE. Banlieues Bleues : Bill Fricoll, Buster Keaton, Go West. Cinéma-Concert, 23 mars 1995. Le Trianon. 43-85-66-00.

Banlieues Bleues : Tony Cox, Peau de Pêche. Cinéma-Concert, le 13 avril 1995. Le Trianon. 43-85-66-00.

SAINT-DENIS. L'Acteur, de la Scène à l'Écran. Théâtre et cinéma, mars 1994 à décembre 1995. Université Paris VII-Saint-Denis. 45-47-51-30 ; 49-40-67-76.

SAINT-OUEN. Banlieues Bleues : Willem Brunker Kolléctief, Johan Van Der Kaeken. Cinéma-Concert, 15 mars 1995. Espace 1989. 43-85-66-00.

SARTROUVILLE. Le Rayon Vert, d'après Eric Rohmer. Théâtre, 14 janvier à fin mars 1995. Théâtre.

GOUAUX. Tandem. Spectacle vivant/Court métrage, le 10 décembre 1994.

HAUTS-DE-SEINE. Diffusion des films du Fonds Albert

Tous les événements du Premier siècle du cinéma

3615

1^{er} siècle

accessible également sur 3615 culture

Pour tout savoir par région, département, ville, thème ou date

LE SIÈCLE DU CINÉMA / PROGRAMME

SEINE-SAINT-DENIS

Banlieues Bleues Cinémas-concerts. 10 mars au 15 avril 1995.

STAINS

Le Voleur de Bagdad, cinéma muet en concert. Spectacle vivant/Projection, 25 mars 1995. Espace Paul-Eluard. 43-86-87-11 ; 45-47-24-42.

TAVERNY

Célébration du premier siècle du cinéma, par la compagnie de théâtre Art Scène. Théâtre/Projection/Exposition année 1995 (dates non définies). Médiathèque. 30-34-53-27.

VILLEJUIF

Bourvil humour, Bourvil tendresse. Spectacle vivant itinérant, 25 novembre 1994 à fin 1996.

VIRY-CHÂTILLON

L'Histoire de France à travers le cinéma. Exposition, 8 au 23 avril 1995. La Ferme/Domains du Piedfer. 69-12-62-20 ; 69-12-62-20.

Le merveilleux et le cinéma. Exposition itinérante, à partir du printemps 95. Musée Electropolis. (16) 89-32-76-33.

Nuits et jours, musique et cinéma. 19 au 21 mai 1995. La Filature.

ALSACE

MULHOUSE

Cinéma, un siècle de techniques. Exposition itinérante, à partir du printemps 95. Musée Electropolis. (16) 89-32-76-33.

Nuits et jours, musique et cinéma. 19 au 21 mai 1995. La Filature.

STRASBOURG

L'Oiseau des vacances, de Jean Eustache. Théâtre, 10 au 18 janvier 1995. Théâtre national.

Passages, rencontres européennes du cinéma - Festival international du film. Projections/Réunions. 24 mars au 2 avril 1995.

IV^e Biennale internationale du film sur l'art (BIFA). Projections/Compétition/Colloque, printemps 1995. 44-78-19-33.

Le grand atelier de Peter Greenaway. Juin 1995. Université, Théâtre national.

Deux pièces de R.W. Fassbinder, *L'Année des treize lunes* et *Rien qu'un morceau de pain*. Théâtre, 1^{er} semestre 1996. Théâtre national.

AQUITAINE

BIARRITZ

Festival international de Biarritz : Cinéma et Cultures d'Amérique latine. Rétrospectives/Compétition, 25 septembre au 1^{er} octobre 95. Palais des Festivals. (16) 42-78-62-18.

Ecrans Sonores : 4^e Rencontres internationales des musiques à l'image. Rencontres/Pédagogie/Festival, 13 au 19 novembre 1995. Palais des Festivals et Casino. 44-86-06-06.

BORDEAUX

Aquitaine, cent ans de cinéma. Exposition année 1995. Musée d'Aquitaine. (16) 56-44-35-17.

Avant-première de *Jour de fête*, le film inédit en couleur de Jacques Tati. Avant-première mondiale, le 10 janvier 1995. Salle de cinéma UGC. 43-29-40-90.

Hommage à Louis Delluc. Rétrospective/Débat, deux jours au 4^e trimestre 1995. (16) 56-31-29-95.

Les Lumières du regard. Projections, 28 décembre 1995. Itinéraire aquitain en 40 ciné-sites. Projections plein air/Patrimoine, juin à août 1995. 40 lieux de la région Aquitaine. (16) 56-44-35-17.

MARMADE ET RÉGION AQUITAINE

Des Cinémas : inventaire subjectif des cinémas de villages en Aquitaine. Exposition de photographies, janvier 1995, plusieurs lieux. (16) 56-91-88-12.

SAINT-LOUBÈS

Hommage à Max Linder. Expositions/Conférence/Projection, 3 mars au 16 avril 1995. Centre culturel La Coupole. (16) 56-68-67-06.

SAINT-FOY-LA-GRANDE

Hommage à Max Linder. Expositions/Conférence/Projection, 9 avril 1995. Cinéma La Brèche. (16) 56-68-67-06.

AUVERGNE

BELLEVES

Séance de Lanterne magique ou l'itinéraire du dernier montreur d'images. Spectacle vivant, juillet à août 1995. Château de Billy. (16) 70-58-36-70.

CLERMONT-FERRAND

Un siècle en court : Festival du court métrage de Clermont-Ferrand. Rétrospective/Exposition, 27 janvier au 4 février 1995. Maison des Congrès. (16) 73-91-65-73 ; 42-85-40-10.

Cinébouffe 1995 : les débuts du cinéma. Exposition/Projections/Conférence, 23 au 26 avril 1995. Faculté des Lettres. (16) 73-35-57-47.

VICHY

7 = 6 : le 7^e Art rend hommage aux six autres depuis cent ans. Rétrospective/Spectacle vivant, 4 au 17 octobre 1995. (16) 70-98-71-28 ; (16) 70-99-28-41.

BOURGOGNE

AUXERRE

De Métropolis au virtuel. Expositions/Projections, 26 juin au 24 septembre 1995. Cinéma Casino/Abbaye Saint-Germain. (16) 86-52-69-45.

BEAUNE

Edienne-Jules Marey, inventeur du cinéma scientifique. Exposition/Édition, 30 mai au 10 septembre 1995. Chapelle de l'Oratoire. (16) 80-24-56-92.



Non, *Jour de fête* n'a pas été victime d'une « colorisation » abusive. Si les drapeaux qui claquent sur la place du village en fête sont tricolores, si François le facteur pédale à tout-va dans une campagne qui a oublié sa grisaille, c'est que Jacques Tati avait réalisé son film en couleur. Les historiens du cinéma le savaient, tout le monde va pouvoir le constater.

V^e Rencontres Cinématographiques de Beaune, avec le Festival de l'Image de film de Chalon. 28 au 30 octobre 1995.

CHALON-SUR-SAÛNE

Janviers en Bourgogne (5^e édition) : le vécu et l'imaginaire, carte blanche à Henri Alekan. Exposition/Concerts/Rétrospective, 21 janvier au 5 mars 1995. Espace des Arts. (16) 85-42-52-00. Vernissage : 21 janvier, 15 heures.

Une semaine de projections. 10 au 25 mars 1995. Musée Niepce.

Le pré-cinéma. Exposition automne 1995. Musée Niepce et autres lieux.

X^e Festival de l'Image de film : les cent bougies du cinéma. Rencontre professionnelle, 28 au 30 octobre 1995.

DIJON

Le Comte Grillet - Opéra comique cinématographique. 15 février 1995.

Le pré-cinéma. Exposition, 7 au 15 avril 1995. Salle de Flore.

Séance de cinéma 1900. Projections, 11 avril 1995.

MARCIGNY

XXV^e Rencontres cinématographiques de Marcigny-Marcynéma. Exposition/Rétrospective/Colloque, 27 octobre au 1^{er} novembre 1995. Cinéma Vox. (16) 85-25-24-84 ; (16) 77-67-56-65.

PARLY

Hommage à Henri Alekan. Exposition/Spectacle/Conférence, 15 juin au 15 septembre 1995. Médiathèque Bruyère. 39-11-31-46.

SEMUR-EN-AUXOIS

Quinzaine de l'Image. Animations en milieu scolaire, 10 au 22 avril 1995. Cantons ruraux de l'Auxois-Morvan. (16) 80-97-08-83.

BRETAGNE

BREST

Création musicale sur deux films, *l'Homme d'Argen*, de Robert Flaherty, et *Finis Terrae*, de Jean Epstein. Spectacle vivant/Projections, à partir de novembre 1995. Le Quartz. (16) 98-44-03-94.

CENTRE

ORLÉANS

Nuit de l'ESEM 95 : 100 ans de cinéma. Gala Grande Ecole/Projections, 3 février 1995. Parc des Expositions. (16) 38-53-19-70 ou (16) 38-56-01-51.

TOURS

Alexandre Trauner, 50 ans de cinéma. Rétrospective/Exposition, 15 avril au 15 juin 1995. Château de Tours. Naissance de la danse au cinéma : Rétrospective des vues de danse par Daniel Laroche. 17 avril 1995. Cinéma-thèque. Festival acteurs-acteurs, Alexandre Nevski, projection et musique du film en direct. Projection/Spectacle vivant, 22 avril 1995. Centre de Congrès Vinci. (16) 47-38-29-29 ; 44-86-06-06.

PRADES

Rencontres internationales cinématographiques de Prades. Rétrospective/Colloque, 17 au 24 juillet 1995. plusieurs lieux. (16) 42-78-62-18.

AUDE

Lumière et Moisson ou l'invention du Cinéma. Spectacle vivant/Théâtre, à partir du 17 décembre 1994. Cantons ruraux de l'Auxois-Morvan. (16) 68-27-38-69 ou (16) 68-27-65-79.

MONTPELLIER

Silence, on tourne. Mars à décembre 1995. (16) 67-69-33-00. Festival international du cinéma méditerranéen : de Népce aux frères Lumière. Exposition, 10 octobre au 15 novembre 1995. Couron-Salle Rabalais. 42-66-97-64 ou (16) 67-66-36-36.

Une dynastie du cinéma, les Changelais. Projections/Rétrospective, 10 octobre au 15 novembre 1995. Même lieu.

Les premiers films muets de la Méditerranée. Projections, 10 octobre au 15 novembre 1995. Même lieu.

PERPIGNAN

Luis Buñuel, du surréalisme aux années médicales. Projections/Colloque/Exposition, 1^{er} au 6 mars 1995. Palais des Congrès. (16) 68-66-30-33. Confrontation 31, Institut Jean-Vigo : Lumière, lumières, un siècle d'inventions au cinéma. 8 au 16 avril 1995. Palais des Congrès. (16) 68-66-30-33.

Cinéma et histoire, histoire du cinéma : Les actualités filmées. Colloque/Projections, décembre 1995. Institut Jean-Vigo. (16) 68-66-30-33.

PRADES

Rencontres internationales cinématographiques de Prades. Rétrospective/Colloque, 17 au 24 juillet 1995. plusieurs lieux. (16) 42-78-62-18.

le Fantôme de l'Opéra (1925), de Rupert Julian. Projection/Concert en plein air, juin 1995. Place du Capitole. Ouverture nouvelle cinémathèque. Le pré-cinéma. Exposition octobre 1995. Cinémathèque.

Les films Lumière du deuxième siècle. Avant-première, octobre 1995. Cinémathèque. De l'illusion d'un avenir à l'avenir d'une illusion. Novembre à décembre 1995. Cinémathèque. 45-63-07-83 ou 42-97-43-46.

NORD-PAS-DE-CALAIS

DUNKERQUE

8^e Rencontres cinématographiques 1995, Quel avenir pour l'image ? Rétrospectives/Compétition, 27 septembre au 17 octobre 95. Studio 43 et MJC. (16) 28-66-47-89. 100 ans de cinéma, 100 ans d'humour et de comédie. Rétrospective/Référendum, 29 novembre au 12 décembre 95. Cinéma Les Arcades. (16) 28-60-92-91 ; (16) 28-63-60-20. Et aussi à Lille.

BASSE-NORMANDIE

Le courrier des îles : opération pédagogique pour le secondaire. Pédagogie/Moyen-métrage, janvier à juin 1995. Collèges et lycées. CAEN. Tandem. Spectacle vivant/Court métrage, février 1995. Espace Puzzle.

HAUTE-NORMANDIE

Les Valises continentales - 60 films qui ont marqué le siècle du cinéma. Projections itinérantes de janvier au 28 décembre 1995. 15 salles de Haute-Normandie. (16) 35-98-28-46 ou (16) 35-88-87-82.

EVREUX

100 ans de jeunesse, Ateliers Lumière/Méliès. Pédagogie/Ateliers/Édition, année scolaire 1994-1995. Lycée Canada. (16) 35-70-20-21. Et au Havre. 24 heures pour un siècle. Projection marathon, rentrée 1995. Campus. (16) 35-70-20-21 ; (16) 35-88-87-82. Et Le Havre.

LE HAVRE

Le cinéma, 100 ans de jeunesse. Ateliers Lumière/Méliès. Pédagogie/Ateliers/Édition année scolaire 1994-1995. Et Rouen, Evreux. 43-22-16-82 ou (16) 35-70-20-21. III^e Rencontres nationales cinéma et enfance : Jeunes du personnage. Pédagogie/Réunions, 18 au 22 avril 1995. Le Volcan, L'Eden. (16) 35-19-10-10.

OISSEL

33/39 *Gueules d'amour*. Spectacle vivant/Théâtre septembre 1995. Et Le Petit-Quevilly, Le Havre. 47-07-46-05 ou 43-43-77-50.

ROUEN

Passaport pour le Cinéma Spécial Centenaire du Cinéma. Pédagogie/Exposition itinérante de décembre 1994 à décembre 1995. Et Le Havre, Dieppe, Evreux. (16) 35-70-20-21 ; (16) 35-88-87-82. Magnum et le cinéma. Exposition de photographies, 15 janvier au 15 mars 1995. Hôtel de Région. (16) 35-52-56-00 ; (16) 35-70-20-21. 24 heures pour un siècle. Projection marathon, rentrée 1995. Campus universitaire. (16) 35-70-20-21 ; (16) 35-88-87-82.

PAYS DE LA LOIRE

ALLONNES. Tandem. Spectacle vivant/Court métrage, 2 au 4 février 1995. Théâtre de l'Enfumerade.

ANGERS

7^e Festival Premiers Plans d'Angers. Rétrospective/Exposition, 20 au 29 janvier 1995. (16) 41-88-92-94.

BAZOUQUES-SUR-LOIR

100 ans de cinéma en milieu rural. Rétrospective/Expo/Pédagogie, juin 1995. (16) 43-45-22-64.

CRÉ-SUR-LOIR

100 ans de cinéma en milieu rural, juin 1995. (16) 43-45-22-64.

LAVAL

Les Lumières du Regard. Projections, le 28 décembre 1995.

LE MANS

Cinémathèque au Mans et Ciné 1900. Exposition/Spectacle enfants, 6 janvier au 26 février 1995. Palais des Congrès.

NANTES

Nantes et le surréalisme. Hommage/Rétrospective, 9 janvier au 28 mars 1995. Le Cinéma-thèque, Médiathèque. IV^e Biennale internationale du film sur l'art (BIFA). Projections/Compétition/Colloque, printemps 1995. Cent ans de cinéma à Nantes - Voyage dans l'histoire des cinémas de Nantes. Projections/Exposition/Circuit, juin à août 1995. Cinémas de Nantes et autres lieux. (16) 51-82-31-09. Hommage à Jacques Demy. Projections/Exposition/Hommage, fin septembre à octobre 1995. Un siècle de cinéma dans les salles de Loire-Atlantique. Projections/Exposition/Forum, février à mars 1995. 35 salles de cinéma. (16) 40-08-00-23 ; 40-99-10-00.

PICARDIE

Ethnologie et archéologie dans l'œuvre de S.M. Eisenstein - *Que Viva Mexico !* Exposition/Projections/Animations, février à décembre 1995. A Amiens, Beauvais, Compiègne, Creil, Méru. (16) 30-37-83-13.

LAON

Festival international de cinéma Jeune public de Laon. Festival/Exposition/Rétrospective, 3 au 13 avril 1995. Maison des Arts. (16) 23-20-38-61.

PÉRONNE

Filmer la guerre de 14-18. Rétrospective/Exposition, 1^{er} juin au 30 septembre 1995. Historial de la Grande Guerre. (16) 22-83-14-18.

POITOU-CHARENTES

LA ROCHELLE. Festival international du film. Festival, 30 juin au 10 juillet 1995.

POITIERS

Rencontres Henri Langlois- Perspectives de l'enseignement du cinéma à l'aube du 2^e siècle. Colloque/Pédagogie, 25 au 26 novembre 1995. Hôtel de ville.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

AIX-EN-PROVENCE

ET MANOSQUE. Festival du patrimoine cinématographique : Jean Giono et le cinéma. Exposition/Rétrospective/Colloque, 12 au 24 juin 1995. Institut de l'Image. (16) 42-26-81-82.

AUBAGNE

Centenaire Marcel Pagnol. Spectacle vivant, 28 février au 23 juillet 1995. (16) 42-18-08-08 ou (16) 91-41-68-00.

HYÈRES

Festival international du jeune cinéma : 1971-83, douze ans de cinéma différent, les grands prix. Projections/Expositions, septembre à décembre 1995.

MARSEILLE

L'Age d'or du cinéma provençal (1918-1938). Exposition, 15 mai au 17 juillet 1995. Palais des Beaux-Arts. (16) 93-64-35-77. Cent ans de cinéma à Marseille. Projections, décembre 1994 à janvier 1995. Cinéma-thèque. L'Image de Marseille au cinéma. Rétrospective/Projections, 17 janvier au 25 février 1995. Espace Cézanne/Cinéma Le Breuil. (16) 91-75-43-92. Rencontres cinématographiques marocaines. Rétrospectives/Conférences, 8 au 21 mars 1995. Maison méditerranéenne de l'image. Histoire des studios de Marseille. Exposition, avril à mai 1995. (16) 93-64-35-77 ou (16) 91-90-24-54. Ils ont tourné à Marseille 82 films, 52 salles. Rétrospective/Édition, mai 1995. 52 salles de cinéma. Vues Lumière. Projections, juin 1995. Cinéma L'Alhambra. Hommage à Marcel Pagnol et au cinéma provençal. Exposition/Rétrospectives, juin à septembre 1995. Cinéma-thèque.

MARSEILLE ET AUTRES VILLES. Les grandes œuvres du cinéma Provençal. Rétrospective, janvier 1995 à janvier 1996. Plusieurs lieux. (16) 93-64-35-77.

MOUGINS

L'Automobile et le Cinéma. Exposition de juillet à septembre 1995. Musée de l'Automobiliste. (16) 93-69-27-80 ou (16) 93-69-01-11.

NICE

Exposition consacrée à l'histoire du cinéma. Février à l'été 1995. Studios de la Victoria.

LE SIÈCLE DU CINÉMA/PROGRAMME

RHÔNE-ALPES

ANNECY

Cinéma : des premières images aux nouvelles images. Exposition/festival/ateliers, 30 mai au 30 octobre 1995. Musée-Château d'Annecy. (16) 50-45-29-66.

Rencontres du cinéma italien 50 ans de coproductions franco-italiennes. Rétrospective / édition, 2 au 9 décembre 1995.

BRON

Déjà un siècle! Midi-minuit du film. Rétrospective/anthologie, 9 janvier 1995. Cinéma Les Alizés. (16) 72-40-26-26.

ECULLY

Cent ans de cinéma. Exposition/animation, 5 décembre 94 au 4 janvier 95. Maison de la Rencontre. (16) 78-33-64-33.

LUSSAS

7^e Etats généraux du film documentaire de Lussas : les cinéastes héritiers des Lumières. Rétrospective/recontres, 21 au 28 août 1995. Le Village. (16) 75-94-28-06.

LYON

Le cinéma, 100 ans de jeunesse. Ateliers Lumière/Mémoires. Pédagogie/ateliers/édition audio scolaire 1994-1995. Institut Lumière. (16) 78-78-18-95.

Lumière 95 : Institut Lumière. (16) 72-40-26-26. Acte I, déjà un siècle! Au pays des Lumières, exposition, 3 décembre 94 au 26 janvier 95 - Rétrospective Alain Resnais, rencontre, à partir du 7 décembre 1994 - Carte blanche à la Cinéma-thèque française, projections, jusqu'au 12 janvier 95 - Il était une fois Hollywood, avant-première, le 20 décembre 1994. Promenade à Broadway/ONL, concert, 31 décembre 94 au 1^{er} janvier 95. Auditorium Maurice Ravel. (16) 72-40-26-26 - Le jeune cinéma européen, rencontres/projections, 9 au 13 janvier 1995 - Lyon, cent ans d'une ville à l'écran, soirée spéciale, 14 janvier 1995 - Ciné-danse, projection comédie musicale, 22 janvier et 10 février 1995 - De Guignol à Chariot, spectacle de marionnettes, 1^{er} février au 1^{er} juillet 95 - Antoine Duhamel, compositeur, conférence, 15 février 1995 - La musique de film, conférence/musique, 18 février 1995. Jazz et cinéma, conférence/musique, mars 1995. *Le Rayon vert*, d'après Eric Rohmer, adaptation théâtrale, 2 au 7 mars 1995 - Orgue, improvisations sur *L'Aurore de Murnau*, concert/projection, 6 mars 1995 - Le premier film : présentation générale, 8 au 22 mars 1995. Plusieurs lieux. (16) 72-40-26-26 - Le premier film : rétrospective Federico Fellini, 8 au 22 mars 1995 - Les inventeurs de Lumière, rétrospective, 10 au 22 mars 1995 - L'Histoire de la cinéphilie, colloque, 14 au 17 mars 1995 - Ciné-Danse, projection comédie musicale, 14 mars 1995 -

Croquez le melon, spectacle hommage à Charlie Chaplin, théâtre, 17 au 22 mars 1995 - Soirée lumière, soirée de gala/projections, 17 mars 1995 - Mondiovision, 18 au 19 mars 1995 - La Journée Lumière, parisiennes/projections, 18 mars 1995 - Marathon Lumière, projections en continu, 18 mars 1995 - Ciné-danse, projection comédie musicale, 23 avril 1995 - Les films de l'histoire de l'art, rétrospective/Anthologie, 4 mai au 4 juin 1995 - Le cinéma est une fête, 24 images seconde, ballet, 1er au 11 juin 1995 -

Autour du cinéma à Lyon, exposition, 1^{er} juin au 31 juillet 1995 - Congrès international Lumière, 6 au 10 juin 1995 - Ciné-Danse. Projection comédie musicale, 13 juin 1995 - Son, musique et cinéma, concert/projection/conférence, 22 juin au 7 juillet 1995 - *Les Chariots de feu*, de Hugh Hudson, adaptation théâtrale, 23 juin au 12 juillet 1995 - Les Nuits de Fourvières, projections en plein air, juillet 1995 - 1^{er} éd en cinémascope, projections en plein air, juillet à septembre 1995 - Ciné-Théâtre, rétrospective, 11 au 15 septembre 1995 - L'Opéra Visconti, rétrospective, 18 au 22 septembre 1995 - Cent ans d'images vivantes, exposition, 15 octobre au 15 décembre 1995 - Cinéma de Fantomas et de Tintin, exposition/colloque, novembre à décembre 1995 - Vers le deuxième siècle, l'émergence du multimédia, colloque, décembre 1995 - 3^e Biennale de Lyon, exposition/art contemporain, 4 décembre 1995 à mars 1996 - Festival de cinéma, festival, 4 décembre 95 au 23 janvier 96.

Les Lumières du regard. Projections, 28 décembre 1995.

L'école fête le cinéma : palmarès des jeunes. Pédagogie/rétrospective, 3 octobre 1994 à juin 1995. 25 salles cinéma Ain/Loire/Rhône. (16) 78-88-56-87.

LYON ET BANLIEUE LYONNAISE

Lumière 95. (16) 72-40-26-26. Acte III : le cinéma est une fête, présentation générale, 1^{er} juin au 25 septembre 1995 - Vers le deuxième siècle, présentation générale, 7 décembre 95 au 25 janvier 96. plusieurs lieux.

LYON, VILLEURBANNE, BRON

Lumière 95, Acte I : Déjà un siècle! Présentation générale. 2 décembre 94 au 15 janvier 95.

NEUVILLE-SUR-SAÔNE

Lumière 95, Acte III : Le cinéma est une fête, l'autre ville. Animations, 11 juin 1995. dans toute la ville.

OULLINS

Lumière 95, Entr'Actes : l'Homme à la caméra, de Dziga Vertov. Projection/concert, 28 mars 1995. Théâtre de la Renaissance.

Lumière 95, Acte III : le cinéma est une fête, 100 ans de cinéma des pays arabes. Rétrospective, 6 au 11 juin 1995. Théâtre de la Renaissance.

ROANNE

De la caverne aux Lumières, Jeux d'ombres et cinéma. Exposition/projections, 14 janvier au 5 février 1995. Espace Renoir.

ROCHETAILLE

Lumière 95, Acte III : le cinéma est une fête Ciné-Bagnole. Projections, juillet à août 1995. Musée Henri Malartre.

SAINT-ETIENNE

Cent ans de cinéma à Saint-Etienne. Exposition, 15 novembre 94 au 15 mai 1995. Cinéma-thèque. (16) 77-43-09-77.

Cycle "Histoire du cinéma français". Rétrospective, 15 novembre 94 au 16 mai 95. Cinéma-thèque.

Deux journées sur le documentaire. Projections/recontres, 20 au 21 janvier 1995. Cinéma-thèque.

Naissance du récit cinématographique. Projection/Conférence, 1^{er} avril 1995. Cinéma-thèque.

Saint-Etienne 1930. Projection/conférence, 6 mai 1995. Cinéma-thèque.

SAINT-PRIEST

Séance de Lanterne Magique ou l'itinéraire du dernier montreur d'images. Spectacle vivant, octobre 1995. (16) 70-58-36-70.

VALENCE

Henri Cartier-Bresson, photogra-

phier et dessiner. Exposition/projections, 16 au 30 janvier 1995. Le Crac-Scène Nationale.

Le cinéma du réel, réel du cinéma? Projections/recontres, à partir de mars 1995. Le Crac-Scène nationale.

Repérages : manifestation autour d'un film. Rétrospective/colloque/exposition, novembre 1995. Le Crac et le Musée de Valence.

Cinéma, audiovisuel et spectacle vivant. Projections/colloque/exposition, janvier 1996. Le CRAC-Scène nationale.

VILLEURBANNE

Lumière 95, Acte I : Déjà un siècle. Cinéma-Mémoire : l'Inconnu, de Tod Browning. Film muet/accompagnement musical, 8 décembre 1994. Le Transbordeur. (16) 72-40-26-26 ou (1) 42-97-43-46.

Lumière 95, Entr'Actes : Alexandre Hervé, de S.M. Eisenstein. Projection/concert, 27 mars 1995. Salle Gérard-Philippe. (16) 72-40-26-26.

Lumière 95, Entr'Actes : 100 ans d'histoire du documentaire. Rétrospective/recontre, 9 au 14 octobre 1995. Maison du Livre, Image et Son. (16) 72-40-26-26.

VIZILLE

Lumière 95, Entr'Actes : Visions de la Révolution. Exposition, 3 octobre au 17 décembre 1995. Musée de la Révolution française. (16) 72-40-26-26.

Bibliographies

Mise en pages

L'annonce de la célébration du premier siècle du cinéma a provoqué un emballement de la machine éditoriale. Des livres vont ainsi paraître, que l'austérité supposée de leur sujet ou de leur traitement privait jusque-là de l'espoir d'arriver jamais dans les librairies. C'est à l'aune de ces parutions que se mesure l'effet bénéfique sur l'édition du centenaire du cinéma.

Correspondances (1890-1953)

d'Auguste et Louis Lumière réunies et annotées par Jacques Rittaud-Hurtin, avec Yvelise Dentzer, préface de Maurice Trarieux-Lumière. *Cahiers du cinéma*, 398 p., 180 F.

28 décembre 1895. 18 heures. Aux portes du Grand Café, 14, boulevard des Capucines, le beau monde parisien se bouscule. Peu à peu savants, journalistes et responsables de théâtre prennent place dans une salle ornée de bambous et de défenses cornes d'éléphants : le Salon indien. Face à eux, un grand écran. Derrière, dans l'obscurité, le cinématographe. Cet appareil permet, véritable révolution, de projeter des images animées, un peu comme des photos qui bougent. Depuis des semaines, Auguste et Louis Lumière perfectionnent leur appareil en vue de cette première projection publique. Mais, cet après-midi, ils ont préféré ne pas venir.

Anxiété excessive ou modestie naturelle? Après avoir lu leur correspondance, on opte pour la seconde hypothèse. Ainsi Louis Lumière répond-il aux félicitations qui lui sont adressées : « J'ai simplement eu la chance d'arriver le premier. ». Au fil des lettres - il y en a près de cinq cents - on découvre deux frères qui s'enthousiasment pour la photographie et qui cherchent à développer de nouveaux procédés en confrontant leurs idées avec celles d'autres savants. Deux frères qui s'inquiètent pour la commercialisation de leurs inventions, photographie couleur ou cinématographe. Mais surtout deux frères qui se vouent un respect et une tendresse infinis exprimés dans chacune des pages de cet ouvrage passionnant, qui offre de découvrir

la manière dont leur propre plume a aligné mots d'espoir et de désespoir, de joie et de souffrance.

ISABELLE VOEGELI

Pathé, premier empire du cinéma

Sous la direction de Jacques Kermabon. *Centre Georges-Pompidou*. 480 pages. 390 F.

Rien ne semble avoir été épargné pour que ce livre soit une magnifique réussite, que l'on découvre avec gourmandise et que l'on parcourt émerveillé. Des documents exceptionnels, magnifiquement reproduits et valorisés par une mise en page aérée, intelligente et élégante, ponctuent cette visite guidée de la célèbre firme au coq. Le ramage se rapporte ici au plumage : l'aventure de Pathé est retracée, détaillée, analysée au fil d'un texte passionnant qui dessine en filigrane l'histoire d'une production française trop souvent négligée par les chercheurs et les éditeurs. Pour que la réussite soit parfaite, le prix est raisonnable et achève de faire du livre l'événement de cette première livraison éditoriale du centenaire.

P. M.

Une histoire du cinéma allemand : l'UFA

De Klaus Kremer. Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni. *Fleuve noir*, 685 pages. 250 F.

De sa création, en 1917, à son démantèlement, en 1945, l'histoire de l'UFA s'est confondue avec celle du cinéma allemand. Le titre du livre de Klaus Kremer est donc cohérent. En retraçant les étapes successives de cette aventure, avec un constant souci de précision et un remarquable talent pour la mise en perspective des différents paramètres (historiques, thématiques, stylistiques, politiques), l'auteur raconte une extraordinaire histoire : celle d'un mastodonte qui faillit s'épuiser à courir après la machine à vapeur, avant de se trouver dans la situation de monopole où le placèrent les maîtres de l'Allemagne de 1933 à 1945. Au-delà de l'intérêt majeur qu'il présente, cet ouvrage essentiel confirme avec éclat qu'il convient désormais d'aborder plus systématiquement l'histoire du cinéma du point de vue de la production, et non plus uniquement à travers ses créateurs, comme cela a surtout été le cas jusqu'à présent.

P. M.

World Cinema : Diary of a Day

Publié par Mitchell Bazley avec la British Film Institute. 416 p. (uniquement disponible en anglais).

« Je venais de m'installer derrière mon grand bureau, de prendre le manuscrit des premières phrases de mon futur film, *L'Été 44* (ou *Croque Love Call* en anglais), et je m'apprêtais à écrire lorsque j'ai réalisé que j'avais atrocement faim - et je ne peux pas écrire l'estomac vide. » Voilà comment Louis Malle a commencé sa matinée de travail du 10 juin 1993. Une date particulièrement importante? Non, simplement une date prise au hasard par le British Film Institute, qui a demandé à plus de mille personnalités du monde du cinéma - réalisateurs, producteurs, acteurs, maquilleurs, costumiers, critiques, etc., de toutes nationalités - ce que fut pour eux cette journée-là. Hommage aux frères Lumière et à tous ceux qui ont fait le cinéma pendant ces cent dernières années, cette « tranche de temps » permet de découvrir un univers parfois cruel, parfois étonnant et amusant : le quotidien des gens qui vivent (ou vivaient) du cinéma.

I. V.

Le siècle du cinéma

De Vincent Pinel. *Bordas*. 472 pages. 386 F.

Au moins ce fort volume somptueusement illustré ne cache-t-il pas son ambition de constituer un ouvrage de référence plaisant à consulter. Pour ce qui est de l'agrément, la réussite ne fait pas de doute : l'iconographie, photos et affiches de films surtout, et les reproductions sont de qualité. Le principe qui consiste à consacrer une, deux ou trois doubles pages à chacune des années du siècle du cinéma rend agréable un parcours encore facilité par la présence d'un index. Les films importants, présentés par pays, font l'objet de notes squelettiques, un seul par année à droit à un article plus développé. On trouve également un survol des événements de l'année hors cinéma, quelques échos et anecdotes, souvent bien choisis, ainsi qu'un « carnet » des naissances et décès. L'ensemble est rédigé avec un sérieux qui ne masque pas toujours le caractère hâtif de certains jugements et appréciations. Tribut payé à la loi d'un genre, alourdi par l'absence inexcusable de bibliographie.

P. M.

Le Paris de Hollywood sur un air de réalité

De Gilbert Salmiches (textes) et Sébastien Frères (photographies). Préface de Jean-Claude Carrière. *Caisse nationale des monuments historiques et des sites*, 136 pages. 95 F.

« Ces photographies ne sont pas destinées à la publication ni à la réalisation de cartes postales, mais à la consultation par des directeurs techniques ou artistiques qui désirent construire des décors en studio représentant des scènes censées se dérouler à Paris. » Les termes de la lettre parue d'Amérique en octobre 1926, à destination des frères Séberger, photographes installés à Paris, rendent compte de l'esprit de la commande. Un accord fut par la suite conclu, des centaines de clichés furent réalisés, en réponse à des demandes précises et formulées dans un « français » délicieux (« Une petite boutique où un raccommodeur des auto-bicyclette pour attraper les autoistes quand ils vont trop vite dans les rues »), puis expédiés au commanditaire. Personne n'a jamais su s'ils furent de quelque uti-

lit, mais tels qu'ils sont reproduits dans cet astucieux petit livre, ils font ressembler le Paris d'hier en l'associant aux images du cinéma américain.

P. M.

Dictionnaire du cinéma mondial

Mouvements, écoles, tendances, courants, genres, sous la direction d'Alain et Odette Virmaux. *Editions du Rocher*, 323 pages. 285 F.

Appartements somptueux, salons rutilants, soirées de cocktails, secrétaires jolies mais pauvres, riche patron qui tombe amoureux, mariage, bonheur, voilà qui résume parfaitement le cinéma italien des téléphones blancs. Ces films ont longtemps été confondus avec le cinéma du régime mussolinien. Or, suite à des projections récentes de films restés invisibles depuis des décennies, un réexamen plus critique et distancié est devenu indispensable. L'intérêt de ce livre réside précisément dans le fait que ses auteurs n'ont pas voulu se focaliser sur le star-system mais ont préféré aborder le cinéma par ses différents mouvements, ses courants, ses genres... - ce qu'ils appellent

« l'entrecroisement de lignes de force collectives » - dans un ordre alphabétique. On y trouve les écoles dûment identifiées, comme l'expressionnisme ou la nouvelle vague, les principales cinématographies nationales et les grands genres, mais aussi des pages consacrées au cinéma underground, au théâtre filmé, au calligraphisme italien ou aux films coloniaux.

I. V.

Le mouvement

d'Etienne-Jules Marey. Préface d'André Miquel. *Editions Jacqueline Chambon*. 340 pages. 180 F.

Excellente initiative que la réédition de ce texte, publié il y a un siècle et devenu depuis longtemps introuvable, dans lequel Jules-Etienne Marey présentait l'état des recherches et expériences que sanctionna notamment la première projection de films scientifiques. Ouvrage savant dont l'intérêt est fréquemment relancé par des illustrations et qui offre de pénétrer la préhistoire du cinéma. Le *Mouvement* se situe, avec le recul du temps, aux confins de la science et de la poésie pure.

P. M.



Plaque animée peinte à la main, France, vers 1850.

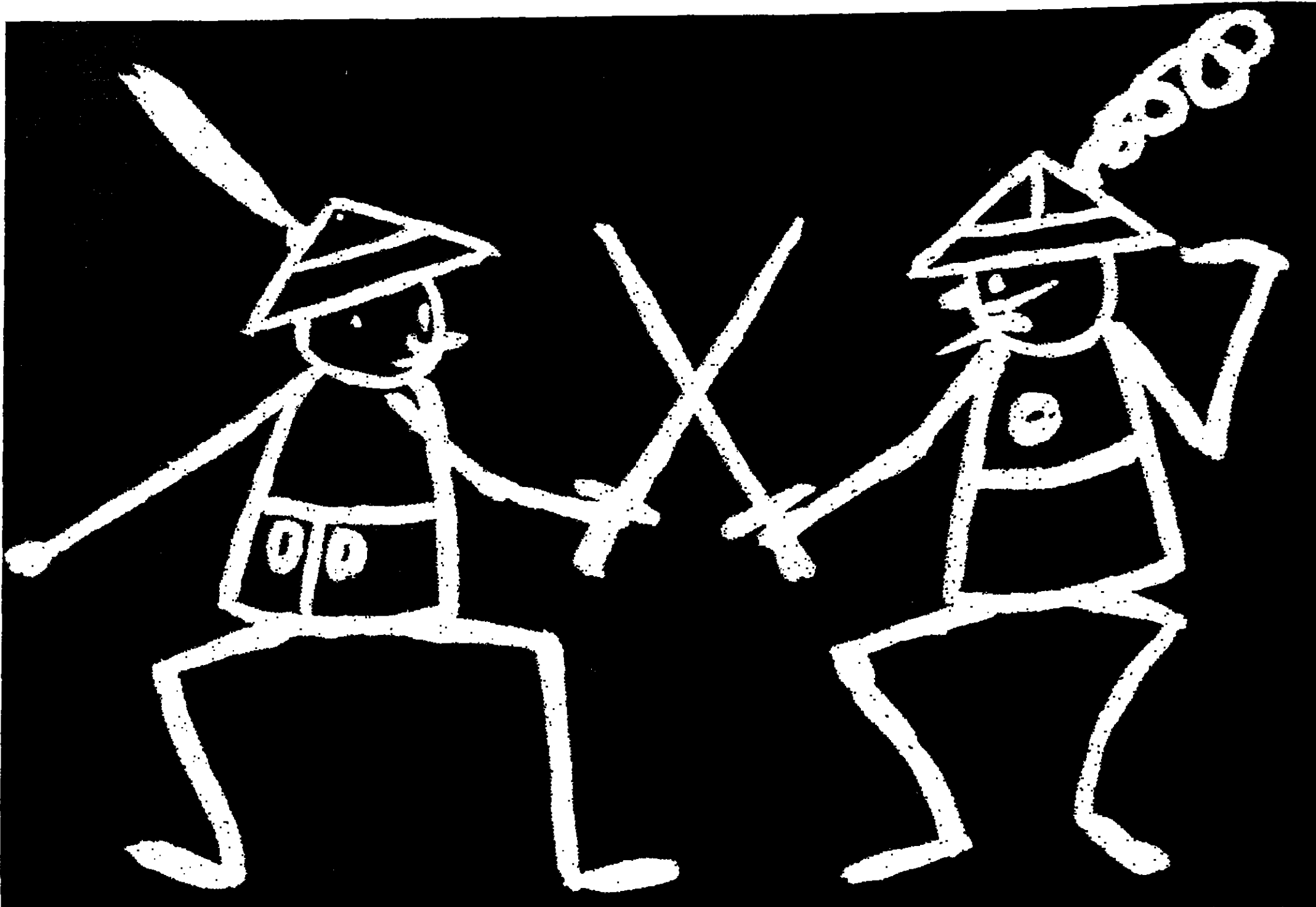
Le grand art de la lumière et des ombres

de Laurent Mannoni. *Nathan*. 512 pages. 195 F.

Pour qui n'a jamais entendu parler ni du « phénakistoscope » de Plateau ni du « phasmatrope » de Henry R. Heyl, et encore moins des « disques stroboscopiques » de Stampfer, le savant ouvrage de Laurent Mannoni peut a priori sembler d'un abord difficile. Mais dès les premières lignes, la passion de l'auteur, responsable de la collection des appareils de la Cinéma-thèque française, se révèle communicative et c'est sans y prendre vraiment garde que l'on pénètre à sa suite l'archéologie du cinéma. On se surprend bientôt à remonter la chaîne d'inventeurs, de chercheurs, de curieux, de rêveurs, de savants et de poètes dont le savoir, l'abnégation et, souvent, une folie que certains crurent devoir qualifier de douce, rendirent possible la naissance, en 1895, du cinématographe. Le livre se termine donc au moment où commence le premier siècle du septième art, quand prend fin cette préhistoire du cinéma que Laurent Mannoni a explorée et racontée avec amour et humour.

P. M.

LE SIÈCLE DU CINÉMA



Emile Cohl : « Un drame chez les Fantoches » (1908)

CINÉMATHEQUE FRANÇAISE

Lumières des revenants

UN dessin de bonhomme. Un rond pour la tête, deux points pour les yeux, un trait pour la bouche. Comme tracent les enfants. C'est dessiné blanc sur fond noir, comme à la craie sur le tableau, en classe. Mon frère Louis et moi, six ans et cinq ans, nous sommes assis dans la classe, justement. La classe est vide. Neuf heures du soir. Sur le tableau noir mon grand-père, qui est le directeur de l'école, a tendu un écran, et il projette les dessins animés d'un monsieur qu'il connaît.

La tête du bonhomme. Drôle, mais nous rions sans rire. Emotion. Un petit peu peur. Nous dessinons des bonhommes comme ça, presque la même chose, sur des bouts de papier, mais jamais sur le tableau noir, nous n'oserions pas. Punition. Nous en tremblons presque. Le bonhomme tremble aussi, plutôt il papillote, comme le soleil sur l'eau de mer, l'été à Pornichet. Mais qu'est-ce qui se passe ? La tête s'allonge, elle se plie, on dirait un huit allongé, les yeux et la bouche se faufilent dedans, le bonhomme devient poisson. C'est pas fini : le dessin devient une cassette, un chat de la mère Michel, une marguerite qui s'effeuille.

Ce soir avant d'aller au lit nous allons faire du cinéma, nous a dit notre grand-père, un ami m'a prêté des boîtes. Emile Cohl, oui comme la colle blanche mais ça ne s'écrit pas pareil. Nous sommes on ne peut plus troublés. La nuit, la permission de ne pas se coucher, la profanation incroyable du tableau noir, un homme ami de notre grand-père qui dessine comme les enfants, c'est fou, et cette apparition dans la lumière qui tremble, ce silence qui fait planer quelque chose de grave, comme à l'église, et en même temps de défendu, comme lorsque Louis fait le guet quand je vole des gâteaux secs, et cette image plus mystérieuse que celles du kaléidoscope, de la lanterne magique, que

les ombres chinoises, ces images qui bougent toutes seules, qui déraillent.

Le cinéma : tout ce qui est défendu, mais permis pour une fois, tout ce qui est irréel, mais vrai pour une fois, tout ce qui est rêvé la nuit, mais réveillés pour une fois, tout ce qui est fou, tout ce qui est grave, tout ce qui est secret. Tout ce qui est merveilleux. Tout ce qui est beau. Le cinéma ce soir-là, tel qu'il restera au fond de nous, à jamais.

Deux ans plus tard, ou trois. La plage de Pornichet. Le mois d'août. Louis et moi aidons l'oncle Paul à tirer sa barque sur le sable. L'oncle Paul vit là toute l'année, il est noir comme un nègre, il travaille un peu l'hiver aux Chantiers de Saint-Nazaire, nous l'aimons beaucoup, nous n'avons pas la permission d'aller le voir dans sa maison parce que ses sœurs ont la tuberculose. L'oncle Paul baisse la voix : « Si vous avez envie de voir les Misérables, en cinéma, Victor Hugo, je vous emmène chez les gitans, ce soir. »

— Les gitans, c'est défendu, ils mangent les hérissons, et quand ils se battent avec des couteaux, ils guérissent leurs plaies avec leur pipi. — Des mensonges ! dit Paul. — Et ils volent les enfants ! — Jamais ! dit l'oncle Paul. Jamais ! — Autrement ils les volaient ! — Jamais ! Des histoires ! » Nous avons toujours cru ce que dit l'oncle Paul. Et puis avec lui nous n'aurons pas peur.

C'est à dix heures, sur la route de Sainte-Marguerite. Nous ferons semblant de nous endormir à table, mon père se ficher, ma mère nous enverra nous coucher, nous éteindrons tôt la lumière. Quand mon père entrouvrira la porte, après le dîner, pour vérifier, nous ferons les respirations. Nous enjamberons l'appui de la fenêtre, l'oncle Paul nous attendra à la porte du jardin.

Le ciel est très noir, tout piqué d'étoiles très brillantes. Juste à côté du vieux moulin à vent de Sainte-Marguerite, les gitans ont tendu, en

travers du chemin de terre blanche, un drap. De chanvre, nous dit l'oncle Paul. Tout près il y a quatre chevaux, attachés au même tronc d'arbre. Assis par terre sur des sacs, huit ou dix jeunes femmes et jeunes hommes attendent, pas ceux de la plage, sans doute des fermiers. Les enfants des gitans se tiennent debout, sur les côtés du drap, presque contre. Un grand garçon en chemise noire, qui s'est noué sur la tête, comme une fille, un fichu rouge, règle une lampe à pétrole et se met à tourner la manivelle. L'écran clignote. « Vous allez voir Eponime, ma fiancée », dit à voix basse l'oncle Paul. « Eponime qui ? — Elle ressemble à ma fiancée. »

L'écran est tendu assez haut. Sur le fond du ciel étoilé et des fleurs de genêts, l'image gonfle et claque, il y a du vent. Photos d'un vieil homme en soutane, toutes grises, mangées par la lumière comme beaucoup de photos des albums de grand-mère, mais qui bougent, et c'est plein d'ombres et d'objets comme les illustrations du grand livre sur Londres que nous n'avons la permission de feuilleter qu'après nous être lavé les mains. C'est encore plus proche des rêves que les dessins de M. Cohl, parce qu'ici les figures parlent et nous ne les entendons pas, comme dans les rêves. Des paroles sont écrites, elles restent sur le drap très longtemps, beaucoup plus longtemps qu'il ne faut pour les lire, malgré les battements du drap.

L'homme au fichu rouge tourne une manivelle sur le côté de sa machine. Les chevaux font des « brrrrrou brrrrrou » avec leurs museaux, et cognent les sabots sur la terre dure. Un très grand chien-loup passe et repasse en courant dans la lumière de l'appareil. Un petit garçon et une petite fille se sont assis par terre et tiennent de la main le bas du drap, pour qu'il flotte un peu moins. Des bouffis, qui tirent une grande charrette de goémons, se sont arrêtés derrière la machine,

le fermier qui les conduit dit de ne pas bouger, il va regarder lui aussi, les bouffis attendront. Une femme très jolie court vers nous sur l'image. « Ma fiancée, dit l'oncle Paul, Miss Tinguette ». « Une Anglaise, ta fiancée ? — Non, c'est Eponime, l'actrice... Pourquoi tu dis anglaise ? — Chut ! dit un enfant, taisez-vous ! ». La charrette de goémon exhale une forte senteur de mer, d'iode. Les begnards. Les chandeliers d'argent. Nous reconnaissons l'histoire qui nous a été lue, dans le silence du réfectoire, à midi, par l'un des surveillants d'école.

Après les bonhommes blancs sur le tableau noir, notre deuxième soir de cinéma. Même émotion. Même illusion. Même échappée si loin de la répétition des jours, et ce vol plané, grisant, dans le ciel au-dessus de nous, qui oublie, qui fait du bien comme le conte de la grand-mère ou la caresse de la mère, cette vue sur la vie, une autre et la même, hésitante, tremblée, transparente, effacée, et cependant qui mord le cœur plus aiguë que le réel, empreinte immatérielle d'un faisceau de rayons qui posent leurs pas sur les rideaux. Cinéma libéré fantôme qui ne cesse d'étreindre d'une prise immédiate le flux de notre conscience, et c'est un seul cours de senti et d'imaginaire qui va, drainant la Cosette d'Hugo et le chien-loup des gitans, les éclats de diamant des étoiles et le fichu rouge de l'homme qui tourne, d'un rythme égal, la manivelle, la fugue dans la nuit avec l'oncle Paul et l'arrivée de Jean Valjean au couvent des Bernardines, les paroles manettes d'Eponime écrites sur le drap flottant et l'iode acide du varech qui gagne les ailes du moulin.

Paris, un dimanche soir d'hiver. Mon père est resté de la chasse un peu plus tôt que d'habitude, nous lui demandons de faire le cinéma, avant l'heure du dîner. Le rituel des préparatifs. L'appartement est petit, il faut changer les meubles de place,

décrocher le portrait de « maman-trois » au-dessus de la salamandre, sortir l'appareil de projection du placard de l'antichambre. Nous aidons à tendre le carré de drap entre le bureau et l'armoire. Tous les regards se pointent sur les doigts de mon père qui fixe les minces bandes du film sur l'appareil de projection, soufflés retenus, pas un bruit, suspense, comme si la planète allait tout d'un coup décrocher, et tomber dans l'infini, si quelque chose clochait.

Mon père a allumé la petite lampe de l'appareil, il éteint l'ampoule de la chambre, déjà il tourne la manivelle, tic-tac léger de la machine, grignotement de souris, couvert par l'asthme de maman. Images frémissantes, incroyables, un peu bistres, sur le linge blanc. Incroyables parce que ces fantômes pâlis, aux gestes heurtés trop rapide ou trop lents, c'est nous. Sur une terrasse qui domine le bord de mer, mon grand-père en haut bonnet blanc de chef-cuisinier sert une tarte aux pommes à des jeunes femmes très maquillées. Il n'a jamais approché d'un fourneau. Ma mère, assise sur le sable sous un parasol, tricote. Jamais nous ne l'avons vue descendre sur la plage. Nous-mêmes, frères ennemis, nous nous battons comme des sauvages, avec de gros bâtons, un inconnu nous sépare.

Notre père a filmé tout cela, avec sa petite Pathé à manivelle. A qui est ce profil si pur, blanc sur fond de ciel bleu, mais oui c'est Sœur Madeleine, cette parente que parfois nous allons chercher à Nantes, à l'hôpital Saint-Jacques, l'hôpital de ceux qui ont perdu l'esprit, et nos parents nous disent qu'elle y est infirmière, mais nous savons bien que c'est un mensonge. Dans sa belle robe de religieuse, qu'elle a en le droit de garder, elle est là-bas une pensionnaire, et sa douceur, et sa franchise, sont plus apparents encore sur les traces intermittentes du film que lorsque nous l'entourons, silen-

cieuse sur la falaise, immobile durant des heures, les yeux vers le loin de la mer.

Cinéma, regards brouillés, vie toute changée mais qui ne cesse de se trahir, de s'avouer, dans les contre-jours et les éblouissements, stigmates du for intérieur, empreintes des âmes, annonciateurs des revenants, et mon père en pantalon de toile, chemise blanche, que jamais nous ne voyons nous filmer, comment fait-il, lui qui nous fait si peur des fois, et ces dimanches soirs de l'hiver, l'odeur du bouillon de légumes dans le couloir, le mouvement scandé des ailes des oies sauvages qui volent au ras des vagues vers l'île de Noirmoutier, le carillon de l'église Saint-Germain l'Auxerrois, les arbres déchirés abattus par l'orage, la chambre rallumée quand mon père change la bobine, le tic-tac qui a repris, un chien errant qui fixe l'objectif, qui ne s'en va pas, qui nous fixe ici, dans la chambre, cet enjambement d'un monde à l'autre, le temps de ce mirage, impalpable, sur lequel la main fait son ombre, quand elle passe, recevant alors le soleil de l'image sur ses ongles, sur ses veines.

Nous approchons de l'âge adulte. L'âge d'aller dans les cinémas. Et de ne revivre que rarement dans les films des grandes personnes. L'émotion des dessins de Cohl, ni de de l'Eponime des gitans, ni du chien perdu de mon père. L'émotion nous sautait au cœur, parfois quand même. Des enfants jouant des jeux fait de mains sur la plage d'A propos de Nice. Buster Keaton ne retrouvait pas son père à l'arrivée du train en gare. Le cri d'un homme dans la nuit d'India Song. Pierrot le fou courant sous les eucalyptus. Le tramway de Mikhaïlov sur un boulevard vide d'Odessa. Ces intermittences d'un instant. Ces absences ici-ailleurs. Je me suis toujours demandé quelles images filment les morts.

MICHEL COURNOT

صبراً من الامل